



HAL
open science

Les mécanismes de financement du développement économique local : caractérisations et stratégies adaptées aux PMA

Annick Eudes Jean-Baptiste

► **To cite this version:**

Annick Eudes Jean-Baptiste. Les mécanismes de financement du développement économique local : caractérisations et stratégies adaptées aux PMA. Gestion et management. Université Paris Saclay (COmUE), 2018. Français. NNT : 2018SACLV024 . tel-01865365

HAL Id: tel-01865365

<https://theses.hal.science/tel-01865365>

Submitted on 31 Aug 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les Mécanismes de Financement du Développement Économique Local : Caractérisations et Stratégies adaptées Aux PMA

Thèse de doctorat de l'Université Paris-Saclay
Préparée à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines

École doctorale n°578 SHS
Sciences de l'homme et de la société
Spécialité de Doctorat : Sciences de Gestion

Thèse présentée et soutenue à Guyancourt, le 7 juin 2018

Annick Eudes JEAN-BAPTISTE

Composition du Jury :

M. TORRE André Directeur de recherche HDR, INRA-Agroparistech, Université Paris Saclay	Président
M. MOISSERON Jean-Yves Directeur de recherche HDR, CESSMA-IRD Paris	Rapporteur
Mme DONSIMONI Myriam MCF HDR, Université Savoie Mont-Blanc	Rapporteur
M. ASSENS Christophe Professeur des universités	Co-Directeur de thèse
M. SAMSON Ivan MCF HDR, LAREQUOI UVSQ	Co-Directeur de thèse

Titre : LES MECANISMES DE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL : CARACTERISATIONS ET STRATEGIES ADAPTEES AUX PMA

Mots clés : Financements, Développement Local, Pays Moins Avancés

Résumé :

Cette thèse doctorale s'attache à fournir une théorisation du Développement Économique Local (DEL) dans les Pays les Moins Avancés (PMA). Elle présente également une synthèse des conditions et des hypothèses que les programmes et les institutions peuvent provoquer pour obtenir un changement durable dans les territoires. Un tel changement est prévu dans le but de conduire les PMA vers une trajectoire de développement. Le sujet de thèse est placé dans le cadre de la problématique des axes stratégiques du développement local et des choix de sociétés dans les Pays les Moins Avancés.

La recherche, qui s'appuie sur une étude de cas de financement de développement local, est réalisée avec quatre sources de données qualitatives collectées de 2014 à 2017 sur le terrain d'une économie moins avancée. La posture épistémologique utilisée commence par déterminer la nature des problèmes identifiés et les spécificités des Pays les Moins Avancés. L'approche constructiviste pragmatique a permis de répondre et d'expliquer des phénomènes observables relatifs aux processus aboutissant au développement économique local suite à des financements appropriés.

Les résultats de ce travail ont mis en évidence le cadre empirique du développement local dans les PMA.

Les contributions de cette thèse de doctorat sont à plusieurs niveaux. D'abord elles sont d'ordre théorique, à travers un éclairage du système de gouvernance locale dans les Pays les Moins Avancés. Le cadre théorique spécifique aux PMA est approfondi et a permis de développer un ensemble de préconditions du développement local dans les PMA. Ensuite, les contributions de ce travail portent sur les politiques de développement et les politiques publiques.

Nous proposons à partir de mécanismes de financements dit « mixtes » des stratégies de financements adaptées aux particularités des PMA en nous basant sur deux piliers du développement local dans les économies les moins avancées : la gouvernance locale et les entrepreneurs. Le modèle théorique et les préconditions au DEL permettent d'avoir une vue d'ensemble des stratégies à mettre en œuvre pour créer le cercle vertueux du DEL dans ces économies.

Title: FINANCING MECHANISMS FOR LOCAL ECONOMIC DEVELOPMENT: CHARACTERIZATIONS AND STRATEGIES ADAPTED TO LDCS

Keywords: Financing mechanism, local economic development, least developed countries

Abstract:

This doctoral thesis aims to provide a theorization of Local Economic Development (LED) in the Least Developed Countries (LDC). It also presents a synthesis of the conditions and assumptions of programs and institutions to reach transformative and sustainable change in local territories. Such a change is intended to drive the LDCs towards a sound development trajectory. The topic of the thesis is placed within the framework of the strategic options of local development and the choice of societies in the Least Developed Countries.

The research, based on a case study of local development financing, is carried out with four qualitative data sources collected from 2014 to 2017 in the field of a less advanced economy. The epistemological posture starts by the nature of the problems identified and the specificities of the Least Developed Countries. The pragmatic constructivist approach made it possible to answer and explain observable phenomena related to the problem of identifying processes leading to local economic development following appropriate funding mechanism.

The results of this doctoral research have highlighted an empirical framework for local development in LDCs.

The contributions of this doctoral thesis are numerous. First, they are of a theoretical nature, through an understanding of the local governance system in the least developed countries. The theoretical framework specific to the LDCs is thus analysed and allows to develop a set of preconditions for local development in the LDCs. Secondly, the contributions of this work deal with development policies and public policies.

Indeed, we propose financing strategies adapted to the specificities of LDCs based on the two pillars of local development in the least developed economies: local governance and entrepreneurs, on the so-called "mixed" financing mechanisms. The theoretical model and LED preconditions provide an overview of strategies to implement the virtuous circle of LED in these economies.

AVERTISSEMENT

*L'Université n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse.
Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.*

REMERCIEMENTS

J'adresse tout particulièrement l'expression de ma profonde gratitude au Professeur Ivan SAMSON pour avoir accepté d'être mon Directeur de Thèse. Je lui dois conseils et encouragements dans les moments de doutes.

Pareillement, je remercie de tout cœur Marie-Lou NAZAIRE, Anne Eudes & Annelle Eudes JEAN-BAPTISTE, Alette Devé PIERRE pour leurs supports. Merci à ma fille adoptive Claire de m'avoir éloignée de temps en temps de mon travail par ses rires d'enfant.

Enfin, parce que cette thèse de doctorat a été réalisée tout en gardant mes engagements à temps plein dans des Institutions Internationales (Unicef et USAID), elle aurait été impossible sans l'accompagnement des Maîtres et du Dieu de mon cœur et de ma compréhension.

Annick Eudes JEAN-BAPTISTE,

Juillet 2017.

DÉDICACE

A la mémoire du Professeur Jean Eudes JEAN-BAPTISTE

TABLE DES MATIERES

Introduction Générale -----	12
<i>Les objectifs de la thèse</i> -----	25
<i>Plan de la thèse</i> -----	38
Chapitre I. Les spécificités socio-Economiques des Pays les Moins Avancés -----	41
<i>Introduction du Chapitre I</i> -----	42
1.1. <i>Une agriculture de subsistance à faibles revenus</i> -----	45
1.2. <i>Une forte concentration de la production et de l'exportation de produits de base</i> -----	52
1.3. <i>Les capacités d'adaptation et le changement climatique</i> -----	60
1.4. <i>L'environnement des affaires dans les PMA</i> -----	66
<i>Conclusion du Chapitre I</i> -----	80
Chapitre II. Les mécanismes de financement du développement local dans les PMA -----	83
<i>Introduction du Chapitre II</i> -----	84
2.1. <i>Les politiques publiques et le financement du développement local</i> -----	86
2.2. <i>La décentralisation fiscale et le développement localisé</i> -----	95
2.3. <i>Les financements externes du développement local dans les PMA</i> -----	103
<i>Conclusion du Chapitre II</i> -----	111
Chapitre III. Construction du modèle théorique de référence -----	116
<i>Introduction du Chapitre III</i> -----	117
3.1. <i>Revue des approches théoriques du financement du développement économique local</i> -----	119
3.2. <i>Construction du modèle théorique de référence du financement du DEL dans les PMA</i> -----	130
<i>Conclusion du Chapitre III</i> -----	146
Chapitre IV. Analyse empirique : l'élaboration du cas d'étude -----	150
<i>Introduction du Chapitre IV</i> -----	151
4.1. <i>Contexte empirique singulier et sélection du cas d'étude</i> -----	154
4.2. <i>Méthodologie du cas d'étude</i> -----	166
<i>Conclusion du Chapitre IV</i> -----	192
Chapitre V. Contexte empirique et présentation des résultats du cas d'étude -----	195
<i>Introduction du Chapitre V</i> -----	196
5.1. <i>Découvrir le terrain du financement du DEL dans le PMA typique</i> -----	198

5.2. Présentation des résultats des enquêtes qualitatives -----	211
Conclusion du Chapitre V-----	257
Chapitre VI. Les modalités de financements adaptées aux PMA : validation du modèle empirique et stratégies du DEL -----	260
<i>Introduction du Chapitre VI -----</i>	261
6.1. Le modèle empirique : préambule à une stratégie de développement local dans les PMA-----	262
6.2. Généralisation analytique et stratégies de développement local adaptées aux PMA -----	266
Conclusion du Chapitre VI-----	284
Conclusions générales -----	286
<i>Synthèse de l'argumentation-----</i>	287
<i>Contributions de la recherche -----</i>	293
<i>Prolongements possibles de la recherche-----</i>	299
BIBLIOGRAPHIE -----	301
<i>LISTE DES FIGURES-----</i>	310
<i>LISTE DES TABLEAUX-----</i>	312
<i>ANNEXES -----</i>	313

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ACDI	Agence Canadienne de Développement International
AFD	Agence Française de Développement
APD	Aide Publique au Développement
BIT	Bureau International du Travail
BM	Banque Mondiale
CA	Chiffre d’Affaires
CAH	Classification Ascendante Hiérarchique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
DEL	Développement Économique Local
FAO	Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture
FDL	Fonds de Développement Local
FENU	Fonds d’Équipement des Nations Unies
FGDCT	Fonds de Gestion et de Développement des Collectivités Territoriales
FMI	Fonds Monétaire International
HTG	Gourde haïtienne
IDE	Investissements Directs Étrangers
LFI	Initiative des Finances Locales
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti
MPME	Micro, Petites et Moyennes Entreprises
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économique
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OI	Organisation Internationale
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
PIB	Produit Intérieur Brut
PMA	Pays Moins Avancés
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNB	Produit National Brut
PNUD	Programmes des Nations Unies pour le Développement
PPA	Parité Pouvoir d’Achat
PPP	Partenariat Public Privé
PVD	Pays en Voie de Développement
TI	Transparency International
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine
UN	Nations Unies
UNCDF	United Nations Capital Development Fund

UNCTAD	United Nations Conference on Trade and Development
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USAID	United States Agency for International Development
USD	Dollar des États-Unis

INTRODUCTION GENERALE

« Assuming no important wars and no important increase in population, the economic problem may be solved, or be at least within sight of solution, within a hundred years. This means that the economic problem is not, if we look into the future, the permanent problem of the human race. »

« Essays in Persuasion »,

John Maynard Keynes (1931)

« Essays in Persuasion » de John Maynard Keynes avait été publié en 1931 durant la période de la Grande Dépression (1929 à 1939). Cet essai, dans son dernier chapitre « Economic Possibilities for our Grandchildren¹ », donnait un point de vue optimiste sur l'avenir de l'humanité. En concordance avec cette idée, nous avons fixé presque un siècle plus tard dix-sept objectifs de développement durable pour 2030². Dix-sept nouveaux objectifs dont le premier est d'« éliminer l'extrême pauvreté et la faim »³. La Banque Mondiale estime en effet que 10,7 %⁴ de la population mondiale, soit 836 millions de personnes, vivent encore en dessous du seuil de 1,90 USD par jours. La très grande majorité de cette population vulnérable est dans les pays à faibles revenus. Or, même parmi les économies à faible revenu, il existe un sous-groupe de pays avec des conditions particulières qui les rendent très vulnérables économiquement, socialement, politiquement. L'Organisation des Nations Unies classe ces pays comme les Pays les Moins Avancés (PMA).

¹ « Possibilités économiques pour nos petits-enfants »

² <http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

³ idem.

⁴ <http://www.banquemondiale.org/fr/topic/poverty/overview>

Les PMA : des économies montrant un retard de développement et des rigidités structurelles peu propices au développement économique et social

Ce sujet de thèse est placé dans le cadre de la problématique des axes stratégiques du développement local et des choix de sociétés dans les Pays les Moins Avancés (PMA). Le système des Nations Unies considère que les Pays les Moins Avancés sont les pays les plus pauvres et les plus faibles de la planète, avec une forte dépendance à l'aide publique au développement et une forte vulnérabilité aux chocs externes. L'appellation Pays les Moins Avancés a été retenue pour la première fois en 1971 par la communauté internationale. Elle définit ces économies comme étant très fragiles et ayant une faiblesse structurelle en ressources économiques, institutionnelles et humaines souvent exacerbée par des contraintes géographiques (CNUCED, 2012).

Le 13 Décembre 2016, lors du lancement du rapport annuel de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, ces économies étaient au nombre de quarante-neuf : dont trente-quatre sont en Afrique, quatorze en Asie-Pacifique, et une en Amérique. Le Conseil économique et Social des Nations Unies a utilisé les trois critères suivants pour l'identification des PMA : un critère de faibles revenus, un critère de ressources humaines et un critère de vulnérabilité économique (United Nations Conference on Trade and Development, 2015). Le Conseil établit et recommande des ajouts à la liste, ou la « graduation » de cette catégorie, c'est-à-dire l'obtention du « diplôme » de sortie du groupe de Pays les Moins Avancés.

Encadré 1. Les Pays les Moins Avancés

Les trois critères qui suivent ont été utilisés par le Conseil Économique et Social des Nations Unies et doivent s'appliquer durant une période de trois années pour que les pays soient retenus dans la liste des Pays les Moins Avancés de la planète.

1. **Un critère de revenu par habitant**, selon une estimation moyenne du revenu national brut (RNB) par habitant en moyenne de 1 035 USD sur une moyenne de trois (3) ans pour l'ajout à la liste, et un seuil de 1 242 USD pour les cas de sortie ou de graduation du groupe des PMA.
2. **Un critère de capital humain**, sur la base des indicateurs de nutrition (pourcentage de la population sous-alimentée), de taux de mortalité infantile, de santé, de taux de scolarisation secondaire et enfin, du taux d'alphabétisation des adultes.
3. **Un critère de vulnérabilité économique**, sur la base des indicateurs de chocs naturels, chocs liés au commerce, l'exposition physique aux chocs, l'exposition économique aux chocs, de « petitesse » de la population et d'éloignement économique.

70% des Etats remplissant ces trois conditions se retrouvent sur le continent Africain :

PMA d'Afrique et Haïti : Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, République Centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tchad, Togo et Zambie.

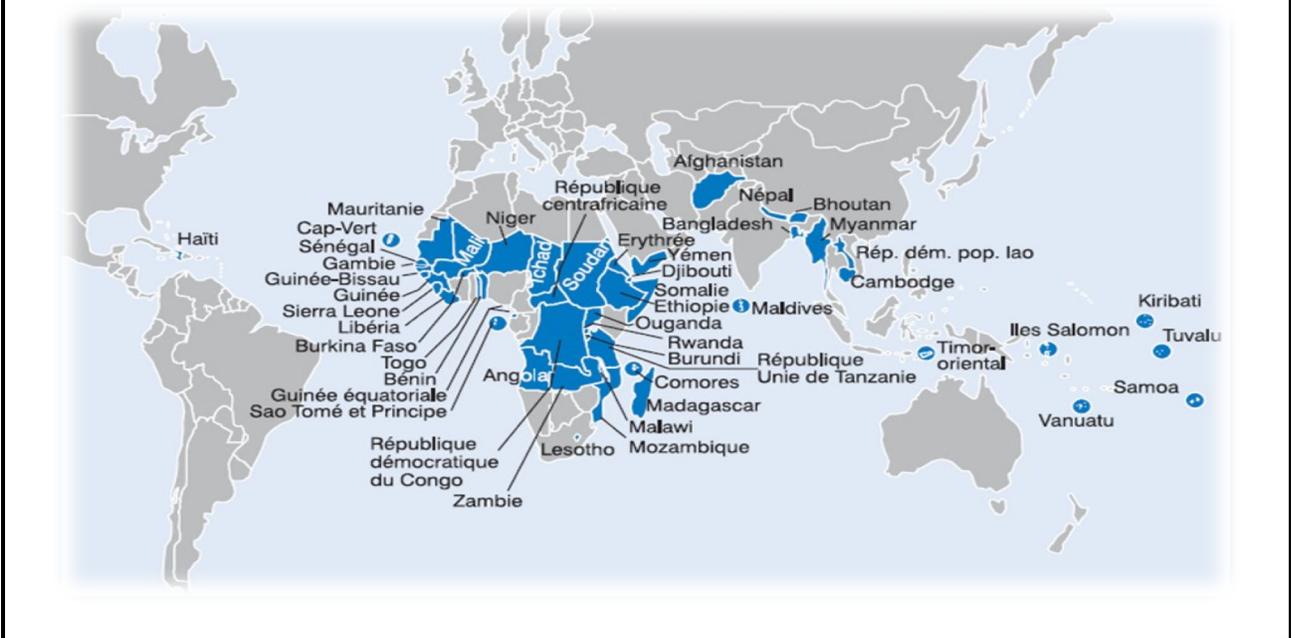
PMA d'Asie : Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Royaume du Cambodge, Myanmar, Népal, République démocratique populaire lao, Timor-Leste et le Yémen.

Iles : L'Union des Comores, la République des Kiribati, le Royaume des Îles Salomon, la République démocratique du Timor oriental, l'État des Tuvalu, la République de Vanuatu.

Outre les Pays les Moins Avancés d'Afrique subsaharienne, deux catégories de PMA peuvent être distinguées : les Pays les Moins Avancés sans accès au littoral, et les petits États insulaires (Figure 1).

Uniquement cinq économies ont quitté cette liste et ont été classées comme PVD : le Botswana (1994), le Cap Vert (2007), les Samoa (2011) et les Maldives (2014) (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, 2016 ; N. Kim & Cortez, 2012).

Figure 1. Carte des Pays les Moins Avancés



Sources : (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, 2016; United Nations Conference on Trade and Development, 2015)

Les Pays les Moins Avancés ont une position quelque peu spéciale sur l'échiquier de l'économie-monde. Avec une faiblesse de leur base de production, les PMA ne représentent qu'une faible part du commerce mondial (environ 0,54%) (CNUCED, 2012). La plupart des PMA ont vu leur part diminuer drastiquement depuis 2000 s'ils n'étaient pas producteurs de pétrole⁵. En 2012, ces économies représentaient au total un PIB (en USD courant) de 703,4 USD milliards et un Revenu National Brut de 753 USD par habitant⁶. De plus, les PMA maintiennent une certaine stagnation de leurs taux de croissance et ne participent pas à l'essor du Monde en Développement dont la croissance s'est poursuivie de 1980 à 2010. Effectivement, contrairement aux PMA, la part des PVD dans le commerce mondial des biens a augmenté, passant de 25% à 47%, et leur part dans la production mondiale est passée de 33% à 45% pour la même période.

Les PMA n'arrivent pas à bénéficier de l'essor remarqué dans les économies en voie de développement. Par exemple, les PMA se distinguent par l'absence des Investissements Directs Étrangers à cause de la

⁵ <http://www.forumducommerce.org/PMA-Mythe-et-r%c3%a9alit%c3%a9/#sthash.es5L5wxD.dpuf>

Les exportations de Pays les Moins Avancés ont la classification suivante : produits manufacturés, exportateurs de pétrole, exportateurs de minerais, exportateurs de produits agricoles, exportateurs de services, exportateurs diversifiés ;

⁶ <https://donnees.banquemondiale.org/region/least-developed-countries-un-classification?view=chart>

faiblesse des infrastructures et des institutions, de l'instabilité politique et de la corruption (World Bank, 2015). Alors qu'elles rassemblent 12% de la population mondiale, ces économies ne reçoivent chaque année que 2% des investissements réalisés dans le monde (CNUCED, 2012). Quand ils sont présents dans ces économies, les Investissements Directs Étrangers (IDE) sont souvent orientés vers les produits d'exploitation des ressources naturelles : les PMA étant souvent considérés comme instables et avec une faiblesse des infrastructures de développement.

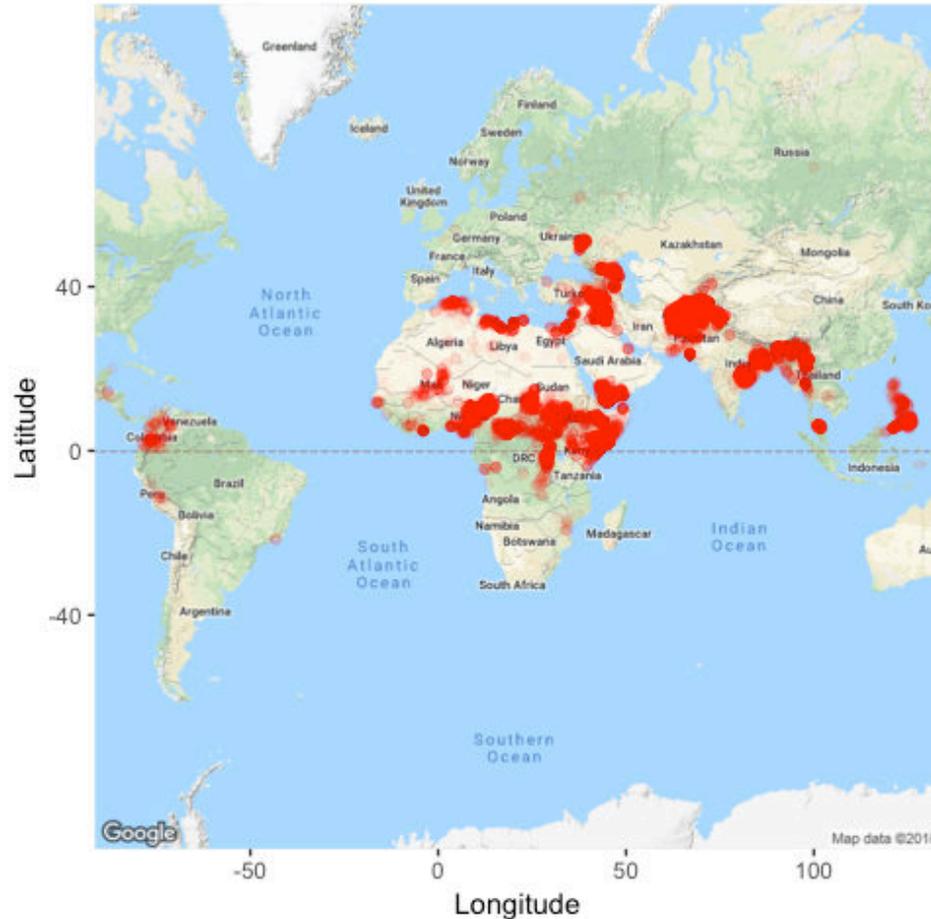
L'instabilité politique et économique contribue à expliquer pourquoi les pays moins avancés n'arrivent pas à bénéficier pleinement de la croissance. Par ailleurs, là où l'instabilité politique persiste, une solution appliquée fréquemment par les plus nantis est de limiter les investissements dans l'économie nationale et de transférer leurs fonds vers les banques étrangères (Gillis, Perkins, Roemer, & Snodgrass, 1998). Même s'il n'est pas clair que les conflits armés et l'instabilité politique sont inhérents aux PMA, chaque pays inclus dans ce groupe a eu, entre 1946 et 2012, au moins trois conflits internes majeurs. Les origines et les causes de ces conflits diffèrent. Néanmoins, ils représentent des événements dévastateurs indéniables d'un point de vue économique et social, et sont causés par divers facteurs fréquemment rencontrés dans les PMA : l'inégalité sociale et des vulnérabilités économiques.

*L'Uppsala Conflict Data Program*⁷ définit le conflit comme : « *une incompatibilité contestée qui concerne le gouvernement (et / ou territoire) où l'usage de la force armée entre deux parties, dont au moins une est le Gouvernement d'un État, entraîne au moins 25 décès liés à l'affrontement dans une année civile* »⁸. Dans les conflits armés d'État géo-référencés de 2010 à 2016 dans la Figure 2, au moins une des parties prenantes est le gouvernement d'un État. L'intensité des points de la Figure 2 reflète l'échelle ou encore l'ampleur du conflit (en termes de décès enregistrés). Les variations d'intensité entre les pays sont notables et montre une claire démarcation entre les États. Sans pouvoir imputer une responsabilité entière aux conflits interne et troubles politiques à la situation de ces économies, les Figure 1 et Figure 2 montrent une concordance directe entre les conflits armés et les pays moins avancés ; ces derniers font face à une instabilité politique prolongée assez soutenue pour entraver la croissance économique et le développement.

⁷ <http://ucdp.uu.se/>

⁸UCDP/PRIO Armed Conflict Dataset Codebook: <http://ucdp.uu.se/downloads/ucdpprio/ucdp-prio-acd-181.pdf>

Figure 2 Conflits armés d'État avec au moins une des parties principales est le gouvernement d'un État (2010 à 2016)



Source: Uppsala Conflict Data Program, Department of Peace and Conflict Research, 2018

Calculs de l'auteur⁹

Notes : Cette carte recouvre l'ensemble de données des événements individuels de violence organisée (phénomènes de violence mortelle survenant à un moment et dans un lieu donné) durant la période récente de 2010 à 2016. Ces événements sont désagrégés et géocodés jusqu'au niveau des villages individuels. Les économies de l'Afrique Sub-Saharienne, l'Afghanistan, Cambodge, Népal et Myanmar (en conflit interne depuis l'indépendance du pays en 1948) sont les zones où l'instabilité politique empêche le démarrage du processus de développement économique.

⁹ A partir de Google Maps API Terms of Service: <http://developers.google.com/maps/terms> ; et D. Kahle and H. Wickham. ggmap: Spatial Visualization with ggplot2. The R Journal, 5(1), 144-161. URL <http://journal.r-project.org/archive/2013-1/kahle-wickham.pdf>

Les consensus sur la cause des conflits sont difficiles à déterminer, mais l'insécurité, l'inégalité, les incitations privées et les disparités entre les groupes sociaux, entre autres, sont considérées comme des variables clés (N. Kim & Cortez, 2012). L'Encadré 1, la Figure 2 et le Tableau 1 présentent un aperçu général des économies les moins avancées.

Tableau 1. Tableau synoptique des Pays les Moins Avancés (2016)

880 millions d'habitants (12 % de la population mondiale) les PMA représentent 1 % du commerce mondial de biens. Il y a 48 pays dont 30 sont à l'OMC et 33 en Afrique subsaharienne. 24 % de la population (210 millions) souffrent de la faim surtout dans les zones rurales. 50,8% de la population des PMA (450 millions) vit avec moins de 1,25 USD par jour. 6 PMA sont producteurs de pétrole.

Sources: United Nations Conference on Trade and Development; World Bank

En plus de leurs dimensions économiques, les Pays les Moins Avancés peuvent aussi être caractérisés suivant la nature des relations économiques des marchés, et en fonction des spécificités intrinsèques qui rendent ces économies structurellement limitées dans leur développement. D'autres critères qui vont au-delà des indicateurs de bas revenus, de faibles taux d'industrialisation et d'alphabétisation permettant de catégoriser ces économies sont présentés dans les sections qui suivent. Les activités économiques sont liées aux conditions non plus individuelles et économiques, mais familiales où les rapports sociaux ont la primauté et reflètent des risques comportementaux dans l'établissement des ententes de prix¹⁰.

En effet, au niveau interne, certaines règles de gouvernance économique et des hypothèses de modèles théoriques classiques de réglementation des marchés ne sont pas transférables dans ces états insulaires et dans ces États enclavés. Les relations économiques ne sont pas autonomes, mais au contraire sont encadrées dans des structures sociales. Par exemple, les informations sur les biens et les services ne sont pas libres et ne circulent pas aisément. La formation des prix ne se résume pas à la rencontre de l'offre et de la demande, mais plutôt à un marchandage entre le vendeur et l'acheteur. Le prix résulte du montant

¹⁰ Samson I. (2012) : « Vers de nouvelles approches pluridisciplinaires du développement économique en Afrique subsaharienne ». Séminaire Général du Larequoi - 12 juillet 2012 -MCF HDR - UPMF - Chercheur Larequoi/ISM-UVSQ

pour lequel l'acheteur est prêt à payer pour le bien ou le service et reflète aussi sa méconnaissance des conditions du marché. A ce prix, il est possible, pour le vendeur, d'ajouter des coûts de remplacement et la marge du vendeur. Les prix sont conditionnés par une asymétrie d'information dans les marchés. En ce sens, la formation des prix se fait sous forme de marchandage, sur la base des coûts de production plus la marge du vendeur (Kraiem, 2015). Les prix ne reflètent pas nécessairement la résultante d'une offre et d'une demande.

Il en est de même pour les taux d'intérêt qui ne reflètent pas nécessairement les fondamentaux des économies. Entre 2004 et 2006, les taux d'intérêts réels étaient supérieurs de 6% dans ces économies. Variant entre 24,5%, la Gambie, 23,2%, Haïti, pour les plus élevés et 6,1% dans les Iles Salomon¹¹, ces taux sont bien trop élevés pour répondre à la demande de financement bancaire du secteur privé à court et à moyen terme. Il y a une augmentation rapide du nombre de succursales des banques commerciales et des guichets automatiques sur les périodes 2004-2012, dans pratiquement toutes les économies d'Afrique qui assure une croissance dans l'accès aux services bancaires, selon le *Financial Access Survey*¹². Cette augmentation traduit une demande accrue mais faible pour les financements et, ceci en dépit des taux élevés. Le nombre d'emprunteurs pour 1000 adultes est passé de 9,93 (2009) à 12,03 en (2010).

Des échecs des stratégies de développement et des réponses insuffisantes des Institutions Internationales

En excluant les précédents japonais et américains, les stratégies de développement adoptées dans les Pays en Voie de Développement (PVD), en Amérique Latine, dans les pays exportateurs de pétrole et dans les pays d'Asie, ont été des stratégies de croissance déséquilibrée (Gillis, Perkins, Roemer, & Snodgrass, 1998). L'ensemble des stratégies de développement étaient des stratégies de substitution aux importations en Amérique Latine, des stratégies de croissance équilibrée dans les pays à rentes

¹¹ <http://www.imf.org/external/datamapper/index.php>

¹² Mesurée par les comptes aux ménages des banques commerciales pour 1 000 adultes. Source : Financial Access Survey (<https://data.world/imf/financial-access-survey-fas>)

pétrolières (constitution d'industries lourdes, de sidérurgie, de pétrochimie et de biens d'équipement) et en Asie, une croissance déséquilibrée de promotion des exportations (Adda, 2002). La stratégie des pays exportateurs de pétrole s'est effondrée sous son poids : les usines achetées « clés en main » tournaient à faible capacité, la production étant inadaptée à la demande locale et en-dessous des exigences des marchés internationaux (Adda, 2002). La stratégie impliquant la substitution d'importation et celle de promotion des exportations sont des modèles de croissances de remontée de filières industrielles. Le développement économique et industriel est fait du simple au complexe, de l'amont à l'aval ; les progrès réalisés par les industries d'aval servant de débouchés aux industries en amont selon le principe des effets de liaisons de Hirschman (Brasseul, 1993).

La crise et l'échec du modèle d'industrialisation par substitution aux importations sont liés à deux éléments. Premièrement, la contrainte de marché intérieur et de revenu moyen de la population qui ne permettait pas de rentabiliser la production (faiblesse de la demande interne) (Adda, 2002). La seconde contrainte vient de la surévaluation des taux de change qui, tout en limitant le coût des investissements industriels importés, bloquait les exportations des industries locales. Dans les économies qui avaient choisi la stratégie de promotion des exportations, ces obstacles avaient été contournés par des taux de change réels sous-évalués et des industries tournées vers l'extérieur (Adda, 2002; Brasseul, 1993).

Or, dans les Pays les Moins Avancés, ces freins au développement se retrouvent dans des combinaisons plus ou moins importantes qui ont affecté le succès de l'exécution des stratégies de développement mises en place jusqu'à maintenant. Ces considérations s'appliquent aussi pour les stratégies et les initiatives des Organisations Internationales (OI) qui n'ont pas provoqué de mise en route des économies les moins avancées malgré l'ampleur de leurs interventions. Les Institutions de Bretton Woods, la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) fournissent aux économies des conseils de politique économique et une assistance technique pour les aider à bâtir et à maintenir des économies florissantes¹³. Les prêts proposés devraient permettre l'élaboration de programmes d'action en vue de résoudre les problèmes de balance des paiements à court terme qui peuvent survenir suite à des déficits d'exportations. Dans d'autres cas, des prêts à des conditions abordables sont proposés pour régler les

¹³ <http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/glancef.htm>

paiements internationaux afin de permettre aux économies en voie de développement (et aux PMA) de répondre à leurs besoins de financements (Stiglitz, 2003). Depuis les années 70, les programmes d'actions conseillés par les institutions de Bretton Woods aux pays à faibles revenus ont subi beaucoup de modifications. Au début des années 70, les programmes ont été des prêts préférentiels de 0,5% par an avec le remboursement du principal dans dix ans. Les limitations de ces programmes avaient été le risque élevé d'aléa moral dans les prêts futurs (Stiglitz, 2003).

Les risques n'étant pas supportés par les pays emprunteurs n'encourageaient pas un comportement « raisonnable » et de saine gestion des fonds obtenus à faibles taux. Aussi, les prêts à faibles conditionnalités et d'accès facile n'ont pas permis à ces économies de se mettre sur le chantier de la croissance (Adda, 2002). De fait, plusieurs économies se sont retrouvées dans une posture bien pire et les prêts n'ont pas profité à la population. La solution envisagée avait été d'exiger certaines restrictions et conditions dans l'octroi des crédits. Ces conditionnalités devaient assurer que les pays qui bénéficiaient du support du FMI ou de la BM adoptent une stratégie de développement à moyen terme (Adda, 2002; Stiglitz, 2003). La pensée économique a alors commencé à moduler les arrangements institutionnels et l'assistance technique fournie par la Banque Mondiale et le FMI dans les PVD et plus particulièrement dans les PMA (Fontanel, 2005).

Le « Consensus de Washington » représentait l'ensemble des mesures appliquées aux économies ayant fait appel aux Institutions financières (BM et FMI), et reprenait l'idéologie de l'école de Chicago soutenue par dix propositions (Fontanel, 2005). Les économies de l'Amérique Latine ainsi que les Pays les Moins Avancés, faisant face à la « crise de la dette » provenant de l'échec des stratégies de substitutions aux importations et de l'excès d'emprunts externes à faibles taux et à faibles conditionnalités, ont adopté des recommandations similaires à celles du FMI et de la Banque Mondiale (Adda, 2002; Stiglitz, 2003). L'ensemble des mesures provenait de cadres théoriques : les Programmes d'Ajustements Structurels (décennies 1980-1990), les Programmes et Documents Stratégiques pour la Réduction de la Pauvreté (1999 à 2004) (Adda, 2002; Basseul, 1993; Stiglitz, 1991). Les politiques de stabilisation du FMI visaient principalement la réduction des déséquilibres à court terme, en particulier les déficits budgétaires et les déficits de la balance des paiements accompagnées de recommandations visant à freiner l'inflation. De leur côté, les Programmes et Documents Stratégiques pour la Réduction

de la Pauvreté avaient pour objectifs d'encourager une plus large participation des États à l'élaboration d'une stratégie à long terme pour réduire la pauvreté et relancer la croissance (Adda, 2002).

Toutefois, les Institutions de Bretton Woods alors qu'ils ont longtemps utilisé jusqu'ici des programmes et des cadres théoriques identiques pour toutes les économies dans lesquelles ils intervenaient, semblent vouloir changer de stratégies depuis quelques années. Ceci est dû aux critiques reçues depuis les dernières décennies dont les plus grands échos sont ceux du prix Nobel d'Économie Joseph Stiglitz. Depuis août 2004, les politiques de prêts pour le développement sont devenues un outil encore en évolution qui reflète, selon la Banque Mondiale, la reconnaissance qu'il n'y a aucun plan unique de réforme qui fonctionnera dans tous les pays (Ketkar & Ratha, 2009). En fait, une des leçons des expériences des pays d'Amérique Latine et des PMA, serait qu'une politique inadaptée à la conjoncture économique et aux caractéristiques internes des économies peut entraver le démarrage et freiner la trajectoire souple d'une économie vers le développement pendant plusieurs années.

Quoi qu'il en soit, on retient que dans les expériences des Pays en Voie de Développement, que ce soit les stratégies de substitutions d'importations, ou de promotions des exportations (les modèles de croissances de remontée des filières industrielles), la mise en place d'infrastructures ont permis aux économies d'amorcer un début d'industrialisation et de développement. Dans les PVD, les obstacles peuvent se présenter, mais après un certain lancement de l'économie dans la chaîne du développement. Aussi, dès que les infrastructures de base sont mises en place, les investissements se poursuivent avec l'apport du secteur privé. La situation est différente dans les Pays les Moins Avancés. L'hypothèse du lancement de l'industrie dès que les conditions sont réunies, n'est pas correcte en ce qui les concerne. Les stratégies traditionnelles d'industrialisation orientées sur la construction d'infrastructures matérielles n'ont pas fonctionné dans les PMA.

Effectivement, la mise en place des infrastructures de base peut apparaître dans la chaîne d'interventions des stratégies de développement, mais, ce qui fait défaut dans les PMA, c'est la mise en place ou le renforcement d'une classe d'entrepreneurs nationaux qui provoquerait des effets de diffusions nécessaires au lancement des industries. De plus, les stratégies dans les PMA ont échoué jusqu'ici pour

diverses autres raisons, dont notamment : la faiblesse du Capital Humain et des Institutions, la fragilité et l'instabilité politique, les fortes inégalités et les tensions sociales, la mono-exportation des produits de base, l'étroitesse de la base productive, les faibles niveaux de revenus et de la demande intérieure et, enfin, des déficits budgétaires et courants.

En conséquence, le développement des PMA est justement difficilement endogène. D'autres moyens d'interventions et d'accompagnement du financement du développement doivent être recherchés. L'objectif étant d'amorcer la première étape des stratégies de développement, soit un secteur privé dynamique et innovant, et d'apporter des conditions préalables au décollage économique et social. L'ADP et les mécanismes de financement doivent être spécifiques avec une orientation et un ciblage en fonction des économies les moins avancées. Également il faut trouver le dosage nécessaire qui permettrait de démarrer le cercle vertueux de la croissance. Comprendre la nature et l'interaction des obstacles structurels est cruciale pour appréhender la combinaison d'interventions nécessaires au lancement d'initiatives au niveau du secteur privé, des autorités locales et des stratégies de développement.

Aussi, il s'agirait, en reprenant les étapes de la croissance économique de Rostow de faire passer les économies d'une société traditionnelle à une société ayant les conditions préalables au décollage. Cette prochaine étape des économies se caractériserait par des mutations structurelles profondes au niveau des mentalités, du développement du secteur bancaire et des gains de productivité au sein du secteur agricole (Gillis et al., 1998). Enfin, c'est durant cette période qu'apparaîtra l'« entrepreneur schumpétérien » qui, par son action, va révolutionner les méthodes de travail et transformer les institutions (Brasseul, 1993). Les notions de progrès techniques et de progrès économiques émanent de l'extérieur et se diffusent à travers les élites nationales. L'exemple le plus intéressant illustrant cette situation est celle de l'ère Meiji au Japon à la fin du 19ème siècle. Le succès de l'approche de l'industrialisation japonaise est venu pour une part de la réceptivité des acteurs locaux aux formes d'organisation du travail, et d'autre part, de l'acceptation des mécanismes de socialisation transmis par les nouveaux procédés de production et d'investissement venant de l'extérieur (Adda, 2002; Breton, 1984).

Dans le contexte de globalisation économique d'après crise financière, les politiques et les mesures adoptées par les pays développés et l'environnement économique mondiale instable influencent largement les progrès à accomplir afin d'atteindre les Objectifs Millénaires du Développement (OMD)¹⁴. En ce sens, alors que les PMA sont très dépendants de l'aide publique au développement, ils seront affectés dans deux domaines : dans l'alimentation, la nutrition et l'agriculture, d'une part, et dans l'attitude des Institutions Financières Internationales, d'autre part. Ces dernières, toujours selon la Banque Mondiale, vont réorienter leurs activités de financement et d'assistance technique dans un nouveau cadre de coopération internationale¹⁵.

Les objectifs de la thèse

« L'approche du développement régional repose sur une vision pragmatique des découpages géographiques et considère la région comme une unité d'observation économique légitimée avant tout par ses caractéristiques politiques ou institutionnelles » (Torre, 2015). Le territoire fait référence à des relations organisées, des groupes ou des populations spécifiques, qui s'identifient dans des projets communs. Ainsi, les territoires vont-ils au-delà des représentations géographiques et sont un construit social, résultant des actions des acteurs. Un territoire se définit soit par une cohérence physique ou géographique, soit par une identité socio-culturelle, ou encore par un positionnement de secteurs et d'industries (Denieuil, 2005 ; Torre, 2015). En conséquence, un projet de développement local peut concerner plusieurs territoires. A titre d'exemple, les projets LoCal de la UN Capital Development Fund (UNCDF) comprennent quatre-vingt-dix-neuf (99) territoires de onze pays : Bangladesh, Bénin, Bhutan, Cambodge, Ghana, Laos PDR, le Mali, Mozambique, Népal, Niger, et Tuvalu (dans le Pacifique)¹⁶. Il en est de même pour d'autre projet de développement local tel que le projet Lokal+ de la United States

¹⁴ UN/DAES (2013) « Perspectives pour la croissance économique mondiale et le développement durable - L'économie mondiale est au bord d'un nouveau ralentissement majeur » ; http://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/wesp_current/2013wesp_es_fr.pdf

¹⁵ Banque Mondiale (2011) : « Note de synthèse Rapport de suivi mondial 2012 : Prix alimentaires, nutrition et objectifs de développement de développement pour le Millénaire ». Note de synthèse, GMR 2012.

¹⁶ <https://www.local-uncdf.org/>

Agency for International Development (USAID) qui desservent neuf (9) territoires de Haïti¹⁷. Aussi, le terme de développement local est préféré à celui de développement territorial, apparu plus récemment, afin de spécifier l'importance de l'implication des populations locales dans un processus de développement du bas vers le haut, en contraste avec les politiques macroéconomiques lancées par les États et imposées dans les territoires (Torre, 2015). Jusqu'ici les initiatives de développement économique dans la plupart des pays les moins avancés ont été appréhendées au niveau national en négligeant les dynamiques territoriales et locales.

Le Développement Économique Local dans les Pays les Moins Avancés : le rôle transformateur des capitaux

Le Développement Économique Local (DEL) est l'une des solutions pour remédier aux difficultés relevées dans les PMA, parce qu'il génère une croissance endogène basée sur la production d'une valeur ajoutée que le secteur privé et les acteurs locaux peuvent générer. Le Développement Économique Local (DEL) est un concept multidimensionnel qui met en évidence une dynamique valorisant diverses pratiques managériales, politiques, économiques et sociales. Communément compris comme un processus par lequel les acteurs des secteurs public, privé et non-gouvernemental, travaillent collectivement à l'amélioration de la compétitivité et des perspectives d'emploi dans un territoire déterminé ; le Développement Économique Local a pour objectif principal d'engendrer des opportunités économiques pour la population d'une région (Denieuil, 2005; Pecqueur, 2000). Ainsi, l'objectif principal du développement économique local est-il de favoriser la création d'emplois. Le DEL devrait générer une croissance endogène basée sur la production d'une valeur ajoutée dont le secteur privé est l'un des catalyseurs principaux.

Il existe une diversité dans les visions du développement économique local. En ce sens, le DEL met en pratique un ensemble de relations non-uniquement marchandes entre les personnes dans un territoire durant une longue période (Pecqueur, 2000). Les programmes du DEL qui ont réussi, ont provoqué un

¹⁷ <http://www.lokalplus.com/where-we-work/>

développement des capacités économiques dans les territoires, une augmentation des niveaux de revenus et de la qualité de vie des habitants (Blakely & Leigh, 2013; Denieuil, 2005). Le DEL étant un processus de développement allant du bas vers le haut, il est considéré comme une démarche essentiellement endogène qui a recours aux ressources locales (Hasan, 2008). Allant dans le même sens, pour la Banque Mondiale, le Développement Économique Local est un processus par lequel les acteurs du secteur public, des entreprises et de la société civile coopèrent afin de créer les conditions favorables à la création d'emplois (Goga, Swinburn, & Murphy, 2006). Enfin, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), considère que le succès du développement économique local part de l'hypothèse que le territoire en question est attractif et productif (Organisation de Coopération et de Développement Economiques, 2007).

Le concept ne semble pas si aisé à définir et paraît compliqué à réaliser dans la pratique notamment dans les économies à faibles revenus comme les PMA. En effet, il prend en compte des dimensions socio-économiques et socio-politiques de l'organisation des territoires, dont les stratégies des acteurs peuvent être dominantes et divergentes, mais devraient se rencontrer selon des intérêts communs. Par la suite, on appelle « interventionnisme économique local » des politiques qui ont pour objectifs de provoquer un développement local qui repose sur un large éventail d'interventions qui vont de l'aide aux entreprises, selon les précisions des lois de décentralisation à la mise en place d'infrastructures locales (Grefte, 1984).

Le développement économique local se présente comme un système avec un ensemble d'acteurs intervenant dans un territoire dont les autorités locales et les entrepreneurs sont considérés comme des éléments centraux. Les typologies des entreprises (du secteur formel et informel), l'état de gouvernance et de coordination, les marges de manœuvre, ainsi que les stratégies et les règles de gouvernances (formelles, informelles, et traditionnelles) vont être déterminants dans l'analyse des résultats recherchés dans les PMA. En effet, le manque de succès des stratégies mises en place depuis les années soixante-dix dans les PMA, a permis de déduire que dans la séquence prévue par les modèles de développement, les éléments déclencheurs, lorsque les conditions du lancement de la mécanique du développement économique étaient réunies, n'étaient pas présents dans les PMA.

En conséquence, cette thèse vise à analyser en profondeur des concepts, des méthodes et des outils d'analyse, afin d'aboutir à une théorisation du financement développement local dans les Pays les Moins Avancés (PMA) en insistant sur les possibilités de modification des règles opérationnelles en vigueur dans les institutions et les organisations. Il s'en suivra une formalisation d'options stratégiques de développement local qui seraient les mieux adaptées à la complexité des problématiques et des contraintes inhérentes aux Pays les Moins Avancés. La synthétisation qui intègre les caractéristiques des acteurs les plus déterminants du système (entrepreneurs et collectivités locales) et l'identification du dosage adéquat des capitaux et des projets qui, sous les impulsions institutionnelles, permettraient une mise en marche du système. L'enjeu est de comprendre comment atteindre un développement économique des PMA dans un contexte de mondialisation à travers un DEL assis sur des capitaux inclusifs d'éléments transformateurs du système local, soit un développement endogène ayant pour moteur les entrepreneurs et les initiatives des gouvernances locales.

L'exemple d'un PMA comme le Cambodge dans la transition de 1995 est un cas pratique révélateur du rôle de la transformation des règles institutionnelles dans le succès des programmes mis en place. En effet, le programme consistait à rénover les infrastructures, à améliorer les services de base, à créer des emplois et à accroître la production de vivres et les opportunités de revenus (Andersen, 2004). Le programme Seila s'est concentré sur une certaine « pédagogie » des autorités locales à s'appropriier le processus de développement local. Les systèmes et les mécanismes de renforcement des capacités de la gouvernance locale à la mise en place d'infrastructures locales et à la fourniture de services, passaient par la formation de plus de 2 000 fonctionnaires locaux et de 12 000 conseillers municipaux. L'approche a été dans tous les domaines du projet axée sur l'apprentissage et un modèle de gestion souple. Le changement a permis un accès aux marchés et aux services de la part de la population suite à des milliers de projets communaux à petite échelle, ce qui a contribué à une diminution du taux de pauvreté, qui est passé de 35% 2009 à 25,8% en 2010. Cette expérience met en évidence l'importance de principes clés dans le cadre des DEL. Le programme mis sur pied a apporté une vision stratégique du DEL qui consistait à améliorer les relations et les liens entre la société civile et le gouvernement local et à réduire la pauvreté (Andersen, 2004).

Ainsi dans ce cas, le développement institutionnel a-t-il été essentiel pour préparer le terrain et, à travers une approche programmatique, pour diminuer les coûts de transactions de la gestion de l'aide. L'amélioration des capacités locales et nationales, l'habilité à concevoir et à appliquer des programmes innovants, sont parmi les éléments de succès de cette expérience. L'importance du calendrier (travail de long terme), l'aptitude à saisir les opportunités ainsi que la volonté politique d'innover étaient réelles. En fait, le succès de l'exemple du Cambodge montre l'importance de facteurs indispensables tels que le cadre institutionnel, la capacité d'innovation et la flexibilité d'appropriation de nouvelles formes de *business model*. Ce cadre implique l'aptitude du gouvernement central et local à conduire les programmes de Développement Économique Local et à institutionnaliser les processus acquis.

Les déclencheurs du système considéré, notamment les entrepreneurs et les autorités locales, doivent être en mesure d'exprimer leurs pleines potentialités tout en prenant en compte les contraintes inhérentes aux PMA. En considérant les résultats de ce programme, il convient de « construire » l'entrepreneuriat privé dont une part importante des entreprises des PMA se retrouve dans secteur informel. Il convient également de raffermir les « capacités » des gouvernements locaux afin de provoquer un changement des règles du jeu du système du DEL et d'institutionnaliser les comportements et les nouveaux processus managériaux acquis.

Selon la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement, dans la plupart des PMA, la répartition des entreprises selon leur dimension penche fortement vers les microentreprises et les petites entreprises, celles-ci opérant le plus souvent dans le secteur informel. D'un autre côté, on trouve un petit nombre de grandes entreprises, pour la plupart soit des entreprises publiques, soit des grandes entreprises privées, souvent sous contrôle étranger (CNUCED, 2012). Comme résultat, il faut envisager un ciblage et une genèse du secteur privé dans les PMA tout en considérant la notion que les liens et les intégrations de l'économie locale se diffusent grâce à deux dimensions capitales.

D'abord, le développement local dans les PMA passe par des transformations des règles du jeu des acteurs par l'acquisition de nouveaux procédés. En mettant l'accent sur une implication des autorités locales, le méso-financement des programmes de DEL local par un accompagnement et une transmission

de savoir-faire, peut provoquer une modification des règles du système. Sans négliger l'apport externe au DEL dans les PMA : les donateurs et les organisations internationales (ressources endogènes et exogènes) ainsi que la diaspora, qui dans les PMA, est une opportunité de ressources humaines qualifiées que ces économies peuvent mettre en valeur (CNUCED, 2012; Conférence des Nations Unies Sur le Commerce et le Développement, 2013). En somme, il faut apporter une aide pour que les micro-entrepreneurs-créateurs puissent devenir de vrais entrepreneurs et fournir des compétences techniques et managériales.

En conséquence, il faut transformer les règles du jeu des acteurs du DEL à travers les capitaux pour le développement local par une « pédagogie ». De nouveaux modèles de business et de processus de production sont parmi les approches d'un développement économique local dans les économies les moins avancées. A partir d'un retour sur investissement, indicateur de réussite et de succès des programmes, la cohérence passerait d'abord par la logique financière. Ensuite, l'impact des investissements sur l'environnement économique local, par la création d'emplois décents, permettrait à la population bénéficiaire de payer des frais de restitution des infrastructures.

Ce qui est essentiel dans les PMA, si l'on considère la faiblesse des revenus dans les zones rurales, est de créer ce cercle vertueux de l'emploi avec des travaux d'infrastructures permettant de payer les frais de construction encourus et les frais d'entretien. Les capitaux, les programmes¹⁸ et les institutions seront considérés aussi comme un élément du système du DEL.

Construire une approche transformatrice du jeu des acteurs du DEL dans les PMA par de nouveaux processus d'affaires et des comportements pérennes

A partir des analyses précédentes, nous disons que dans le DEL au sein des PMA, le jeu des acteurs est à information incomplète à cause de la nature des marchés dans ces économies. Les hypothèses des

¹⁸ Les capitaux/programmes qui ne provoquent pas d'effets d'éviction du système bancaire local sont considérés comme le liant des interactions des institutions impliquées dans le développement local ; programmes conduisant à une transformation des règles du jeu des acteurs territoriaux.

marchés généralement admises dans les modèles théoriques ne sont pas applicables (notamment les hypothèses de concurrence et de marchés). La libre circulation des marchandises et des informations sur la formation des prix ainsi que sur la nature des autres acteurs n'est pas toujours connue des autres intervenants du marché. Dans les PMA, les acteurs du DEL ont des stratégies dominantes. Il n'existe pas de sanctions pour le respect des règles du jeu (qui peuvent être formelles, informelles ou traditionnelles), alors que depuis avril 2013, quarante des économies classées les moins avancés ont ratifié la Convention des Nations Unies contre la corruption. A l'ensemble des règles informelles peuvent aussi s'associer la corruption institutionnalisée, difficilement mesurable et qui peut être globalement acceptée dans les administrations (Zagainova, 2012). Le jeu dans les PMA est donc supposé à prédominance non-coopérative et à information incomplète. La corruption aussi brouille les véritables intentions des acteurs et rend difficile la mise en œuvre de programmes à caractères coopératifs. Le rôle des autorités légales serait de favoriser un environnement harmonieux des règles du jeu économique. Tandis que les autorités traditionnelles devront appuyer les programmes du DEL socialement inclusifs. En effet, dans les PMA l'équilibre stratégique des acteurs est dominant et, dans la résolution du jeu, les gains, les stratégies ainsi que les règles dérivées de leurs typologies ne conduisent pas au bien-être collectif.

En conséquence, le développement local est un concept qui va au-delà de la gouvernance des collectivités territoriales responsables et de la fourniture décentralisée des services de base. L'accent est mis sur les liens institutionnels, économiques et spatiaux dans une localité. La mutation devrait passer par des programmes innovants et des investissements transformateurs qui agissent sur les domaines principaux :

1. **Les entrepreneurs** : en provoquant une genèse de l'entrepreneuriat en cas d'absence.
2. **Les collectivités locales** : qui, par la transmission et le renforcement des capacités locales provoquent le changement des règles de gouvernance du DEL permettant à la population locale de bénéficier des retombées du DEL.
3. **L'environnement économique local** et la création d'emploi durables pour un retour économique des investissements permettant à la population locale de bénéficier des retombés du DEL.

4. **Le renforcement des liens existant entre les acteurs du DEL** : un espace harmonieux de développement local ne se décrétant pas automatiquement entre acteurs locaux et la population. Il convient de créer des organisations intermédiaires entre les acteurs et les marchés (centres agricoles, coopératives et fédérations de coopératives).

Enfin, l'état de la gouvernance et de la gestion des finances publiques ainsi que les limitations de contrôle du parlement dans ces économies permet d'avancer que le jeu des acteurs au sein des territoires dans les PMA est à prédominance non-coopérative. Il n'est pas certain que la transformation des règles acquises par les capitaux et les programmes arrivent à modifier durablement les conduites des acteurs clés, ni que ce nouvel équilibre soit respecté. La tendance au retour vers les anciennes pratiques sera grande et d'autant plus aisée que les situations de changements demanderont des efforts supplémentaires de part et d'autre des acteurs, et que ce nouvel équilibre obtenu se prêtera à des tricheries notamment en l'absence de sanctions. D'où le rôle des Institutions de gouvernance dans la modification du système en place et l'établissement de nouvelles règles du jeu des acteurs dans le territoire.

L'équilibre coopératif correspondant à cette nouvelle solution est tributaire de la coordination entre les acteurs qui devraient s'entendre sur les modalités de collaboration, ainsi que sur les modalités de gestion des conflits. Dans les PMA, le respect des règles de coopération appelle des modèles susceptibles de garantir le respect du jeu des acteurs publics et privés et l'harmonisation des politiques économiques en place. Il s'agira de comprendre en profondeur quelles règles traditionnelles de ces sociétés agissent sur les processus managériaux. Règles qui peuvent être basées sur des relations de confiance entre les secteurs publics-privés, la réputation familiale, les réseaux (forts ou faibles) et les différentes formes de sanctions. L'environnement économique, social, culturel et historique, ainsi que les contraintes au développement dans les PMA constitueront la scène de mise en œuvre de ce « jeu ».

Une problématique de théorisation du Développement Économique Local dans les PMA, entre structures économiques et programmes

Ces constatations font émerger plusieurs interrogations clés dans le cadre de la thématique concernée. D'abord, on peut se demander comment les différents acteurs impliqués dans le processus de

développement local formulent-ils leurs décisions sociétales et managériales ? L'analyse du comportement des acteurs qui interviennent et qui sont impliqués dans les programmes de développement local permettra d'avoir des premiers éléments de réponse. D'autres concepts exigent une analyse approfondie pour lesquels il convient de ne pas spéculer dans les PMA. Le « jeu » de ces acteurs, leurs motivations et leurs incitations dans les prises de décisions, ainsi que les obstacles institutionnels, managériaux et culturels qui agissent sur les projets de développement local dans les PMA, devront aussi faire l'objet d'analyses approfondies. Cela renvoie à une étude structurée des stratégies actuelles du DEL et à une caractérisation de l'environnement du DEL dans les PMA afin de répondre à la question sous des angles distincts. La responsabilité de l'État dans la gouvernance locale ainsi que le rôle des bailleurs de fonds dans l'orientation des mécanismes de financement et de l'assistance technique seront cruciaux pour les choix ou les modalités de financements du DEL.

Ces problèmes renvoient aux théories évolutionnistes et à l'approche Schumpetérienne. Ces approches mettent en avant l'importance de l'entrepreneur comme moteur de changement et d'évolution d'un système économique. Il convient de comprendre deux concepts. En premier lieu la dynamique des processus (des procédés des acteurs), et en second lieu, l'auto-transformation du système qui comprend les hypothèses relatives aux éléments (acteurs) constitutifs du système de DEL, et de la force motrice de changement du système.

Les multinationales minières, agricoles, industrielles ou commerciales peuvent jouer un rôle transformateur des procédés du DEL. Il y a en effet, un énorme potentiel des retombées de l'Investissement Direct Étranger. Dans des économies émergentes telles que la Hongrie, le Brésil, l'Indonésie et l'Afrique du Sud, des preuves de transfert de technologie, l'apprentissage et l'amélioration de la relation entre les entreprises multinationales et locales ont été relevées. Ces retombées peuvent se produire parfois à travers des relations sans lien de dépendance, parfois grâce à une collaboration plus ou moins intense des acteurs (Gillis et al., 1998).

Les retombées ne se produisent pas automatiquement, en toutes circonstances et varient considérablement d'un pays à l'autre. De plus, elles peuvent être changeantes, dépendantes des

dynamiques de développement économique local, des industries et des cultures managériales des multinationales impliquées. Les différentes pratiques et les liens qui peuvent intensifier les retombées de l'IDE sur le DEL dans le contexte des Pays les Moins Avancés devront être analysées. Tenir compte des particularités des PMA et des variables difficilement modélisables, tel que les différentes ethnicités, le rôle des patriarques et des relations sociales dans les affaires économiques, ainsi que la religion qui elle-même dans un certain sens joue un rôle déterminant dans les PMA, sont nécessaires à la formulation d'une stratégie du DEL. Or, il n'y a pas de modèle unique de DEL et chaque circonstance appelle l'identification des besoins des populations et devrait s'accorder aux normes socialement acceptées. Dans la pratique, les implantations de programmes de développement local se sont montrées complexes avec des degrés de succès variant à différents niveaux.

En définitive, nous avons vu que les analyses des structures économiques des PMA faites par les organisations internationales étaient importantes, mais n'étaient pas suffisantes. Or, les stratégies de développement n'ont pas apporté de résultats concrets dans les PMA. Jusqu'ici, ces économies sont résistantes à toutes les stratégies de développement enclenchées pour les raisons précédemment évoquées. Entre autres, la transformation auto-entretenu du système prend en compte l'hypothèse d'un secteur privé dynamique et de l'entrepreneuriat¹⁹. De même, la faiblesse des capacités des gouvernements locaux empêche la réalisation des programmes et des projets de développement. De même, les financements sans objectifs stratégiques cohérents avec l'environnement économique ont apporté des échecs répétés depuis les 30 dernières décennies.

Problématique et sous-problématiques

Cette thèse s'attache à fournir une théorisation du financement du DEL dans les Pays les Moins Avancés et une synthétisation des conditions et des hypothèses sous lesquelles les programmes et les institutions peuvent provoquer un changement transformateur et durable dans le système du DEL dans le but de conduire les PMA vers une trajectoire de développement.

¹⁹ Celui-ci étant faible ou inexistant dans certains PMA.

Le sujet de thèse est placé dans le cadre de la problématique des axes stratégiques du financement du développement local (DEL) et des choix de sociétés dans les Pays les Moins Avancés (PMA). Plus spécifiquement, il s'inscrit dans l'ensemble des réflexions engagées autour des relations entre le territoire vu comme le résultat du jeu d'interaction et les choix des acteurs dans un espace donné, le contexte socio-économique d'évolution des PMA et les stratégies de développement local. En incluant le rôle transformateur des programmes et des institutions sur les acteurs et sur le système du DEL dans les PMA, le travail vise à argumenter la profondeur des concepts, des méthodes et des outils d'analyse, afin d'aboutir à une théorisation du financement du développement local dans les Pays les Moins Avancés (PMA). Il s'en suivra une formalisation d'options de développement local qui seraient les mieux adaptées à la complexité des problématiques et des contraintes inhérentes aux PMA.

La question principale de cette thèse est de comprendre comment rompre l'équilibre actuel et comment provoquer une transmutation durable du système qui permettrait d'impulser une nouvelle dynamique locale capable de stimuler le développement économique et social au niveau national dans les Pays les Moins Avancés.

Nous nous poserons une série de questions secondaires afin de décomposer et de développer notre approche. La finalité étant d'exposer une grille d'analyse cohérente du DEL dans les PMA. Notre thèse se propose de répondre à ces interrogations spécifiques, dans une approche théorique et empirique permettant de comprendre les constitutifs du système de DEL et comment modifier le système afin d'obtenir des effets autotransformateurs positifs et, enfin, comment garder le nouvel équilibre obtenu.

Cette question de recherche principale a été fractionnée en plusieurs sous-questions qui serviront également de guide pour la démonstration de la problématique de recherche :

- Quels sont les facteurs socioéconomiques qui déterminent et influencent la performance des financements du développement économique local dans les Pays les Moins Avancés ?
- Existe-t-il une différence significative entre les financements du DEL réalisés suite aux interventions étatiques et les financements avec l'implication des donateurs internationaux ?

Quelles avaient été les modalités de financements du DEL mises en place dans les PVD et les PMA et quels avaient été les résultats obtenus ?

- Dans quelle mesure les mécanismes de financement du développement local sont-ils influencés par la performance des entrepreneurs et des gouvernements locaux dans les Pays les Moins Avancés ? Et quel seraient les meilleurs outils permettant d'identifier ces effets ?
- Dans quelles mesures le contexte d'implémentation agit-il sur les résultats du DEL ? Quelles sont les stratégies de développement économique local qui seraient les plus aptes à provoquer une valeur ajoutée économique et sociale dans les économies les moins avancées ?

Stratégie de démonstration du travail de recherche

L'articulation de la démonstration débute en premier lieu par une caractérisation des Pays les Moins Avancés et les mécanismes de financements du développement local dans ces économies. Nous avons construit la théorisation du DEL dans les PMA en nous appuyant d'abord sur une revue de la littérature en sciences économiques et en sciences de gestion de l'école évolutionniste et du courant de pensée institutionnaliste. Ces courants permettent de mobiliser les outils théoriques se trouvant à l'intersection des deux concepts clés relatifs à notre question de recherche et problématique « mécanismes de financements » et le « développement local dans le contexte des PMA ». Il en est de même pour les mécanismes de financements dont la particularité devrait induire un DEL auto-entretenu. La lecture critique approfondie et la grille d'analyse obtenue de la littérature nous donneront les outils permettant d'aborder de manière plus rigoureuse et objective la question que nous nous sommes posés et de la confronter aux observations de terrain. Nous avons abouti alors au cadre théorique permettant de tester les hypothèses avancées afin de les confirmer ou de les infirmer.

Cette recherche doctorale offre une étude approfondie des mécanismes de financements du développement local dans les PMA. En conséquence, nous avons réalisé une collecte de données qualitatives sur le terrain. Nous avons été intégrés dans deux institutions internationales engagées dans le développement local : le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance et la United States Agency for International Development de 2013 à 2017. Nous avons parcouru à travers une analyse critique et

systematique (avec un protocole d'analyse établi de collecte de l'information primaire au niveau d'un PMA typique dont la sélection a été réalisée avec la méthode de classifications hiérarchiques) des cas où les mécanismes de financement auraient les caractéristiques et les hypothèses du modèle conceptuel. Les données du cas analysé proviennent d'archives des institutions locales et internationales ayant été validées par les décideurs, de tables rondes (*focus groups* avec les experts), sur le développement local avec les acteurs spécialisés intervenant dans le DEL dans les PMA. Enfin, nous avons procédé à une généralisation analytique des résultats qualitatifs obtenus et nous avons dressé l'ensemble des stratégies possibles de développement économique local qui seraient les plus adaptées aux Pays les Moins Avancés.

Enfin, la posture épistémologique intégrera une démarche structurée qui adopte un réalisme scientifique et interprétativiste, où la compréhension de l'activité humaine est structurée dans le but de saisir les processus d'interprétation « de construction de sens, de communication et d'engagement dans les situations » tout en gardant un objectif de neutralité (Gavard-Perret, Gotteland, Haon, & Jolibert, 2012; Joannides & Berland, 2008). Cette thèse suit également une approche empirico-théorique largement qualitative mobilisant les outils qualitatifs dans la recherche du processus et des mécanismes permettant d'obtenir un Développement Local dans les PMA. En conséquence, l'approche constructiviste pragmatique est retenue afin de connaître et d'expliquer des phénomènes qui ont été observés sur le terrain du DEL. Plusieurs chercheurs ont utilisé la théorisation à partir d'un cas d'étude pour évaluer le phénomène dans son contexte réel (Vassili, 2009), notamment lorsque les conditions de l'expérimentation sont uniques ou que la réplique n'est pas dans les possibilités du chercheur (Fortanier & van Wijk, 2010; Kratochwill & Levin, 2010; Yin, 2013).

Un exemple significatif de cette situation est la théorisation ethnographique et historique du désastre de la navette spatiale Challenger de 1986 et des décisions de la NASA qui ont produit cet accident. Ce cas d'étude réalisé par Diane Vaughan en 1996, montre comment la théorisation analogique, une méthode qui compare des événements ou des activités similaires dans différents contextes sociaux, conduit à des explications théoriques plus raffinées et généralisables (Vaughan, 2004). Enfin, ces réflexions analytiques montrent comment l'analyse, l'écriture et la théorisation sont intégrées tout au long du

processus de recherche et comment nous l'avons construit pour cette thèse : c'est ce que nous verrons dans la section qui vient.

Plan de la thèse

Cette thèse est divisée en six chapitres. Le Chapitre I est consacré à une caractérisation des Pays les Moins Avancés et le Chapitre II aux mécanismes de financement du DEL dans les PMA. Nous nous concentrerons dans les Chapitres I et II sur l'analyse des formes de production et d'échange dans ces économies afin de déterminer les limites des ressources et les possibilités de financements du développement local dans ces pays. Dans cette thèse le financement du développement local dans les Pays les Moins Avancés est compris comme l'ensemble des interventions des acteurs, qu'ils soient locaux, nationaux ou internationaux, dont l'objet est de soutenir un territoire par des investissements dans les infrastructures économiques et sociales ou par des interventions de soutien aux microentreprises du secteur formel et informel. Nous verrons aussi dans ces deux chapitres que pour les économies les moins avancées les choix de financements dépendent des capacités managériales des acteurs et des enjeux internationaux.

Le Chapitre III traitera des approches théoriques générales relatives aux financements du DEL. Une approche historique des théories traitant des modes de financement et des modèles appliqués aux PVD et PMA a été retenue étant donnée l'importance des interventions des institutions internationales dans le financement du DEL dans ces pays. Le Chapitre III se termine par la construction du cadre théorique du financement du DEL dans les PMA. Ce chapitre a permis d'élaborer le cadre théorique décrivant les relations entre les variables indépendantes, dépendantes, modératrices et externes ainsi que les possibles transformations du territoire et les hypothèses du modèle. Les variables centrales au DEL dans les économies les moins avancées sont : les financements « mixtes », la gouvernance locale et les interventions des entrepreneurs-créateurs.

Le Chapitre IV permettra de formuler les choix épistémologiques et les outils méthodologiques choisis

afin de tester le modèle théorique. Cette confrontation du modèle conceptuel est réalisée à partir des analyses qualitatives. Effectivement, en considérant notre problématique, nous ne nous concentrerons donc pas uniquement sur la recherche de la mesure du degré de l'influence des mécanismes de financement du DEL dans les PMA, mais également sur l'importance des entrepreneurs-créateurs et de la gouvernance locale dans cet impact et sur l'identification des mécanismes sous-jacents de la causalité supposée existante. Nous avons en conséquence choisi une posture épistémologique constructivisme pragmatique. L'étude d'un cas typique a été retenue afin de répondre et d'identifier le « pourquoi » et le « comment » de ces processus sous-jacents aux DEL dans les PMA. L'idée du « constructivisme est que les faits étudiés sont construits par les interprétations du chercheur et celles des acteurs, et que d'autres chercheurs et d'autres acteurs auraient pu les construire différemment » (Dumez, 2011).

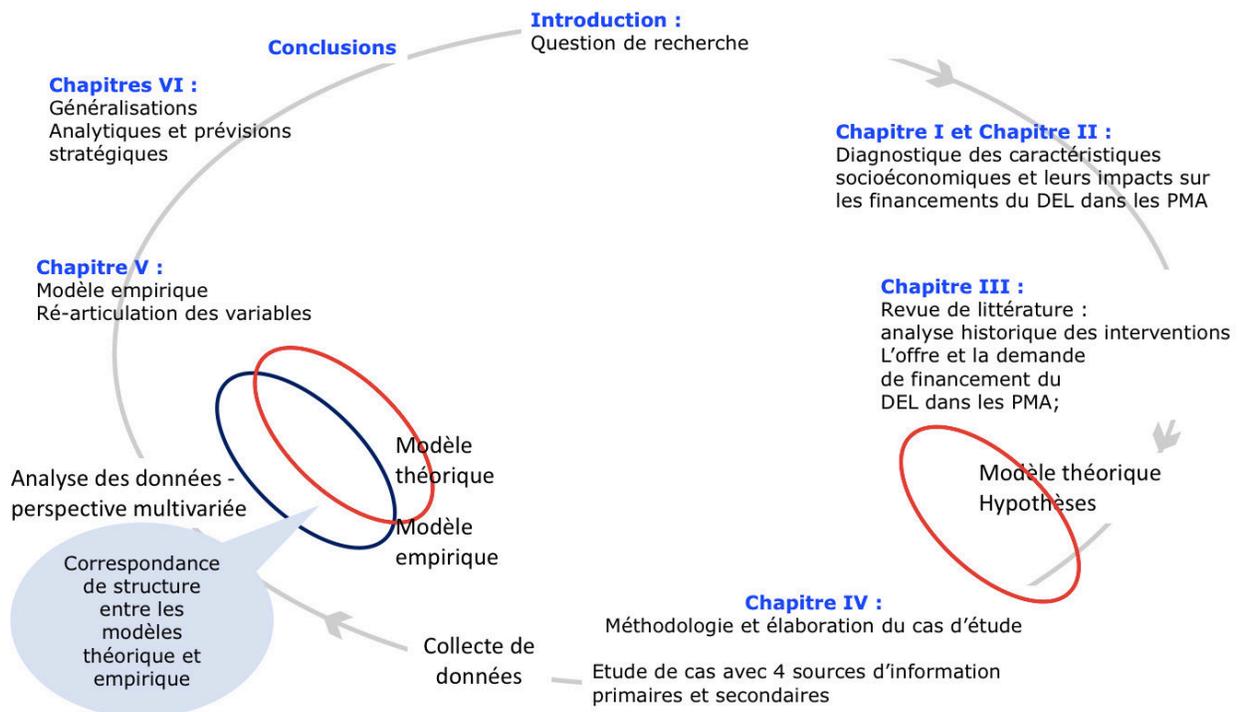
Dans la démonstration de notre problématique, le Chapitre V expose le terrain d'étude, présente les résultats des données de terrain, des observations directes et participantes et des focus groups (tables rondes), et confronte notre modèle théorique aux résultats de terrain. Ce chapitre aura pour objectif de décrire les phénomènes par rapport aux hypothèses théoriques et d'obtenir un modèle empirique du financement du DEL dans les PMA. Ainsi, le Chapitre V, présente-t-il les analyses des résultats empiriques des observations directes et participantes, des focus groups, des documents d'archives des bailleurs de fonds internationaux et des institutions nationales du cas typique analysé, qui sont intervenus dans le DEL durant la période de 2014 à 2017.

Dans le Chapitre VI, nous avons confronté le cadre théorique développé à la réalité du terrain des PMA. Le Chapitre VI est consacré à la validation du modèle obtenu par une généralisation analytique de l'étude de cas typique. Nous verrons dans ce Chapitre les hypothèses du modèle empirique et l'ensemble des préconditions à une stratégie de DEL. Enfin, les résultats exposés dans le Chapitre V ont servi de base à l'élaboration des stratégies de développement local les plus adaptées à provoquer un changement dans les PMA. La Figure 3 montre le schéma de repérage de la thèse notamment intégré dans le cycle de la recherche.

Dans les conclusions générales de la thèse, nous présentons une synthèse de l'argumentation et nous

résumons les contributions de la recherche. En combinant les dimensions et les effets du financement du DEL dans les PMA, nous avons récapitulé de manière dynamique les options stratégiques à mettre en œuvre pour le développement économique local dans le contexte des PMA. Ces stratégies dynamiques sont réalisées en fonction des capacités des deux acteurs clés du modèle empirique, des hypothèses et des préconditions au DEL selon le modèle empirique validé par les données de terrain.

Figure 3. Schéma de repérage de la théorisation du financement du Développement Économique Local dans les économies les moins avancées : l'articulation des Chapitres dans le cycle de la recherche



Source : construit par l'auteur

**CHAPITRE I. LES SPECIFICITES
SOCIO-ECONOMIQUES DES PAYS
LES MOINS AVANCES**

Introduction du Chapitre I

Ce Chapitre a pour objectif de présenter les faits à travers une caractérisation des Pays les Moins Avancés en fonction de critères nécessaires à la démonstration de notre problématique de recherche. L'armature traditionnelle de la gouvernance incorporant : les institutions, les compétences, les règles formelles et informelles, les règles de gouvernance intra et extra-institutionnelles, doivent être complétées, selon le Centre National de la Fonction Publique Territoriale, par des « objectifs partagés, des valeurs communes et des dispositifs de travail »²⁰. En effet, la gouvernance renvoie aux mécanismes de conduite d'une structure ou d'un ordre qui ne sont pas imposés de l'extérieur, mais qui résultent de l'interaction d'un certain nombre d'acteurs qui s'influencent mutuellement (Mollard, Sauboua, & Hirczak, 2007). Cet équilibre des stratégies des acteurs doit être maintenu au moins dans le moyen terme afin que le DEL puisse avoir un effet dépassant les stratégies circonstancielles ou ponctuelles.

L'échelle d'analyse du Développement Économique Local reste difficile dans une approche statistique ou théorique notamment dans les PMA d'Afrique subsaharienne. Dans ces économies, les territoires administratifs ne se confondent pas nécessairement avec les zones géographiques où les habitants partagent un ensemble de valeurs culturelles, économiques (villages, « *lacou* » etc.). L'espace local des PMA et des PVD n'est pas homogène. Le territoire est compris comme une « forme d'organisation des acteurs qui y évoluent, ainsi que des relations qu'ils nouent entre eux à l'occasion de l'exercice de leurs activités. Ces relations peuvent être des rapports d'intégration verticale et/ou horizontale, des rapports marchands et/ou non marchands, des rapports formels et/ou informels » (Ferguène, 2005).

Pour une localité ou un territoire, le développement économique est un exercice compliqué, si l'on considère qu'il est sujet à des éléments sur lesquels les institutions locales n'ont pas toujours la maîtrise (OECD, 2014). G. Leigh et J. Blakely identifient cinq « M » : « Matériels, Marchés, Management, Monnaie, huMain », cinq éléments clés qui doivent être présents au prime abord pour engendrer le Développement Économique Local dans une localité (Tableau 2).

²⁰ Centre National de la Fonction Publique Territoriale : <http://www.cnfpt.fr>

Tableau 2. Les cinq ressources clés pour un développement localisé

Matériels	Terrains, Bâtiments, Localisation, Infrastructures, Ressources Naturelles
Ressources humaines	Personnel qualifié et disponible, formation Établissement d'enseignement
Conditions de marchés	Type de marché ; compétition, intégration, Analyse de marché, marketing, flexibilités etc.
Management et Institutions	Structure organisationnelle, Cadre légal, gestionnaires et managers,
Monnaie	Capitaux propres, dettes, Institutions financières, Subventions

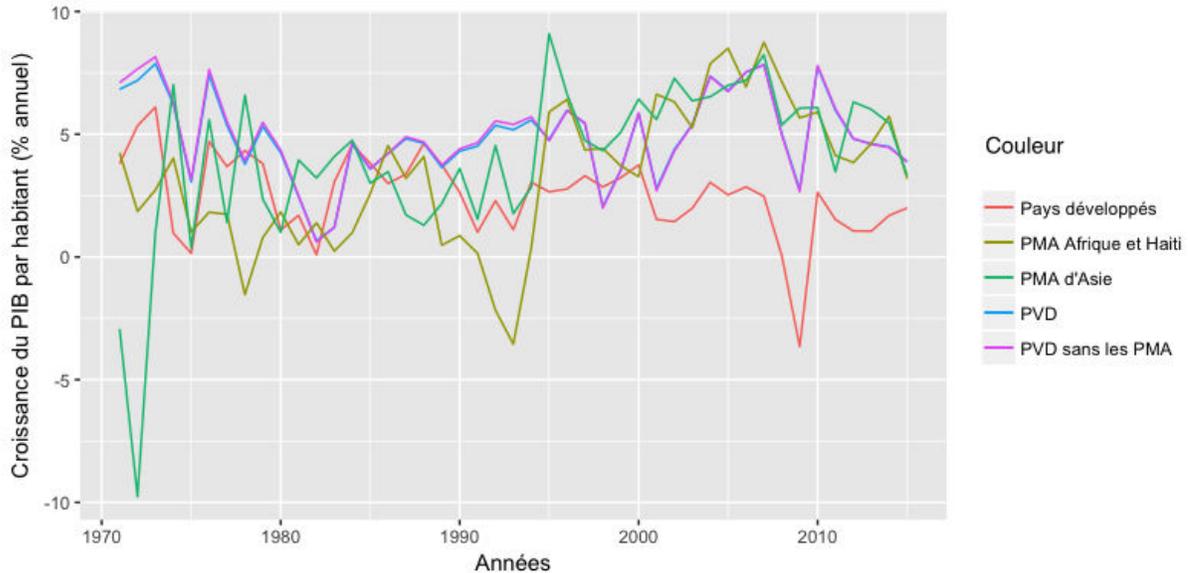
Source : (Blakely & Leigh, 2013)

Ainsi, est-il utile dans ce Chapitre, pour expliquer et comprendre les fondamentaux de ces économies avant de construire une théorisation du financement du développement local dans les Pays les Moins Avancés, d'appréhender les particularités socio-économiques qui sont susceptibles d'avoir un impact sur les ressources locales, avant d'en évaluer leurs importances pour le financement du Développement Économique Local. Depuis le début de la classification des Pays les Moins Avancés en 1971, les PVD et les PMA d'Asie et les PMA d'Afrique et d'Haïti, ont affiché des taux de croissance de leurs PIB per capita nettement plus élevés que ceux des Pays membres de l'OCDE notamment durant la décennie d'après 1999 (Figure 4). Le taux de croissance du PIB per capita des pays développés, les PVD, les PMA d'Afrique et d'Haïti, les PMA d'Asie et les PVD sans les PMA sont représentés dans ce graphique de 1971 à 2015. Tous les PVD et PMA ont connu des taux de croissance de plus de 5% en moyenne sauf durant les périodes de crises profondes : 1979, 1992. Tandis que, dans l'ensemble, les pays développés, ont vu leur croissance stagner variant dans une fourchette de 1% à 3%. Les PVD (sans les PMA) et les Pays Développés semblent suivre les mêmes tendances de croissances depuis les années 2000 : baisses de croissance lors des crises de 2008 par exemple (Figure 4). Les économies de l'Afrique subsaharienne ont enregistré un taux de croissance régionale le plus élevé du monde (4,6% en 2014 et 5% en 2015), alors que le taux de chômage des PMA reste à environ à 16%²¹. Par contre, en 2012, la

²¹ <http://www.un.org/press/fr/2015/ecosoc6679.doc.htm>

croissance réelle des économies les moins avancées a subi un fort ralentissement. Cette année-là, les PMA exportateurs de produits pétroliers²² ont malgré tout enregistré un taux de croissance de leurs Produit Intérieur Brut réel de 7,2%. En fait, ces économies ont subi des diminutions de leurs taux de croissance réels à chaque choc externe, par exemple lors de la flambée des prix de produits de premières nécessités en 2008 ou bien lors de l'épidémie d'Ébola en Guinée, au Libéria et en Sierra Léone en 2014 (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, 2016; United Nations Conference on Trade and Development, 2015).

Figure 4. Taux de croissance du PIB per capita par catégories de revenus de 1971 à 2015 en USD constant en 2010



Sources : World Bank national accounts data, calculs de l'auteur

Néanmoins, cette croissance du PIB réel reste en dessous des 7% de croissance annuelle recommandés par le Programme d'Action d'Istanbul (Nguyen, 2011)²³, croissance nécessaire pour provoquer une

²² Les économies les moins avancées producteurs de pétrole sont l'Angola, la Guinée Equatoriale, le Soudan (2008), le Tchad, le Timor-Leste, et le Yémen.

²³ Le programme d'action en faveur des Pays les Moins Avancés pour la décennie 2011-2020, présente la vision et la stratégie de la communauté internationale pour le développement durable des PMA. Il met l'accent sur : 1) les capacités productives ; 2) l'agriculture, la sécurité alimentaire et le développement rural ; 3) le commerce international ; 4) les produits de base ; 5) le développement humain et social ; 6) la gestion des crises multiples et

transformation des structures économiques de production, réduire les inégalités sociales et créer des emplois productifs qualifiés. Avant de préciser la nature du financement du développement local dans les PMA, nous reviendrons sur les définitions des Pays les Moins Avancés afin d'approfondir celle proposée par le Comité des Politiques de Développement (CDP)²⁴ en la recentrant sur les concepts nécessaires à l'analyse du DEL dans les PMA. La typologie des Pays les Moins Avancés se fonde principalement sur des indicateurs quantitatifs tels que le PIB par habitant, l'Indice de Développement Humain et l'Indice de Vulnérabilité Économique. Or, il apparaît que les PMA ont des caractéristiques communes qui les rendent qualitativement différents des autres Pays en Développement (PED). Ce Chapitre sera consacré à l'analyse des structures de productions, des échanges dans les PMA notamment ceux qui sont susceptibles d'affecter les revenus des acteurs, le développement local et son financement. Une attention particulière doit être accordée ici à deux points centraux. D'abord dans quelles mesures les formes de production, d'échanges et d'allocation des ressources influent-ils sur les revenus dans les économies les moins avancées ? Ensuite, quels en seraient les impacts sur le développement local ? Les dimensions suivantes des PMA susceptibles d'influencer les ressources locales et le financement du DEL dans ces économies seront analysées : 1) l'agriculture de subsistance à faibles revenus, 2) la forte concentration de la production et l'exportation de produits de base, 3) le changement climatique et ses effets dans ces économies ; 4) l'environnement des affaires dans les PMA.

1.1. Une agriculture de subsistance à faibles revenus

L'objectif du développement économique est de permettre aux nations d'atteindre une civilisation matérielle dans le sens étymologique du terme, c'est-à-dire d'acquérir un ensemble porté à un degré extrême d'évolution matérielle au service du bien-être durable des populations bénéficiaires de cette

des autres défis émergents ; 7) la mobilisation des ressources financières pour le développement et 8) le renforcement des capacités et la bonne gouvernance à tous les niveaux.

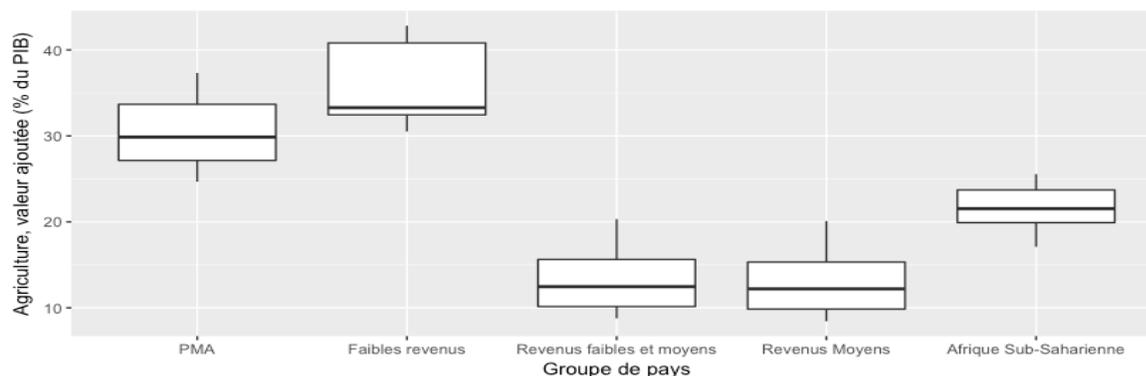
²⁴ La liste des Pays les Moins Avancés est revue tous les trois ans par le Comité des Politiques de Développement (CDP), un groupe d'experts indépendants relevant du Conseil Économique et Social des Nations Unies (CESNU). http://www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/cdp_publications/Tri-Fold_Brochure_Le_Comite_des_politiques_de_developpement.pdf

transformation de société. La croissance des PMA des dernières années ne suffit pas pour provoquer un développement économique durable et équitable. Cependant, elle n'en demeure pas moins l'un des chaînons indispensables au développement de cette civilisation matérielle. La transformation structurelle induite par le développement économique implique entre autres une évolution des structures économiques qui coïnciderait avec un accroissement de la productivité, ainsi qu'une accélération du capital par rapport aux autres intrants, tels que le travail, dans la fonction de production (Adda, 2002; Mankiw, 2014). Les arguments pour l'industrialisation, notamment les thèses d'Arthur Lewis, considèrent les faibles niveaux de productivité du secteur agricole pour justifier le passage du secteur agricole vers l'industrialisation (Brasseul, 1993).

Dans les économies à revenus intermédiaires, la contribution du secteur agricole à la valeur ajoutée du Produit Intérieur Brut réel n'a cessé de décroître de 1990 à 2015 : 9,3%, tandis qu'elle est restée à 34,0% et à plus de 25,5% pour les Pays les Moins Avancés respectivement en 1990 et en 2015 (Figure 5). Pour les économies industrialisées tels que les États-Unis, la valeur ajoutée du secteur agricole au PIB est seulement de 1,3% et de 1,6% pour les pays membres de l'OCDE. L'agriculture peut être considérée comme le pilier de l'économie des PMA de par l'importance du secteur dans la production et parce que le secteur agricole est le premier employeur dans les PMA (plus de 74,8 % de l'emploi total en Guinée, 75,3% à Madagascar et au Rwanda²⁵) et en moyenne environ 70% de la main-d'œuvre en 2011 dans les économies les moins avancées (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, 2016; Nguyen, 2011; United Nations Conference on Trade and Development, 2015). Considérons, par exemple la Sierra Leone où 60% de l'emploi est agricole avec plus de deux millions de petits agriculteurs (Samson, 2011). C'est justement cet état de fait qui influence significativement les rendements des cultures, les revenus des agriculteurs et le développement local.

²⁵ ILO, World Bank

Figure 5. Contribution du secteur agricole à la valeur ajoutée (en USD constant 2010)



Sources : World Bank national accounts data, calculs de l'auteur

L'agriculture reste le pilier de l'économie des PMA. La contribution de ce secteur à la valeur ajoutée des PMA est en moyenne égale à 30% avec très peu de variances entre les PMA : le PMA avec la plus faible valeur ajoutée du secteur agricole au PIB est de 24,5 %. Remarquons également que les pays à faibles revenus ont une contribution de l'agriculture au PIB de plus de 33% montrant également que les PMA ne sont pas uniquement caractérisés par leurs niveaux de revenus. Les économies les plus avancées, malgré le volume de leurs productions ont des valeurs ajoutées du secteur agricole aux PIB de moins de 15% en moyenne.

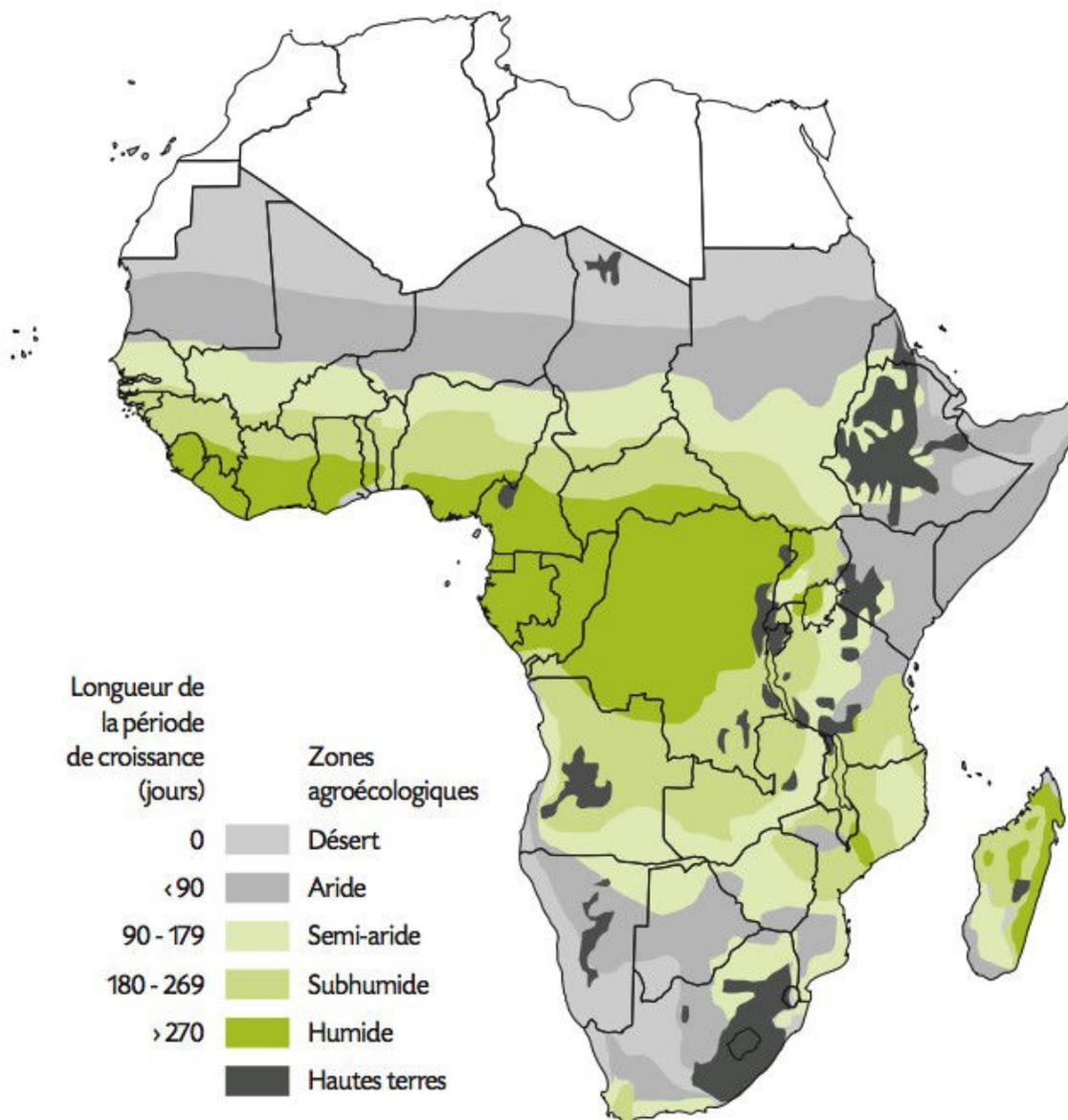
Les différences de productivité entre les économies ainsi que l'importance du secteur agricole dans les PIB réels, sont liées aux formes et systèmes fonciers. L'existence d'une pluralité dans les systèmes de production agricole ainsi que la variété des situations géographiques et climatiques, des superficies, et de la biodiversité, engendre des défis multiples pour lesquels il ne saurait y avoir une solution unique pour l'augmentation des rendements, de l'accroissement des revenus liés à l'agriculture, et par extensions dans les PMA, des ressources indispensables au financement du Développement Économique Local.

Les régimes fonciers et les modèles sociaux d'allocations des ressources de la terre pour la production agricole couvrent un large éventail de combinaisons dans le monde en développement et dans les Pays les Moins Avancés (Mbandza, 2004). Plus de 72 formes et systèmes agricoles ont été répertoriés par International Livestock Research Institute et la FAO (Robinson et al., 2011). Les configurations des

régimes de production agricoles varient selon l'implication des propriétaires des terres. Effectivement, un régime foncier est défini comme un rapport social des liens créés entre les hommes à propos de l'accès à la terre et aux ressources naturelles (Durand-Lasserve, Le Roy, Papazian, Thirion, & Uku, 2012). Pour la FAO, un système agricole est compris comme un ensemble de producteurs agricoles individuels qui ont des « bases de ressources, des modèles d'entreprises, des moyens de subsistance et des contraintes pour les ménages, et pour lesquels des stratégies et des interventions de développement semblables seraient appropriées » (Kassam, 2003). Malcom Gillis, Dwight H. Perkins, M Roemer et D.R. Snodgrass, identifient neuf formes de régimes fonciers : l'exploitation agricole moderne à grande échelle, l'agriculture de plantation, les exploitations familiales ou paysannes, les propriétaires indépendants, le fermage, le métayage, l'agriculture communale et l'« agriculture collective » (Gillis et al., 1998). La classification des systèmes d'exploitation agricole, telle que spécifiée par les différents auteurs, sont une combinaison des ressources naturelles disponibles, du profil dominant des activités agricoles et des moyens de subsistance des familles, des relations avec les marchés, et finalement, de l'intensité des activités de production (Blair, 1984; Kassam, 2003).

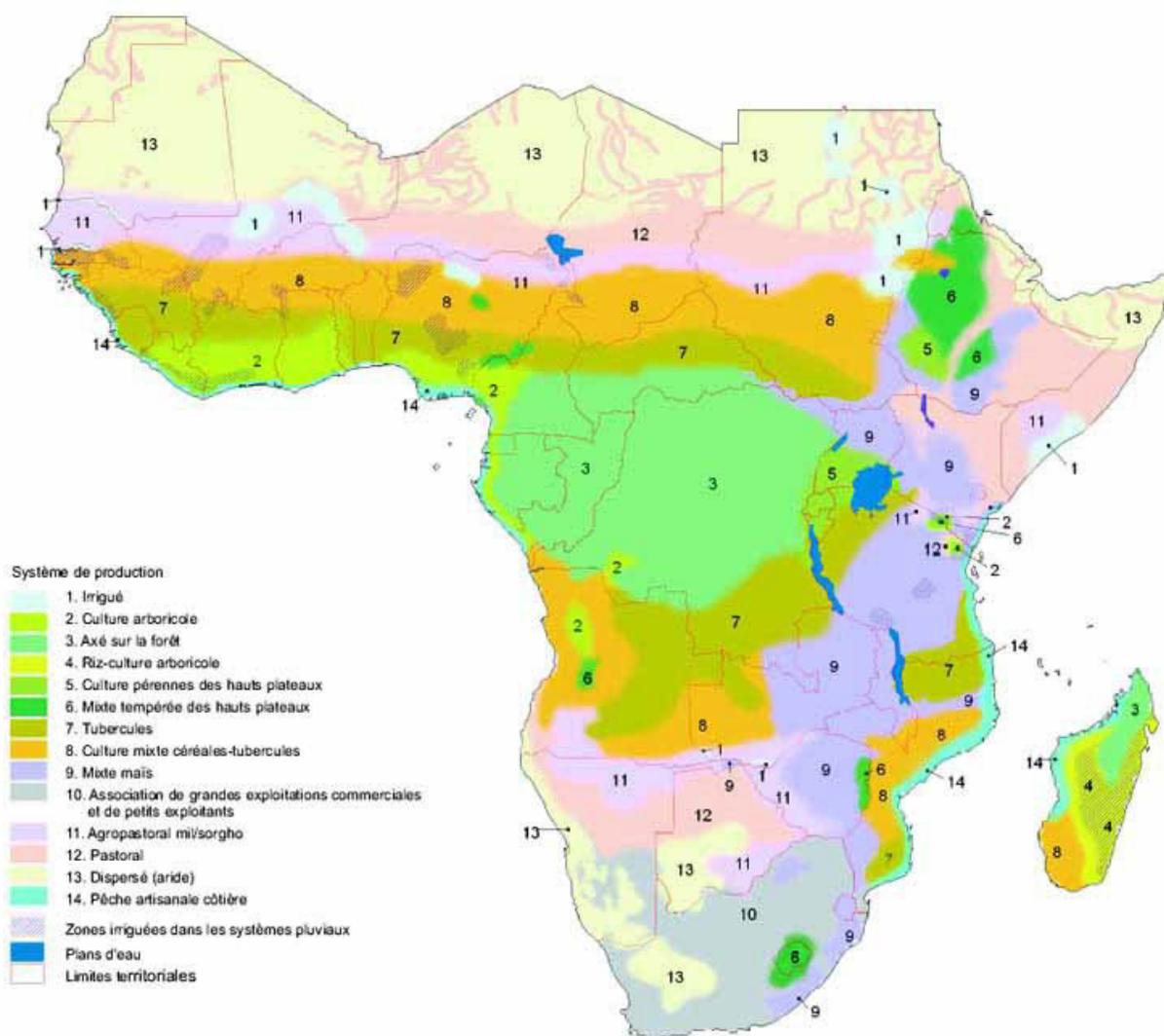
En Afrique subsaharienne, qui comprend 35 des 49 des économies les moins avancées, les systèmes agricoles en place sont liés au climat, à la qualité, et à la géographie des sols. Les figures ci-après, montrent le lien étroit qui existe entre les systèmes de production (Figure 7) et les zones agro-écologiques et les climats dans le continent (Figure 6). Dans les zones arides par exemple, du Sénégal, de la Gambie, du Niger, de l'Érythrée, les cultures prédominantes sont des cultures mixtes de céréales, de tubercules. Les zones semi-arides et subhumides, permettent la culture du riz, du maïs ... Cette dépendance au climat est une des caractéristiques de la culture de subsistance pratiquée dans les Pays les Moins Avancés.

Figure 6. Les zones agroécologiques en Afrique subsaharienne



Source : Agence Française de Développement

Figure 7. Systèmes agricoles en Afrique subsaharienne



Source : FAO

Effectivement, l'agriculture pratiquée dans les Pays les Moins Avancés est une agriculture de subsistance (Durand-Lasserre et al., 2012; Samson, 2011), où le morcellement des terres n'est pas propice aux rendements d'échelles croissantes. C'est une agriculture pauvre à peine suffisante pour les besoins nutritionnels de la famille des cultivateurs. Ce système de production conserve une forte composante traditionnelle dans les modes de production (Mbandza, 2004) et est généralement de type biologique avec une insuffisance de fonds pour l'achat d'intrants industriels, un manque d'outils et de

semences. Les relations entre les différents systèmes de production agricole et les moyens de subsistance des cultivateurs, entre autres facteurs, sont significatives pour expliquer le niveau de pauvreté dans le monde rural. De plus, les petits agriculteurs ne diversifient pas leurs sources de revenus (Tableau 3). En définitive, les dotations en ressources naturelles, le choix des activités, voire la structure des relations sociales dans les zones rurales, sont liés à l'environnement biologique, physique, économique et socioculturel sur lesquels les petits producteurs n'ont qu'un contrôle limité (Davis, 2006; Kassam, 2003; Nguyen, 2011; United Nations Conference on Trade and Development, 2015).

Tableau 3. Systèmes agricoles et principaux moyens de subsistance

Systèmes agricoles	% Terres cultivées	Principaux moyens de subsistance
Aride	17	Maïs, légumes, dattiers, bovins, autres*
Pastorale	14	Bovins, chameaux, moutons, chèvres
Céréales-racines	13	Maïs, sorgho, mil, manioc, bovins
Culture de racine	11	Yams, manioc, légumineuses, autres
Culture de forêt	11	Manioc, maïs, haricots
Système agricole mixte	10	Maïs, tabac, coton, bovins, volailles
Système agro-pastoral	8	Sorgho, moutons, chèvres, volailles, autres*

Source: (Food Agriculture Organisation of the United Nations, and Dixon, John and Gulliver, Aidan and Gibbon, David, 2002)

Notes : (*) Travaux non-agricoles, travaux hors ferme, petits exploitants etc. Les moyens de subsistance dans les zones rurales sont liés à l'élevage et à l'agriculture, avec des pourcentages assez faibles de terres cultivées si l'on considère la fragmentation des exploitations agricoles et surtout le fait que celles-ci devraient représenter l'essentiel des moyens de subsistance des habitants des zones rurales.

En plus du problème des systèmes agricoles et de leurs incidences sur la faiblesse des revenus/salaires dans le monde rural, vient s'ajouter la question des revenus des municipalités dans un contexte de rareté des ressources financières pour le développement local. Cette forme de production a une incidence directe sur les charges des producteurs (notamment sur les coûts fixes) à travers un impact sur l'accès à la terre, la sécurité des investissements et même sur la possibilité pour les agriculteurs d'obtenir du crédit à l'investissement dans le moyen ou le long terme.

Le système d'allocation des ressources dans le monde rural des PMA (i.e. les terres, la production agricole) affecte la fiscalité locale²⁶ : taxes sur les terrains bâtis et non-bâtis, taxes sur les activités etc. Enfin, le régime foncier peut avoir une influence sur la stabilité politique car il agit sur la dynamique des rapports et des contrats sociaux existant entre les acteurs ruraux (Gillis et al., 1998). La faiblesse des salaires dans le monde rural n'est pas uniquement liée aux formes de production, à la faible productivité et des moyens de subsistance. Elle est également dépendante des débouchés internes, de l'enclavement des régions et du manque d'infrastructures de base (routes, transports, logistiques, moyens de stockages etc.). La faiblesse des revenus des agriculteurs est enfin dépendante des débouchés externes de la production agricole et de la faible présence des économies les moins avancées dans le commerce international.

1.2. Une forte concentration de la production et de l'exportation de produits de base

Avec la globalisation, le commerce international s'est étendu plus rapidement que les revenus mondiaux, en même temps que s'est accélérée une spécialisation des économies. L'Organisation Mondiale du Commerce, dont la principale fonction est de « favoriser autant que possible la bonne marche, la prévisibilité et la liberté des échanges²⁷» mondiaux, comptait 164 Membres en 29 juillet 2016. Que ce commerce ne se réalise pas dans un environnement tout à fait exempt de contradictions et de guerres économiques ou de conflits est un autre débat. Toutefois, tandis que la globalisation se caractérise par une croissance du volume des échanges internationaux de biens et services, des mouvements de capitaux (Fontanel, 2002; 2005) ; les économies les moins avancées ont une très faible intégration dans le commerce international. Leurs parts dans les échanges de biens et de services commerciaux dans le monde ne représentent que 0,5%.

²⁶ Le système d'allocation des ressources a une influence directe sur la stabilité qu'elle apporte aux revenus fiscaux des municipalités.

²⁷ <https://www.wto.org/>

Alors que la structure des échanges mondiaux a beaucoup changé depuis les quarante dernières années, montrant une part grandissante des produits manufacturés (66,2%) par rapport aux produits agricoles ou aux produits de base (9,5%) (

Tableau 4), les PMA restent dans une extrême dépendance à l'exportation des produits de base (Figure 8). Les économies les moins avancées ont une part plus importante dans la production et l'exportation de produits de base, ce qui limite leur potentiel et la possibilité d'obtenir une croissance économique stable sur le long terme. Effectivement, la demande mondiale de produits primaires est beaucoup plus faible que celle des produits manufacturés. Cet état de fait est théoriquement normale. La loi empirique du statisticien Ernst Engel stipule qu'à une baisse de la part des revenus consacrés aux dépenses de produits alimentaires dans les budgets des ménages devrait s'en suivre une augmentation des revenus (Mankiw, 2014). Ces arguments et ces lois statistiques-empiriques valent également au niveau du commerce externe et se répercutent sur les structures de production à mesure que les revenus augmentent.

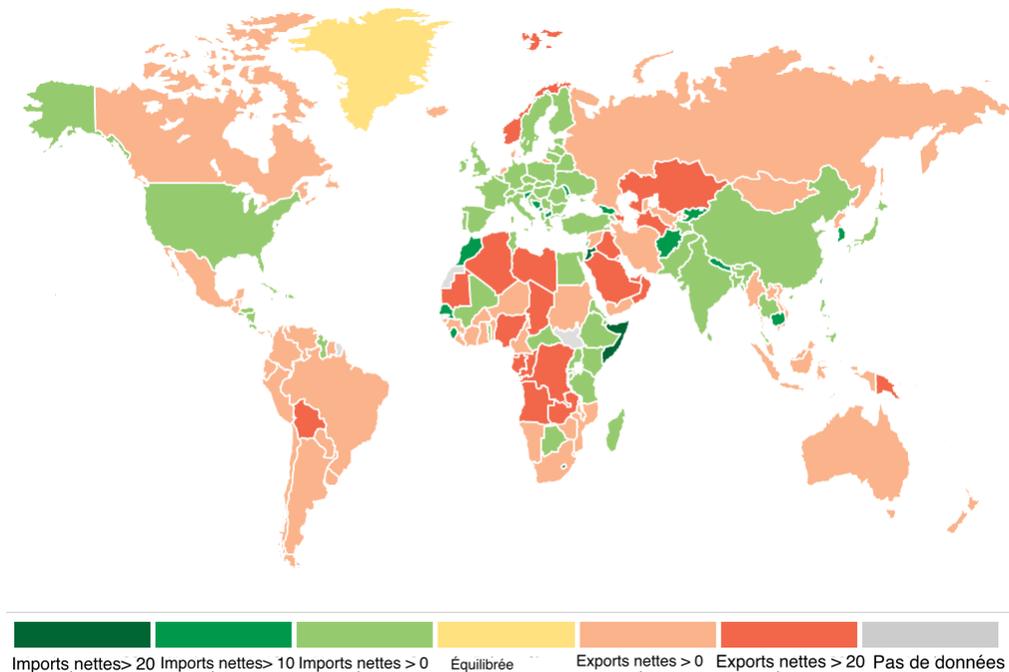
Tableau 4. Exportations mondiales de marchandises, par grands groupes de produits, en 2014 (en milliards de USD et en %)

	Valeur	Part exportation monde
Produits agricoles	1 765	9,5
Combustibles et produits des industries extractives	3 789	20,5
Combustibles	3 068	16,6
Produits manufacturés	12 243	66,2
Fer et acier	472	2,6
Produits chimiques	2 054	11,1
Équipement de bureau et de télécommunication	1 794	9,7
Produits de l'industrie automobile	1 395	7,5
Textiles	314	1,7
Vêtements	483	2,6
Produits agricoles (Accord agriculture)	1 454	7,9
Produits non agricoles (AMNA)	16 850	91,1

Source : Organisation Mondiale du Commerce

Ce postulat a été complété par l'hypothèse de Prebisch-Singer, dont les prémices sont qu'il y a une baisse des prix alimentaires par rapport aux produits manufacturés, ce qui fait qu'une augmentation de 10% du PIB réel est associée à une baisse de 6% des prix des denrées alimentaires (Les stratégies de développement, 2008b). Prebisch-Singer considèrent dans leurs analyses du « centre et de la périphérie », que le sous-développement est dû à une mauvaise division internationale du travail et à une polarisation du monde entre les plus riches et les autres. Ces hypothèses demeurent d'actualité et ont été testées avec des données en panels sur vingt-cinq prix de matières premières de 1822 à 2005. Les résultats des tests de l'hypothèse Prebisch-Singer obtenus, bien que mitigés, ont été significatifs avec des pentes négatives (Arezki, Hadri, Loungani, & Rao, 2014). En conséquence, la demande pour les matières premières s'affaiblit dans le temps, tandis que celle pour les produits manufacturés continue de croître sur les marchés mondiaux et ceci dans le long terme depuis la période de l'après-guerre.

Figure 8. Dépendance face aux produits de base (importations/exportations)



Sources: CNUCED; The Economist “Commodity dependency”: (12 août 2015)

Note : La moyenne des importations et des exportations nettes est en pourcentage du PIB (2010-2013). Les produits de base sont les suivantes : Boissons et tabac, matières brutes, aliments,

combustibles, huiles et graisses et métaux. La mention « équilibrée » représente les Importations / exportations nettes inférieures à 0,1% du PIB.

Cette carte affiche les données de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et montre quels pays sont les importateurs nets et les exportations de produits primaires en général. Pour les économies les moins avancées (sauf Haïti, le Mali, la République Centre Africaine, Madagascar, Ethiopie, Somalie), les exportations de produits de base représentent plus de 20% de leurs exportations. Cette dépendance rend les économies les moins avancées vulnérables à des chocs externes et subissent toutes les variations des produits de base sur les marchés internationaux qui se traduisent en des chocs au niveau interne.

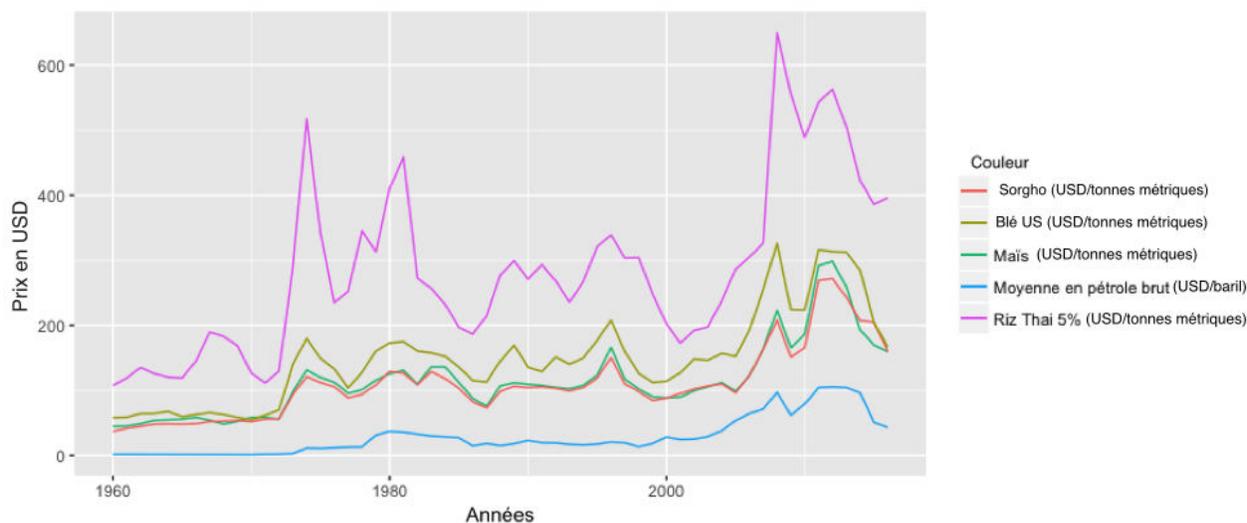
Les matières premières sont également soumises à des fluctuations importantes des prix sur les marchés mondiaux (Figure 9). Les PMA subissent le plus la volatilité et la baisse du prix des matières premières sur les marchés internationaux, n'ayant pas nécessairement les ressources pour l'achat ou le stockage des produits lorsque les prix des matières premières sont au bas niveau (dépendamment de leurs positions d'importateurs ou d'exportateurs). Les difficultés liées aux faibles revenus se traduisent ainsi par de fortes tensions sociales lors des fluctuations des prix de denrées de premières nécessités et des produits alimentaires, au-dessus de la moyenne²⁸. Prenons aussi le cas des produits pétroliers qui sont à moins de 50 USD le baril depuis janvier 2015²⁹ où il se négociait à moins de 50 USD le baril et n'a pas dépassé 70 USD³⁰).

²⁸ Emeutes de la faim d'avril 2008 par exemple.

²⁹ En février 2017.

³⁰ <http://www.economist.com/blogs/graphicdetail/2015/08/commodity-dependency>

Figure 9. Évolution du prix de quelques produits de base à forte demande dans les PMA



Sources : OMC, calculs de l'auteur

Ce graphique montre l'évolution des prix en USD des matières premières pour quelques produits agricoles de base dont la demande et la consommation sont importantes dans les PMA. Au cours des décennies 1980 et 2000, les prix des produits de base représentés ici, ont crû de manière significative. Les citoyens des pays dont les revenus étaient faibles ont subi fortement les variations de prix. Cette situation est également paradoxale car ces PMA sont fortement tributaires de la production agricole.

Le paradoxe c'est que les Pays les Moins Avancés sont également importateurs de certains produits alimentaires agricoles. Mais il s'avère que le faible rendement de l'agriculture de subsistance et l'enclavement des zones rurales, constituent des coûts supplémentaires pour le consommateur final dans les villes. Si bien que les produits locaux (riz, maïs, pois, ...) deviennent plus coûteux que le riz importé des PVD d'Asie ou des économies très industrialisées telles que les USA. Les économies industrialisées ont en effet, en plus des systèmes de productions à forts rendements, un secteur agricole subventionné. Aussi, les États industrialisés de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) ont versé à leurs agriculteurs et éleveurs plus de 2 milliards de USD de subventions. En 2015 le soutien aux agriculteurs s'élevait à 211 982.3 millions de USD³¹.

³¹ OCDE données : <https://data.oecd.org/fr/agrpolicy/soutien-a-l-agriculture.htm>

Pour les seize Pays les Moins Avancés à l'intérieur des terres, les « *Land-locked* » ou territoires enclavés³², la situation est encore plus complexe. Avec le manque d'accès à la mer et les distances par rapport aux frontières, ces états font face à des difficultés supplémentaires tels que l'éloignement et l'isolement par rapport aux marchés mondiaux, les coûts de transit importants, les retards dans la livraison des biens etc. La position géographique de ces pays continue d'imposer des contraintes à leur développement socio-économique³³. La traversée des frontières supplémentaires et les longues distances pour atteindre les marchés mondiaux augmentent les dépenses totales pour les services de transport, la logistique, et le coût des produits pour le consommateur final. De même, l'enclavement augmente les coûts de l'exportation.

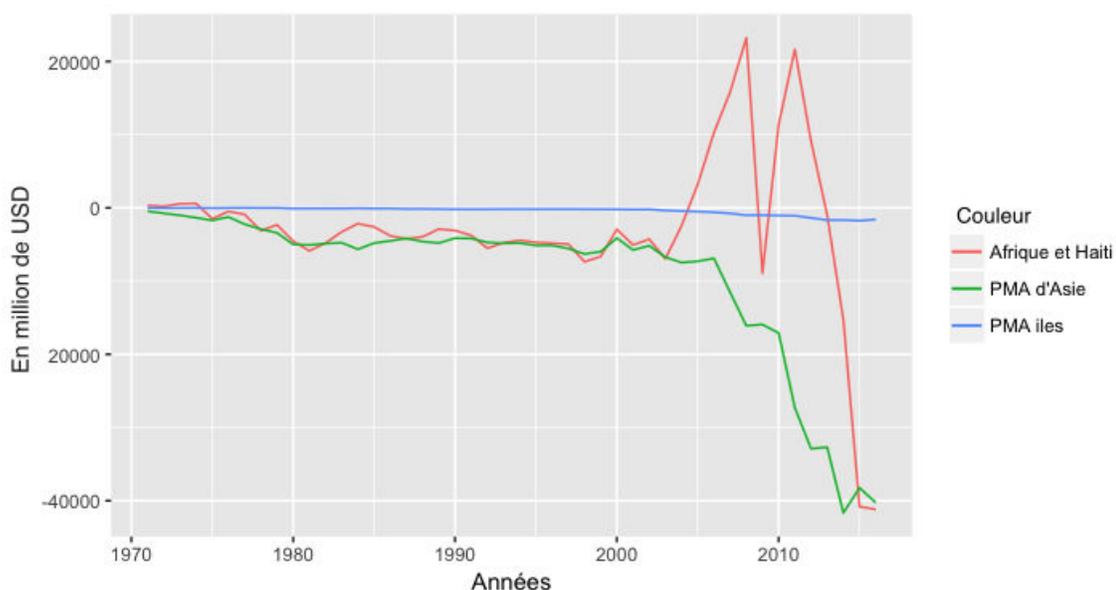
Également, la spécialisation dans certains produits de base a évidemment exacerbé la dépendance à l'égard de l'exportation de ces produits de base dans toutes les régions en développement depuis 2000, selon la CNUCED. Elle a augmenté de 20% entre 1999-2000 (Gayi & Janvier, 2016). La balance commerciale des Pays les Moins Avancés affiche un déficit chronique et structurel (Figure 10) accompagné d'une détérioration des termes de l'échange, et des taux de change réels. Par exemple, la monnaie de la Zambie (le *Kwacha*), a déprécié de 45% face au USD en 2015 en raison de la baisse des cours du cuivre qui représente 60% des exportations zambiennes³⁴.

³² Mali, Burkina Faso, Niger, Burundi, Rwanda, République centrafricaine, Tchad, Ouganda, Éthiopie, Zambie, Lesotho, Malawi, Afghanistan, Bhoutan, Népal, République Démocratique Populaire Lao.

³³ Selon le Bureau des Nations Unies du Haut Représentant pour les Pays les Moins Avancés, les Pays en Développement Sans Littoral et les Petits États Insulaires en Développement (voir le programme d'action pour ces économies <http://unohrls.org/about-llacs/programme-of-action/>).

³⁴ Jeune Afrique, AFP (décembre 2015) « L'Afrique du Sud accueille le premier sommet Chine-Afrique sur le continent » www.jeuneafrique.com/284235/politique/lafrique-sud-accueille-premier-sommet-chine-afrique-continent/

Figure 10. Solde du commerce de marchandises dans les PMA (1971 à 2016)



Sources : UNCTAD, calculs de l'auteur

La balance commerciale dans les PMA est structurellement déficitaire depuis 1971, sauf durant la période de 2004 à 2007 et de 2009 à 2013. Cette situation crée des déséquilibres profonds au niveau de la balance des paiements et des taux de changes.

Finalement, la résultante est une persistance des bas revenus, des bas salaires et de la pauvreté dans le monde rural plus particulièrement. Aussi, en 2015, après des années de maintien d'une croissance respectable, la croissance des PMA a ralenti, 3,6%. Cette situation est imputable selon la CNUCED à l'effondrement des cours des matières premières sur les marchés internationaux (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, 2016). La forte dépendance aux produits de base (Figure 8) constitue pour ces économies un obstacle à la mobilisation de ressources internes pour des investissements productifs dans des secteurs plus prometteurs ou la diversification d'activités et un développement localisé.

Il est assez ardu dans les économies les moins avancées de réfuter l'argumentation du changement de la structure de production dans de bonnes conditions en vue d'un Développement Économique Local. Le passage d'une part plus importante des produits manufacturés dans des structures de production est

nécessaire. Les milieux économiques ne sont pas favorables au développement localisé. Cette situation risque de se maintenir jusqu'à ce que des changements structurels ciblés et adaptés soient mis en œuvre. Les interventions pour un développement local et des politiques du DEL sont particulièrement difficiles. D'abord, il faut à la fois se concentrer sur le développement économique afin d'aider la production locale à devenir plus compétitive, transformer l'agriculture pour sortir de la subsistance et aller vers d'autres modèles et systèmes agricoles à rendements supérieurs. Et ensuite, il est nécessaire de provoquer des changements structurels profonds dans les zones à potentialités économiques (faire émerger une production commerciale dans les zones rurales et dans les villes, créer des pôles de développement etc.).

Enfin, bien que les PMA soient à forte dominance agricole et que cet état de fait provoque un fort impact sur les revenus et les termes de l'échange, il convient aussi de remarquer qu'une classification rudimentaire des PMA selon leur degré de spécialisation à l'exportation permet de distinguer des sous-groupes à l'intérieur des économies les moins avancées. Les PMA sont classés selon leur spécialisation dans l'exportation des combustibles, des articles manufacturés, des minéraux et des services. Cette spécialisation est fonction de la part des produits à l'exportation quand ceux-ci dépassent plus de 45% de leurs exportations (United Nations Conference on Trade and Development, 2015).

Tableau 5. Spécialisation à l'exportation des Pays les Moins Avancés

Produits agricoles et alimentaires	Guinée-Bissau, Îles Salomon, Malawi, Somalie.
Combustibles	Angola, Guinée équatoriale, Soudan, Soudan du Sud, Tchad, Yémen
Articles manufacturés	Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Haïti, Lesotho Érythrée, Guinée, Mali, Mauritanie, Mozambique
Minéraux	République Démocratique du Congo, Zambie Bénin, Burkina Faso, Kiribati, Myanmar,
Exportateurs mixtes	Niger, République Centrafricaine, RDP Lao, Tanzanie, Sénégal, Sierra Leone, Togo Afghanistan, Burundi, Comores, Djibouti,
Exportateurs de services	Éthiopie, Gambie, Libéria, Madagascar, Népal, Ouganda, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Timor oriental, Tuvalu, Vanuatu

Source : (United Nations Conference on Trade and Development, 2015)

Il apparaît ici un problème d'hétérogénéité. Les Pays les Moins Avancés diffèrent selon de nombreuses dimensions et il est compliqué au prime abord de comparer directement les résultats et les situations de leurs commerces extérieurs unilatéralement par rapport aux niveaux d'exportations des prix des matières premières. Les degrés d'impacts sont différents, il conviendra de revenir sur ces points dans les observations de terrain. Cependant, il n'en demeure pas moins que les conséquences des variations des prix sur le commerce externe se répercutent dans ces pays de manière similaire, même si le degré de cet impact peut être légèrement différent.

1.3. Les capacités d'adaptation et le changement climatique

Les experts de la FAO identifient trois sources spécifiques de l'augmentation de la production agricole : « l'expansion des terres arables, l'accroissement de l'intensité culturale (fréquence des récoltes sur une

même superficie), l'amélioration des rendements » (FAO, 2016). Tandis que plus de 68,5%³⁵ de la population des économies les moins avancées vivaient dans les zones rurales en 2015, les terrains consacrés à l'agriculture représentaient 39,5%³⁶ des terres agricoles. Nous avons vu que le type d'agriculture pratiqué dans les PMA est à rendements peu élevés, engendrant de faibles revenus, alors que les agriculteurs et les fermiers travaillent en moyenne 15 heures par jours (FAO, 2016). Les rendements enregistrés sont donc insuffisants alors que la contribution de la VA au PIB est supérieure à 60%. Cette situation est problématique pour un développement localisé. En plus, la production agricole pour la consommation interne ou pour la nourriture du bétail, est confinée dans les limites des états.

Tableau 6. Terres arables dans quelques groupes économiques (hectares par personne)

	2010	2011	2012	2013	2014
Pays les Moins Avancés	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Pays membres de l'OCDE	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Afrique subsaharienne	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2

Source : Banque Mondiale Indicateurs du développement dans le monde

Les terres agricoles ne constituent qu'une partie de la superficie totale des pays. Tandis que l'agriculture reste un secteur important pour les PMA, les activités agricoles peuvent aussi dégrader les ressources naturelles. L'accroissement de la productivité des terres agricoles est nécessaire pour l'augmentation des revenus étant donné les limites des superficies et donc des capacités de production des agriculteurs avec les méthodes actuelles.

La FAO a établi une classification des PMA en fonction de la disponibilité des ressources en terres et des contraintes qui leurs sont associées. La typologie de ces économies eu égard à leurs potentiels d'expansions se distingue ainsi :

³⁵ Source: World Development Indicators.

³⁶ <http://data.un.org/Default.aspx>

1. Les pays dont le sol est relativement important, où une expansion extensive de l'agriculture reste possible (i.e. la République Démocratique du Congo) ;
2. Les pays qui sont proches de la limite d'exploitation des terres arables (par exemple le Bangladesh, la Somalie) ;
3. Les PMA qui ont exploité la quasi-totalité de leurs terres arables (Afghanistan, Yémen) (Koroma, 2007). La typologie est telle que l'on considère les économies ayant un potentiel agricole élevé, moyen ou faible (Koroma, 2007).

En outre, les agriculteurs des PMA travaillent dans des conditions extrêmement défavorables. Si pour une partie les terrains sont arides et semi-arides (Figure 6), pour d'autres, les formes de cultures sont peu adaptées avec de petits agriculteurs souffrant d'un manque d'équipements ou de techniques pour faire face aux changements qui les affectent même lorsqu'ils possèdent de forts potentiels et des dotations en terres fertiles considérables (Figure 6 et Figure 7). Ces petits agriculteurs continuent d'utiliser des méthodes traditionnelles qui limitent encore plus l'expansion de la frontière des possibilités de production agricole. Si l'on considère la superficie des territoires, la disponibilité des terres arables par rapport à la densité de la population (Tableau 3) et l'accélération de l'urbanisation, il s'ensuit qu'un changement dans le secteur devrait nécessairement passer par une compensation plus que proportionnelle à la raréfaction des terres arables et à l'augmentation de la population. En effet, les rendements doivent s'accroître non seulement pour les besoins actuels mais également afin de répondre à la pression démographique, à la diminution des terres fertiles liées à l'urbanisation croissante, à la dégradation de l'environnement et enfin pour contrecarrer la propension marginale à importer des produits de premières nécessités et des produits manufacturiers.

Diverses études sur les rendements de l'agriculture dans le monde en développement ont montré que la productivité agricole n'augmenterait pas aussi rapidement que prévu. Le ralentissement de la croissance de la productivité du secteur est dû à des facteurs combinés tels que l'efficacité moins importante des engrais et des pesticides, la dégradation de l'environnement, l'érosion des sols, la rareté des ressources en eaux et l'impact du réchauffement climatique (FAO, 2016; Saidi, 2011). L'enjeu pour les économies les moins avancées est de s'engager dans la recherche de procédés alternatifs pour profiter des potentiels d'expansions existants. Or, remarquons que les dépenses budgétaires des gouvernements orientées vers

le secteur agricole sont moins de 20% pour la recherche agricole et la diffusion des connaissances (Figure 11).

Les montants engagés pour l'agriculture dans les états africains sont globalement inférieurs à ceux que les Chefs d'Etats africains s'étaient engagés à maintenir lors de la déclaration de Maputo³⁷ en juillet 2003. Le Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) représente le cadre politique de mise en œuvre des décisions prises lors de la deuxième session ordinaire de l'Union Africaine. Les deux objectifs clés du PDDAA³⁸ sont d'augmenter la productivité agricole de 6% et d'accroître les dépenses publiques dans le secteur agricole d'au moins 10% des budgets nationaux par an³⁹, ce qui permettrait à ces économies d'être plus adaptatives aux aléas économiques et climatiques.

L'interdépendance existant entre le climat et l'agriculture est connu depuis « *longtemps* » par ceux qui vivent de la terre. La dépendance des systèmes agricoles aux aléas climatiques est palpable notamment dans les PMA en Afrique subsaharienne et en Haïti, où les systèmes agricoles sont en égales adéquations avec les différentes formes de climat et les conditions territoriales (Figure 6 et Figure 7). Prenons le cas par exemple du Sahel où il existe peu de précipitations par an et peu de rendements du système agricole en vigueur (pastoral et agro-pastoral). Ces systèmes directement liés aux zones arides et semi-arides sont sujets à une certaine forme d'agriculture (Tableau 3) mais aussi à un manque de ressources financières ou de technologies de la part des agriculteurs.

Il est en effet possible de réaliser une production à hauts rendements dans des zones arides (Becker, Wulfmeyer, Berger, Gebel, & Münch, 2013). L'irrigation, la fertilité des terres, et le climat dictent les systèmes agricoles et la productivité, ainsi que les rapports des sociétés dans les PMA. Or, les zones écologiques et les systèmes d'exploitation ne sont pas égaux. L'absence d'infrastructures adéquates renforce la dépendance des systèmes agricoles aux aléas naturels et climatiques. Ceci laisse les

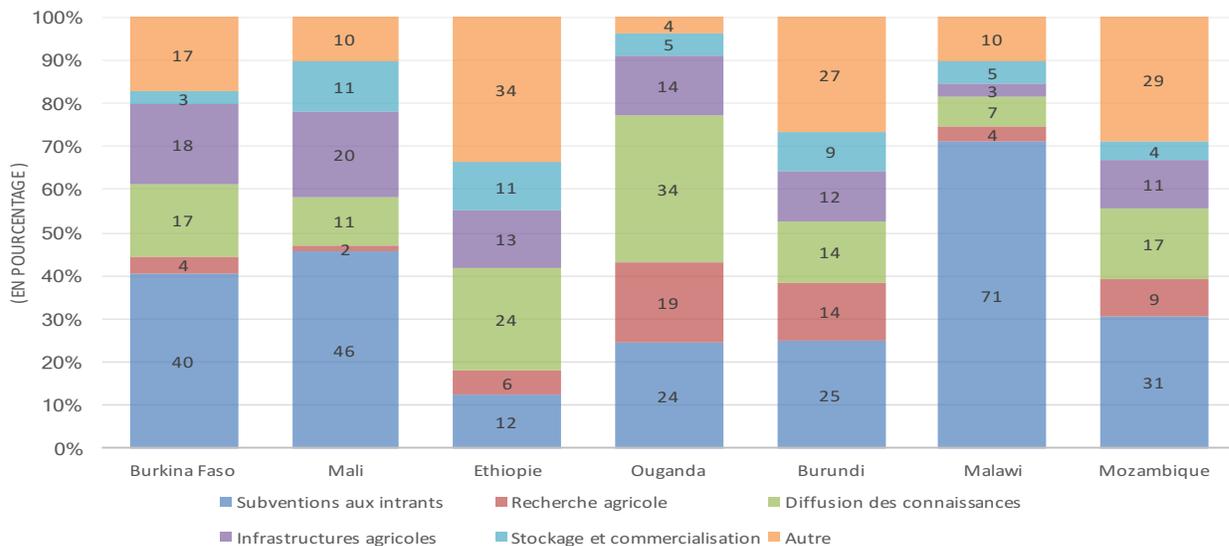
³⁷ Passerelles, Volume 15, Number 3 : <http://www.ictsd.org/bridges-news/passerelles/news/>

³⁸ D'autres objectifs concernent la création et la recherche d'opportunités d'emplois, l'amélioration de la sécurité alimentaire et le renforcement de la résilience.

³⁹ Office of the Special Adviser on Africa, OSAA : Le Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) : <http://www.un.org/fr/africa/osaa/peace/caadp.shtml>

économies les moins avancées dans des dilemmes très sérieux et complexes car ces économies doivent gérer ces diversités et ces contradictions internes, en plus des fluctuations de la production agricole et de la volatilité des prix. Depuis les années 1950, beaucoup des changements observés sont inédits : l’atmosphère et les océans se sont réchauffés, les quantités de neige et de glace ont diminué et le niveau de la mer s’est accru (GIEC, 2014; Pachauri et al., 2014). L’académie des Sciences distingue des indicateurs supplémentaires pour l’observation du « changement climatique biologique, les déplacements de populations animales terrestres ou marines, et l’évolution des dates d’activités agricoles saisonnières » (Académie des sciences, 2010). De par la dépendance des économies les moins avancées vis-à-vis de l’agriculture dépendante elle-même des aléas climatiques, il est certain que les modifications de quelques degrés de températures auront des impacts profonds sur ces économies.

Figure 11. Dépenses publiques consacrées au secteur agricole dans quelques PMA



Source: OECD-FAO Agricultural Outlook 2016-2025

Ces pays ont consacré des fonds publics à un large éventail de politiques de soutien des consommateurs et des producteurs. Cependant, certaines de ces dépenses peuvent avoir visé principalement des objectifs à court terme qui n'auraient peut-être pas été pleinement alignés sur les objectifs de développement à long terme pour le secteur (FAO, 2016).

Certains produits de base sont encore plus sensibles au climat que d'autres. Dans les marchés dit climatiques ou « *weather markets* »⁴⁰, les changements climatiques, qui se caractérisent par une augmentation de la variabilité interannuelle du climat, ont une incidence directe sur la variabilité annuelle des récoltes et donc directement sur les fluctuations des prix, sur les consommateurs finaux et tous ceux qui vivent de leurs productions⁴¹. Les variations de produits dans les « *weather markets* » peuvent avoir des incidences directes et indirectes sur les petits agriculteurs des Pays les Moins Avancés. Cependant, il convient pour les gouvernements et les États de prévoir des politiques d'adaptation appropriées pour augmenter la capacité des producteurs agricoles à faire face aux changements sur les marchés internes et externes des produits de base.

Le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC)⁴² dans son rapport de 2014, a proposé un ensemble de recommandations pour les pays africains en ce qui concerne les risques associés aux changements climatiques, à la baisse de la productivité des cultures, ainsi qu'aux risques liés à la transmission de maladies d'origines hydriques, que l'on peut résumer et extrapoler aux Pays les Moins Avancés (GIEC, 2014):

1. Renforcement des capacités institutionnelles pour la gestion des ressources en eau ;
2. Développement urbain durable ;
3. Adaptations technologiques dans l'agriculture ;

⁴⁰ Tels que le blé, le coton, le café, le maïs, les pois etc.

⁴¹ On sait que les crises de 2008-2009 ont été dues à de mauvaises récoltes qui ont causé une augmentation des prix du blé.

⁴² Le groupe a été créée en 1988 par l'ONU afin de « fournir des évaluations détaillées de l'état des connaissances scientifiques, techniques et socio-économiques sur les changements climatiques » : <http://www.ipcc.ch> . Le Groupe est détenteur du prix Nobel de la paix qui lui a été décerné en 2007 ainsi qu'à Al Gore.

4. Accès au crédit et à d'autres facteurs de production ;
5. Cartographie des zones à forte vulnérabilité, et coordination intersectorielle ;
6. Renforcement des institutions locales, nationales et régionales afin de soutenir l'agriculture.

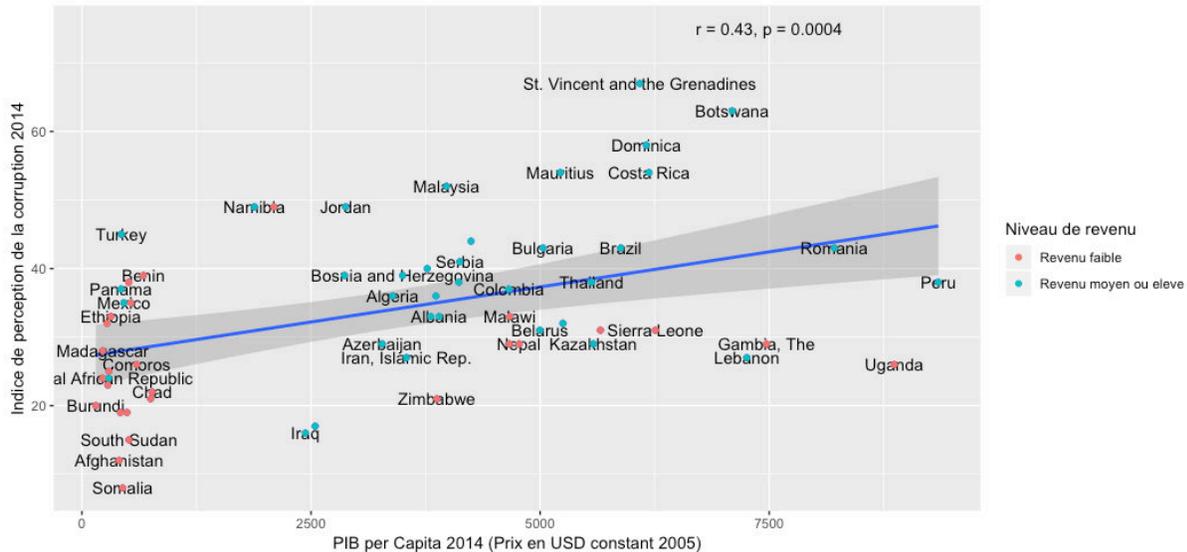
L'insécurité énergétique et physique, le manque de stabilité politique sont parmi les nombreux facteurs contraignants pour le développement du secteur. Par ailleurs, la volatilité accrue de la production agricole a une conséquence significative sur les possibilités pour les producteurs d'augmenter les rendements des cultures et faire face à l'augmentation de la demande causée par la croissance démographique. Toutes ces situations agissent sur la possibilité pour les petits exploitants d'obtenir une assurance ou un crédit à l'investissement. Les risques sont trop élevés et les rendements sont trop faibles et aléatoires (dépendants de l'environnement, des changements climatiques) pour engager des investissements considérables du secteur privé dans les productions agricoles. Le climat, les systèmes de production agricole et les revenus qui en découlent, l'état des terres - qui ne sont pas tous égaux en termes de fertilités - constituent quelques-uns des paramètres que les économies les moins avancées doivent surmonter pour une augmentation des revenus et un développement localisé.

1.4. L'environnement des affaires dans les PMA

L'investissement privé est une variable volatile dans les Pays les Moins Avancés. Le climat des affaires et de l'investissement dans les économies les moins avancées souffrent de plusieurs contraintes limitant le développement local. Les sources de la croissance des Pays les Moins Avancés ne sont pas dues aux capacités productives endogènes ni à la demande interne, mais aux financements injectés de l'extérieur provenant des partenaires internationaux du développement, des investisseurs étrangers œuvrant dans l'agriculture ou dans les industries extractives, des revenus de la diaspora et de l'aide internationale (Samson, 2011; United Nations Conference on Trade and Development, 2015). Ces sources de revenus ne génèrent pas d'activité commerciale parce que les conditions pour qu'une telle activité existe ne sont pas réellement en place. Que ce soit au niveau des infrastructures physiques, des droits de propriétés ou des capacités technologiques, ces économies les moins avancées ne sont pas suffisamment attractives

pour les investissements étrangers (Figure 13). Elles souffrent d'un manque de financement et de capacités de gestion dans les secteurs publics et privés, avec des niveaux de corruption élevés.

Figure 12. Perception de la corruption dans les économies par niveau de revenu



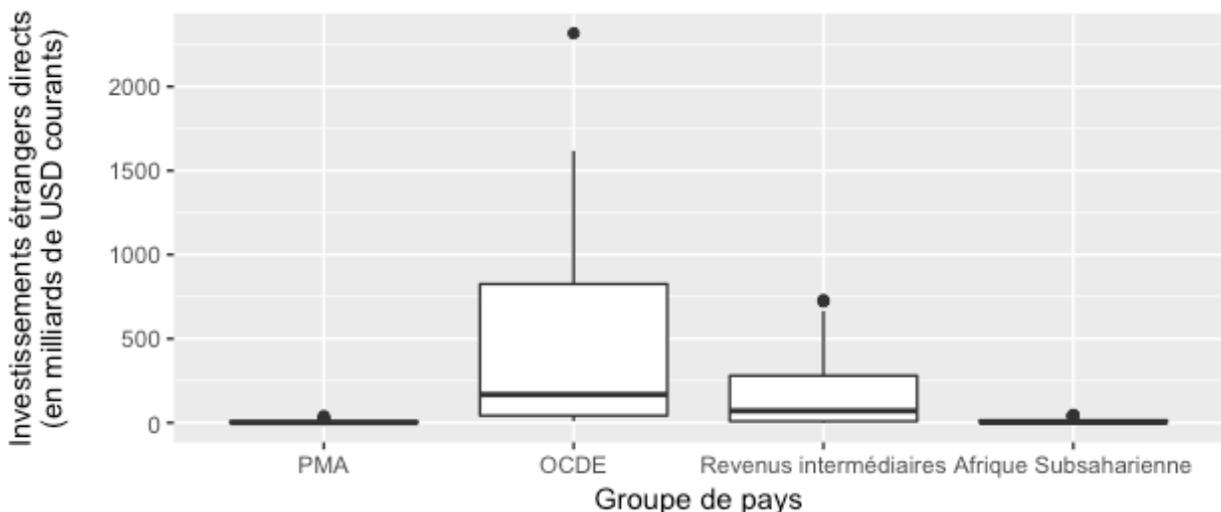
Sources : Corruption Perceptions Index, Transparency International ; Banque Mondiale, calculs de l'auteur

Note : L'indice de la perception de la corruption varie d'une échelle de 0 (fortement corrompue) à 100 (très propre). Le score moyen global est de 43 ce qui indique une corruption endémique du secteur public dans le monde. Bien que les liens entre les niveaux de développement (revenu) et de la corruption soient complexes, remarquons que la pente est ascendante. Cela signifie que l'augmentation des niveaux de revenus s'accompagne d'une baisse de la corruption. Les pays à revenus moyens ou élevés (en vert) dépassent largement les Pays les Moins Avancés ou à revenus faibles (en rouge). Cette situation limite les potentiels de croissance et d'investissement dans ces économies.

De plus, les PMA sont souvent sujets à des troubles civils et politiques (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, 2016; N. Kim & Cortez, 2012; UNCTAD, 2014). Effectivement, ces pays sont considérés comme instables (Jefferies, 2006) pour les investisseurs. La violence civile, politique et sociale a aussi un impact beaucoup plus important dans les économies à faibles revenus que dans les pays à revenus moyens étant donné l'ampleur des différentes formes de violence et l'absence d'un secteur d'assurance efficace pour limiter les risques (Figure 14). Chaque pays inclus dans le groupe des PMA a connu, entre 1946 et 2012, au moins trois conflits internes majeurs (N. Kim & Cortez, 2012), sans compter les troubles passagers qui apparaissent à chaque période électorale ou de transition

politique. Les inégalités de revenus sont en partie l'explication avancée sur l'origine des troubles sociaux. Ces climats politiques et économiques constituent de solides obstacles au développement économique durable à long terme (Alesina & Perotti, 1996; Perotti, 1996). Ainsi, les IDE rentrant dans les PMA ne génèrent pas de revenus suffisants pour le renforcement de la demande interne. Le cercle vertueux des investissements directs étrangers ne peut pas s'enclencher comme c'est le cas dans les économies en développement ou dans les pays émergents. Par exemple, dans les pays en développement, les avantages anticipés des IDE sont les transferts de capital, la création d'emploi, les transferts de technologie, l'apport de gestionnaires et enfin, l'accès aux marchés mondiaux (Gillis et al., 1998).

Figure 13. Investissements Directs Étrangers rentrants dans quelques zones économiques (1971 à 2016)



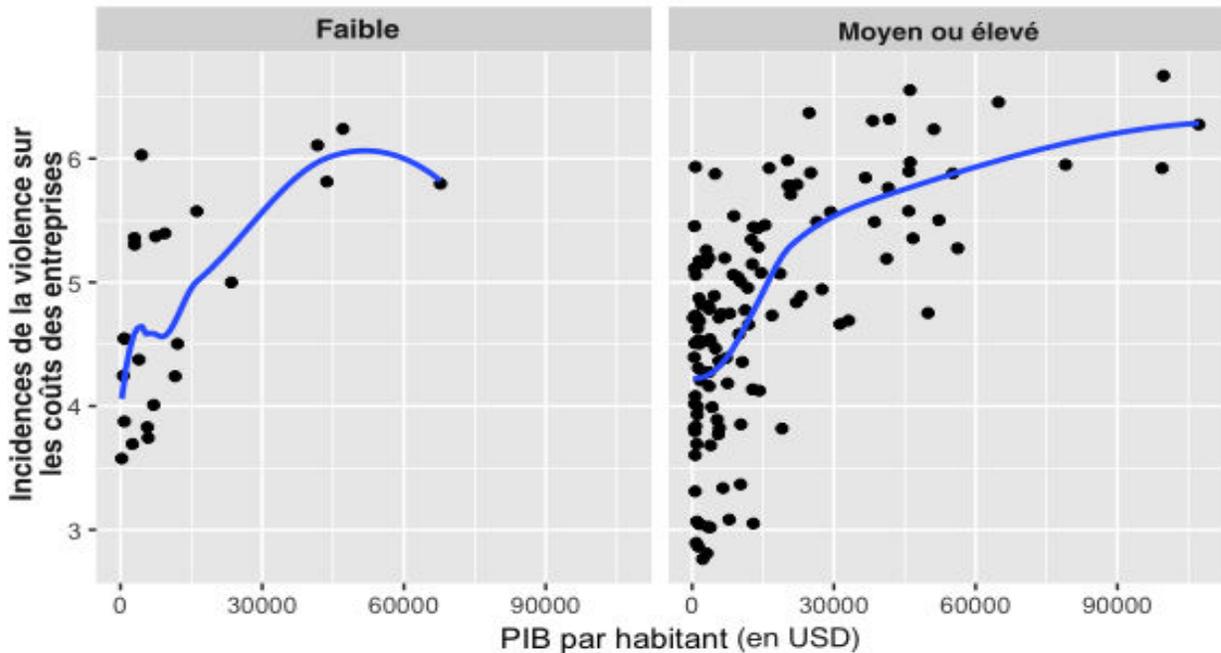
Sources: World Bank, World Development Indicators, calculs de l'auteur

Les territoires de ces économies ne sont pas attractifs pour les investisseurs. Les investissements étrangers dans les pays d'Afrique Subsaharienne et dans les PMA sont pratiquement négligeables par rapport aux investissements dans les économies à revenus intermédiaires et dans les pays membres de l'OCDE.

L'incidence de la violence sur les coûts des entreprises est totalement différente selon que l'on se retrouve dans une économie à faibles revenus tels que les PMA, dans les PVD ou dans les Pays Industrialisés. Alors que la relation est positive dans les deux derniers cas, elle est plus intense dans les

économies à faibles revenus, à cause de l'impact important des violences. Cette situation s'explique par certains éléments qui sont absents ou inefficients dans ces économies ; notamment l'assurance, la bonne gouvernance, l'état de droit. Finalement les coûts des violences sont pour la majorité totalement supportés par l'investisseur.

Figure 14. Incidences de la violence sur les coûts des entreprises par niveaux de développement économique (2015)



Sources : World Economic Forum, World Bank indicators, calculs de l'auteur

Autre élément limitant les investissements, qu'ils soient internes ou qu'ils viennent de l'étranger dans les Pays les Moins Avancés, c'est le faible niveau des infrastructures physiques. Les économies les moins avancées souffrent d'un sévère déficit d'infrastructures de développement (Luiz, 2010). Pour le financement et le développement des infrastructures dans les pays en développement, trois stratégies générales sont possibles : développement de l'infrastructure fiscale (financement public des infrastructures) ; autofinancement (capitaux privés) et développement combiné des infrastructures (investissements de capitaux privés, aide au crédit avec des prêts internationaux, recettes liées au projet et aide publique au crédit) (Badu, Owusu-Manu, Edwards, & Holt, 2013) et, enfin, les partenariats publics-privés (PPP). L'absence de constructions théoriques pour les investissements des Partenariats

public-privé pour l'infrastructure dans les contextes socio-économiques des PMA constitue un défi majeur pour une meilleure formulation des politiques publiques et l'amélioration de la qualité des infrastructures. Depuis la décolonisation des pays de l'Afrique subsaharienne, peu de recherches ont été menées pour explorer systématiquement les investissements de l'Afrique dans le domaine de l'infrastructure et les études n'ont pas été complètement développées en ce qui concerne le contexte des PMA (Luiz, 2010).

En effet, investir dans de grandes infrastructures est nécessaire au développement mais cela est complexe et requière des engagements à long terme : 30 ans en moyenne. Comme par exemple, dans les types PPP où l'institution privée finance, conçoit, construit et maintient le projet pendant une longue période appelée « période de concession » (Bloomfield, 2006; Rebeiz, 2011). Sur cette base, un partenariat doit être mis en place stratégiquement pour compléter les ressources de chaque partie, lorsque les ressources ne sont pas suffisantes pour atteindre un objectif commun et mutuellement bénéfique.

Tableau 7. Investissement dans les projets d'infrastructure avec un Partenariat Public Privé dans les PMA au cours des dernières années (2009 à 2016)

Date	PMA	Secteur	Investissement total (millions de USD)
2014	Haïti	Port	57
2014	Népal	Electricité	108,6
2014	Népal	Electricité	39,3
2015	Népal	Routes	350
2014	Éthiopie	Electricité	120
2013	Mozambique	Electricité	98,67
2014	Mozambique	Electricité	200
2014	Rwanda	Electricité	24,1
2015	Rwanda	Electricité	320
2013	Somalie	Aéroport	10
2016	Somalie	ICT	140
2016	Tanzanie	ICT	140
2015	Uganda	Electricité	30
2015	Uganda	Electricité	15,4
2016	Uganda	Electricité	14,5
2016	Uganda	Electricité	14,26

Source : Private Participation in Infrastructure Database - The World Bank Group

La théorie des jeux fournit des outils qui permettent de comprendre la collaboration observée entre les parties prenantes dans la stratégie (Kargol & Sokol, 2008). Les partenariats publics-privés sont un type de collaboration entre deux entités à vocations organisationnelles différentes, qui entreprennent conjointement un projet. Les partenariats permettent à différentes personnes et organisations de se soutenir mutuellement en tirant parti, en combinant et en capitalisant leurs forces et leurs capacités complémentaires (Andrews & Entwistle, 2010; Kargol & Sokol, 2008). Ils requièrent des capacités financières et managériales adéquates, tant de la part du secteur public que du secteur privé afin de fournir et gérer efficacement ces grandes infrastructures en vue de la croissance économique et du développement localisé.

Il est supposé que le secteur public des Pays les Moins Avancés ne dispose pas des capacités financières et administratives nécessaires pour gérer les grands projets d'infrastructures complexes (Luiz, 2010). Effectivement, dans l'ensemble des projets de partenariats publics-privés relevés, dans les Pays les Moins Avancés, les institutions étatiques n'ont pas apporté de contributions significatives. De plus, les partenariats publics-privés bien qu'ayant eu lieu dans certains PMA, souffrent de l'inadaptation des marchés internes et de l'incapacité du secteur privé à maintenir plus de 132 PPP durant la période de 2006-2016, tandis que les pays à revenus moyens avaient 2246 PPP dans les secteurs de l'énergie, du transport, des technologies de l'information, de l'eau et de l'assainissement⁴³.

Par ailleurs, d'autres traits dominants de l'environnement des affaires dans les PMA sont l'accès aux financements pour les micro-entreprises de l'économie informelle, ainsi que le travail salarié. Ces derniers sont parmi les variables contraignantes limitant l'expansion des entreprises dans ces pays. Effectivement, l'économie informelle représente entre 40% et 82% des emplois non agricoles dans les PMA (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, 2016). Dans des économies tels que le Mali (81,8%), Madagascar (97,3%) et l'Uganda (93,5%), elle représente presque l'ensemble de l'emploi dans le secteur non agricole (Tableau 8).

⁴³ <http://ppi.worldbank.org/visualization/ppi.html>

Tableau 8. Emploi de l'économie informelle dans le secteur non-agricole dans quelques PMA

	2004	2006	2008	2009	2010	2012	2013
Lesotho	34,9	..	..	..	..
Liberia	60,1	..	..
Madagascar	97,3	..
Mali	81,8	..	..	..	..	..	..
Sri Lanka	62,1	..	..	..
Tanzanie	..	76,2	..	..	..	..	..
Ouganda	69,4	..	93,5
Zambie	69,5	..	..	..	..

Source: International Labour Organization multi-country report, 2016

Notes : Le taux du secteur informel est en pourcentage de l'emploi total. Les informations pour les autres économies moins avancées ne sont pas disponibles, même pour la période récente. (..) : données non disponibles pour la période

L'économie informelle peut avoir autant de définitions que d'études qui s'y rapportent. Dans les Pays les Moins Avancés elle se caractérise par la taille des entreprises, les critères de respect de la loi⁴⁴, le capital humain et le montant investi pour la création de la micro-entreprise. Les entreprises et micro-entreprises de ce secteur couvrent toutes les formes d'activités marchandes qui échappent aux pouvoirs publics (Kraiem, 2015). Dans les économies à faibles revenus, l'économie informelle sert d'amortissement notamment pour les jeunes et diminue les pressions sur les terres agricoles, ainsi que les tensions qui s'exercent sur le marché du travail formel, beaucoup trop étroit pour absorber l'ensemble de la population active en pleine expansion. Ainsi l'économie informelle absorbe également les migrants ruraux qui arrivent dans les villes. Dans les économies telles que l'Éthiopie, le Malawi, la RDC, le Rwanda et le Sénégal, les travailleurs de l'informel sont pour la plupart dans une entreprise familiale de service (Conférence des Nations Unies Sur le Commerce et le Développement, 2013). Selon la CNUCED, l'économie informelle dans les PMA se caractérise par :

1. Des activités à forte intensité de travail non qualifié et à faible intensité technologique ;
2. Une demande orientée vers les zones urbaines ;
3. Une forte hétérogénéité dans les services offerts, dans les origines de fonds, dans la taille des entreprises (moyennes entreprises, micro-entreprises employant un maximum de cinq

⁴⁴ i.e. paiement des taxes ou d'impôts, procédures d'enregistrement des entreprises, patentes...

personnes) etc. (Conférence des Nations Unies Sur le Commerce et le Développement, 2013; Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, 2016; Conférence des Nations Unis Sur le Commerce et le Développement, 2015).

La part importante de l'économie informelle dans les PMA n'est pas problématique en soi, car des stratégies de sortie de l'informalité avaient été identifiées par les grandes institutions internationales (ILO, OCDE, ...) et par plusieurs chercheurs selon les spécificités de l'environnement économique et social des PMA (Kraiem, 2015; Mouko, 2015). L'ensemble des initiatives en cours implique qu'une stratégie universelle de sortie n'existe pas.

En général, les stratégies de sortie de l'économie informelle dans les Pays les Moins Avancés et en Afrique subsaharienne se rapportent au changement de la nature du salariat. Car à une faible productivité de l'emploi sont aussi associés de faibles salaires, une capitalisation sur les liens sociaux, et une formalisation juridique (Kraiem, 2015; Mouko, 2015). Finalement, la sortie de l'informalité passe par l'accès au financement et par l'amélioration des procédures de créations d'entreprises (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, 2014; 2016). Dans les Pays les Moins Avancés, deux obstacles constituent un frein à l'entrepreneuriat : l'accès au crédit pour les micro-entreprises et les moyennes entreprises (Figure 15) et le travail provenant d'un salariat décent incorporant la protection sociale et la possibilité pour le salarié de se « reproduire » c'est-à-dire de faire face à ses besoins et à ceux de sa famille entre autres.

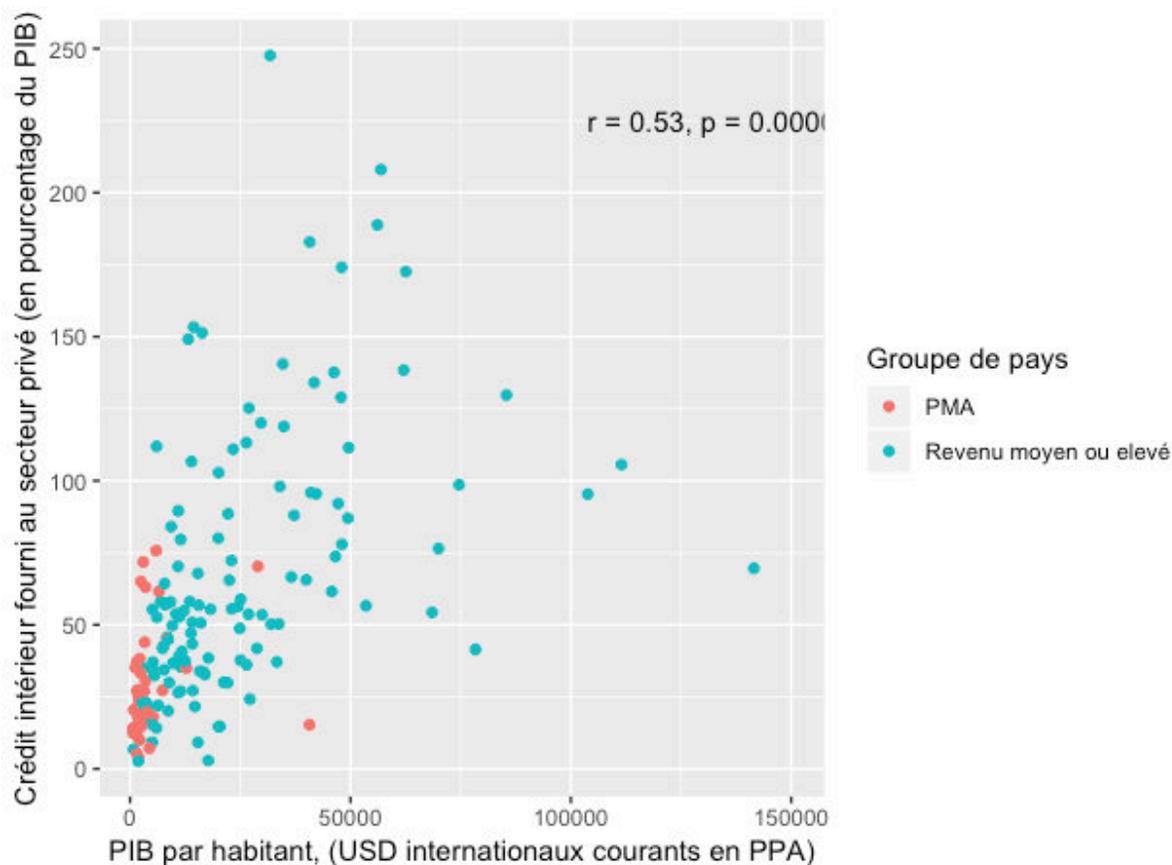
Effectivement, les mesures de l'emploi informel sont calculées par rapport au pourcentage de travail décent et productif (Bureau International du Travail, 2014). Enfin, les micro-entrepreneurs ont des difficultés à être le moteur du développement local dans les PMA, parce que les propriétaires des micro-entreprises (notamment ceux de l'économie informelle) n'ont ni les capacités, ni les moyens d'expansion et d'amélioration de la productivité du travail qui leur permettraient de créer de la valeur ajoutée et des chaînes de valeurs nécessaires à la transformation des territoires.

Les causes des limitations au financement, notamment du crédit bancaire à l'investissement sont nombreuses dans ces économies. Un climat conciliant à l'investissement demande entre autres un

environnement macro-économique sain et prévisible, nécessaire pour des prises de décisions minimisant les risques et les incertitudes économiques. Les politiques monétaires mises en place pour pallier aux déficits récurrents des États,⁴⁵ le faible niveau de sécurité des biens, ont provoqué d'abord des taux d'intérêt réel élevés ainsi qu'une réticence des banques commerciales à fournir du crédit aux secteurs privés et encore moins aux micro-entreprises de l'économie informelle. Par ailleurs, l'obtention des crédits exigent des formalités souvent insurmontables pour les entrepreneurs moyens : collatéraux, historiques de prêts, plans d'affaires, garants en cas de défaut de paiement, etc. (Banerjee, Duflo, Glennester, & Kinnan, 2013). Le point capital c'est que le risque de défaut de paiement des emprunteurs des micro-entreprises ou des entrepreneurs du secteur informel reste substantiel et contribue à l'augmentation des taux d'intérêt ou à la diminution de l'échéance pour le remboursement. En conséquence, les Pays les Moins Avancés se retrouvent avec une faible distribution des ressources pour l'investissement du secteur privé comparé aux autres économies à revenus moyens ou à revenus élevés (Figure 15).

⁴⁵ La dette du gouvernement en 2015 en % du PIB s'élève à 39.4% pour le Malawi ; les données pour les autres PMA n'étant disponibles qu'à des intervalles irréguliers.

Figure 15. Crédit intérieur au secteur privé par niveaux de revenus en 2015



Sources : Base de données du programme international de comparaison de la Banque Mondiale ; calculs de l'auteur

L'évolution du crédit intérieur au secteur privé croît avec le PIB par habitant. Les Pays les Moins Avancés en plus d'un faible niveau de PIB per capita ont également un niveau faible de crédit au secteur privé. Cette relation n'est pas tout à fait linéaire et tend à croître plus que proportionnellement avec les niveaux de revenus, impliquant d'autres variables explicatives dans la détermination du niveau de crédit au secteur privé notamment dans les économies à revenus moyens.

Finalement, malgré l'enthousiasme engendré par la microfinance durant la première décennie du millénaire, culminant avec le prix Nobel de la paix attribué à Mohammed Yunus et à la Banque spécialisée dans le microcrédit, la Grameen Bank en 2006, les recherches ont montré que la plupart des

ménages qui avaient des projets avec un taux de rendement de 24%, ont préféré emprunter à des amis (Banerjee et al., 2013). La microfinance ne permet pas d'atteindre un DEL. Les expériences de crédits « à bon marché » ont au contraire coûté plus chers aux emprunteurs. A la fin, les crédits ont des taux d'intérêt tout aussi élevé que les taux d'intérêts réels du système bancaire.

En définitive, l'absence de possibilités de financement, l'absence de débouchés pour les producteurs du monde rural, l'insuffisance d'infrastructures de développement adéquates, entre autres, impliquent des conditions peu favorables à l'émergence d'un secteur privé dynamique et innovant dans les Pays les Moins Avancés. Nous pouvons avancer que le secteur privé dans ces économies est presque inexistant avec une trop forte présence de micro-entreprises œuvrant dans le secteur informel. Effectivement, la grande majorité des entreprises privées dans les villes sont des entreprises de subsistance, composées de petits commerçants : petits producteurs de biens (meubles, matériaux de construction, vêtements, restaurants ambulants, etc.), de services (réparation automobile, petits restaurants, studios de beauté, cybercafés, etc.), et de petits vendeurs (Kraiem, 2015; Mouko, 2015). Ces entreprises sont principalement stationnaires et orientées vers la subsistance (même lorsqu'elles emploient un certain nombre de travailleurs) sans investissement réel ni dynamique de croissance.

Figure 16. Priorités en matière de développement rural et proximité urbaine selon la CNUCED

	Agriculture	Activités agroalimentaires	Autres activités rurales non agricoles	Activités générales
Zones périurbaines	Développement d'une production intensive de cultures à forte valeur ajoutée pour le marché urbain	Transformation de denrées alimentaires à forte valeur ajoutée pour le marché urbain	Développement de liens directs avec des détaillants urbains Activités de loisir de week-end pour les élites ou les classes moyennes urbaines Services de transport	Agriculture entrepreneuriale Principalement, expansion de microentreprises et développement de PME
	Trajets pendulaires vers les zones urbaines		Petite industrie	
Zones intermédiaires (et zones périurbaines autour de petites villes)	Expansion et accroissement de la productivité de cultures d'exportation traditionnelles	Transformation de cultures d'exportation	Développement des cultures énergétiques (biocombustibles)	Entrepreneurial agriculture
	Accroissement de la productivité de denrées de base pour les marchés locaux (et éventuellement urbains)	Mise en conserve et conditionnement de cultures vivrières (et de viande et de poisson) pour accroître leur commerciabilité sur les marchés urbains et les marchés d'exportation	Modernisation progressive et commercialisation	Combinaison de PME et de microentreprises
	Diversification vers des cultures de plus grande valeur et l'élevage pour les marchés locaux	Transformation à valeur ajoutée pour le marché local (et le tourisme, le cas échéant)	Matériaux de construction, industries extractives, tourisme, pêche, gestion durable et communautaire des forêts, etc., lorsque les conditions locales s'y prêtent	Développement et renforcement de coopératives et d'associations de producteurs
	Développement des cultures énergétiques (biocombustibles)	Transformation de cultures énergétiques (biocombustibles)		Développement de chaînes de valeur locales et de chaînes de valeur de fournisseurs
	Différenciation des produits : production agrobiologique, commerce équitable, certification d'exploitation de gestion durable, indications géographiques, etc. Liens avec le secteur du tourisme, le cas échéant			Développement de liens entre petites villes/pôles ruraux
Zones éloignées/ isolées	Accroissement de la productivité de denrées de base, principalement pour une consommation de subsistance (préoccupation initiale)	Transformation à petite échelle pour le marché local, initialement à la ferme et artisanale	« Biens-Z » (phase de transition)	Commercialisation progressive d'une production agricole à petite échelle
	Diversification de la production vers des cultures de plus grande valeur et l'élevage pour le marché local	Mise en conserve et conditionnement de denrées alimentaires (et de viande/poisson) pour accroître la durée de vie des produits et leur commerciabilité sur les marchés proches	Services locaux	Formation de microentreprises
		Production et commercialisation de produits artisanaux	Services de construction et services connexes	Développement et renforcement de liens entre pôles locaux
			Lorsque les conditions locales s'y prêtent : matériaux de construction, gestion durable et communautaire des forêts, marchés de niche (par exemple, écotourisme, tourisme d'aventure, etc.)	

Source : Secrétariat de la CNUCED.

En dernier lieu, les économies des PMA ont un fossé urbain-rural difficile à surmonter. La faiblesse de l'agriculture de subsistance, le manque d'infrastructures de transport et de logistique et la distance des marchés urbains, empêchent les agriculteurs de subsistance d'accéder à ces marchés. La demande urbaine est orientée vers des biens importés coûteux, de sorte que la sécurité alimentaire de la population urbaine est faible. La pression démographique des zones rurales sur les villes surpeuplées entraîne la croissance de bidonvilles, où près de la moitié de la population urbaine est censée vivre (Samson, 2011). La CNUCED recommande dans son rapport sur les PMA, un ensemble de stratégies pour lier le monde rural aux marchés urbains des villes (Figure 16). Un point fondamental pour la transformation de l'économie rurale est l'accès aux marchés par l'amélioration des infrastructures, l'amélioration des routes et le transport. Les marchés urbains sont une part importante de la demande de biens et de services dans les zones périurbaines et rurales des PMA (UNCTAD, 2016).

Or, les politiques mises en place depuis la vague de décolonisation ont plongé les économies de l'Afrique subsaharienne notamment, dans une trappe à pauvreté dont la principale caractéristique est un cercle vicieux difficile à briser car il lie : les faibles niveaux de productivité agricole, une insécurité alimentaire, une dépendance aux produits alimentaires importés, une faiblesse des investissements privés et des investissements directs étrangers (Kraiem, 2015). Enfin, ce cercle vicieux s'achève par une instabilité politique chronique et la corruption. Par contre, le processus du DEL englobe plusieurs cercles vertueux qui engendrent la spontanéité de la dynamique économique qui existe déjà dans les économies de marché à part entière. Cette situation s'explique par des conditions économiques favorables où les gouvernements ont les ressources financières nécessaires pour le soutien aux acteurs locaux et aux entreprises (Ferguène, 2005; Samson, 2011).

Cette problématique est essentielle car dans les PMA, ni les politiques macroéconomiques, ni les grands investissements ne sont capables de mettre l'ensemble de l'économie en marche mais ils peuvent seulement, comme dans plusieurs cas, développer la capitale, les grandes villes et les régions côtières, alors que la majeure partie du pays et de la population reste vide dans une trappe à pauvreté et ne bénéficient pas de la croissance macroéconomique (Ferguène, 2005; Samson, 2011). Dans les PVD et dans les pays émergents, des Politiques de Développement Local peuvent être engendrées. En

conséquence, l'objectif du développement économique local sera alors de provoquer une rupture par rapport à cette tendance et de déclencher un processus vertueux et un engagement des économies les moins avancées vers une dynamique de croissance interne. Dans ces conditions, la situation économique des PMA est particulièrement difficile.

Conclusion du Chapitre I

Cette thèse a pour objet de comprendre comment rompre l'équilibre actuel du développement économique local dans les PMA et de concevoir comment provoquer une transformation durable du système qui permettrait d'impulser une nouvelle dynamique au niveau local qui serait apte à stimuler le développement économique et social. Ce Chapitre a pour but de présenter les faits à travers une caractérisation des Pays les Moins Avancés en fonction de critères nécessaires à la démonstration de notre problématique de recherche : les formes de productions et d'échanges. La question essentielle qui guide les analyses du Chapitre I, est issue de la question principale de la thèse ; à savoir :

- Quels sont les facteurs socioéconomiques qui déterminent et influencent la performance des financements du développement économique local dans les Pays les Moins Avancés ?

Nous avons d'abord commencé par une définition du développement local et de ses déterminants dans les PMA. La vision d'un développement local dans les PMA demande l'adaptation des processus transformationnels par les acteurs d'un territoire à partir de l'utilisation de ressources financières appropriées. Après avoir constaté et analysé des structures de productions et d'échanges dans les PMA, nous pouvons avancer que les facteurs qui sont susceptibles d'affecter les revenus des acteurs et le développement local sont les suivants : 1) une agriculture de subsistance à faibles revenus ; 2) une forte concentration de la production et l'exportation de produits de base ; 3) un impact du changement climatique et ses effets dans ces économies ; 4) un climat des affaires défavorable à l'émergence d'un secteur privé dynamique.

En résumé, les PMA sont dominés par une agriculture de subsistance avec une majorité de la population vivant de l'agriculture en milieu rural. Cette agriculture est pauvre, offre de faibles rendements et est extrêmement dépendante des aléas climatiques. C'est essentiellement une agriculture de subsistance orientée vers la fourniture de nourriture à peine suffisante pour les familles des agriculteurs.

Les économies les moins avancées ont une rupture urbaine / rurale difficile à surmonter : la faible performance de l'agriculture de subsistance, le manque d'infrastructures de transport, et la distance par rapport aux marchés urbains, empêchent les agriculteurs d'y accéder. La demande urbaine est orientée vers des biens importés coûteux, de sorte que la sécurité alimentaire de la population urbaine est faible. La pression démographique des zones rurales sur les villes surpeuplées, entraîne une croissance des bidonvilles, où l'on estime que jusqu'à la moitié de la population urbaine vit. Les économies des PMA ont une part plus élevée de la production et de l'exportation de produits de base qui limitent leur potentiel de croissance économique. En effet, la demande mondiale de produits de base est bien moindre que celle des produits manufacturés et leurs prix sur les marchés mondiaux sont également soumis à des fluctuations importantes.

L'entrepreneuriat et l'accès au crédit correspondant pour les investissements productifs, se situent à des niveaux très bas dans les PMA. Les économies des PMA sont trop pauvres et l'environnement commercial n'est pas adapté à un modèle de croissance basé sur les Investissements Directs Étrangers (sauf dans les secteurs extractifs et les produits agricoles de base). Cette situation limite également les Investissements Directs Étrangers où toutes les variations du niveau de sécurité ont un impact beaucoup plus important sur les entreprises que dans les autres économies en développement. Le cercle vertueux des IDE ne peut pas commencer comme dans les pays en développement. Au contraire des PVD, les partenaires de développement remplacent le capital privé en fournissant un financement de départ, mais ces programmes sont multiples, de courtes durées et ne peuvent pas provoquer une transmission technologique nécessaire aux PME, les savoir-faire et le renforcement du marché interne dont bénéficieraient les IDE et les PME. La contribution des partenaires au développement dans les économies des PMA est principalement sous la forme d'une assistance technique pour aider à des changements structurels, y compris le développement économique local.

Finalement, les contours généraux des Pays les Moins Avancés permettront de dégager à partir des formes de productions et d'échanges dans les Pays les Moins Avancés, les possibilités de revenus des acteurs du développement local. Une fois cette caractérisation des PMA élaborée, nous détaillerons dans le Chapitre II suivant les dynamiques du financement du DEL dans ces économies, à savoir les

financements au niveau de l'État central, au sein des gouvernements locaux, ainsi que les marges de manœuvres des institutions pour le financement du développement local dans ces économies. Nous verrons aussi dans le Chapitre II les différentes formes de financements du développement local dans les PMA, et nous en évaluerons leurs limites.

**CHAPITRE II. LES MECANISMES
DE FINANCEMENT DU
DEVELOPPEMENT LOCAL DANS
LES PMA**

Introduction du Chapitre II

Durant ces deux dernières décennies les économistes du développement ont globalement offert aux économies en voie de développement deux options de politiques pour sortir du sous-développement. Une première approche avait été de prescrire une ouverture au commerce extérieur et de se développer tel un grand marché. La deuxième approche étant que les gouvernements devraient jouer un rôle central dans la planification, l'affectation des investissements, du crédit et s'assurer du contrôle du commerce international (Fontanel, 2002; Stiglitz, 1991). Ces idées se cadrent dans le long débat opposant l'interventionnisme néo-keynésien et le néolibéralisme économique : les uns préconisaient des interventions de l'état comme sources de stabilité économique tandis que pour les autres, le capitalisme de marché conduirait naturellement à la croissance économique et au bien-être matériel. Or, les leçons des expériences des pays d'Amérique Latine et d'Afrique ont montré qu'une politique inadaptée à la conjoncture économique peut empêcher le démarrage et freiner une trajectoire souple d'une économie vers le développement (Adda, 2002). Dans la gestion d'une économie en développement, un judicieux dosage des interventions de l'État devrait permettre la stabilisation économique et la promotion de la croissance. En revanche, dans des sociétés très inégalitaires, tel que les Pays les Moins Avancés, les interventions étatiques pour la gestion économique souffrent de plusieurs lacunes.

La mobilisation interne pour le financement du développement local est un exercice difficile. Les politiques publiques mises en place pour la redistribution créent de fortes incitations, pour les individus organisés, de poursuivre leurs intérêts en dehors des activités réglementées du marché ou des canaux officiels de la démocratie représentative (Perotti, 1996). Ainsi, dans ces sociétés à fortes inégalités, où les institutions étatiques sont faibles avec des règles d'interventions publiques « inconsistantes », que ce soit au niveau économique ou politique, les individus sont encore plus enclins à participer à des activités de recherche de rente, ou à d'autres manifestations conduisant à l'instabilité socio-politique, la violence, les coups d'états, etc., au lieu de suivre les procédures établies.

Cette situation est d'autant plus exacerbée dans les PMA où la corruption limite cette mobilisation interne de ressources. Les gouvernements peuvent redistribuer uniquement dans les bornes de ce qui est considéré comme acceptable pour les plus riches ou les plus vulnérables. Les prélèvements pour les

financements internes de politiques publiques peuvent avoir lieu aux points de ruptures qui évitent d’une part, la révolte des plus pauvres et des plus vulnérables, ou s’arrêter en deçà du niveau de redistribution qui constituerait le point de rupture pour les riches d’autre part. Ces points d’inflexion sont ceux pour lesquels il serait plus avantageux pour ces acteurs de recourir à des méthodes de détournements tels que l’évasion fiscale, l’informalité, le déclenchement de troubles sociaux, la corruption, la délocalisation pour les entreprises multinationales. L’ensemble de ces éléments provoquent des hésitations des États pour la mobilisation des ressources internes, pour le financement des politiques de développement local que ce soit pour le transfert du pouvoir aux collectivités, ou de la mobilisation des ressources fiscales, pour le financement des programmes de développement localisé. La frontière entre la décentralisation et le développement local est encore étroite dans les Pays les Moins Avancés. Les sources de financement pour le développement localisé peuvent être multiples (Figure 17).

Figure 17. Sources de financement du développement localisé dans les Pays les Moins Avancés

Transferts	Taxes, impôts	Redevances	Subventions	Emprunts	Bons
Depuis l'Etat central	Foncières (sur les terrains bâtis et non-bâtis)	Prélèvement obligatoires	Bailleurs de fonds (ONG, organisations internationales, ...)	Banques	Emission de titres (LFI)
Transferts conditionnels	Taxes locales	Taxes sur les marchés publics ...	Dons	Bailleurs de fonds	
Transferts inconditionnels	Taxes professionnelles	Contributions	Rentes versées par des sociétés anonymes mixtes ; Consortiums de coopératives (épargnes et crédit, producteurs agricoles, ...)	Organismes spécialisés	
	Taxes sur les entreprises		Remboursement de prêts ou avances	Rentes des sociétés	
	Redevances fiscales				

Source : construit par l’auteur

Ici, le financement du développement économique localisé dans les Pays les Moins Avancés n'est pas principalement compris dans sa dimension politique et administrative, à savoir la décentralisation, mais plutôt dans une perspective économique de mobilisation des ressources des acteurs pour les financements des programmes du DEL. **Dans cette thèse le financement du développement local dans les PMA est compris comme l'ensemble des interventions des acteurs nationaux et/ou internationaux qui ont pour objectif de soutenir un territoire par des investissements en infrastructures de développement local divers ou par des interventions orientées vers les micro-entreprises des secteurs formel et informel.** Dans la plupart des pays en développement, et encore plus spécifiquement dans les Pays les Moins Avancés, la pénurie de financements à long terme et en monnaie locale pour les investissements dans les territoires par des infrastructures à petite échelle, constitue l'un des freins majeurs au développement économique local (Bond, Platz, & Magnusson, 2012; Guglielmi, 2009). Sans avoir pour objectif d'énumérer l'ensemble des pratiques et des formes de financements du développement local existantes, deux éléments apparaissent comme essentiels dans cette démarche pour les Pays les Moins Avancés : d'abord la capacité des acteurs d'un territoire à provoquer une forme efficace de gouvernance, ensuite, une utilisation judicieuse et stratégique des ressources financières qui tient compte des opportunités et des spécificités locales. Après avoir vu dans le Chapitre I les formes d'échanges et de production et leurs incidences sur les acteurs du DEL, ce Chapitre II expose les types de financements disponibles dans les Pays les Moins Avancés pour le développement économique local.

2.1. Les politiques publiques et le financement du développement local

Les sources de financement des politiques de développement localisé se rapportent aux ressources dont disposent les collectivités locales pour répondre à l'offre et à la demande de biens et de services publics dans les territoires. La plupart du temps, les autorités publiques répondent à la demande provenant des habitants des territoires ruraux/urbains. Les collectivités territoriales peuvent aussi relancer un service public et s'assurer que la prestation répond à la demande soulevée par les habitants (Goga et al., 2006; Organisation de Coopération et de Développement Economiques, 2007). Les collectivités territoriales

des Pays les Moins Avancés pour répondre à la demande de financement disposent de deux formes de transferts de l'État central. Ces transferts peuvent entrer dans le cadre d'une politique de développement selon des objectifs spécifiques : par exemple pour l'aménagement du territoire, la diminution des disparités régionales, et, comme soutien aux municipalités le maintien des services publics au nom et au compte de l'État central (Pecqueur, 2000; Yatta, 2006). D'une manière générale on distingue les transferts conditionnels et inconditionnels de l'État central pour lesquels plusieurs cas de figures peuvent émerger (Tableau 9).

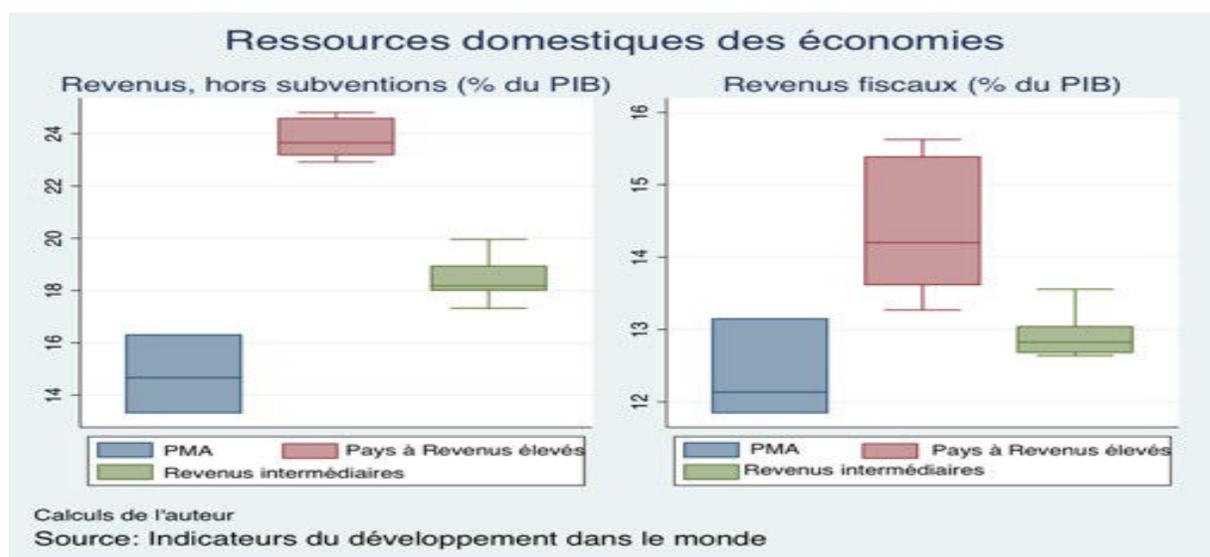
Tableau 9. Catégories des transferts financiers aux collectivités

Types de transfert	Caractéristiques
Inconditionnel	Aucune condition d'utilisation, montant forfaitaire
Inconditionnel (égalisation)	Sur la base des besoins budgétaires et de dépenses
	Doit être dépensé pour des fonctions spécifiées
Conditionnel non assorti	Doit être dépensé pour des fonctions spécifiées
	Montant forfaitaire
Correspondance conditionnelle	La municipalité est appelée à égaler les fonds provinciaux

Sources : Revue africaine des finances locales. (2015) : <https://www.uclg.org/>, (UN-Habitat, 2009)

La mobilisation des ressources internes se rapporte aux revenus fiscaux et à ceux qui ne proviennent pas des ressources fiscales. Les transferts de l'État vers les gouvernements locaux ont leurs sources dans les budgets de l'État et de la politique fiscale, qui eux-mêmes, englobent l'ensemble des mesures concernant les niveaux et les structures des dépenses publiques (Gillis et al., 1998) (Figure 18). En comparaison des autres économies, les ressources domestiques pour le DEL sont loin d'être suffisantes. Les données sur les ressources financières nationales des économies les moins avancées sont insuffisantes pour permettre un développement économique local. Dans la mobilisation des ressources internes pour le financement du développement localisé, tout comme pour le lancement du développement en général, les PMA font face à une faiblesse des ressources, un manque de capacité de gestion pour collecter ces ressources internes (capter les ressources fiscales, administration fiscale lourde etc.) et, surtout, le grand frein à la mobilisation des ressources internes reste la corruption (Ketkar & Ratha, 2009).

Figure 18. Ressources internes par groupes de pays



Sources : Banque Mondiale « Indicateurs du développement dans le Monde », Fiscal Monitoring - Fonds Monétaire International ; calculs de l'auteur.

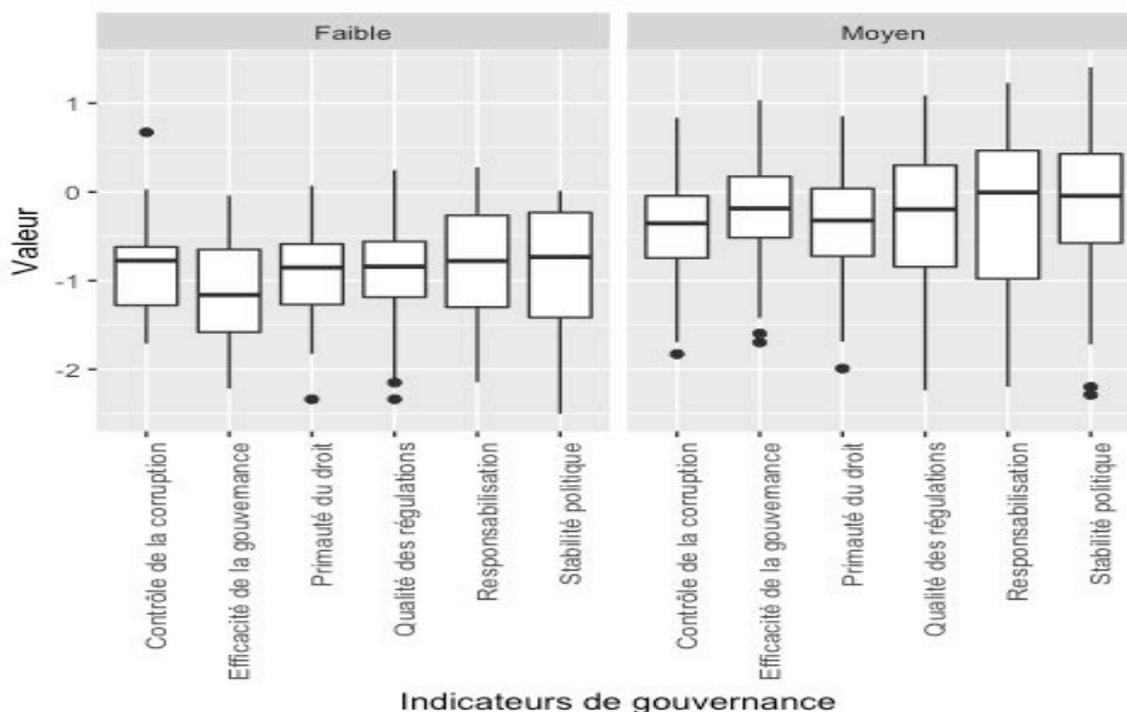
Note : Le faible niveau de mobilisation des ressources internes des PMA est généralement dû à la faiblesse de la productivité, des revenus, et à la structure des marchés financiers. Les ressources domestiques des États des PMA peuvent être traduites par les revenus des gouvernements sans les subventions et les prêts (APD et emprunts), et par les revenus fiscaux internes. Ces derniers ont été de moins de 15% pour les dernières années (2006-2012). Cependant l'ampleur du boxplot (boîte à moustaches) pour les PMA, indique qu'il existe une diversité des niveaux des ressources internes (revenus des gouvernements et revenus fiscaux).

D'abord, la conditionnalité et l'importance des transferts aux collectivités dépendent de plusieurs facteurs politiques et économiques, mais également des formes de gouvernance étatique. Dans la vie politique « réelle » des états moins avancés, les politiques publiques et les transferts vers les collectivités sont un reflet des négociations politiques sur les règles de gouvernance et des choix basés sur des considérations telles que les potentialités des territoires ou les prérogatives économiques. L'efficacité du gouvernement concerne la perception de la qualité des services publics, la qualité de la fonction publique et le degré de son indépendance par rapport aux pressions politiques, la qualité de formulation et la mise en œuvre des politiques et la crédibilité de l'engagement du gouvernement vis-à-vis des politiques (Figure 19)⁴⁶. En plus de l'instabilité politique ou économique existant dans les

⁴⁶ Les déficits budgétaires dans les PMA sont aussi la résultante de la gouvernance et les choix de politiques (i.e. le financement des armées, ou d'autres programmes sans impacts réels sur l'économie, qui provoquent des déficits

Pays les Moins Avancés, et les problèmes de gouvernance et d'allocation rationnelle des ressources fiscales, les budgets de l'État dans les PMA sont très faibles comparés aux PVD et extrêmement dépendants du financement extérieur et de l'Aide Publique au Développement (Tableau 10).

Figure 19. Indicateurs de gouvernance des économies en 2015, par niveaux de revenus



Sources : Worldwide Governance Indicators ; Worldbank, calculs de l'auteur

Note : Les indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale varient de -2,5 à 2,5. Ils prennent en compte six indicateurs : la stabilité politique, l'efficacité gouvernementale, la qualité des régulations, la corruption, la responsabilisation et l'État de droit. Ces indicateurs globaux combinent les points de vue des entreprises, des citoyens et des experts dans les pays industriels et en développement. Ils sont basés sur plus de trente sources de données individuelles produites par plusieurs enquêtes⁴⁷. Les différences de revenus montrent également les différences dans les niveaux de gouvernances. Les économies à revenus moyens ou élevés ont des scores plus satisfaisants.

Mis à part le Népal, la majorité des PMA dépendent à plus de 50% en moyenne de l'aide publique au développement pour financer les dépenses publiques (Tableau 10).

budgetaires dont les financements provoquent le "Seigneuriage" et des augmentations des taux d'intérêt réel en dessus de ce qui peut être raisonnable pour les entrepreneurs.).

⁴⁷ <http://info.worldbank.org/governance/wgi/index.aspx#home>

Cette situation implique non seulement une dépendance vis-à-vis des institutions internationales, mais également une incapacité à mener à bien des politiques publiques au service de la population, ou de planifier le développement sur le long terme. De plus, les grandes organisations internationales souffrent d'un problème d'« *accountability* », c'est-à-dire de rendre des comptes (Kraiem, 2015; Stiglitz, 1991; Vassili, 2009). *L'accountability* exige que : 1) les parties prenantes aient un nombre limité d'objectifs ; 2) il existe un moyen fiable d'évaluer si ces objectifs ont été atteints et, finalement 3) que des sanctions existent dans le cas de non atteinte des objectifs fixés. Vu la multiplicité des objectifs, il est souvent difficile de déterminer les raisons pour lesquelles les organisations internationales ont atteint ou non leurs objectifs (Stiglitz, 2003).

Tableau 10. APD nette reçue (en pourcentage des dépenses du gouvernement central)

PMA	2010	2011	2012	2013
Afghanistan	80,2	64,8	79,1	n. d.*
Bénin	74,5	69,4	48,6	56,5
Burkina Faso	97,6	73,8	70,4	63
Cambodge	61,3	56,1	49,1	44,8
République Démocratique du Congo	192,8	n.d	n.d.	n.d.
Éthiopie	92,2	103,3	n.d.	n.d.
Madagascar	59,9	46,3	n.d.	n.d.
Mali	79,8	79,8	66,6	79,7
Mozambique	86,7	66,3	58,7	n.d.
Népal	32,7	29,5	25,5	29,7
Ouganda	60,1	49,3	58,5	n.d.
République Centre Africaine	74,6	82	110,6	n.d.
Rwanda	117	131	84,1	110,8
Tanzanie	53,2	43,5	40,9	n.d.
Togo	88,3	92,6	34,3	24,1

Sources : Banque Mondiale, Gap Minder

Notes : (*) : n.d. (non disponible)

Les données pour lesquelles les informations les plus récentes sont disponibles montrent que la majorité des PMA dépendent fortement de l'aide externe pour le financement de leurs budgets.

En outre, les décaissements des grandes organisations internationales sont conditionnels aux mesures de « bonne gouvernance », notamment dans les programmes d'appui budgétaires des Institutions de Bretton-Woods dans un format « *one size fits all* », c'est-à-dire dans un monisme des mesures de politiques économiques et sociales qui ne tient pas compte des spécificités économiques locales. Cette situation, pour les PMA, est un héritage de la crise de la dette, des détournements de fonds, de la

corruption des dictatures, et aussi de l'annulation de la dette à travers l'initiative des Pays Très Pauvres et Très Endettés (PTTE)⁴⁸. Pour les Pays en Voie de Développement et les PMA la crise de la dette a eu son origine dans les emprunts utilisés pour les stratégies d'industrialisation par la substitution aux importations durant les années 60 et 70. La surévaluation des taux de change, tout en limitant les exportations, a été l'un des obstacles à la stratégie de substitution aux importations. Les économies d'Amérique Latine et d'Afrique ont permis une surévaluation de leur taux de change qui a contribué à l'accélération des déficits de leurs balances des paiements (croissance des importations, ralentissement des exportations). Ces déficits furent financés par des emprunts à l'étranger et engendrèrent un cycle d'endettement qui fut difficile à briser (Adda, 2002). Le comité d'annulation de la dette identifie les causes de cette crise par une chute des revenus d'exportation, une augmentation des taux d'intérêts, ainsi que la diminution des flux de capitaux⁴⁹.

Toutefois, pour les économies les moins avancées les dettes avaient été un instrument de financement des dictatures. En Haïti, le régime des Duvalier a eu recours à l'emprunt mais pas dans l'objectif de financer le développement. Dans d'autres PMA, l'emprunt a servi à soutenir les grandes campagnes militaires, comme l'invasion du Timor oriental par l'Indonésie, et celle de l'Angola, de la Namibie et de l'Ouganda par l'Afrique du Sud⁵⁰. Le rapport de Transparency International et du Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement sur l'état de la corruption politique, dresse non seulement un état de l'ampleur des fonds détournés par les politiques et les chefs d'État des pays du Sud et des Pays les Moins Avancés, mais aussi l'état des procédures en cours (ou pas) pour la restitution des fonds aux citoyens de ces pays (Dulin & Merckaert, 2007). En fin de compte, les emprunts effectués durant les années 70-80 ont eu pour conséquence d'augmenter les inégalités sociales et de créer toute une classe de nouveaux riches dans les PMA (et les PVD) dont l'objectif principal est l'économie de rente s'éloignant bien loin des prérogatives du développement.

⁴⁸ Allègement de la dette au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) : <http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/hipcf.htm>

⁴⁹ Comité pour l'annulation de la dette dans le tiers monde : <http://www.cadtm.org>

⁵⁰ https://fr.wikipedia.org/wiki/Dette_du_tiers_monde

Tableau 11. Fonds détournés, gelés et restitués : palmarès des principaux dictateurs des PMA

Pays / Dictateur / années au pouvoir	Estimation des montants volés (milliards USD)	Argent total restitué de l'étranger (millions USD)	Montant des biens restant bloqués (millions USD)	État des actions judiciaires
Mali / TRAORE / 1968-91	1 à 2	2,4 (Suisse/1997)		Terminé
Angola / DOS SANTOS / 1979-	4 à 5	21 (Suisse/2005)		Continue sur d'autres affaires.
Haïti / DUVALIER / 1971-86	0,5 à 2		6 (Suisse) Gelés aussi aux USA	
RDC – (ex Zaïre) / MOBUTU / 1965-1997	5 à 6		7,2 (Suisse)	
Liberia / TAYLOR / 1989-96	3		Bloqués en Suisse et USAs	
Guinée Équatoriale / OBIANG / 1979-	0,5 à 1			
Togo / EYADEMA/ 2005-	1 à 2			

Sources : CCFD Terre solidaire. (2007). Biens mal acquis profitent trop souvent - La fortune des dictateurs et les complaisances occidentales. CCFD. <http://ccfd-terresolidaire.org/>

La dépendance des Pays les Moins Avancés aux financements des institutions onusiennes de coopération et de l'APD sont une conséquence de la fermeture des marchés financiers internationaux pour les Pays les Moins Avancés. Avec l'initiative des Pays Très Pauvre et Très Endettés (PPTE), ces économies en situation de défauts de paiements, sont limités quant à leurs accès aux marchés financiers mondiaux (Tableau 12). Pour ces économies, il devient plus logique d'utiliser des prêts à faibles taux ou de s'appuyer sur des transferts et des subventions internationales couplés à des supports techniques et des renforcements institutionnels des gouvernements locaux et centraux.

Effectivement, les PMA ne peuvent plus emprunter dans les marchés financiers internationaux, pour le financement des projets de développement, que ce soit pour les états et encore moins pour les collectivités territoriales. Les notations financières constituent pour les investisseurs internationaux, un élément déterminant pour l'estimation du risque qu'un investissement représente. Pour les emprunteurs

institutionnels, tels que les fonds de pensions, les collectivités territoriales, c'est même un des critères obligatoires. Les notes obtenues par les agences de notations sont un minimum avant même de considérer la viabilité financière et économique de l'investissement (Espagnac & De Montesquiou, 2012).

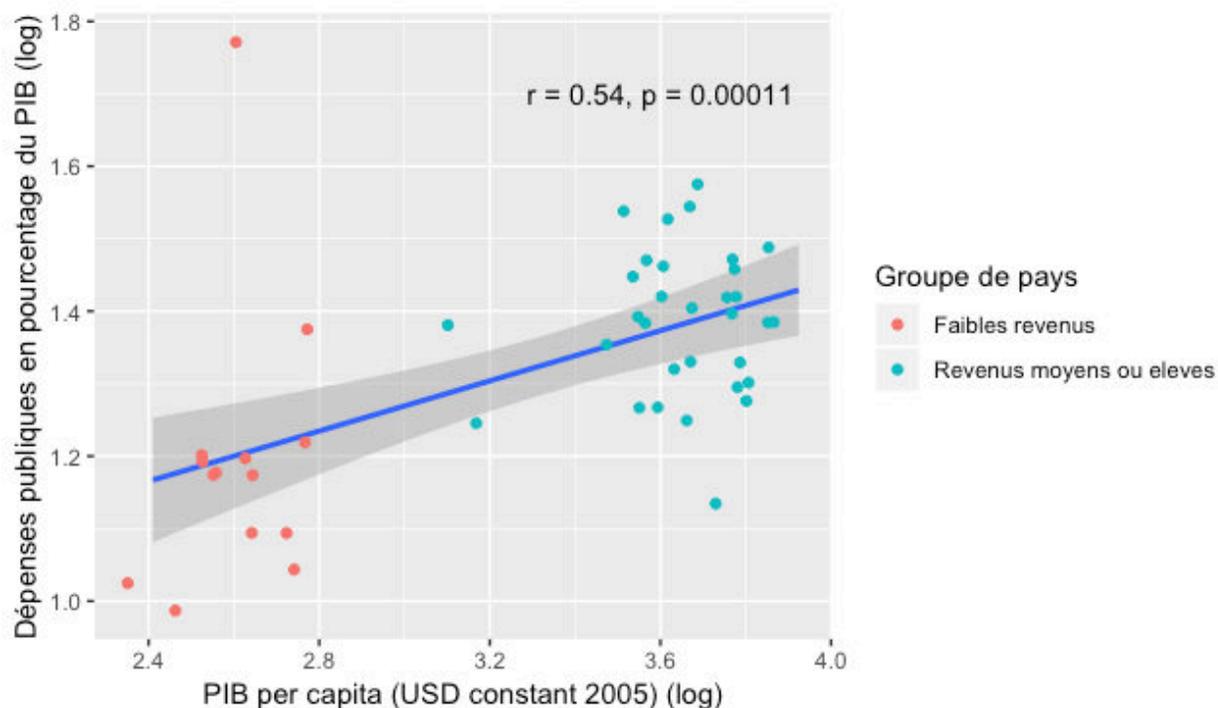
Les partenaires au développement remplacent les capitaux privés dans le financement de démarrage, mais ils ne peuvent offrir les technologies, les savoir-faire et les marchés de la même façon que l'IDE ou fournir l'effort nécessaire de l'« *accountability* » quand un investissement provient des fonds devant être remboursés. La contribution des partenaires de développement dans les économies des PMA est principalement sous forme d'assistance technique pour aider les changements structurels, y compris pour le développement économique local. Une telle situation devrait encourager la recherche d'une autonomie financière accrue des budgets locaux au sein des PMA. En dernier lieu, les difficultés de l'administration fiscale, la faible capacité de mise en œuvre des politiques et programmes, l'obtention d'une politique fiscale efficace sont les principales contraintes à la mobilisation des ressources internes dans les Pays les Moins Avancés. Il advient que dans les économies à faibles revenus tels que les PMA, les niveaux de dépenses publiques soient faibles par rapport aux économies à revenus moyens et élevés (Figure 20).

Tableau 12. Notes souveraines de court terme (1 an) des PMA en 2016 par les agences de notations financières et les PMA non notés

Agences de notation Économies Moins Avancées	Standard & Poor's	Moody's	Fitch Ratings
Angola	Très spéculatif (B+)	Qualité moyenne	BB-
		Inférieure (Baa3)	
Bangladesh	Non-investissement	Non-investissement	
	Spéculatif (BB-)	Spéculative (Ba3)	
Bénin	Très spéculatif (B)		Très spéculatif (B)
Burkina Faso	Très spéculatif (B)		
Éthiopie		Très spéculatif (B1)	
Lesotho			Non-investissement
			Spéculative (BB-)
Mozambique	Très spéculatif (B+)		Très spéculatif (B)
Ouganda	Très spéculatif (B+)		
Sénégal		Très spéculatif (B1)	
Zambie			Très spéculatif (B+)
Gambie			La cote de crédit de cette économie a été suspendu après que les obligations internationales de cette économie aient expirées.
Mali			Cette économie a reçu une note de crédit en 2004 dans le cadre d'une initiative de développement des Nations Unies. Cependant cette note a été retirée en décembre 2009 par l'agence.
Pays Moins Avancés non classés / qui n'ont pas de notations de crédit.			
Afghanistan, Bhutan, Burundi, République centrafricaine, Tchad, Comores, Djibouti, Guinée, Érythrée, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Laos, Liberia, Malawi, Mali, Mauritanie, Népal, Niger, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Solomon, Somalie, Timor oriental, Togo, Tuvalu			

Sources : Construit par l'auteur à partir des données de Standard and Poor's, Moody's, Fitch Ratings; <http://www.standardandpoors.com/> ; <http://www.standardandpoors.com/> ; <https://www.moodys.com/> ; <http://www.un.org/apps/news/story.asp>

Figure 20. Dépenses publiques en fonction des niveaux de revenus en 2011



Sources : World Development Indicators, Banque Mondiale, calculs de l'auteur

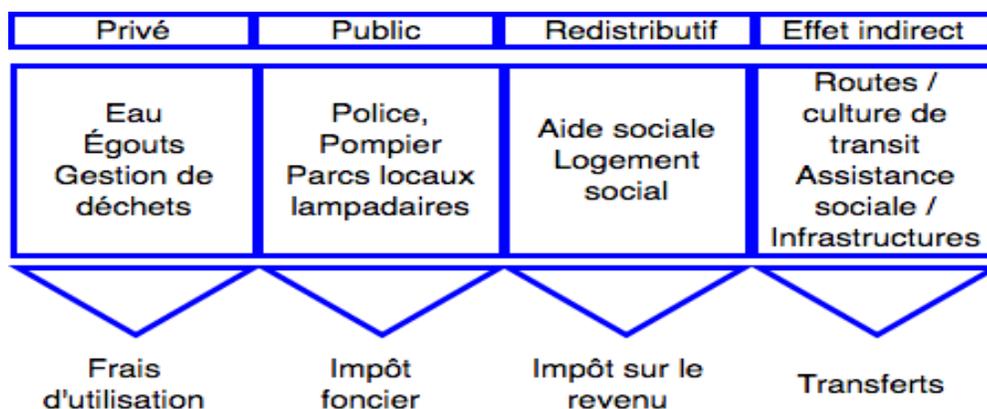
Notes : Calculs de l'auteur avec les données les plus récentes disponibles. Les points les plus proches de l'origine représentent les économies à faibles revenus dont les dépenses publiques en % du PIB sont de moins de 20% (moyenne de la période). La présence de l'État reste faible dans ces pays dépendant de l'aide extérieure.

2.2. La décentralisation fiscale et le développement localisé

Les gouvernements locaux règlent les activités des territoires, des entreprises et fournissent les services aux citoyens de manière diverse en utilisant des ressources variées. Afin de remplir leur mandat de manière responsable sur le plan financier, les gouvernements locaux des PMA doivent disposer de sources importantes de recettes fiscales propres ainsi que de recettes non fiscales sous forme de frais d'utilisation de biens publics et de redevances. Durant les activités de développement local, les gouvernements locaux utilisent les outils appropriés avec les acteurs du territoire pour la construction

du territoire (Ferguène, 2005). Les plans de développements communaux sont les plus couramment utilisés dans les économies en développement. Dans la majorité des PMA, les Plans de Développement Communaux annuels constituent des plans pour le territoire, les budgets d'exécution et, dans le cas d'une intervention de bailleurs de fonds, les conditions de suivi et d'évaluation ainsi que les manuels de procédures pour la participation de la population locale (Ferguène, 2005; UNCDF/FENU, 2005). L'ensemble doit être inclus dans les plans de développement communaux. Les plans de développement communaux reposent sur une liste de projets relevés par la population. Le processus peut être fait sur une base « participative » ou uniquement sortir des priorités des cartels municipaux avec au plus une validation durant des audiences publiques dans les communautés. Or, la démarche fréquente de convertir l'inventaire des besoins en une liste de projets ne rentre pas dans une réflexion stratégique qui capitaliserait sur les ressources et les spécificités locales indispensables au développement localisé. De même, le problème vient du manque d'harmonisation existant, en premier lieu entre les dynamiques de développement local et les budgets des collectivités territoriales qui y sont rattachés, et ensuite, entre la compréhension des rôles des gouvernements locaux à l'égard à la décentralisation vue comme un processus administratif-politique, et au développement localisé compris comme une construction du territoire.

Figure 21. Différents outils de financements selon les types de services



Source : Adaptée de UN-Habitat « The Human Settlements Financing Tools and Best Practices Series » (UN-Habitat, 2009).

Les ressources dont disposent les collectivités territoriales pour le financement du DEL proviennent des revenus fiscaux, des transferts de gouvernements centraux et des subventions des institutions internationales (Figure 17). Le gouvernement local et les bureaucrates, pour financer les programmes, projets et investissements des territoires des économies les moins avancées, disposent de ressources propres, de l'emprunt bancaire (en l'absence de marchés financiers), des droits et redevances fiscaux⁵¹ et des taxes⁵²/impôts, sur les activités économiques des territoires et sur le foncier, c'est-à-dire sur les terrains bâtis, non-bâtis et les transactions d'échanges etc. (Figure 17 et Figure 21). Les compétences des municipalités concernent l'entretien du domaine public, l'éclairage, la gestion des déchets, la gestion de l'environnement et, selon le niveau de décentralisation atteint, ils peuvent s'élargir aux domaines de la santé, et de l'éducation de base.

Dans le cadre de la mobilisation des ressources locales pour le financement des infrastructures ou des projets dans les collectivités, il est souvent plus coûteux de collecter les revenus fiscaux que le montant qui sera perçu ; cela est d'autant plus vrai si l'on considère l'ensemble des micro-entrepreneurs ambulants des PMA. La latitude dans la mobilisation des ressources des gouvernements locaux, dépend ainsi des fondamentaux des économies les moins avancées. En effet, de manière non-exhaustive, les ressources locales sont restreintes par : la volatilité des taux d'inflation et des taux de change, la pauvreté monétaire de la population locale, l'informalité et la mobilité des micro-entreprises des vendeurs ambulants (qui peuvent rapidement changer d'emplacements), ainsi que l'informatisation du foncier ou des bidonvilles et des lotissements informels entre autres.

En 2014, la population des Pays les Moins Avancés qui vivaient dans des bidonvilles, était évaluée à 62,7% de la population urbaine⁵³. L'importance des bidonvilles constitue un défi majeur pour les gouvernements locaux. Le captage des taxes dans les lotissements informels peut être fait à partir des cadastres. Les cadastres remplissent trois missions fondamentales : technique, foncière et fiscale (Chenal, 2013; 2015). Le cadastre fiscal permet de repérer l'ensemble des biens mobiliers, des propriétés

⁵¹ Somme versée pour l'utilisation d'un service ou d'un ouvrage public. Dans les PMA, ils peuvent aller du paiement des services pour les marchés publics aux redevances pour les cimetières etc.

⁵² Liées à une prestation de service publique...

⁵³ UN Habitat, tel que vu dans : « The United Nation's Millennium Development Goal database ».

à taxer pour la perception de l'impôt. Effectivement, la première étape dans la perception d'une taxe foncière consiste à identifier la propriété et d'assembler une base de données complète des habitations. La cartographie des villes à partir des cadastres ou de méthodes *Geographic Information System (GIS)*, permettent d'avoir une vision des biens fonciers dans l'ensemble des territoires en mètre carré. Un cadastre scalaire requiert des informations sur chaque propriété : une description de l'habitation et de ses limites, une estimation de la valeur des terrains (UN-Habitat, 2009). Le maintien des cadastres requiert des mises-à-jours régulières et constitue un travail coûteux en termes de ressources humaines, techniques et financières. Il permet cependant d'avoir un meilleur rendement des finances locales et de gérer l'urbanisation grandissante.

L'enjeu pour les gouvernements locaux est de comprendre comment capter les ressources générées par des activités et logements informels, ou de provoquer une transition vers la formalité de ces secteurs. La mobilisation locale pour le financement des programmes du DEL dépendra d'une part de la latitude des collectivités territoriales et d'autre part, de leurs capacités à mobiliser les acteurs du territoire vers un projet commun. Le financement à travers les ressources fiscales, dans les Pays les Moins Avancés dépend du niveau d'indépendance des collectivités fiscales. Ainsi, nous engageons-nous temporairement sur le sentier de la décentralisation dans les sections qui suivent.

La décentralisation implique un transfert des pouvoirs et des responsabilités des gouvernements centraux vers les régions (Dafflon & Madies, 2008; Denieuil, 2005). La décentralisation repose sur les idées fondamentales que les gouvernements au niveau central n'ont pas nécessairement la capacité d'apprécier correctement la diversité des conditions locales ni d'évaluer les besoins et les moyens locaux pour répondre à la demande de la population (UNCDF/FENU, 2005). Selon le théorème de la décentralisation avancé par Oates en 1972 : « chaque service public devrait être assuré par la juridiction ayant le contrôle de la zone géographique minimale qui internaliserait les avantages et les coûts de cette disposition » (Shah, 2006). La décentralisation a un certain nombre d'avantages :

1. Elle permet d'éliminer les juridictions inutiles ;
2. Les gouvernements locaux comprennent mieux les préoccupations des résidents locaux ;

3. La prise de décision locale répond aux besoins des personnes à qui les services sont destinés, favorisant ainsi la responsabilité et l'efficacité budgétaire, en particulier si le financement des services est également décentralisé ;
4. La concurrence intergouvernementale et l'innovation sont renforcées (Shah, 2006).

Selon Boulenger, Gauthier, et Vaillancourt, on distingue trois niveaux de transfert des pouvoirs publics vers les collectivités locales : la déconcentration, la délégation et la dévolution (Tableau 13) (Boulenger, Gauthier, & Vaillancourt, 2012). Ces trois dimensions de délégations des pouvoirs sont administratives, politiques et fiscales. Chaque degré de décentralisation atteint correspond à des marges de responsabilités et de libertés supplémentaires dans la mobilisation des ressources fiscales et privées pour la réalisation des projets de développement local.

Tableau 13. Trois niveaux de décentralisation

Types	Responsables politiques	Responsables de l'exécution	Responsable du financement
Déconcentration	Élus nationaux	Employés de l'État central	Budget national
Délégation	Élus nationaux et élus sous-nationaux locaux	Employés du gouvernement, sous-nationaux locaux supervisés par les employés de l'État central	Budget sous-national local, avec ou sans paiements contractuels de l'État central, venant du Budget national
Dévolution	Élus sous-nationaux locaux	Employés du gouvernement sous-national local (incluant corps d'employés nationaux)	Budget sous-national local, taxes ou transferts de l'État central venant du budget national

Source : (Boulenger et al., 2012)

Notes : gouvernements sous- nationaux = cantons, états, provinces...

Pour tout nouveau transfert de compétences attribué aux collectivités territoriales doit être associée une attribution des ressources équivalentes à celles consacrées à l'exercice quand ce dernier a lieu au niveau central (Shah, 2006; Waserman, 2016). Dans les cas analysés ici, les responsabilités économiques supplémentaires attribuées aux collectivités ne se sont pas accompagnées de transferts d'autorités, de

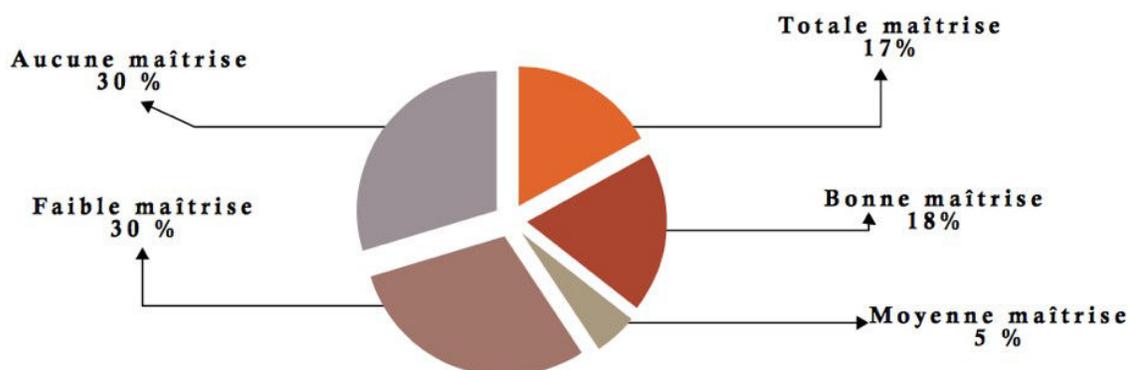
compétences ou des compensations financières indispensables pour les atteindre. Les gouvernements locaux n'ont pas les marges de manœuvres pour l'exécution de leurs budgets, ni la capacité nécessaire pour la préparation des programmes de développement local et la mobilisation de fonds pour le développement.

La décentralisation reste dans les textes légaux (Okonjo-Iweala & Osafo-kwaako, 2013; Samson, 2011; Shah, 2006). Cette situation est apparente dans la composition et l'administration des budgets de ces pays. Les données disponibles harmonisées⁵⁴ sur les finances décentralisées indiquent cette disparité nette entre les textes légaux et la réalité des finances locales (Figure 22 et Figure 23).

La Figure 22 montre que seules 17 % des municipalités des économies retenues pour l'enquête, ont une maîtrise de leurs budgets. Effectivement, dans la majorité des économies africaines indiquées, la détermination des taxes et impôts locaux est réalisée par le Parlement, et leur mobilisation (payement des impôts/taxes) revient à l'administration fiscale (Chenal, 2015; Yatta, 2014). En conséquence, les villes africaines n'ont pas la maîtrise de leurs budgets ni les moyens de définir l'assiette fiscale (Yatta, 2014).

⁵⁴ Car en effet, il est possible de retrouver quelques données sur les finances locales des PMA, mais ces informations ne permettent pas de procéder à une comparaison entre les différentes économies. Nous utilisons ainsi les données du Fonds Monétaire International. UN-Habitat dispose d'une base de données sur les finances locales mais qui, en 2017, ne contient pas les économies les moins avancées : <http://urbandata.unhabitat.org/>

Figure 22. Maîtrise des budgets des municipalités selon les économies



Source : Revue africaine des finances locales, (Yatta, 2014)

Notes: Données provenant du traitement et de l'analyse des questionnaires de 153 villes africaines venant des trente-deux pays (dont 20 PMA) : Tunisie, Mauritanie, Sierra Leone, Niger, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Bénin, Guinée Bissau, Centre-Afrique, Gabon, Kenya, Tanzanie, Ouganda, Burundi, Mozambique, Zimbabwe, Nigéria, Mali, Cap-Vert, Sénégal, Zambie, Togo, Guinée Conakry, Tchad, Cameroun, Maroc, Madagascar, Éthiopie, Rwanda, Maurice, Malawi, Swaziland.

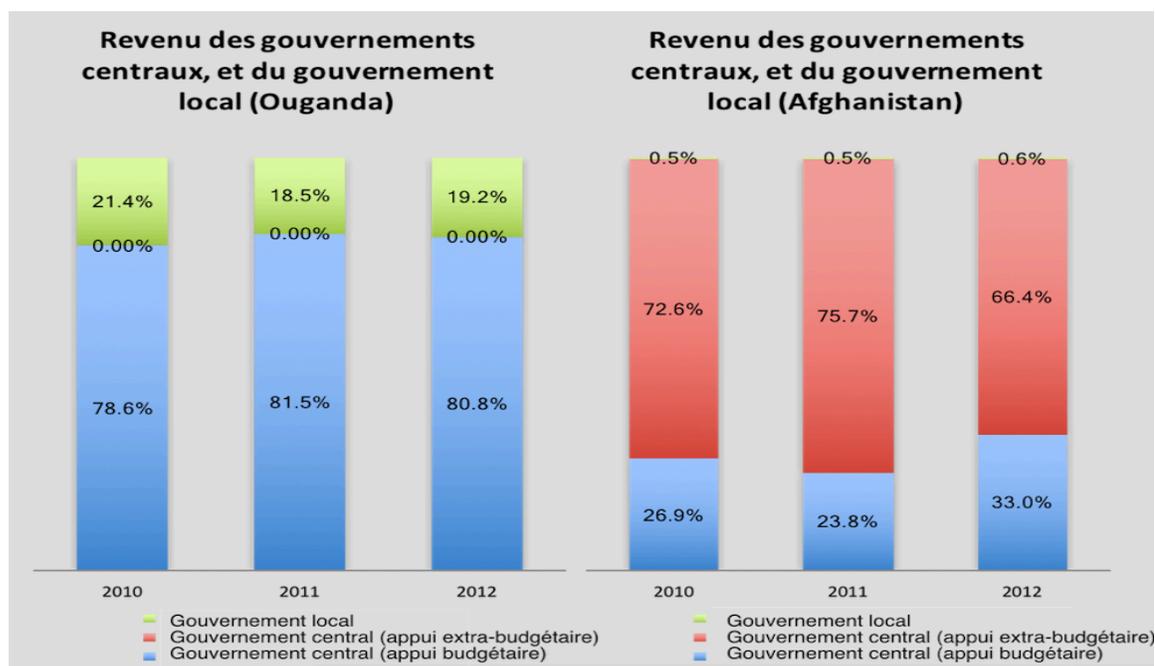
Les budgets des collectivités locales sont composés pour plus de 80% de transferts des gouvernements centraux⁵⁵. Il existe une tendance au niveau des collectivités à attendre que les ressources collectées au niveau de l'État central soient partagées dans les collectivités. La mobilisation des revenus locaux requiert des incitations pour la collecte et une correspondance entre les subventions, les besoins et demandes de service public, et enfin, la reddition des comptes et la gestion de la prestation de services publics (Okonjo-Iweala & Osafo-kwaako, 2013). Ce point reste un élément capital surtout si l'on se réfère aux niveaux de corruption ambiants dans les PMA.

Or dans l'élaboration des politiques du DEL, l'implication des gouvernements locaux est fondamentale non seulement pour leurs rôles précédemment cités, mais encore parce qu'ils permettent de provoquer la gouvernance et l'engagement des acteurs nécessaires à l'initiation d'un DEL réussi. Dans les économies en développement et dans les PMA, la réussite des politiques de développement local, repose sur un double engagement des collectivités locales et des petits et micro-entrepreneurs. Alors que les collectivités sont limitées dans la mobilisation des ressources locales et dans la prise des grandes

⁵⁵ Sources: FMI, Banque Mondiale, United Cities and Local Government of Africa.

décisions, l'enjeu principal est de savoir quelles formes de gouvernances il faudrait mettre en place dans les PMA pour qu'elles soient efficaces et servent au plus grand nombre. Quels sont les systèmes de gouvernance qui tiennent compte du jeu des acteurs locaux (privés, publics et internationaux) ? Les localités doivent s'adapter aux nouvelles données de l'économie mondiale, c'est-à-dire être attrayantes et se différencier afin d'attirer les investissements privés. D'une manière générale, le développement économique local est considéré comme un système où un ensemble d'acteurs interagissent dans un territoire donné. Les autorités locales et les entrepreneurs sont vus comme les éléments centraux capables de transformer le système.

Figure 23. Budget des États et des Collectivités Territoriales pour deux PMA



Source : Fonds Monétaire International, calculs de l'auteur

Notes : Les données harmonisées à la travers les subdivisions territoriales permettant de calculer le niveau de décentralisation fiscale (part des dépenses des collectivités sur le total des dépenses nationales), ne sont pas disponibles pour la période récente. Les données de la décentralisation fiscale harmonisée de 2001 peuvent être retrouvées pour quelques économies dans le Fiscal

Decentralization Indicators du FMI. Pour ces deux PMA les budgets des municipalités sont faibles ou inexistants (0,5% pour l'Afghanistan).

Les gouvernements locaux doivent moderniser leurs infrastructures de transport et de communication, accumuler du capital humain. D'une manière générale, la gestion des fonds pour atteindre des objectifs de développement économique et de développement local requiert des compétences managériales non seulement pour la gestion des territoires, mais aussi pour répondre aux défis externes que les Pays les Moins Avancés ne peuvent ignorer tels que le changement climatique et les catastrophes naturelles.

2.3. Les financements externes du développement local dans les PMA

Le décollage économique de l'Asie de l'Est est l'un des phénomènes économiques les plus intéressants de la seconde moitié du XXe siècle. Mis à part les précédents japonais et américains, les expériences de ces pays asiatiques indiquent que le capitalisme et l'industrialisation peuvent s'étendre au-delà des frontières européennes, premiers bénéficiaires de la révolution industrielle (Fontanel, 2005). Alors que les politiques et les stratégies adoptées par les pays asiatiques leur avaient permis de sortir du sous-développement, les expériences passées des stratégies de développement dans les Pays en Voie de Développement et dans les PMA, ont montré que l'approche traditionnelle du « haut vers le bas », du parachutage des fonds de développement, des programmes internationaux, ou des transferts de l'État central vers les territoires de ces économies, n'apportaient pas de résultats pérennes et ne sont plus aussi pertinentes qu'il y a deux décennies (Stiglitz, 1991; 2003).

Les différences significatives entre les deux expériences seraient que le développement économique et industriel se fait du simple au complexe, de l'amont à l'aval ; les progrès réalisés par les industries en aval servant de débouchés aux industries en amont selon le principe des effets de liaisons de Hirschman (Brasseul, 1993). Toutefois, au cours de la seconde moitié du XXe siècle la situation interne des économies en développement a varié car plusieurs obstacles au développement avaient été relevés et sont toujours d'actualité pour les PMA. L'ensemble des freins au développement durant les dernières

décennies ont été l'instabilité politique et sociale (menaçant la sécurité de l'alternance des gouvernements), les obstacles internationaux (l'argument de l'industrie naissante, la détérioration des termes de l'échange, la spécialisation excessive dans les produits primaires ou de matières premières dans les exportations) et la demande de produits de luxe, qui pour les Pays les Moins Avancés viennent des zones urbaines et périurbaines. Finalement, l'absence de moyens politiques de l'action des gouvernements en faveur du développement, est également identifiée comme un blocage au développement économique (Adda, 2002; Samson, 2011). Certains éléments sont bien sûr plus importants que d'autres d'un point de vue économique et managérial, provoquant des conséquences multisectorielles et holistiques dans les PMA. Au-delà des taux de croissance élevés enregistrés dans les PMA ces dernières années (Figure 4).

Alors que, précédemment, les acteurs locaux, les petites et les micro-entreprises n'avaient été ni considérés ni intégrés lors de l'élaboration de ces programmes, dans la nouvelle ère de développement engagée avec l'agenda post 2015, quatre domaines sont identifiés comme prioritaires par les bailleurs de fonds internationaux et ont un potentiel d'intégration des acteurs : le développement rural, le développement urbain, le développement des infrastructures et la maîtrise de la démographie (Sachs, 2015)⁵⁶. La finalité des financements du développement localisé est de transformer les territoires à partir des fonds où le gouvernement local, le secteur privé, les secteurs associatifs ou à buts non lucratifs et la communauté locale, œuvrent ensemble pour améliorer l'économie locale, impliquant ainsi toute la gamme des acteurs les plus pertinents, ou proactifs d'un territoire⁵⁷. Idéalement, cette situation produirait un renforcement de la compétitivité du territoire et favoriserait ainsi une croissance durable et inclusive. Or, dans les PMA, les stratégies des acteurs sont dominantes et les programmes du DEL ont été incomplètes car n'atteignant pas tous les acteurs et sont ainsi peu propices à la coordination des efforts nécessaires au développement localisé. La probabilité de succès de tels programmes est douteuse.

⁵⁶ Le Programme d'Action d'Addis-Abeba présente le cadre de réglementation globale pour le financement du développement pour l'après période des OMD (Objectifs du Millénaire du Développement) et cadrer l'engagement des Etats et des donateurs internationaux à créer un environnement adéquat pour le développement – sustainable development.un.org (13-16 juillet 2015)

⁵⁷ Dans les PMA, ils peuvent aller des coopératives et consortiums de coopératives, aux chefs religieux et leaders traditionnels.

La résolution de ce dilemme exige des financements externes adéquats. Les gouvernements locaux ont besoin d'une aide extérieure pour surmonter les faiblesses des systèmes financiers, les lacunes des moyens de financements internes pour le développement local tout en mettant en place des projets « *bancables* » qui atténueraient les risques techniques et financiers perçus dans les investissements en infrastructures (Bond et al., 2012). Globalement, les formes de financements externes pour le développement local peuvent être regroupées comme suit : transferts de cash et subventions, prêts à faibles taux d'intérêts, prêts aux taux du marché (dépendant du niveau de la note de cotation (*credit ratings* Tableau 12), des investissements en échange de partage des droits de propriétés (i.e. actions), et, enfin, des financements avec des garanties d'une tierce entité qui se porterait garante des remboursements en cas de défaut de paiement. Il existe un ensemble possible de combinaisons financières pouvant aller d'un spectre simple, vers une complexité dans les arrangements des instruments de financement où les degrés d'innovations varient selon les bailleurs de fonds (nationaux, bilatéraux, internationaux).

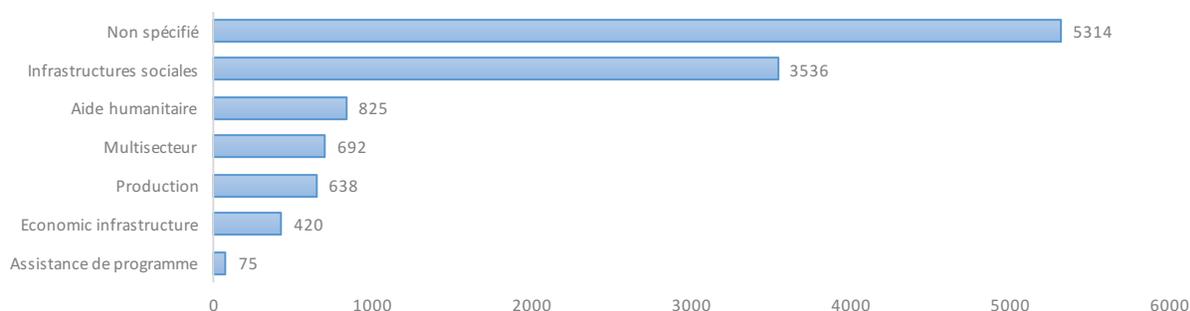
Des mécanismes récents et innovants de financements des programmes de développement local sont possibles dépendamment du contexte socioéconomique et peuvent être ajustés afin d'augmenter l'impact des financements pour le DEL. Les institutions internationales de développement, ont utilisé des instruments novateurs tel les « *Vaccins Bonds* », « *Green Bonds* », « *Catastrophe Bonds* », pour financer les politiques de développement dans les Pays en Voie de Développement, dans les Pays Émergents et dans les Pays les Moins Avancés. D'autres financements dits « composites » sont réalisés avec les apports des capitaux des entreprises privées, publiques et internationales, selon des degrés de mixité différents (Bond et al., 2012; Paulais, 2012; UN-Habitat, 2014; World Bank, 2009). Les financements à travers les bons municipaux, les emprunts bancaires et les interventions sur les marchés financiers, ne suivent pas dans les PMA en raison de l'étroitesse du système financier dominé par le secteur bancaire, et de l'incapacité des gouvernements locaux à effectuer des contrôles internes dans la gestion des comptes des municipalités. Enfin, à travers les États, les bailleurs de fonds internationaux financent les investissements locaux.

Le plus simple est d'allier les instruments de financement internationaux du DEL aux spécificités économiques de ces pays d'une part, et, d'autre part, aux capacités managériales et institutionnelles des

gouvernements locaux. Or, nous avons vu dans la section précédente que les gouvernements locaux n'avaient pas les marges de manœuvres nécessaires pour l'exécution de leurs budgets, ni la capacité adéquate pour la préparation des programmes de développement local et la mobilisation de fonds pour le développement. Un financement adéquat des infrastructures pour le DEL devrait allier les deux exigences financières tout en maximisant les impacts sur les territoires. Par exemple, il est préférable dans les situations de conflits ou d'instabilités politiques en lieu et place des prêts d'utiliser des subventions tels que les Grants et les Cash transferts.

Pour les PMA, l'accès aux marchés financiers internationaux n'est plus possible depuis l'annulation de la dette. La dépendance vis-à-vis de l'aide au développement et de l'assistance humanitaire en cas de catastrophe, restent les modes de financement pour la construction des infrastructures et pour le DEL. D'une manière générale, les fonds de l'aide au développement représentent 7,1 trillions d'USD en 2017⁵⁸ répartis dans plusieurs secteurs (Figure 24), dont 5,15 trillions d'USD proviennent des États-Unis et 2,41 trillions d'USD de la Chine qui est le second partenaire de l'Afrique subsaharienne regroupant la majorité des PMA.

Figure 24. Aide publique au développement - OCDE en 2015 (millions USD)



Source : OCDE, calculs de l'auteur

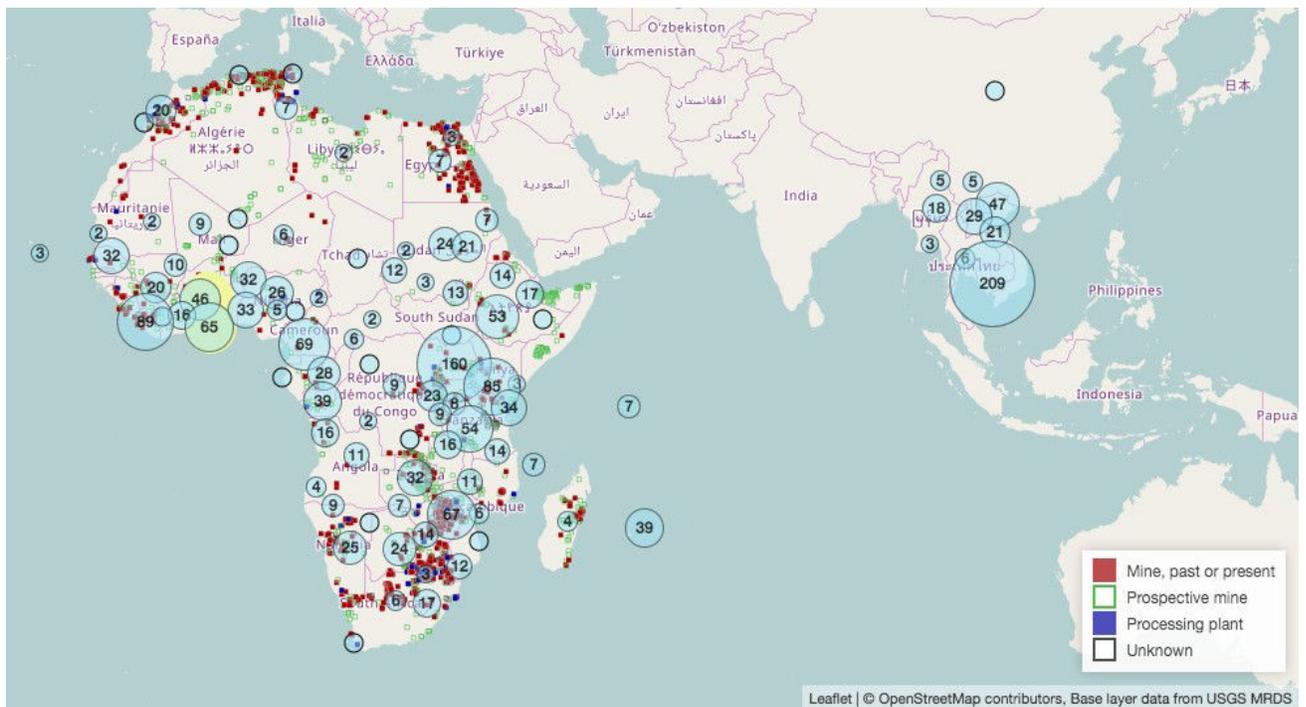
Les investissements de la Chine en Afrique ont fortement augmenté durant les dix dernières années, pour soutenir la forte demande de matières premières de cette puissance économique. Les firmes

⁵⁸ OCDE et <http://aiddata.org/dashboard>

chinoises obtiennent des contrats pour l'exploitation des ressources naturelles (Paulais, 2012) même dans les zones de conflits (Figure 26). Notons, la correspondance entre les fonds de l'APD de la Chine et les zones à ressources minérales et à matières premières (Figure 25).

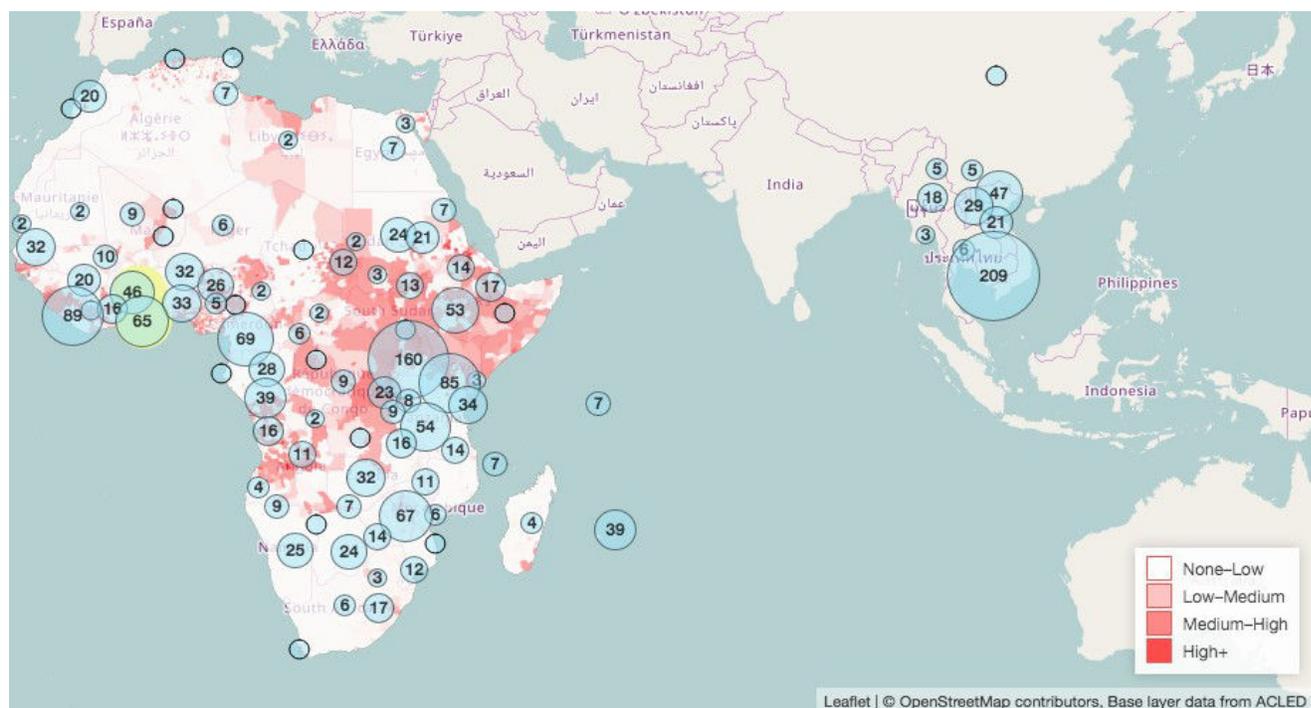
Tout comme les investissements américains après la 2ème Guerre Mondiale et l'APD avaient pour but de contenir le communisme pendant les années qui suivirent (Sachs, 2015) ; la prospérité de l'économie chinoise passe également par une extension des échanges au-delà de ses frontières pour des raisons similaires.

Figure 25. Aide au développement de la Chine dans les régions avec des ressources minières



Sources: Open Data for International Development, <http://china.aiddata.org/>

Figure 26. Aide au développement de la Chine dans les zones de conflits armés



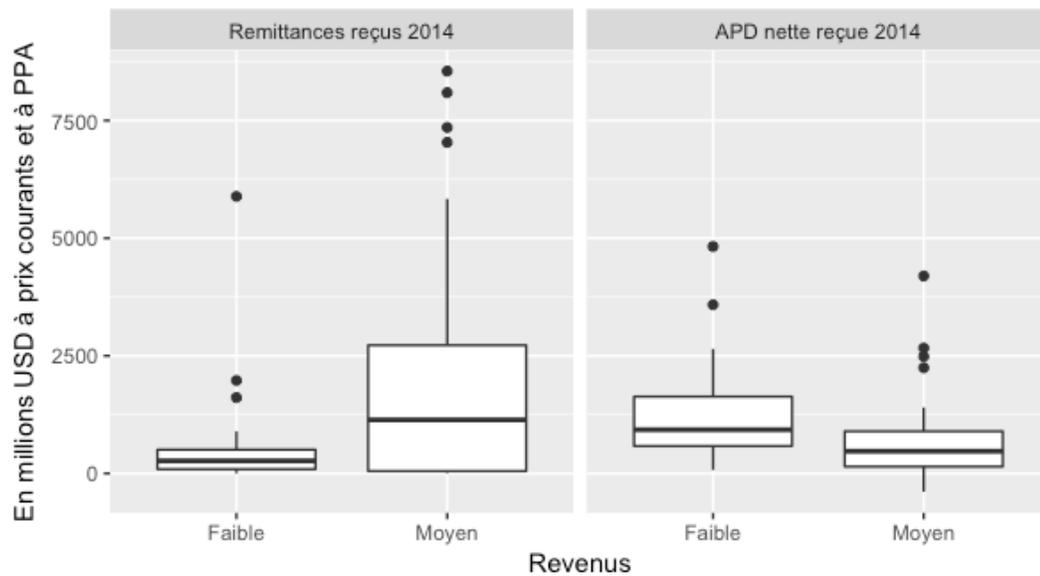
Sources: Open Data for International Development, <http://china.aiddata.org/>

Notes : Les projets, 813 sur 1971, sont géocodés et géo-référencés indiquant les activités chinoises de financement du développement qui se concentrent notamment en Afrique subsaharienne (infrastructures, services sociaux, transports et entreposage, communication production, énergie, agriculture, sylviculture et pêche et d'autres secteurs multiples). Remarquons que ces investissements sont aussi dans les zones de conflits des PMA.

L'intention de transformer les ressources financières en activités productives dans les localités constitue une des options importantes pour le financement externe du DEL. Les économies telles que la Chine et l'Inde font partie des pays qui ont su utiliser au mieux les ressources de leurs ressortissants en créant des conditions favorables à l'investissement pour leurs diasporas (Bugu, 2011). Les ressources financières sont parmi les effets immédiats les plus connus et palpables en ce qui concerne la contribution des migrants vers leurs pays d'origine. Les transferts financiers des migrants vers leurs pays d'origine ont beaucoup progressé, mais contrairement aux économies à revenus moyens et les PVD, les fonds reçus par les migrants des PMA (et les économies à faibles revenus) sont inférieurs aux montants de l'Aide Publique au Développement (Figure 27). Les effets des rémittances sont souvent mitigés. Certaines enquêtes ont montré que les envois réguliers de la diaspora provoquaient un impact négatif

sur la croissance en finançant les produits de premières nécessités (alimentation, habillement etc.) (Paulais, 2012) et dans le cadre des PMA, une diminution des investissements. En effet, la CNUCED note à juste titre, dans son rapport de 2012, que : « la mobilisation effective d'une diaspora au service du développement (local) dépend de l'existence d'une masse critique de migrants dans un pays de destination donné » (Conférence des Nations Unies Sur le Commerce et le Développement, 2013). Aussi, les transferts de revenus de la diaspora ne peuvent être le principal catalyseur des investissements ou le moteur de l'élimination de la pauvreté si on considère l'ampleur des difficultés structurelles des PMA.

Figure 27. L'aide publique au développement et l'envoi de fonds des migrants dans les Pays en Voie de Développement et dans les Pays les Moins Avancés (en USD courants, 2014)



Sources : OCDE, World Bank, calculs de l'auteur

En moyenne les transferts des fonds des migrants dépassent l'aide publique. Dans les économies à faibles revenus, l'aide publique au développement dépasse le transfert des migrants. Or, les investissements et les transferts des diasporas représentent un fort potentiel dans les régions, notamment parce qu'ils dépassent les réticences des IED classiques pour le financement des infrastructures rurales pour le DEL (United Nations Conference on Trade and Development, 2015).

De plus, le manque de formulation d'une demande de financement pour des programmes du DEL reste un obstacle non seulement à la réalisation de projets « *bancables* » mais aussi à la mobilisation des fonds en provenance de la diaspora des PMA. Capter les ressources de la diaspora pour un développement localisé présente plusieurs grands défis. La mobilisation des ressources pour le financement du DEL à travers l'apport de la diaspora pose des problèmes d'origines administratifs et logistiques d'un point de vue micro et macro. Au niveau micro, du management de la municipalité, il faut s'assurer de la gestion efficace des fonds reçus. Il faut aussi être en règle avec les procédures de collecte de fonds des économies d'accueil.

Dans les pays tels que les États-Unis, les organisations qui organisent des collectes de fonds doivent être enregistrées, et reconnues. D'abord, il faut une organisation capable d'identifier les migrants des zones des projets et des programmes du DEL, de mobiliser des ressources au nom des collectivités, d'assurer la confiance des donateurs individuels, et, finalement un système de gestion transparente des fonds recueillis, et de rapport efficace sur l'usage des fonds versés afin de rassurer les donateurs individuels. Le maître mot ici est d'assurer la confiance des ressortissants des PMA qui vivent en dehors de leurs pays d'origine. Au niveau macro, les mobilisations des ressources de la diaspora ont subi des échecs. Les « *diaspora bonds* », des émissions d'obligations orientées vers les migrants, émis par les PMA tels que l'Éthiopie, l'Ouganda, le Sénégal et la Zambie, ont échoué en raison de la faible crédibilité des États, de l'instabilité politique et du niveau de corruption (Paulais, 2012).

Conclusion du Chapitre II

Cette thèse a pour finalité d'élaborer une théorisation du financement du DEL dans les Pays les Moins Avancés, et une synthétisation des conditions et des hypothèses selon lesquelles les programmes et les institutions engagées dans le DEL peuvent provoquer un changement transformateur et durable du système du DEL. Dans cette thèse le financement du développement local dans les Pays les Moins Avancés est compris comme l'ensemble des interventions des acteurs, qu'ils soient locaux, nationaux et/ou internationaux, dont l'objet est de soutenir un territoire par des investissements dans les infrastructures économiques et sociales diverses ou par des interventions de soutien orientées vers les microentreprises du secteur formel et informel. La vision d'un développement local demande l'appropriation des processus transformationnels par l'utilisation des ressources financières appropriées. La liste des mécanismes de financements présentée dans ce Chapitre n'est pas exhaustive.

La mobilisation interne pour le financement du développement local est un exercice difficile dans l'état actuel des PMA. Il n'y a pas réellement un État de droit ou des réglementations claires pour les activités économiques (le respect des règles de concurrence, des contrats, des droits de propriété, etc.). Les budgets des États dans les PMA sont très faibles et dépendent fortement du financement externe (Tableau 10). En conséquence, les niveaux de corruption de ces économies sont parmi les plus élevés de la planète. Enfin, dans ces États, les règles locales et traditionnelles demeurent importantes dans les interactions entre acteurs, surpassant les règles légales. Dans ce contexte, les alternatives et les options de financements possibles sont fonctions des capacités managériales des acteurs et des enjeux internationaux. En fait, à l'issue de ce Chapitre, nous pouvons affirmer que les types de financements auxquels les Pays les Moins Avancés peuvent avoir accès pour le développement économique local sont en très faible quantité. Ces pays se caractérisent par une faiblesse des ressources financières que ce soit au niveau interne (local et national) qu'au niveau international. Les économies des PMA sont principalement des économies axées sur les revenus : la source de croissance n'est pas liée à une capacité de production endogène, mais résulte des financements injectés par des partenaires de développement internationaux, des grands investisseurs agricoles, de l'industrie d'extraction minière exportatrice de

matières premières, et des diasporas. Cependant, ces sources de revenus ne génèrent pas d'activités commerciales intégrées dans les territoires car les conditions d'une telle activité ne sont pas présentes.

Dans le Chapitre I de cette thèse, la présentation des spécificités socio-économiques des PMA avait pour finalité de procéder à une caractérisation des Pays les Moins Avancés en fonction de critères susceptibles d'affecter leur capacité de mobilisation des ressources pour le financement du développement économique local. Les Chapitres I et II ont permis de comprendre dans quelles mesures les spécificités des économies les moins avancées limitent les potentialités de financements pour le déclenchement du développement local⁵⁹. L'observation et l'analyse des données socio-économiques relatives aux Pays les Moins Avancés mettent en évidence non seulement le rôle des caractéristiques des PMA dans la mobilisation des ressources pour le DEL, mais également l'incapacité de ces pays à accéder à certaines formes de financements internationaux.

En résumé, ce Chapitre, en considérant les caractéristiques des PMA, recense l'ensemble des sources possibles de financement du DEL dans ces pays. Les PMA pour financer les programmes du DEL, les projets et les investissements des territoires des économies moins avancées, disposent de ressources propres, d'un emprunt bancaire (en l'absence de marchés financiers), de droits et redevances fiscaux et de taxes/impôts, sur les activités économiques des territoires et sur le foncier, c'est-à-dire sur les terrains bâtis, non-bâtis et les transactions d'échanges etc. Les formes de financements peuvent être publics, privés et internationaux. Les fondamentaux des économies moins avancées permettent d'avoir une vue des modalités de financements possibles dans la Figure 28.

Les mécanismes de financements utilisés pour le développement local dans les PMA dépendent des niveaux de capacités d'absorption des États et des gouvernements, du niveau de développement

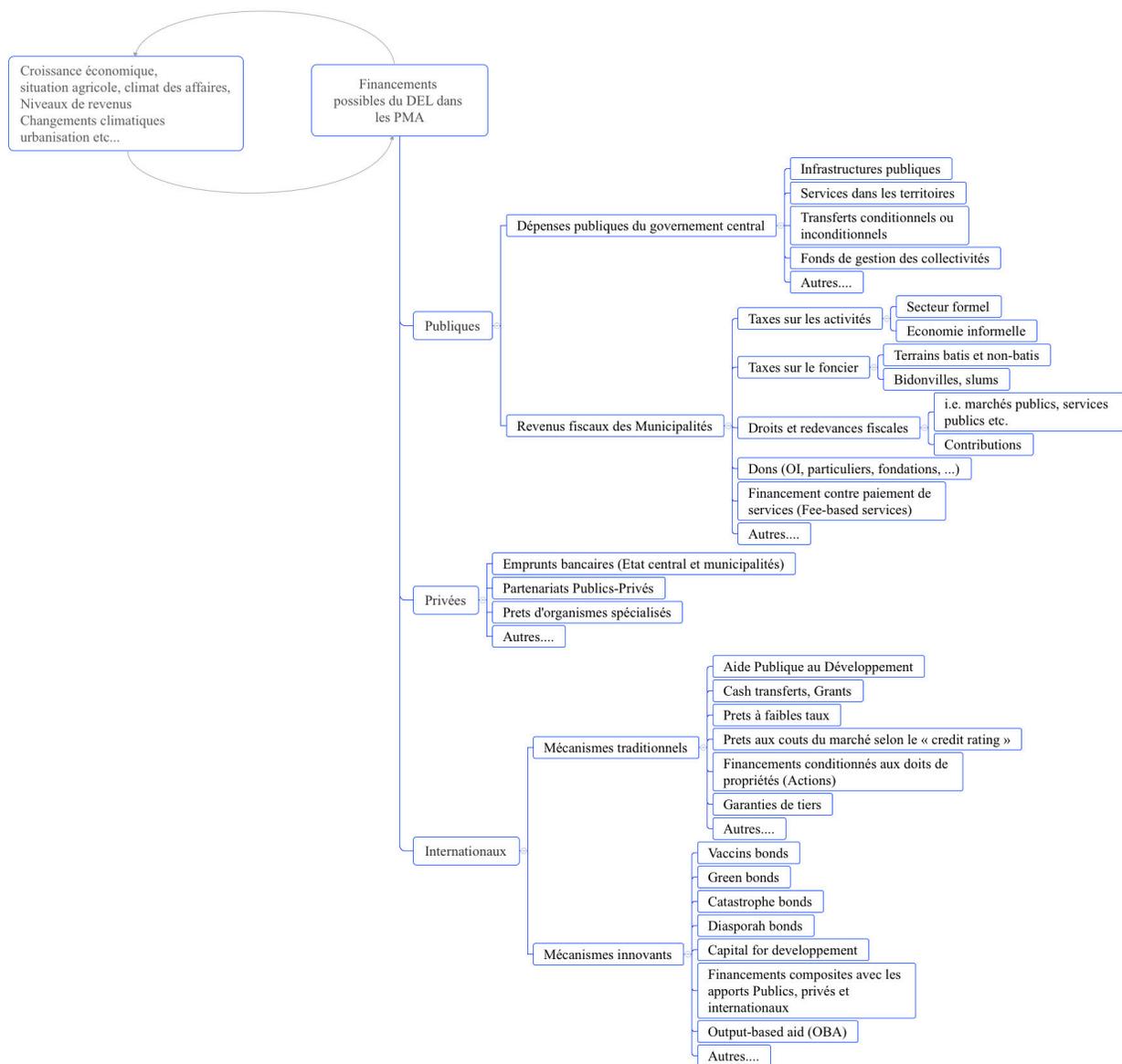
⁵⁹ Le manque de données décentralisées et harmonisées à l'échelle locale dans les économies les moins avancées implique une utilisation des informations des grandes institutions internationales et des sources d'informations secondaires. Sauf indications contraires, l'ensemble des calculs sont fait sur R ou Stata. Les Fichiers de données sont disponibles pour les bases de données des institutions internationales référencées. Les codes de réplcation ont été mis en ligne à l'adresse GitHub suivante :

<https://github.com/aejb22122/Analyse-de-donnees-these-paris-saclay>

économique et social, de l'état de la corruption, de la gouvernance, du niveau de développement du secteur privé etc. Enfin, les traditions politiques, juridiques et administratives des États vont conditionner les formes de financements mis en œuvre (Paulais, 2012). D'autres facteurs tels que l'expansion économique locale, l'économie globale, l'urbanisation, les changements climatiques peuvent affecter la demande et l'offre des financements du développement local (Badu et al., 2013).

Ainsi, assistons-nous à un essoufflement des financements du développement économique local dans les PMA. Les mécanismes privés et publics traditionnels ne sont plus adaptés à la demande de financement des acteurs locaux, que ce soit pour faire face aux besoins des localités en infrastructures, ou pour soutenir les entreprises. Malgré les avancées de la décentralisation dans les PMA, les gouvernements locaux ne peuvent pas remplir leurs missions. En effet, des responsabilités additionnelles ont été léguées aux collectivités sans qu'elles aient l'autorité ou le contrôle de leurs budgets. Ce fossé entre l'offre de financements, les besoins locaux essentiels et les marges de manœuvre des collectivités, implique des réponses adaptées pour des localités déjà sous-dotées en infrastructures. Aussi, une redéfinition des modes de financements avec des supports additionnels s'avère essentiel pour les gouvernements locaux et les petites, moyennes et microentreprises afin de s'assurer que les investissements pour le DEL soient le plus rentable possible étant donné les conditions défavorables de ces économies.

Figure 28. Dynamiques des financements possibles du DEL dans les économies les moins avancées



Source : Construit par l'auteur

L'analyse de la structure interne du développement local par rapport aux mécanismes de financement doit être approfondie. Il nous faut posséder les outils théoriques, et conceptuels adaptés afin de parvenir à une explication claire des relations qui expliquent le financement du DEL dans les Pays les Moins Avancés. Cette construction théorique fera l'objet du Chapitre III où nous avons également élaboré un

cadre théorique spécifique au financement du DEL dans les PMA, après une revue de la littérature relative aux mécanismes de financement du développement local utilisés dans les PVD et PMA.

CHAPITRE III. CONSTRUCTION DU MODELE THEORIQUE DE REFERENCE

Introduction du Chapitre III

Depuis la décolonisation des pays de l’Afrique subsaharienne, peu de recherches ont été menées pour explorer systématiquement les investissements en infrastructures en Afrique, le développement localisé et les liens qui s’y réfèrent (Luiz, 2010). Les théories n’ont pas été complètement développées en ce qui concerne les financements du développement local et leurs conséquences dans le contexte des PMA. Il n’existe pas de cadres théoriques homogènes relatifs aux financements du DEL ; tout comme il n’y a pas une théorie des financements du développement localisé adaptée aux particularités des économies les moins avancées. Cette situation n’est pas étonnante car, en effet, les mouvements de décentralisation ont eu leurs origines dans les recommandations de la Banque Mondiale aux économies en voie de développement et aux PMA durant les années d’ajustements structurels⁶⁰, bien que les aspirations de l’intégration régionale eussent été une priorité des pays nouvellement indépendants (Banque Mondiale, 1989; Dahou, Billaz, Sahel, & Totté, 2003). En ce sens, dans son rapport de 1989 sur le développement dans le monde, la Banque Mondiale indiquait que les tentatives de développement local ont échoué à cause de : « l’étroitesse du marché intérieur [...] le faible pouvoir d’achat de leur population les empêche d’être compétitifs sur les marchés internationaux » (Banque Mondiale, 1989). Ces arguments vingt-huit années plus tard sont toujours d’actualité.

L’absence d’une construction théorique pour les investissements, les financements du développement localisé dans les contextes socio-économiques des PMA constitue un défi majeur pour une meilleure formulation des politiques publiques et l’amélioration de la qualité des interventions du DEL. L’examen de la nature des relations existant entre les formes de financements du développement local et leurs implications dans le développement des infrastructures, ainsi que les analyses des « *spill-over effects*⁶¹ » dans le contexte des PMA, pourrait aider à clarifier les facteurs de succès des financements et des investissements pour de meilleures lignes directrices des politiques publiques. La compréhension de la

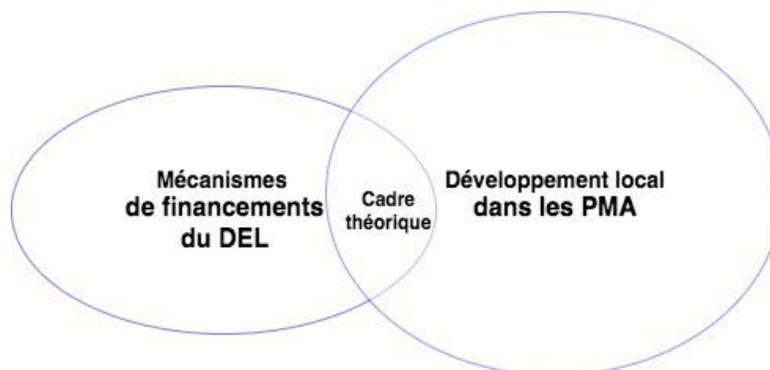
⁶⁰ Jacques Habib (2002), Pauvreté et Hégémonisme : la société civile africaine face aux ajustements structurels de type nouveau. Oxfam America.

⁶¹ Effets induits positifs à travers la création d’un cercle vertueux.

relation entre les financements des infrastructures pour le DEL par des mécanismes appropriés permettrait de comprendre les éléments nécessaires à l'obtention d'un meilleur environnement des affaires, favoriser le développement régional et le développement économique. Toutefois, le lexique théorique existant sur les financements du DEL se réfère aux Pays en Voie de Développement ou aux pays industrialisés dont les hypothèses de base ne sont pas nécessairement transférables aux Pays les Moins Avancés ; les contextes socio-économiques jouant un rôle majeur dans le respect des hypothèses avancées.

La présente thèse a pour but de comprendre comment obtenir des changements transformateurs et durables des financements du DEL dans les Pays les Moins Avancés. Aussi, la stratégie adoptée dans le Chapitre III se place en continuité des analyses des Chapitres I et II. L'objectif de ce Chapitre est de déconstruire les théories existantes du financement du développement local en ayant pour guide la problématique et la question de recherche et les sous-questions de recherche (Blumberg, Cooper, & Schindler, 2014; Gavard-Perret et al., 2012; Joannides & Berland, 2008; Matalon, 1988; Vassili, 2009). Une théorisation du financement du DEL dans les PMA passe par une construction heuristique avec deux concepts clés relatifs à notre question de recherche et problématique « **les mécanismes de financements** » et « **le développement local dans le contexte des PMA** ». Ces thèmes étant sur la même base conceptuelle, il est possible de considérer l'intersection de ces deux concepts dans le diagramme de Venn (Figure 29) qui représentera notre cadre théorique des mécanismes de financements dans le cadre des PMA : Mécanismes de financements \cap Développement Local dans les PMA.

Figure 29. Diagramme logique de la théorisation du financement du développement local dans les PMA



Source : Construit par l'auteur

Ce Chapitre est divisé en deux parties. La première partie est consacrée aux théories générales relatives aux financements du DEL. Nous verrons dans une approche historique les théories traitant de la transformation des territoires à partir des modes de financement et modèles appliqués aux PVD et PMA (section 3.2). Nous verrons également leurs limites et adéquations dans les Pays les Moins Avancés. En effet, la construction théorique des interventions de financements du DEL est toujours en gestation, une présentation historique des essais et des échecs des stratégies mise en place permet d'en évaluer les théories, leurs mises en application sur les terrains des PVD/PMA. La deuxième partie va permettre l'élaboration du cadre théorique du financement du DEL dans les PMA. Le cadre théorique est construit en considérant les limites des modèles de financement du DEL, les relations possibles entre les variables indépendantes, dépendantes, modératrices et externes ainsi que les possibles transformations du territoire et les hypothèses (section 3.3).

3.1. Revue des approches théoriques du financement du développement économique local

Les études et les recherches sur les déterminants du développement ou du sous-développement, ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour émerger d'un état de développement à un autre, ont vu leur

importance croître avec la vague de décolonisation de 1945 à 1963⁶². Ces mouvements confirment non seulement l'indépendance et l'émancipation de la tutelle des Grandes Puissances de l'avant-Guerre, mais aussi (et surtout) l'émergence d'un troisième monde qui a bouleversé les données et les règles géopolitiques qui prévalaient jusqu'alors. Un nouveau groupe d'économies dites en « voie de développement » a vu le jour. En 1971, une catégorie d'économies à conditions spécifiques : les PMA, fut identifiée. Des modèles de croissance industrielle ont alors eu pour prérogatives de permettre à cette nouvelle classe d'économies de sortir du sous-développement. La formule tautologique de Ragnar Nurske selon laquelle « un pays est pauvre parce qu'il est pauvre » (Brasseul, 1993), reflète l'idée commune de l'époque que le développement économique n'était qu'une question financière. Les premiers modèles de développement économique local s'inscrivent dans le cadre de la continuité des théories du développement moderne issues de la période de décolonisation, mais surtout de la période plus récente incorporant les recommandations des grandes institutions internationales de financement.

3.1.1. L'offre et la demande de financement du développement local

A. Les approches basées sur l'offre de financement

De 1970 à la crise financière de 2008, le néolibéralisme avait été le projet politique mondial dominant appliqué aux économies en voie de développement et aux Pays les Moins Avancés à travers les recommandations des décideurs de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International suite aux programmes de conditionnalité de l'aide internationale (Adda, 2002; Bateman, 2013; Fontanel, 2005). Les interventions étaient indirectes et/ou directes. La différenciation entre les deux formes de mesures est souvent difficile car elle dépendait du contexte. Les interventions indirectes s'inscrivent dans l'environnement global de décisions de politiques économiques (macroéconomiques, sectorielles, juridiques et réglementaires). Par contre, les interventions directes se rapportent aux mesures qui impliquent habituellement l'application directe de fonds publics par le biais de crédits ciblés, le financement par l'assistance technique aux finances rurales des municipalités, des institutions

⁶² Mis à part Haïti qui a obtenu son indépendance dans des conditions particulières en 1804, par une révolte des esclaves. La majorité des PMA ont obtenu leurs indépendances durant cette période.

officielles, etc. (Benjamin, Yaron, & Piprek, 1997). Les interventions directes de financement se sont résumées aux transferts de fonds directs vers les agriculteurs.

À l'échelle internationale, la US Agency for International Development a été la pionnière dans l'allocation de crédit rural aux agriculteurs dans les années 1950 (Buttari, 1995), suivi de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et de la Banque Mondiale. Les interventions directes des financements des secteurs publics et/ou internationaux dans les zones rurales, viennent de l'hypothèse que les agriculteurs ont besoin de plus de capitaux qu'ils ne pourraient économiser eux-mêmes étant donné leurs niveaux de revenu. Cette approche avait deux fonctions principales. D'abord, transférer les ressources des secteurs traditionnels (ou des secteurs peu productifs) vers les secteurs modernes ou ceux qui étaient en plein essor ; ensuite, promouvoir et stimuler les réponses entrepreneuriales dans les territoires. De plus, les crédits par les gouvernements aux agriculteurs ruraux avaient pour justifications théoriques que, si les crédits subventionnés étaient accordés au secteur agricole, les agriculteurs seraient beaucoup plus encouragés à investir dans des nouvelles technologies telles que les tracteurs, les fertilisants ; ce qui aurait un impact positif sur le développement local et la croissance économique.

Ensuite, une autre hypothèse qui sous-entend la nécessité d'une intervention gouvernementale (ou internationale) par des programmes de crédits subventionnés, avait été la mauvaise réputation de la finance informelle. Effectivement, les « mauvais prêteurs », qui octroyaient la majorité des financements dans les zones rurales, factureraient les agriculteurs et les petits entrepreneurs à des taux d'usuriers (Brasseul, 1993; Patrick, 1972; Sonne, 2010). De surcroit, l'accès aux fonds d'approvisionnement ouvre de nouveaux horizons, permettant à l'entrepreneur d'augmenter sa production. Ces approches sont considérées comme « actives » et supposent que la croissance économique et le développement peuvent être encouragés par des interventions dans le système financier en fournissant des financements en avance de la demande (Sonne, 2010). La réponse entrepreneuriale serait ainsi stimulée dans la mesure où l'offre de service aux entrepreneurs est élastique par rapport aux opportunités d'augmentation des profits, de telle sorte que le nombre et la diversité des services financiers s'étende dès que les conditions économiques, légales et institutionnelles existent.

Or dès le début des années 1980, les critiques des interventions directes par des crédits à bon marché financés par les gouvernements ou les bailleurs de fonds internationaux dans les zones rurales des économies à faibles revenus ont relevé les faiblesses de cette approche (trop) optimiste. Peu d'observateurs attentifs des marchés financiers ruraux formels dans les pays à faibles revenus ont été satisfaits des résultats des programmes de crédit et des interventions directes (Adams, Graham, & Pischke, 1984 ; Blair, 1984; Hoff, Braverman, Stiglitz, & Ray, 1994). Effectivement, contrairement aux prémices de l'approche néoclassique, les marchés financiers sont très fragmentés dans les économies à faibles revenus, offrant peu ou pas de services aux résidents ruraux. Les dossiers avaient été entachés de considérations politiques et de corruption. Ces problèmes se sont aggravés par les attentes très faibles que la plupart des décideurs avaient de la part des programmes de crédit agricole (Adams et al., 1984; Benjamin et al., 1997).

Les programmes de Développement Économique Local reposant sur des crédits aux entreprises rurales et/ou aux agriculteurs restent difficiles compte tenu de la faiblesse des revenus et de l'informalité régnante. Il est clair qu'une offre de financement ne produit pas de manière automatique des retombées dans les territoires de ces économies notamment à cause des restrictions et des imperfections des marchés. L'état de la concurrence des institutions financières, le manque de connaissances des besoins de financements des agriculteurs et des petits entrepreneurs ruraux constituent un frein aux effets de liaisons nécessaires à l'établissement d'un Développement Économique Local. Dans les zones rurales des Pays les Moins Avancés, il est courant que la composition de la richesse des ménages soit sous des formes non-monétaires : terrains, bijoux, bétails, bois précieux, arbres fruitiers, récoltes futures, etc. Cette « richesse » n'est pas destinée à l'investissement mais représente une épargne pour des dépenses particulières tels que les mariages, le financement d'études d'un parent en ville, les maladies etc. Cette « épargne » ne sera pas mobilisée par les intermédiaires financiers, ni utilisée comme collatérale remis en garantie contre les risques de crédit, ce qui aurait pourtant contribué, par exemple, à diminuer les taux d'intérêts.

Finalement, les interventions directes des bailleurs de fonds internationaux, des États par des programmes de crédit destinés à rendre le capital disponible pour les petits agriculteurs et les producteurs, ont au contraire favorisé les grands producteurs, premiers gagnants des interventions

directes. Par contre, les petits producteurs, les entrepreneurs, ont eu encore moins accès au crédit après la mise en œuvre de ces programmes (Blair, 1984 ; Sonne, 2010).

B. Les approches basées sur la demande de financement

Les crédits subventionnés avaient entraîné une demande excédentaire qui favorisait les agriculteurs relativement riches et politiquement « connectés », alors qu'à l'origine ces prêts peu coûteux étaient destinés aux petits exploitants (World Bank, 2003). Suites aux expériences et aux échecs des programmes de financements directs que ce soit à travers les crédits dans le monde rural, les interventions directes des États, ou des bailleurs de fonds, les nouveaux modèles et les nouvelles politiques ont alors eu pour but de contourner les lacunes des marchés qui n'avaient pas été prises en considération avec l'approche néoclassique⁶³. Les gouvernements avaient pour prérogatives de corriger les lacunes des marchés caractérisées par une asymétrie d'informations entre prêteurs et emprunteurs⁶⁴. Les crédits agricoles bon marché avaient été des activités qui ont détourné l'attention, ainsi que les ressources, des problèmes réels plus importants (Adams et al., 1984) et n'ont pas créé les effets de liaison nécessaires pour un développement localisé dans les économies en voie de développement ou dans les économies les moins avancées.

Les nouvelles approches basées sur une demande de financement reposent sur des hypothèses plus larges avec comme objectif de servir d'alternatives aux services financiers informels et d'aller, au-delà du crédit agricole, vers des activités non-agricoles, tout en prenant en considération les attributs et les fonctionnements des marchés (Sonne, 2010). Ces approches du financement du développement localisé ont aussi émergé en raison du manque de possibilités de financement des collectivités territoriales⁶⁵, tandis que les transferts directs des états vers les collectivités ou vers les entrepreneurs et/ou agriculteurs, se sont également montrés inadaptés (Guglielmi, 2009; Ketkar & Ratha, 2009).

⁶³ Notamment dans les PVD et PMA.

⁶⁴ i.e. Modèle principal-agent.

⁶⁵ Les financements par l'impôt ne pouvant plus provoquer de DEL.

En revanche, le potentiel de croissance et de développement local à travers ses formes de financements est théoriquement possible. D'un point de vue macroéconomique, les financements bancaires favorisent la croissance économique dans environ 85% des Pays les Moins Avancés ou à faibles revenus⁶⁶ (Odedokun, 1996). En dépit du fait que les possibilités de croissances sont présentes, la difficulté reste car, selon des recherches plus récentes ayant pour cadre les Pays les Moins Avancés, les financements des microentreprises viennent de sources qui sont en-dehors du système bancaire⁶⁷ (Kraiem, 2015; Mouko, 2015). Il convient de provoquer l'intégration et l'inclusion des entrepreneurs du monde rural et des agriculteurs dans le système financier, même si la préférence pour la liquidité des entrepreneurs, agriculteurs etc., est grande dans les économies à faibles revenus. Cette situation est due à des problèmes de trésoreries, de fonds de roulements. Aussi, un petit entrepreneur préférera-t-il vendre *cash* que de fournir un service à crédit.

L'objet de ces interventions par la demande est de provoquer un système d'allocation des ressources, d'associer l'offre de financement à la demande formulée par les acteurs, et de provoquer leur inclusion dans les territoires. La résultante serait un système financier performant, élément essentiel à l'innovation car il favorise l'esprit d'entreprise dans les secteurs non financiers (Bateman, 2013). L'intégration des ménages pauvres dans le système financier a débuté avec la microfinance. Les financements dans le monde rurale basés sur la demande, pour les PVD et les PMA, concernent également les programmes de microfinance et de méso finance (Sonne, 2010). La révolution de la microfinance a été menée par des praticiens qui ont développé des méthodologies qui atteignent des taux très élevés de remboursement et de recouvrement des coûts, et concernent également des clients généralement pauvres, en particulier des femmes (World Bank, 2003).

⁶⁶ A partir d'analyses économétriques, les équations ont été estimées par les Moindres Carrés Ordinaires, avec des données annuelles pour 71 pays sur des périodes variables couvrant la période des années 1960 aux années 1980.

⁶⁷ Notamment lors des capitaux à risque pour le lancement d'une nouvelle entreprise, les micro entrepreneurs font appel à des prêts de la famille élargie, à leur épargne personnelle, à la diaspora etc.

L'enthousiasme et l'apogée de cette mouvance a été confirmé par le prix Nobel de la Paix, Muhammad Yunus en 2006. Dans les Pays en Voie de Développement et dans les économies à faibles revenus, les programmes de microfinance avaient eu pour objectif de fournir des micro-prêts aux pauvres pour leur permettre d'établir une activité génératrice de revenus, afin de briser la trappe à pauvreté (Bateman, 2013; World Bank, 2003). Or malgré l'engouement provoqué par la microfinance, les résultats des recherches plus récentes sont mitigés. Les évaluations suite aux méthodes expérimentales, c'est-à-dire ayant les composantes de : assignation aléatoire, de « manipulation, contrôle des variables externes, et mesure par l'observation » (Gavard-Perret et al., 2012) d'un programme de microcrédit à prêts collectifs à Hyderabad, en Inde (Banerjee et al., 2013), se sont éloignées des hypothèses qui ont prévalu dans les années 1990 - 2000 (World Bank, 2003). Enfin, le microcrédit n'est pas pour tous les ménages, ni même pour la plupart des ménages, et ne conduit pas à la transformation sociale miraculeuse que certains promoteurs ont affirmée (Banerjee et al., 2013).

Les programmes de financement par les interventions d'un système local de financement ont un impact sur le DEL par les entreprises. Ces dernières doivent être productives, intégrées dans le territoire afin de provoquer des effets de liaisons inter-entreprises qui sont le minimum pour un développement local. Selon Bateman (2013), en considérant l'analyse de l'état de développement, le type d'entreprises à prendre en charge est une petite, moyenne ou grande entreprise qui possède certaines caractéristiques spécifiques. Elles doivent être formellement enregistrées et fonctionner selon toutes les exigences légales. Elles doivent être intégrées horizontalement par des clusters, des réseaux. Et il est préférable qu'elles soient aussi intégrées verticalement - sous-traitance, chaînes d'approvisionnement, marchés publics, etc. (Bateman, 2013). L'interconnectivité productive avec d'autres organisations devrait faciliter la transformation des règles formelles et informelles de fonctionnement des institutions et inciter à la créativité (Bateman, 2013; Hasan, 2008; Pecqueur, 2000). Par ailleurs, les formes de financement offertes aux entreprises et aux microentreprises sont à l'opposé de ce qui est conseillé pour favoriser un DEL.

Enfin, sur la base des résultats mitigés de ses interventions antérieures d'appui au DEL, la United Nations Capital Development Fund a lancé une approche d'interventions qui repose sur deux piliers : la finance inclusive et le développement local (Bond et al., 2012; Kraiem, 2015). Les initiatives des

finances locales sont des programmes dont les objectifs sont de débloquer les secteurs financiers nationaux dans les pays à faibles revenus et de financer des projets d'infrastructures économiques et sociales locales qui sont nécessaires à un développement économique local⁶⁸. Les programmes d'initiative des finances locales servent de leviers à l'accès aux sources de financement et favorisent l'implication de l'investissement privé afin de provoquer des effets durables en matière de DEL (Samson, 2011). A travers ces programmes, l'UNCDF apporte les appuis techniques et financiers nécessaires à la réussite des projets en phase de clôture et renforce les capacités des acteurs par la formation des acteurs locaux, des responsables gouvernementaux nationaux et locaux, des agents de la banque et des promoteurs de projets. En général, les interventions de la UNCDF concernent :

- Les subventions ;
- Les obligations municipales et les prêts ;
- Le support financier indirect (garantie et amélioration du crédit) ;
- Les partenariats avec la Banque Nationale (pour 70%) ;
- Les transferts aux régimes privés et coopératifs ;
- Les Partenariats Publics-Privés ;

3.1.2. La construction des infrastructures économiques et sociales par les Partenariats Publics-Privés

Les Partenariats Publics-Privés (PPP) « permettent à différentes organisations de se soutenir mutuellement en combinant et en capitalisant leurs forces et leurs capacités complémentaires » (Andrews & Entwistle, 2010). Sur cette base, un partenariat est mis en place stratégiquement pour compléter les ressources de chaque partie lorsque celles-ci ne sont pas suffisantes pour atteindre un objectif commun et mutuellement bénéfique. La théorie des jeux fournit les outils permettant de comprendre la collaboration stratégique observée entre les parties (Kargol & Sokol, 2008). Les

⁶⁸ <http://www.uncdf.org/>

Partenariats Publics-Privés sont un type de collaboration entre deux entités à vocations organisationnelles différentes, qui entreprennent conjointement un projet pour la réalisation d'un service fourni dans le passé par le secteur public (Kargol & Sokol, 2008).

Bien que les partenariats publics-privés soient encore très populaires en tant que moyens de financement novateurs pour le développement des infrastructures locales ; les définitions théoriques et les cadres du PPP sont en cours de développement (Silvestre & de Araújo, 2012). Kargol, Aneta et Sokol, Ewa, fournissent une étude des différents aspects théoriques d'un PPP dans la littérature (Kargol & Sokol, 2008). D'autres points de vue théoriques pour la rationalité des PPP sont la théorie de la différence sectorielle et la pratique de l'externalisation (Andrews & Entwistle, 2010). Les théories de la différence sectorielle proposent que le partenariat provoque stratégiquement l'avantage concurrentiel qui résultera de l'association avec le secteur privé (Andrews & Entwistle, 2010). Dans une association avec le secteur privé, le secteur public sortira gagnant par une livraison des projets à temps et une meilleure qualité, la rentabilité des services ainsi que des paiements liés à la performance (Badu et al., 2013; Conrad, 2011). En partant de ce premier point théorique des Partenariats Publics-Privés, un élément consistant est qu'un PPP dans de bonnes conditions maximisera la force de chaque acteur (public et privé). Car, d'une part, un projet purement financé par le secteur public pourrait entraîner un retard administratif dans la prise de décision et l'inefficacité organisationnelle (Kwak, Chih, & Ibbs, 2009). Et d'autre part, une approche purement privée de la prestation des services pourrait mener à renforcer les inégalités et ce qu'on appelle la défaillance du marché (Andrews & Entwistle, 2010; Kwak et al., 2009). Ces distinctions et délimitations sont essentielles, car le niveau des implications du secteur public et du secteur privé dans un projet ou un programme déterminera le type de PPP et le niveau de contraintes managériales sur les deux partenaires.

Alors que le Royaume-Uni possède les pratiques les plus prépondérantes des partenariats public-privé (Li, Akintoye, & Edwards, 2005) ; les définitions les plus répandues du partenariat public-privé sont celles fournies et décrites par la Banque Mondiale et la Commission Européenne. La définition de la Banque Mondiale d'un PPP se réfère aux éléments essentiels qui doivent être présents afin qu'un arrangement soit considéré comme tel. Pour la Banque Mondiale, un « partenariat » est créé pour le développement d'une infrastructure locale, lorsque chaque partie prenante assume des responsabilités

pour un élément de l'entreprise et que le travail est tout de même fait conjointement. Un PPP implique ainsi un partage des risques, des responsabilités et des gains de l'initiative. Il est entrepris dans les circonstances où il y a un avantage sur le plan de l'optimisation des ressources pour les contribuables (de Bettignies & Ross, 2004; J.-H. Kim, Kim, Shin, & Lee, 2011; Kwak et al., 2009). Pour la Commission Européenne, un PPP est un accord entre deux ou plusieurs parties qui ont accepté de coopérer en vue d'atteindre des objectifs communs et/ou compatibles, dans lesquels il existe une autorité et une responsabilité communes quant aux investissements, à la responsabilité partagée ou à la prise de risques et, idéalement, des avantages mutuels (European Commission, 2003; Kwak et al., 2009).

Même s'il n'existe pas de définition universellement acceptée des PPP, différents éléments ont été ajoutés pour aider à affiner le concept : l'élément « temps » et le facteur « changement » qui peuvent se produire au cours d'un PPP entre les différentes parties impliquées. L'accord contractuel de long terme d'un PPP est central au concept (Jefferies, 2006; Silvestre & de Araújo, 2012). La période pendant laquelle l'accord PPP a lieu nécessite un partage et une gestion des risques et des responsabilités. Idéalement, le risque est transféré à la partie la mieux placée pour la gérer (Li et al., 2005). De plus, l'entente de long terme permet à la fois au secteur privé et au secteur public de partager les responsabilités de réussite ou d'échec du projet (Silvestre & de Araújo, 2012). Cela implique également un arrangement continu et des capacités de gestion des deux parties tout au long des changements économiques et politiques qui arriveront (éventuellement) pendant la période de temps du partenariat. La mise en œuvre d'un PPP est donc un défi de long terme pour les parties qui s'y engagent. Une analyse théorique du phénomène a été établie pour mieux comprendre les justifications et les implications.

Les arrangements des PPP varient en fonction du niveau d'engagement des secteurs publics et privés dans les interventions et les programmes de financement des infrastructures (Silvestre & de Araújo, 2012) pour le développement localisé. Le cadre du PPP définit la disposition des biens publics et privés pour l'amélioration de la prestation des services (de Bettignies & Ross, 2004). En général, les classifications d'un Partenariat Public-Privé vont de l'Opération & Maintenance (OM), de la Conception-Construction-Exploitation (DBO), de la Construction-Construction-Financement-Opération (DBFO), Build-Operate-Transfer (BOT) & Own-Operate (BOO) (Aziz, 2007; J.-H. Kim et al., 2011; Kwak et al., 2009). Dans chacun de ces régimes et arrangement des partenariats, des

responsabilités supplémentaires de l'institution privée sont ajoutées. Décrivons brièvement ces différentes conceptions des PPP.

Dans les Partenariats Publics-Privés de types BOT, l'institution privée finance, conçoit, construit et maintient le projet pendant une longue période appelée « période de concession ». Dans la structure *Build-Own-Operate* (BOO), le secteur public accepte d'acheter les services produits par le secteur privé pendant une période déterminée (Silvestre & de Araújo, 2012). La conception des projets PPP affectera la mise en œuvre, la gestion et les résultats du partenariat en raison du niveau d'engagement de chaque partie. Le degré de performance de ces accords de partenariats dépendra des capacités de gestion du secteur public, du secteur privé et des différentes conditions appelées « facteurs critiques de succès » (*Critical Success Factors*) dans la littérature.

Les facteurs critiques de succès (*Critical Success Factors*) sont définis comme « le nombre limité de domaines, dont le résultat, s'ils sont satisfaisants, assurera une performance concurrentielle réussie pour l'organisation. Ce sont les quelques domaines clés où les choses doivent aller bien pour que l'entreprise prospère » (Jefferies, 2006; Kwak et al., 2009; "Sustainable PPPs: A comparative approach for road infrastructure," 2015). Jefferies, M. (2006), dans une étude sur les projets en PPP, identifie des éléments économiques, managériaux et politiques du succès d'une association entre secteur public et privé (Jefferies, 2006). Les facteurs de succès critiques (majeurs) identifiés sont : 1) un cadre juridique et économique développé ; 2) une inflation, des taux d'intérêt et des taux d'intérêt favorables ; 3) des infrastructures préexistantes (Jefferies, 2006). En fait, plus de quarante- sept facteurs de succès ont été relevés, mais la plupart peut être regroupée dans le cadre d'une seule rubrique que l'on peut appeler un « environnement d'investissement favorable » (Aziz, 2007; Conrad, 2011; Kwak et al., 2009; Li et al., 2005). Enfin, un projet financé par un PPP doit être un projet économiquement viable avec des revenus garantis tout au long du cycle de vie du projet.

Les théories relatives aux financements du développement économique local sont vues à travers une approche historique des interventions des acteurs étatiques et internationaux dans les territoires des PVD et des PMA. Les théories n'ont pas été complètement développées en ce qui concerne les financements

du développement local et leurs conséquences dans le contexte des PMA. L'approche de financement du DEL a été dans un premier temps orientée vers les financements et les interventions directes des acteurs publics et/ou internationaux dans les zones rurales. Les approches basées sur la demande de financement avaient pour objectif de leur côté de provoquer un système d'allocation des ressources et d'associer l'offre de financement à la demande formulée par les acteurs, et de provoquer leur inclusion dans les territoires. Ces interventions ont démontré l'importance d'un ciblage des interventions rurales et des obstacles à la réalisation des effets espérés. Les entreprises à financer doivent être intégrées dans les territoires afin de provoquer des effets de liaisons. Une fois que le comportement économique rationnel des agents économiques est considéré et qu'il existe peu de sanctions aux déviations (i.e. corruption), il devient plus rentable pour un agent économique d'utiliser les programmes pour ses gains propres. Plusieurs des interventions ont bénéficié aux grands producteurs agricoles, aux individus bien placés politiquement ou bien les fonds ont servi à l'achat de biens de luxes dans le cas des financements directs. La microfinance n'a pas apporté les effets espérés. En analysant les échecs des interventions de financement du DEL dans les PVD et PMA se pose le problème des limites de ces interventions et des moyens de les contourner dans le contexte des Pays les Moins Avancés.

3.2. Construction du modèle théorique de référence du financement du DEL dans les PMA

Les investissements en infrastructures qui permettent d'obtenir un retour sur investissement, qui demandent la coopération d'acteurs de divers horizons⁶⁹ et ayant contribué à l'investissement initial (soit en nature, en espèces ou à partir d'apports techniques), sont les plus susceptibles de produire l'effet désiré des financements dans les PMA. Les cas des succès du DEL sous cette formule que l'on peut citer sont : les programmes de Capital for Development, le programme SEILA au Cambodge (Andersen, 2004), les programmes de la United Nations Capital Development Fund⁷⁰, les investissements de petites infrastructures dans les PVD (Bond et al., 2012), les Partenariats Publics Privés accompagnés de fonds internationaux, entre autres. Étant donné les caractéristiques des PMA (Chapitre I), les mécanismes de

⁶⁹ Publics-privés-internationaux, ou autres combinaisons de financement.

⁷⁰ <http://www.unCDF.org/en/where-we-work>

financement qui demanderaient un engagement et un renforcement des liens non mutuellement exclusifs entre les acteurs locaux du DEL (c'est-à-dire une situation où les acteurs doivent avoir un intérêt à coordonner avec les autres acteurs) sont les plus susceptibles d'avoir un effet significatif dans les territoires.

D'autres points de convergence entre les programmes ayant réussi, sont aussi un secteur privé dynamique où l'entrepreneur de type schumpetérien est en mesure d'être le véritable moteur des activités économiques par ses capacités d'innovation et de leadership entraînant ainsi d'autres micro-entrepreneurs (même par mimétisme) à s'engager dans d'autres formes d'activités économiques plus productives. Ces entrepreneurs œuvrant dans un environnement globalement défavorable sont des entrepreneur-créateur-innovateurs car ils sont en mesure de transformer le système du DEL dans les PMA et ont la capacité⁷¹ de surmonter les résistances structurelles des territoires. Ensuite, mise à part l'implication des micro-entrepreneurs des petites et moyennes entreprises, une meilleure coordination des acteurs du DEL au niveau des territoires, est parmi les pistes de réflexion permettant de contourner les difficultés institutionnelles et socio-économiques limitant le DEL et leur financement. Nous traiterons ainsi, dans cette section, des limites des modèles de financement du DEL dans les PMA (sous-section 3.3.1). Nous verrons comment un financement adéquat permet de contourner quelques-unes de ces limitations à travers un modèle théorique du financement du DEL dans les Pays les Moins Avancés (sous-section 3.3.2). Enfin, étant donné les caractéristiques socio-économiques des PMA, le DEL y présente une forte composante politique dans l'administration fiscale des recettes. Il nous convient donc d'énumérer un ensemble de variables externes qui vont également conditionner l'ensemble des hypothèses sous-jacentes au modèle développé.

3.2.1. Les limites des modèles de financement du DEL

Les modèles de financements du développement du développement local ont eu des vagues successives d'approches qui ont été testées par les États, les bailleurs de fonds internationaux et par les Institutions

⁷¹ Elle est souvent non-monétaire ;

de Bretton Woods depuis les années 1950. Un financement du Développement Économique Local pour les PMA, doit permettre de palier aux limitations des modèles théoriques dont l'applicabilité est restée difficile. En effet, ces approches caractérisées par le monisme des institutions internationales de financement n'ont pas abouti à une intégration des acteurs dans les territoires des économies les moins avancées d'une part, ni à une évolution des structures locales préluces à la croissance, d'autre part. Un mécanisme de financement qui demanderait un engagement et un renforcement des liens non mutuellement exclusifs, a plus de probabilité de réussite qu'un financement venant du haut pour atterrir dans les territoires. Les entrepreneurs, mairies, organisations de la société civile, organisations traditionnelles doivent avoir un intérêt à coordonner, interagir entre eux afin de provoquer le DEL dans le territoire. Ce dernier nécessite non seulement un engagement des liens marchants entre acteurs, mais aussi des liens non-exclusivement marchants au sens de Pecqueur (Ferguène, 2005; Pecqueur, 2000). Ces formes de liens sont les plus susceptibles de provoquer une intégration économique et sociale et de provoquer la transformation du territoire d'une économie moins avancée. Un ensemble de limitations des modèles empêche ce DEL.

A. Des structures organisationnelles et institutionnelles

L'expérience du monisme des institutions de gouvernance économique onusiennes, a montré les limites des stratégies de financement du développement (*one size fits all*) appliquées aux économies du monde en développement et aux Pays les Moins Avancés. Dans « Democratizing the International Monetary Fund and the World Bank : Governance and Accountability », J. Stiglitz analyse l'efficacité de la gouvernance de l'IMF et de la Banque Mondiale (Stiglitz, 2003). Selon la BM, l'aide au développement pourrait conduire à une croissance plus forte si les pays qui la reçoivent mettaient en place des politiques et des institutions de gouvernance saines telles que des politiques macro-économiques stables et des politiques de lutte contre la corruption. Cependant, l'expérience des PMA (et des PVD) a montré que lorsque les programmes sont imposés, les gouvernements travaillaient encore plus pour les contourner, et les partis d'opposition les démantelaient dès qu'ils remplaçaient leurs prédécesseurs (Stiglitz, 1991; 2003). Cette conclusion et les critiques des politiques économiques de stabilisation des institutions dans les économies en développement et les économies les moins avancées, ont mis en doute l'efficacité des politiques de financement à conditionnalités qui avaient été utilisées.

D'autres modèles théoriques sont donc à rechercher en considérant un changement des économies qui viendrait de l'intérieur afin de compléter les modèles de financement. Deux écoles de pensée se penchent sur le problème de l'évolution des économies et sur le rôle des institutions et des innovations dans les transformations structurelles : les écoles de pensée évolutionnistes et institutionnalistes. La première aborde l'approche du développement économique qui tient compte du changement de système recherché et provoqué par l'innovation. Ces transformations internes viennent du rôle clé de l'entrepreneur dans le système. Dans l'approche institutionnaliste, la problématique est d'appréhender le rôle des mécanismes institutionnels dans la dynamique des changements économiques et structurels.

L'école évolutionniste regroupe l'ensemble des paradigmes et des modèles cherchant à expliquer les conditions de rupture de l'équilibre maintenu dans les économies et ceux affectant les processus d'innovation. Les travaux de Nelson et Winter dans « An Evolutionary Theory of Economic Change » (1982) (Nelson & Winter, 2002) constituent le moment fondateur de ce courant de pensée dans sa version moderne. Cet ouvrage s'inscrit dans la suite des travaux de Schumpeter et propose une théorie où la sélection laisse place à l'adaptation, à travers trois concepts clés construits sur l'organisation (les procédures ou les routines ; l'exploitation (ou *search*) et la sélection ou encore les « réponses aux situations ») d'où prennent naissance les compétences d'adaptation. L'histoire de l'organisation va ainsi conditionner ses possibilités d'évolution. Ces analyses mettent l'accent sur l'importance et sur la complexité des phénomènes de croissance et d'innovation.

Lou Gerstner, CEO de IBM écrivait : « *I came to see, in my time at IBM, that culture isn't just one aspect of the game ; it IS the game* » (Je suis venu voir, à mon époque chez IBM, que la culture [organisationnelle] n'est pas seulement un aspect du jeu ; c'est le jeu) (Morgan, Malek, & Levitt, 2008). Les comportements qui permettent à la société de fonctionner de façon satisfaisante et efficace sont choisis et transmis à travers les générations sous forme de règles et de valeurs, que personne n'a pu et ne pourra parvenir à une compréhension détaillée de l'ensemble des mécanismes qui ont fait passer une règle d'une somme de comportements individuels à un effet collectif (Diamond, 1980).

Ces concepts de sélection naturelle et d'évolution, s'inscrivent de même dans les travaux de Thorstein Veblen, *Why is Economics not an Evolutionary Science ?* (1898) et montrent l'importance de l'économie dans les explications des changements sociaux et dans le développement social. Aussi, les institutions de l'économie sont-elles traversées par deux instincts de base, l'instinct artisan et l'instinct prédateur. Par l'instinct artisan, l'homme s'enrichit au travers de son travail et la « domestication rationnelle de la nature ». Cependant, par son instinct prédateur, le genre humain veut déposséder autrui de ses biens et des résultats de son travail (Veblen, 1898). Enfin, c'est par un comportement d'innovations des entrepreneurs que les transformations des structures économiques et des institutions vont recevoir l'impulsion de départ permettant de transformer les territoires, les organisations pour le DEL.

Selon Veblen (1898) et North (1991), les institutions sont des systèmes structurant les interactions entre les personnes. Ces institutions rendent les actions et les interactions prévisibles améliorant ainsi l'environnement économique des affaires et les problèmes d'efficacité (Arena & Lazaric, 2003; North, 2008; Veblen, 1898). Dans son approche du développement économique, North propose que ce soit par l'intermédiaire du commerce (transactions et spécialisations) que les économies puissent atteindre la croissance. Le développement vient des institutions qui réduisent les coûts de transactions des échanges. L'emphase est mise sur l'idée que le développement économique doit prendre en compte l'évolution des institutions politiques et économiques qui créent l'environnement propice à l'accroissement de la productivité. Les institutions contraignent les comportements des individus à travers des règles qui sont soit formelles (telles que les constitutions, les lois, les réglementations), soit informelles (telles que les normes, les conventions, les codes de conduite). C'est à travers des incitations plus que des obligations que les institutions influencent les actions des individus.

L'ensemble de ces incitations et ces règles est réuni à travers les organisations et oriente l'économie dans un sens favorable ou non. Ces incitations dans certaines conditions peuvent conduire à des performances de long terme positives. Pour l'école institutionnaliste, la façon dont les organisations « jouent » dans le cadre des « règles du jeu » que sont les institutions, rétroagit sur ces règles elles-mêmes, pour susciter un « changement institutionnel ». Ces concepts rentrent dans le cadre de notre problématique. En effet, d'une part en cherchant des changements des structures économiques du DEL

dans les PMA via le rôle de l'entrepreneur, et des institutions (autorités locales, organisations locales, organisations intermédiaires), et d'autre part en considérant l'importance de la particularité et des incitations à apporter aux capitaux et programmes pour provoquer les stimuli nécessaires à une transformation du système. La rétroaction anticipée ici, permettrait d'avancer un effet auto-entretenu dans la transformation voulue dans les PMA.

Dans une théorisation des processus permettant de comprendre la problématique du financement du DEL dans les PMA, il est à considérer une stratégie soutenue par les éléments déclencheurs de l'évolution économique identifiée par les théoriciens évolutionnistes et institutionnalistes, et par une double approche⁷². La réponse essentielle qui guidera la formalisation du DEL dans les PMA, via un mécanisme de financement adéquat ou particulier, viendra des effets déclencheurs et de leurs liens avec les acteurs catalyseurs de la croissance et le développement économique et social d'un territoire. Une synthétisation du rôle des institutions, des règles (formelles, informelles et aussi traditionnelles) et de leur importance pour le DEL apparaît en suivant les approches de ces deux écoles (Nelson & Winter, 2002; North, 2008; Veblen, 1898). En considérant aussi les points qui rendent les transactions inefficaces dans les PMA, notamment la gestion et les difficultés de circulation de l'information, nous pourrions à la fin proposer une synthétisation du financement du DEL dans les PMA comprenant l'importance des catalyseurs (innovations, entrepreneurs, institutions, mécanismes de financement) dans la modification des structures économiques pour atteindre une croissance qui permette un développement économique et social.

B. L'environnement externe : obstacle aux PPP dans les PMA

L'État et l'institution privée engagés dans un partenariat sont responsables de la réalisation d'un projet complexe pendant une longue période où des changements du contexte politique et des conditions du marché vont surgir. Les facteurs de succès et de gestion identifiés par les chercheurs les plus fréquents sont liés aux capacités managériales des deux partenaires. Ainsi, les éléments de management

⁷² Pédagogique et transformatrice par les capitaux et les programmes engagés dans le DEL, pour la transformation des règles formelles et informelles des institutions.

nécessaires à un Partenariat Public-Privé bien mené nécessitent un fort niveau d'engagement du gouvernement (de l'État). Les plus hautes autorités du secteur public doivent être les champions du projet PPP (Conrad, 2011) et assurer la continuité des programmes lorsque les gouvernements changent. Le succès managérial d'un PPP exige une autorité partagée, une expertise, des innovations techniques des deux parties (Conrad, 2011; Jefferies, 2006). Ainsi, le partenaire public doit être bien choisi et être celui qui offrira le meilleur rapport qualité/prix (Aziz, 2007) et non nécessairement la proposition la moins onéreuse. Par conséquent, un consortium privé fort avec la capacité financière et l'accès à d'autres mécanismes de financement, sont quelques-unes des capacités de gestion d'un partenaire privé robuste qui serait susceptible de conduire à un PPP à terme. La perception et la répartition des risques, la rémunération des entrepreneurs et, enfin, les spécifications de performance et les méthodes de gestion sont d'autres facteurs de succès que le gouvernement et l'organisation privée engagés dans cet effort conjoint doivent posséder (Li et al., 2005; "Sustainable PPPs: A comparative approach for road infrastructure," 2015).

Une identification et une gestion adéquate des risques internes et externes associés aux partenariats détermineront le succès des initiatives conjointes privées-publics (J.-H. Kim et al., 2011). Un accord à long terme, entre l'institution publique et l'établissement privé, implique la disponibilité d'un cadre politique, institutionnel et juridique adéquat (Li et al., 2005). La stabilité et le soutien politique, l'engagement en matière de transparence, la disponibilité du cadre institutionnel et juridique des PPP sont donc essentiels à la réalisation d'un projet d'infrastructures exécuté au moyen d'un PPP (Jefferies, 2006; J.-H. Kim et al., 2011; "Sustainable PPPs: A comparative approach for road infrastructure," 2015). En somme, si l'on considère la manière dont un objectif commercial est atteint dans les meilleures conditions possibles, ces principes peuvent être utilisés pour appréhender les éléments nécessaires à la réussite et à la mise en œuvre d'un partenariat du secteur privé avec le secteur public. Certains des facteurs de succès peuvent également être analysés comme des obstacles à la réalisation de tout projet de financement de développement local. Les facteurs de succès varient selon les différents chercheurs et selon les contextes, mais il semble que le véritable défi pour les succès des PPP et les financements du DEL dans les Pays les Moins Avancés dépend des capacités du gouvernement et de l'institution privée à gérer les risques à long terme conditionnellement aux chocs externes.

En outre, nous avons souligné que l'objectif d'un partenariat d'une institution publique avec le secteur privé était d'obtenir des gains d'efficacité et une optimisation des ressources locales. Toutefois, le niveau de corruption, la fragilité économique et le manque de capacités gouvernementales diminueront l'impact espéré et les performances des financements engagés dans un territoire. En effet, la corruption augmente le prix des transactions et rend confus les objectifs réels du gouvernement et des fonctionnaires (Luiz, 2010; Zagainova, 2012). Ces situations rendent les risques internes et externes de PPP difficiles à anticiper et à gérer dans un accord contractuel de long terme (Rebeiz, 2011). Ces coûts affecteront la performance dans la prestation de services d'un PPP, car cela augmentera le prix du service même si le gain d'efficacité a été obtenu.

Comme mentionné précédemment, la stabilité de l'environnement politique et de l'environnement économique est un des facteurs de succès et elle a un impact significatif sur la performance de la prestation de services, sur les infrastructures développées et le développement localisé. Ces éléments font partie de l'environnement général des Pays les Moins Avancés. Or, ce sont ces niveaux faibles de revenu par habitant, des ressources humaines et la vulnérabilité économique, qui en fait définissent la catégorie des Pays les Moins Avancés (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, 2016; UNCTAD, 2014). Le contexte de ces économies est un obstacle considérable aux financements du DEL à travers ces mécanismes. Ces risques économiques et politiques doivent être gérés et anticipés car ils affectent la performance de toutes les formes de financements engagés pour le DEL.

3.2.2. La construction du cadre théorique du financement du DEL dans les PMA : propositions et hypothèses

Un financement adapté du DEL dans les économies les moins avancées devrait permettre de contourner les limitations des modèles théoriques eu égard aux particularités des Pays les Moins Avancés. En général toutes les modalités de financements identifiées ne peuvent être appliquées dans les PMA de manière « pure » ou stricte, et obtenir un résultat durable. Aussi, la solution ne peut résider uniquement dans des financements publics, ni passer totalement par des fonds du secteur privé ou internationaux

pour que le développement local puisse être une réalité dans ces économies. Pour que le DEL puisse être une réalité, il ne faut pas s'appuyer uniquement sur des financements publics ou privés ou internationaux. La solution du financement du DEL devrait passer par des fonds ou des programmes du DEL qui renforcent l'intégration des acteurs sur le territoire par la transformation des liens formels et informels inter-organisationnels, l'intégration verticale et horizontale des entrepreneurs et des organisations. Ceci permettrait un transfert de compétences, augmenterait le capital social et provoquerait une valeur ajoutée économique plutôt qu'une valeur ajoutée financière.

L'exercice engagé dans cette thèse porte sur l'analyse de phénomènes incontournables pour les pays en développement et pour les Pays les Moins Avancés : le développement local, la réduction de la pauvreté en milieu rural, l'augmentation des niveaux de revenus et des capacités des gouvernements locaux. Notre thèse vise à construire une théorisation des financements et des options de développement local adaptée aux particularités des économies les moins avancés. Nous supposons que dans le cadre des PMA, les effets auto-entretenus du financement du DEL dans les PMA s'obtiendront par un renforcement des liens mutuellement bénéfiques et mutuellement non-exclusifs entre les acteurs du DEL, par une transformation des règles formelles et informelles des institutions engagées dans le DEL et, enfin, à travers l'acquisition par les acteurs de la capacité à gérer collectivement les gains obtenus par les effets de leviers des financements dans le temps. L'établissement de « liens mutuellement bénéfiques et mutuellement non-exclusifs » entre les acteurs locaux peut se comprendre avec la réalisation de deux idées de base. D'abord, la supposition que les liens créés via les mécanismes de financements adoptés lors de l'exécution des programmes ou des initiatives de Développement Économique Local, provoquent et maintiennent dans le temps des liens stratégiques entre acteurs locaux. Ensuite, les liaisons (stratégiques, opérationnels, sociaux...) et les gains obtenus par les programmes bénéficiant à tous les acteurs, ont la caractéristique de ne pouvoir se pérenniser sans l'apport stratégique continu de tous les acteurs impliqués dans le DEL.

A partir de la revue de la grille des approches théoriques et des limites des théories par rapport aux caractéristiques des Pays les Moins Avancés, nous développerons plusieurs hypothèses sur la façon dont les financements, les interventions des municipalités/gouvernements locaux, et les entrepreneurs locaux peuvent influencer les territoires des PMA. En effets les propositions du cadre théorique sont des

déclarations sur des concepts qui peuvent être considérés comme vrais ou faux en attendant une vérification empirique (Blumberg et al., 2014).

A. Les interventions multiples dans le financement des territoires : la Variable Indépendante

Les créations des liens entre les acteurs, que ce soit des liens verticaux ou horizontaux⁷³ (Bateman, 2013; Pecqueur, 2000) impliquent une interconnectivité dans le territoire de manière productive et transforment les règles formelles et informelles en provoquant des chaînes de valeurs pour un DEL. Les investissements en infrastructures qui permettent d'obtenir un retour sur investissement, qui demandent la coopération d'acteurs de divers horizons (publics-privés-internationaux) et ayant contribué à l'investissement initial (soit en nature ou en espèces), sont les plus susceptibles de produire l'effet désiré dans les PMA.

Les quelques cas de succès du DEL que l'on peut relever sous cette formule sont les programmes de Capital for Development, le programme SEILA au Cambodge, certains programmes de l'UNCDF, des investissements en infrastructures (Bond et al., 2012), des Partenariats Publics Privés accompagnés de fonds internationaux et de programmes de renforcement des capacités managériales, techniques et un renforcement en équipements.

Tous les mécanismes de financement du DEL n'ont pas permis jusqu'ici de provoquer une coordination des acteurs. Or, un financement qui demanderait un engagement et un renforcement des liens non mutuellement exclusifs entre les acteurs locaux du DEL (c'est-à-dire où les acteurs doivent avoir un intérêt à maintenir une forme de coopération) ont une probabilité de réussite plus élevée. Étant donné les caractéristiques des PMA, nous pouvons avancer qu'un financement que l'on peut désigner comme

⁷³ Les acteurs intégrés horizontalement par des clusters, des réseaux et verticalement par la sous-traitance, les chaînes d'approvisionnement, les marchés publics etc.

« mixte » parce qu'il inclut les partenaires privés, les gouvernements locaux et internationaux sont les plus aptes à avoir un effet significatif. Aussi, émettons-nous les hypothèses suivantes :

Hypothèse no 1 :

Il est possible d'obtenir des impacts des financements dans les territoires en utilisant un panier de financement articulant l'apport financier des différents acteurs : gouvernement local, gouvernement central, institutions internationales. Le mixage des financements du DEL obtenus entre les États-Gouvernements-Locaux-Institutions Internationales est nécessaire afin d'atténuer les limitations des ressources financières, humaines et techniques, de renforcer les liens entre les institutions (formelles & informelles) et les engagements des acteurs des territoires à travers des partenariats entre les institutions.

B. Les interventions des acteurs publics et privés du DEL dans les territoires :

les Variables Modératrices

Un fonctionnement adéquat du DEL se traduit par des effets d'entraînement et des interdépendances entre les acteurs d'un territoire (gouvernement local, micro et moyennes entreprises, associations, etc.). Les réseaux locaux de production, de collaboration et de capital social ainsi créés contribuent à l'augmentation des capacités des acteurs, du niveau d'emploi et des revenus dans un territoire. Ensuite, le succès du DEL dans les PMA repose aussi sur les mécanismes de coordination et la création de liens entre les programmes du DEL et également entre les acteurs locaux des territoires. Celui-ci va au-delà de la notion de décentralisation mais implique une prise en main des acteurs locaux de la destinée du territoire. Cette gouvernance des acteurs permet un dialogue inter-organisationnel, inter-institutionnel pour l'usage, le paiement des redevances, la planification et le financement des initiatives du DEL.

a. La gouvernance locale comme variable modératrice

Nous supposons que le second élément de succès des programmes du DEL dans les PMA survient lorsqu'il existe une bonne coordination des acteurs dans les territoires. La Gouvernance locale dans les

pays du sud se réfère à : « la recherche de nouveaux modes d'organisation territoriale et d'une conception moderne du management local transcendant les politiques sectorielles » (Ferguène, 2005). Qu'elle soit provoquée ou spontanée⁷⁴, la gouvernance renvoie aux mécanismes de conduite d'une structure ou d'un ordre qui ne sont pas imposés de l'extérieur, mais qui résultent de l'interaction d'un certain nombre de groupes qui s'influencent mutuellement (Mollard et al., 2007). Le DEL dans ces économies requiert la coordination logique de plusieurs acteurs à finalité et vocation différentes : secteurs publics, privé et international. L'objectif étant de modifier les règles de gouvernance routinières. En effet, jusqu'ici les stratégies des acteurs du DEL dans les PMA sont des stratégies de dominances ou le dialogue inter-institutionnel est soit inexistant soit insuffisant. La carence de dialogue institutionnel provient d'une relation strictement verticale existant entre les gouvernements centraux et les collectivités territoriales des PMA. Ce manque de concordance se reflète aussi sur l'inexistence et l'incohérence entre les budgets nationaux, les stratégies de développement nationales, les plans de développement communaux et les budgets alloués aux municipalités (Chapitre II). La problématique reste le niveau de la dépendance des budgets communaux, l'engagement des municipalités dans les territoires et leur capacité à créer un environnement propice au Développement Économique Local. Le renforcement des liens existant entre les acteurs du DEL passera par un financement d'un programme du DEL adéquat où tous les différents acteurs locaux peuvent intervenir, où la cohérence économique surpasse la logique de rentabilité financière dans la recherche d'une valeur ajoutée économique et la création d'un cercle vertueux fiscal bénéfique pour le territoire. Ces « *Soft skills* » lors de la mise en œuvre des programmes de financement du DEL feront la différence entre les programmes qui vont réussir et ceux qui échoueront. En conséquence, nous nous attendons donc à ce que :

Hypothèse no 2 :

Les acteurs économiques locaux ont des règles de gouvernances formelles et informelles qui peuvent être modifiées à travers des partenariats avec des institutions internationales et des institutions privées.

Hypothèse no 3 :

Les effets auto-entretenus du développement économique local dans les Pays les Moins Avancés résultent de l'action coordonnée des agents économiques dans le temps ; action qui provoquerait un

⁷⁴ Cas du territoire informel créé après 2010 dans l'Ouest de Haïti « Canaan »
(source : <https://www.internews.org/>)

changement des stratégies de domination en des stratégies de coopération. La logique de changement des stratégies en vigueur vient d'une transformation des règles formelles et informelles des institutions locales (acteurs) en supposant que ces dites « règles de gouvernance » puissent être modifiées dans un laps de temps raisonnable (court terme - cinq ans).

b. L'entrepreneur créateur comme variable modératrice

Nous supposons que le troisième élément de succès des programmes du DEL dans les PMA réside dans un engagement des micro-entrepreneurs. En effet, une nouvelle classe d'entrepreneurs devrait émerger transformant les dirigeants des petites, des moyennes entreprises et des microentreprises en de véritables entrepreneurs capables de saisir les opportunités créées par un programme du DEL (Bond et al., 2012; Guglielmi, 2009; Hasan, 2008). L'augmentation supposé des revenus des entreprises est la base de l'initiation du cercle vertueux fiscal⁷⁵. En effet, sous réserve de l'amélioration des capacités de mobilisation des revenus fiscaux des gouvernements locaux, à un accroissement des recettes fiscales, devrait suivre un accroissement des investissements et des financements du DEL dans les PMA. Alors que la capacité des gouvernements locaux à provoquer la coordination des acteurs du DEL est essentielle, la capacité des microentreprises à saisir les opportunités créées par les programmes du DEL est un facteur de succès des financements du DEL dans les PMA.

Aussi, dans les PMA, il convient, en reprenant les étapes de la croissance économique de Rostow, de faire passer les économies locales d'une société traditionnelle à une société ayant les conditions préalables au décollage. Cette étape dans le développement des économies se caractérise par des mutations structurelles profondes au niveau des mentalités, du développement du secteur bancaire et des gains de productivité au sein du secteur agricole (Gillis et al., 1998). C'est ce qu'il convient de provoquer au niveau local dans les PMA afin de donner la première impulsion nécessaire qui catalyserait les activités économiques. C'est également durant cette période que devrait apparaître l'« entrepreneur schumpétérien » qui, par son action, va révolutionner les méthodes de travail, transformer les institutions et l'environnement où il opère. La valeur ajoutée du DEL sera de générer des revenus fiscaux

⁷⁵ Cercle vertueux qui est provoqué par l'augmentation de l'assiette fiscale, entre autres.

additionnels et des créations d'emplois décents dans les territoires. Cet effet sera d'autant plus important que les initiatives entrepreneuriales sont importantes⁷⁶. Ce qui fait de cette variable (interventions des entrepreneurs-créateurs) une variable modératrice du modèle du DEL dans les PMA. En conséquence, nous supposons que :

Hypothèse no 4 :

Les microentreprises formelles et informelles des PMA sont aptes à utiliser leurs surplus de production pour améliorer leurs capacités créatrices de production pour identifier les opportunités d'engagements dans un territoire adoptant une logique capitaliste d'expansion.

c. L'impact des financements sur les territoires dans les PMA : le DEL comme Variable Dépendante

Nous avançons dans cette thèse que les financements mixtes dans un territoire devraient conduire à une augmentation des activités économiques locales. Un Développement Économique Local réussi se caractériserait par des effets de levier, des « *Spill-over effects* », par un accroissement des revenus locaux suite aux interventions des entrepreneurs-créateurs et en raison de la bonne gouvernance engendrée par les autorités locales⁷⁷. Au final, nous disons que les financements mixtes implémentés dans un territoire provoqueront un impact sur les revenus des agents économiques, spécialement lorsqu'il y a un engagement des entrepreneurs-créateurs et une gouvernance suffisamment efficace des acteurs locaux (publics, privés ou de la société civile). Et, si cet impact est auto-entretenu dans le temps, nous serons en présence d'un DEL dans les PMA. Effectivement, l'impact des financements dits « mixtes » sur le territoire (DEL), devrait être aussi intense que l'esprit d'entreprise chez ces entrepreneurs/créateurs qui sont une des variables modératrices incontournable du système du DEL.

⁷⁶ Les programmes peuvent être accompagnés d'éléments « soft » permettant de combler les lacunes de gouvernance des acteurs principaux du modèle (gouvernement locaux et micro-entrepreneurs-créateurs).

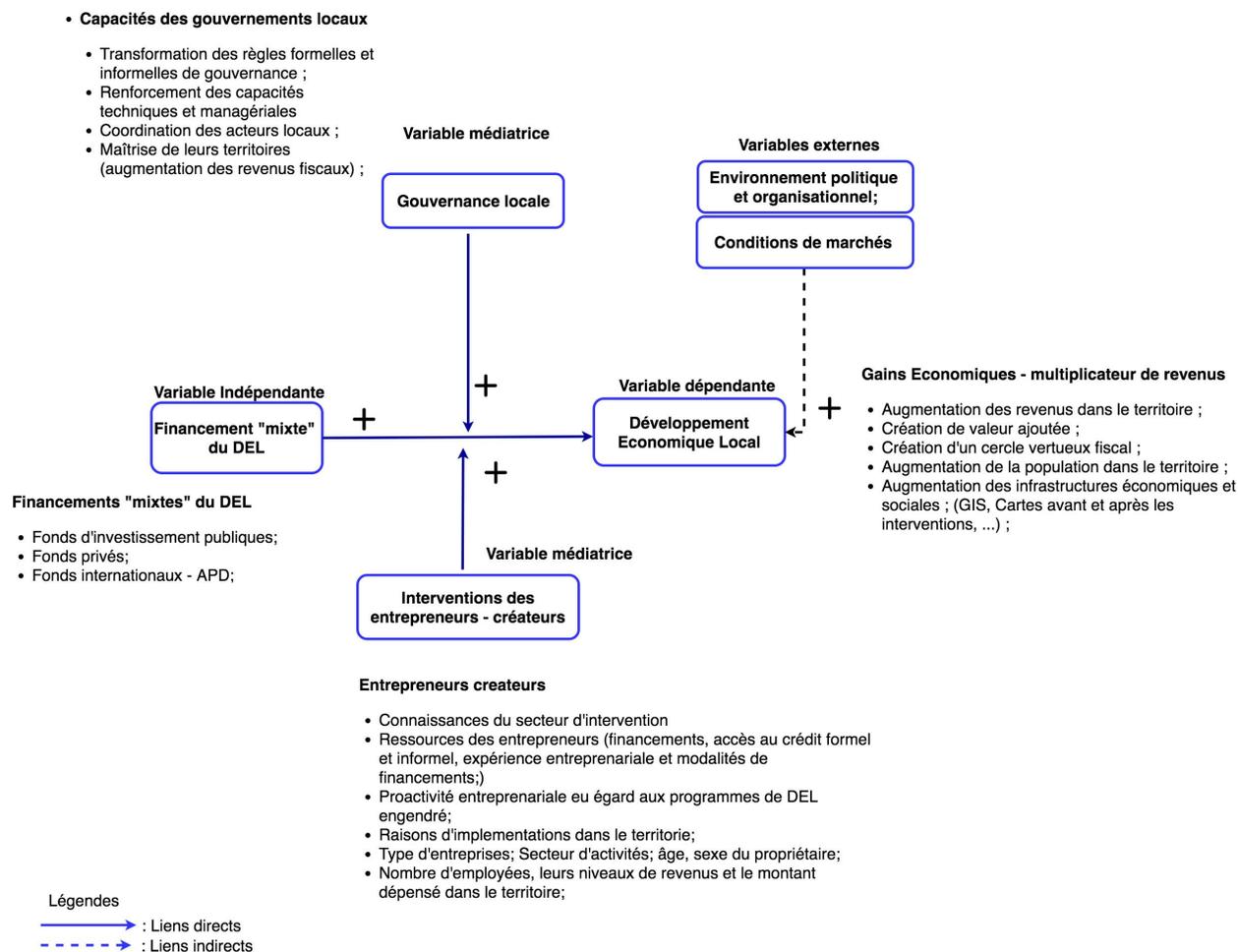
⁷⁷ Ou peut-être par d'autres acteurs possédant le leadership dans la communauté ?

C. Le modèle théorique

Le DEL local dans les PMA est un système fermé à court terme mettant en place l'interaction des acteurs socio-économiques où les flux entrants seraient égaux aux flux sortants dans le territoire. Cette hypothèse de recherche est nécessaire, car elle permet non seulement de mesurer l'impact des interventions de financements dans un territoire, mais aussi d'envisager la possibilité que les modifications des règles de gouvernance des acteurs proviennent effectivement des liens entretenus avec d'autres acteurs d'un territoire. L'articulation des variables présentées dans les sections précédentes et les relations de dépendances, peut-être synthétisée dans le modèle ci-après (Figure 30).

L'utilisation de mécanismes de financement avec les apports des différents acteurs publics, privés et internationaux (variable indépendante), dans les territoires des PMA peut potentiellement apporter une contribution positive et significative au développement économique local (variable dépendante), en particulier en générant des emplois, de la valeur ajoutée, des augmentations en termes d'infrastructures économiques et sociales, et la création d'un cercle vertueux fiscal. Les revenus collectifs et les activités connexes profitent aux communautés et peuvent rendre le DEL significatif pour la réduction de la pauvreté locale, engendrant le cercle vertueux du développement local. L'ensemble de ces effets positifs, provoquera un développement localisé dans les territoires (variable dépendante).

Figure 30. Modèle théorique du financement du développement local dans les Pays les Moins Avancés



Source : Réalisé par l'auteur

Les financements mixtes peuvent aider à développer les collectivités dans les Pays les Moins Avancés en apportant des capitaux, des connaissances et d'autres ressources supplémentaires. Les conséquences spécifiques des investissements dans les localités par ces formes de financements peuvent être de plus en plus importantes selon deux dimensions : une intervention des gouvernements locaux et des entrepreneurs/créateurs/innovants. Ces deux variables sont les variables modératrices du modèle théorique du DEL dans les Pays les Moins Avancés. En outre, les conditions de marchés défavorables et l'environnement politique typique (variables externes) aux Pays les Moins Avancés peuvent affecter négativement le développement local.

Conclusion du Chapitre III

L'objectif de cette thèse est de théoriser et de conceptualiser le financement du DEL adapté aux Pays les Moins Avancés. Dans ce Chapitre III, nous avons procédé à une récapitulation des approches théoriques relatives aux interventions des acteurs dans les territoires des Pays en Voie de Développement et des Pays les Moins Avancés. En général, les théories n'ont pas été développées en ayant pour centre d'intérêt les financements du développement local et leurs conséquences dans le cadre des Pays les Moins Avancés. L'objectif de ce Chapitre a été de déconstruire les théories relatives au financement du développement local notamment sur une base des essais et des échecs des bailleurs de fonds et des États dans les territoires. Nous avons vu dans une approche historique que les théories traitent de la transformation des territoires à partir des modes de financement et des modèles exécutés dans les PVD et dans les PMA. Ce Chapitre III a été construit en ayant pour guide la problématique et la sous-question de recherche dérivée de la question principale de la thèse, c'est-à-dire :

- Existe-t-il une différence significative entre les financements du DEL réalisés suite aux interventions étatiques et les financements avec l'implication des donateurs internationaux ? Quels avaient été les modalités de financements du DEL mis en place dans les PVD et PMA et quels avaient été les résultats obtenus ?

Les approches économiques et managériales sont composées de trois grands paradigmes : les approches néo-classiques du financement, les modèles de financements basés sur la demande et les modèles de financement par les partenariats publics et privés. Les premiers modèles du DEL s'inscrivaient dans le cadre de la continuité des théories du développement moderne. L'approche néo-classique proposait des interventions directes des financements des bailleurs de fonds qu'ils soient publics, privés ou internationaux dans les zones rurales. Ces modèles étaient fondés sur l'hypothèse que les agriculteurs avaient besoin de capitaux afin de financer l'achat d'équipements. Ces modèles ont subi des échecs étant donné la nature fragmentée des marchés financiers (notamment le secteur bancaire) dans les économies à faibles revenus. Les banques par exemple offraient peu ou pas de services aux résidents des zones rurales. En plus les interventions n'avaient pas eu d'effets réels pour le DEL, les mesures ayant été

remplies de politiques partisans et de corruption profitant aux grands producteurs ou à ceux qui étaient proche du pouvoir politique du moment.

Les modèles appuyés sur la demande de financement par contre avaient été de nouvelles politiques ayant pour finalité contourner les insuffisances des marchés qui n'avaient pas été prises en considération avec les politiques néoclassiques. L'objet de ces interventions par la demande avaient été d'induire un système d'allocation des ressources et d'associer l'offre de financement à une demande formulée par les acteurs, et de provoquer leur inclusion dans les territoires. La résultante serait un système financier performant indispensable à l'innovation et à l'esprit d'entreprise. Alors que la microfinance n'a pas apporté les résultats espérés, il existe cependant une catégorie d'entreprises à soutenir à partir des approches de financement du DEL basées sur la demande. Le type d'entreprise à prendre en charge est une petite, moyenne ou grande entreprise qui détiendrait certaines caractéristiques particulières. Par exemple, ces entreprises doivent être formellement enregistrées et fonctionner selon toutes les exigences légales. Également, elles doivent être intégrées horizontalement par des clusters, réseaux. Il est préférable qu'elles soient aussi intégrées verticalement par des relations de sous-traitance, chaînes d'approvisionnement, marchés publics, etc.

La construction des infrastructures économiques et sociales par les Partenariats Publics-Privés peuvent également servir au financement du développement local. Effectivement, les Partenariats Publics Privés « permettent à différentes organisations de se soutenir mutuellement en combinant et en capitalisant leurs forces et leurs capacités complémentaires » (Andrews & Entwistle, 2010). Plusieurs types d'arrangements des PPP existent en fonction du niveau d'engagement des secteurs publics et privés dans les interventions ou dans le financement des programmes et des infrastructures (Silvestre & de Araújo, 2012).

Les critiques et les limitations des paradigmes et des approches théoriques du financement du DEL dans les PMA touchent à leurs hypothèses et à leurs applications dans le contexte particulier de ces économies. Un financement du Développement Économique Local pour les PMA, doit permettre de palier aux limitations des modèles théoriques dont l'applicabilité est restée difficile en raison des

structures organisationnelles et institutionnelles des acteurs locaux et de l'environnement externe (instabilité politique, économique et corruption). Dans une théorisation des processus permettant de comprendre le financement du DEL dans les PMA, nous avons proposé qu'une stratégie appuyée par les éléments déclencheurs de l'évolution économique identifiée par les théoriciens évolutionnistes et institutionnalistes ait plus de chances de succès. L'idée est de provoquer une pédagogie transformatrice par les capitaux et les programmes engagés dans le développement local et une transformation des règles formelles et informelles des institutions. La réponse essentielle qui guidera la formalisation du DEL dans les PMA via un mécanisme de financement adapté ou spécifique. Les changements viendront des effets déclencheurs et de leurs liens avec les acteurs catalyseurs de la croissance et le développement économique et social d'un territoire : les entrepreneurs-créateurs innovants et les gouvernements locaux.

Nous avons supposé que dans le cadre des PMA, les effets auto-entretenus du financement du DEL dans les PMA s'obtiendront par : 1) un renforcement des liens mutuellement bénéfiques et mutuellement non-exclusifs entre les acteurs du DEL ; 2) une transformation des règles formelles et informelles des institutions engagées dans le DEL et 3), à travers l'acquisition par les acteurs de la capacité à gérer collectivement les gains obtenus par les effets de leviers des financements dans le temps. L'établissement de « liens mutuellement bénéfiques et mutuellement non-exclusifs » entre les acteurs locaux peut se comprendre avec la réalisation de deux idées de base. D'abord, la supposition que les liens créés via les mécanismes de financements adoptés lors de l'exécution des programmes ou des initiatives de Développement Économique Local, provoquent et maintiennent dans le temps les liens stratégiques entre acteurs locaux. Ensuite, les liaisons stratégiques, opérationnels, sociaux, et les gains obtenus par les programmes bénéficiant à tous les acteurs, ont la caractéristique de ne pouvoir se pérenniser sans l'apport stratégique continu de tous les acteurs impliqués du DEL.

Il devient donc difficile de proposer une estimation directe des effets des mécanismes de financements du développement local dans les Pays les Moins Avancés sans tenir compte des processus sous-jacents à cet impact anticipé. En conséquence, ce Chapitre nous a permis d'élaborer le cadre théorique et les hypothèses relatives au modèle théorique développé. Il nous faudra accéder à un terrain approprié pour les mesures et les transformations et observer les transformations des variables du cadre théorique. Le Chapitre IV aura aussi pour objectif de développer des outils méthodologiques permettant d'étudier les

acteurs, les mécanismes et les transformations des territoires ; nous verrons une grille analytique permettant de comprendre ces interactions, ces fondements, ces mécanismes et ces enjeux.

**CHAPITRE IV. ANALYSE
EMPIRIQUE : L'ELABORATION
DU CAS D'ETUDE**

Introduction du Chapitre IV

Notre travail se propose de construire une théorisation des mécanismes de financement du Développement Économique Local dans les Pays les Moins Avancés et cherche à élaborer des options stratégiques permettant de comprendre comment provoquer un changement du système économique et social d'un territoire, à travers un financement adéquat et des programmes de développement local appropriés. Quel paradigme épistémologique retenir afin de mieux appréhender le processus de transformation des territoires par les financements du DEL dans les PMA ? Quels outils analytiques retenir pour construire une approche qui engloberait les multiples facettes économiques et managériales inhérentes aux PMA ? De plus, le « Contexte » dans lequel le phénomène est examiné (le DEL dans les PMA) peut être considéré comme une variable externe en lui-même. Comment peut-on mesurer le DEL dans les territoires de ces économies ? Ces questions, sont essentielles afin de confronter notre modèle conceptuel à la réalité des terrains des économies les moins avancées.

Nous nous posons en fait des questions épistémologiques : comment pouvons-nous comprendre et mesurer les réalités du DEL dans les PMA ? L'approche constructiviste pragmatique est retenue afin de connaître et d'expliquer des phénomènes observables. L'hypothèse d'ordre épistémologique est que la vérité recherchée est connaissable à travers l'expérience vécue par le chercheur et celle des acteurs (Chatelin, 2005; Gavard-Perret et al., 2012). En effet, l'idée du « constructivisme est que les faits étudiés sont construits par les interprétations du chercheur et celles des acteurs, et que d'autres chercheurs et d'autres acteurs auraient pu les construire différemment » (Dumez, 2011). Il convient systématiquement d'interpréter les faits selon la perspective des acteurs du terrain, de l'immersion du chercheur dans le sujet d'analyse dans lequel il évolue, en faisant une mise en forme des données. Cela signifie que les données et les observations de terrain sont obtenues au moyen de *focus groups* (tables rondes), d'observations directes et participatives. Nous avons également pu consulter la documentation de deux institutions, deux bailleurs de fonds internationaux travaillant dans le financement du développement local afin d'observer et d'interpréter de manière codifiée le terrain d'analyse. L'ensemble des unités d'analyses avec des modes de financements mixtes (acteurs publics locaux, donateurs internationaux et populations locales), les interventions des entrepreneurs-créeurs et les différentes sources de

données empiriques prélevées directement dans un PMA, ont constitué l'Étude de Cas. Effectivement, notre compréhension du Développement Économique Local dans les Pays les Moins Avancés, demande un positionnement dans la recherche à plusieurs niveaux, afin de répondre à notre double problématique :

1. Quelle est l'importance des entrepreneurs-créateurs dans le DEL des PMA ? Les entrepreneurs- créateurs seraient-ils un catalyseur de la relation entre les financements et les activités économiques dans un territoire ? Ou seraient-ils à contrario une variable externe indépendante du système mais qui augmenterait les activités économiques dans les territoires ⁷⁸?
2. Quel est le rôle de la coordination des acteurs et de la transformation des règles formelles et informelles dans le DEL ? Quel est la place de la gouvernance locale et des interventions des acteurs internationaux (donateurs internationaux, organisations onusiennes et organisations internationales publiques) dans ce processus ? Qui doit initier cette gouvernance ?

Dans les Chapitres précédents, nous avons dressé le cadre et la problématique du financement du développement local dans le contexte des Pays les Moins Avancés. Étant donné les caractéristiques du développement local dans ces économies, les modalités de financements traditionnels ont rapidement atteint leurs limites. En conséquence, il convient de comprendre à quoi ressemble un processus de développement local ayant réussi dans un cas considéré comme typique des PMA ; afin de définir et de déterminer les facteurs ayant conduit à ce succès, d'en construire les limites et, ceci, en considérant les mécanismes de financements adoptés.

Aussi, avons-nous démontré précédemment que les modalités des financements internationaux vers les PMA ⁷⁹ sont en net ralentissement depuis 2008, tandis que les financements nationaux restent insuffisants pour provoquer un développement économique local. Dans le Chapitre III, nous avons, à travers les théories de financements du DEL, établi un modèle conceptuel du financement du DEL dans les PMA. Il convient à présent d'élaborer les outils méthodologiques adaptés à la problématique, dans l'objectif

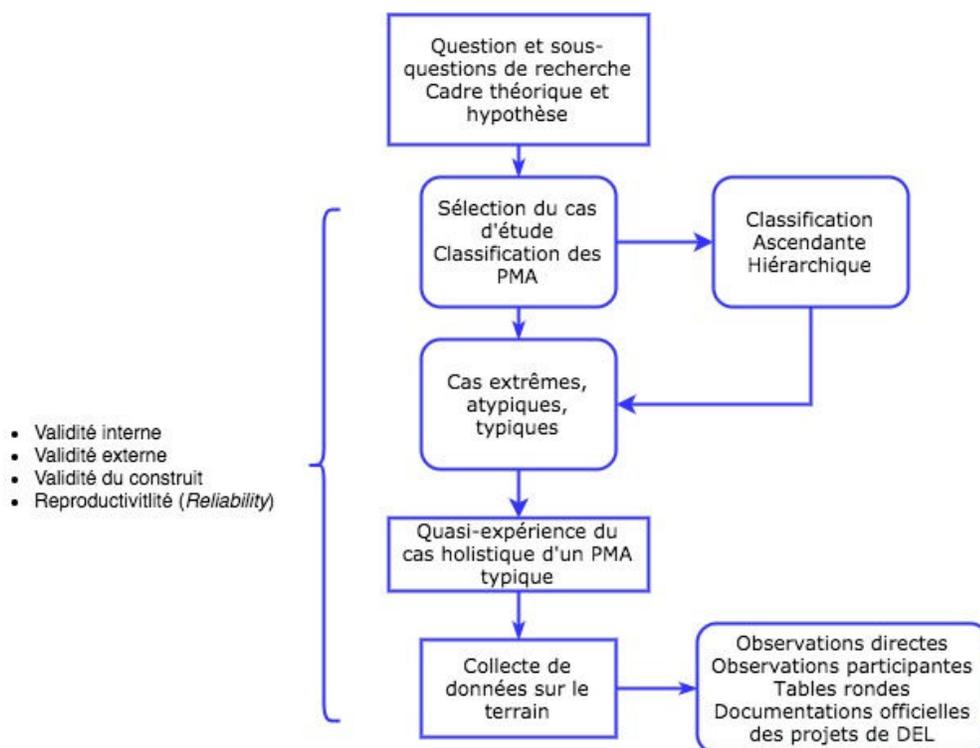
⁷⁸ ... dans un comportement similaire à des locustes anticipant et identifiant les opportunités

⁷⁹ APD, IDE, emprunts sur les marchés internationaux...

de confronter les propositions théoriques aux terrains d'étude. Cette confrontation du modèle conceptuel sera vue à travers des analyses qualitatives. Effectivement, nous nous concentrerons non pas uniquement sur la recherche de la mesure du degré de l'influence des mécanismes de financement du DEL et de l'importance des entrepreneurs-créateurs dans cet impact, mais aussi sur l'identification des mécanismes sous-jacents de la causalité supposée existante. L'étude d'un cas « typique » illustre une relation de cause à effet stable, et, de par sa construction, peut être également considéré comme un cas représentatif (Seawright & Gerring, 2008) du DEL dans les Pays les Moins Avancés.

L'ensemble des analyses qualitatives obtenues permettront, non pas une généralisation statistique des résultats entre les différentes économies les moins avancées, mais plutôt une généralisation théorique et analytique. L'étude d'un cas type n'est pas nécessairement généralisable sur l'ensemble de la population considérée, mais elle le sera d'un point de vue théorique (Blumberg et al., 2014; Marshall, Cardon, & Poddar, 2013; Seawright & Gerring, 2008; Yin, 2013). Toutes ces questions clés seront discutées dans ce Chapitre exposant dans un premier temps le contexte de la recherche et la méthodologie utilisée pour confronter le cadre théorique aux terrains. La Figure 31 synthétise le processus de démonstration de la problématique des outils de collecte de données.

Figure 31. Synthèse de la stratégie de recherche : du cadre théorique à la collecte de données sur le terrain



Source : construit par l'auteur

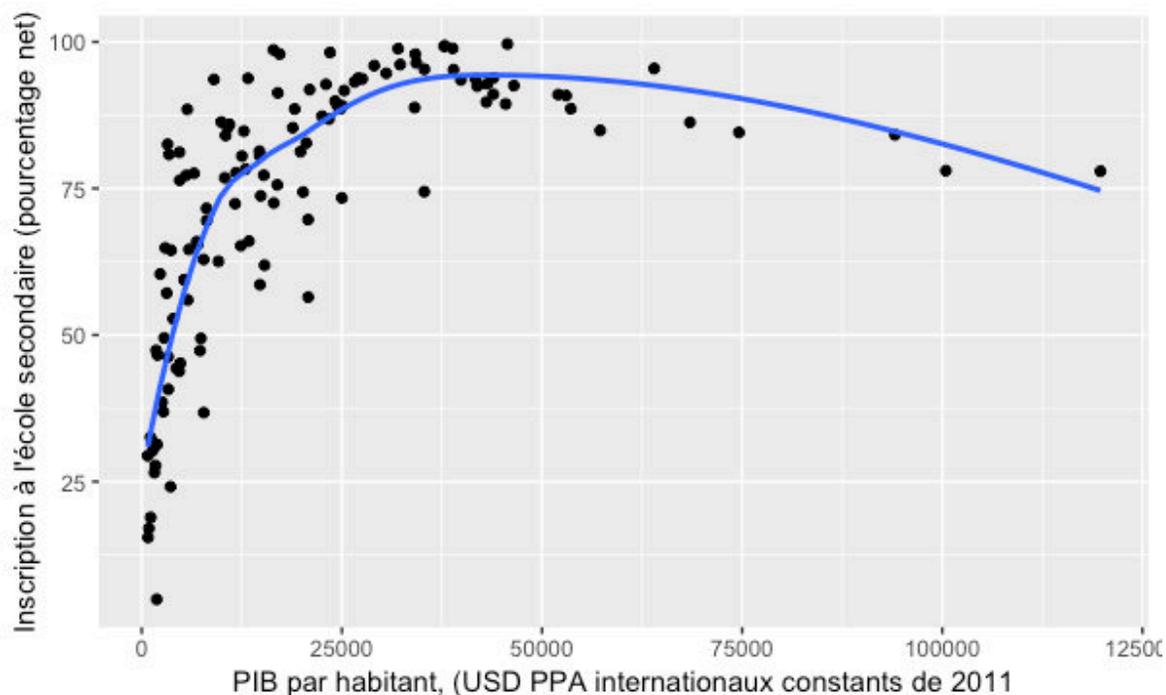
4.1. Contexte empirique singulier et sélection du cas d'étude

4.1.1. Les conditions de recherche et la disponibilité des données dans un des Pays les Moins Avancés

La recherche dans un PMA est compliquée et difficile en raison de ce qui est référé dans la littérature comme la « fragmentation » ou la « segmentation » des systèmes d'affaires africains (Fortanier & van Wijk, 2010), mais également à cause des héritages socio-économiques et politiques. La mise en œuvre d'un projet de recherche dans une économie moins avancée est sans exagération un exercice rude à cause des lacunes de capacités des ressources humaines et financières en général, et de la rareté de la recherche

dans ces économies (Figure 32 et Figure 33). Ainsi, la population locale est-elle souvent réticente à fournir des informations pour plusieurs raisons. L'héritage des dictatures et des troubles politiques provoquent des biais dans les réponses où les personnes interrogées fournissent la réponse jugée la plus appropriée suivant le contexte socio-politique. Encore, l'impact des interventions humanitaires qui avaient augmenté de 2010 à 2012 dans le cas typique, a également provoqué de mauvaises habitudes où la personne interviewée aura tendance à exagérer sa condition dans l'espoir d'obtenir un quelconque privilège de la part de l'organisation conduisant l'enquête et/ou de la personne qui conduit l'interview etc.

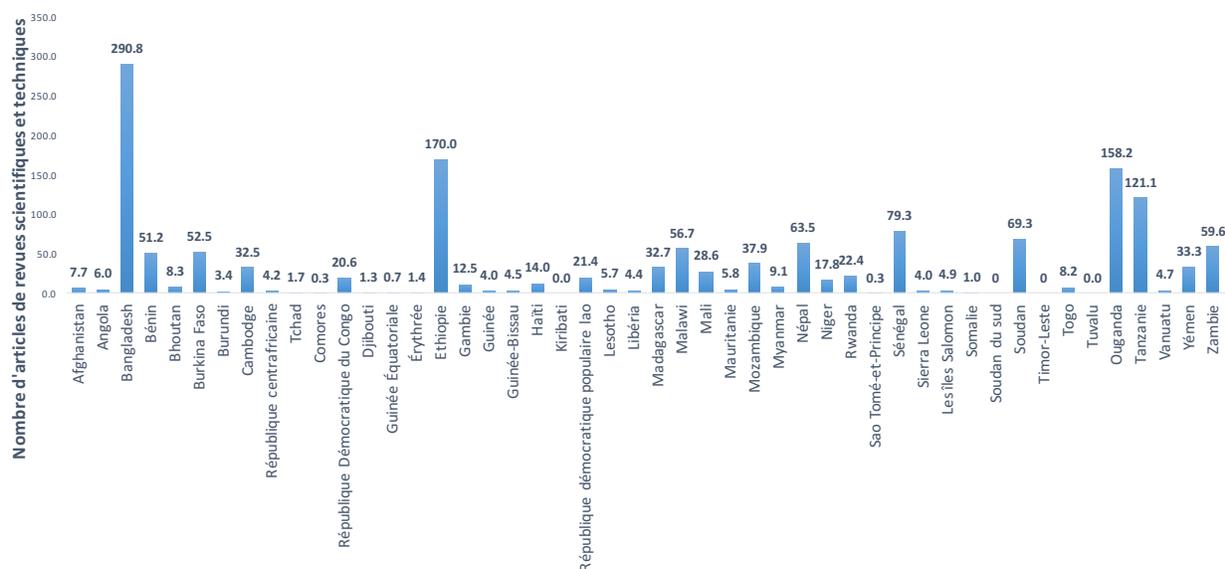
Figure 32. Taux d'inscription au secondaire en fonction du revenu par habitant



Sources : World Economic Forum, UNESCO Institute for Statistics, World Bank, Calculs de l'auteur.

Notes : La relation entre le PIB par habitant et le taux d'inscription secondaire est nettement positive. Les PMA sont à la traîne avec peu de gens au niveau secondaire. La croissance économique et sociale demande une population formée, capable d'être flexible ayant une forte capacité d'adaptation. L'innovation, la capacité de transcender les savoirs traditionnels (une vérité acquise et acceptée comme vraie avec le temps) dépend du niveau d'éducation.

Figure 33. Production de revues scientifiques et de revues techniques en 2011 dans les PMA.



Sources: United Nations Office of the High Representative for the Least Developed Countries, Landlocked Developing Countries and the Small Island Developing States (UN- OHRLLS), Calculs de l'auteur.

Il est donc plus raisonnable d'engager des tables rondes (*focus groups*) où les acteurs locaux se sentent en confiance, plutôt que des interviews semi-structurées, même lorsque la neutralité et la confidentialité des entretiens sont garantis. L'identification et la disponibilité des personnes ressources pour les interviews, l'accès aux sites d'interventions, le partage de la documentation (comptes rendus de réunions, archives, rapports de mission, etc.) avaient également été compliqués, particulièrement durant les premières années de recherches de la thèse. De même, l'accès aux archives des finances publiques dans certaines municipalités ou dans les communes n'a pas toujours été aisé ; si bien qu'il a été difficile d'établir une base de référence précise.

Enfin, nous n'avons pas pu avoir de données économiques et financières désagrégées, harmonisées et fiables au niveau des sous-divisions étatiques (départements, communes, districts ... i.e.), à cause de la nature du système et du climat des affaires dans les PMA. Les informations entre les marchés, les

données financières des donateurs internationaux, des ministères sectoriels, ne circulent pas⁸⁰. En conséquence, certaines données relatives à notre problématique de recherche doivent être nécessairement construites.

4.1.2. La mesure du développement local dans les territoires suite aux financements mixtes

Comment peut-on évaluer le développement économique local dans un PMA ? En répondant à cette question, plusieurs obstacles tant méthodologiques que pratiques et opérationnels se sont présentés. Selon l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) l'identification du DEL se heurte à plusieurs difficultés conceptuelles (Fontan, 2003; Organisation de Coopération et de Développement Economiques, 2007) :

1. Les variations dans le temps des coefficients d'emploi ;
2. La non existence de versions régulièrement actualisées des matrices entrées-sorties dans les sous- divisions nationales, ainsi que des données décentralisées ;
3. La taille des localités peut influencer les résultats obtenus ;
4. Finalement, les mouvements de personnes et des entreprises peuvent biaiser les informations obtenues (Organisation de Coopération et de Développement Economiques, 2007) ;
5. Nous pouvons ajouter dans les PMA, la nature floue de la notion même de territoire qui peut être différente de la subdivision administrative déterminée par l'État central. Nous avons vu dans les Chapitres I et II la divergence existante entre les normes légales, la nature coutumière de la relation entre l'organisation sociétale, la terre et les traditions. Les frontières

⁸⁰ Un exemple simple serait les budgets des projets mais ce sont des informations jugées confidentielles et sensibles par les Organisations Internationales car ils contiennent également des informations salariales, des frais de consultations, les per diems, etc. qui ne sont pas ouverts au public. De même, les informations budgétaires des Mairies et les informations provenant de la base de données du Ministère de l'Intérieur sont extrêmement difficiles d'accès puisque les bases de données des contribuables possèdent également les données d'identification des citoyens, de leurs nationalités, des historiques de paiements etc.

du territoire dans les PMA se trouvent ainsi « ouvertes » et instables dans le temps, rendant difficile une mesure et une évaluation du DEL ou des activités économiques dans un espace donné.

En dernier lieu, vu l'importance des interventions des institutions internationales dans les PMA, il devient de plus en plus difficile d'isoler l'impact d'un acteur ou d'un programme en particulier et de dissocier l'intervention spécifique d'un acteur. Le DEL peut être vu à travers ses effets multiplicateurs engendrés par l'intervention d'un financement. Ces multiplicateurs désigneraient le processus selon lequel l'injection de fonds dans une localité provoquerait : un accroissement des revenus des ménages, une augmentation des dépenses dans le territoire, un surcroît d'infrastructures économiques et sociales et un surcroît des revenus fiscaux dus aux surplus d'activités économiques des entrepreneurs-créateurs. Pour une évaluation du développement local aux multiplicateurs de revenus ou les multiplicateurs d'emploi, il nous faudrait : 1) suivre et connaître le profil de consommation des habitants de la localité, 2) avoir une idée claire et contrôlée des entrées- sorties de revenus, des marchandises et des personnes dans les territoires où les unités d'analyse de l'étude de cas ont été relevées.

Par conséquent, la mesure d'un DEL réussi, tel que comprise dans cette thèse, sera identifiée dans le cas d'étude, par ses « symptômes » et ses « manifestations ». Nous confirmons ainsi l'approche qualitative retenue ainsi que le point de vue constructiviste pragmatique. Aussi, en considérant notre question de recherche, et le paradigme épistémologique retenu (Chatelin, 2005; Maurand-Valet, 2010), le DEL est ainsi évalué par une analyse longitudinale (t_0 et t_1) des « pôles » économiques où les interventions mixtes de financements avaient été implantés ; et par l'action à travers l'expérience pratique des acteurs du DEL⁸¹ et du chercheur (observations directes et participante). En conséquence nous devons aussi avancer l'hypothèse que les délais de réaction de la diffusion des effets engendrés par les différentes formes d'investissements dans le développement local peuvent commencer à se faire ressentir dans le court terme.

⁸¹ Focus groups avec les acteurs, les documentations officielles, les interviews informelles.

Le territoire d'intervention est compris comme un système ouvert où s'imbriquent des sous-systèmes de productions localisés (Buda, 1993; Pecqueur, 2000), nous avons ainsi recherché par exemple des évidences d'augmentation des populations, de création de marchés par les micro-entrepreneurs (dans le sens de zones physiques de confrontation des acheteurs et des vendeurs de biens et services dans les zones rurales des PMA), d'augmentation de constructions et de bâtiments à proximités des infrastructures créées par le DEL durant la période d'implémentation des programmes (les unités d'analyses).

4.1.3. La sélection du cas d'étude

Sélectionner le cas d'étude repose sur l'hypothèse qu'il est possible de constituer une catégorisation des Pays les Moins Avancés, c'est-à-dire de regrouper les objets d'études en plusieurs critères et, qu'ensuite, on accepte de passer sous silence les individualités en ne considérant que les relations de similitudes ou de différences (Matalon, 1988; Ritchie & Lewis, 2014), eu égard aux critères de sélections. Nous considérons ces catégories en fonction d'un nombre limité de variables. Trop de variables impliquant trop de caractérisations qui ne seraient pas utiles pour la recherche, même si elles se révéleraient proche de ce que la réalité proposerait dans sa complexité⁸². Ainsi, sur l'unicité de chaque cas d'études et sur la base de critères déterminés et relevant du cadre théorique, chaque unité d'analyse (chaque PMA) devrait appartenir à une catégorie⁸³. Enfin, c'est cette abstraction de la réalité qui est nécessaire pour l'effort scientifique qui vise à la généralisation (Matalon, 1988; Maurand-Valet, 2010).

La sélection du cas d'étude est basée sur l'idée de représentativité du cas par rapport à un ou plusieurs Pays les Moins Avancés. Ces derniers sont considérés comme quarante-huit cas individuels selon leurs similitudes et leurs différences par rapport aux variables du modèle conceptuel (Figure 30) qui serviront

⁸² Effectivement, la loi d'Ockham postule que : « les entités ne doivent pas être multipliées par-delà ce qui est nécessaire » https://en.wikipedia.org/wiki/Occam%27s_razor. Trop de variations impliquent en même temps trop de caractérisations et un flou non désiré dans la définition et la sélection des cas d'études.

⁸³ Idem.

à obtenir cette classification des PMA. Ensuite, le cas sélectionné doit être utile en présentant un intérêt théorique ou pédagogique particulier.

Le regroupement par classification hiérarchique est une technique permettant de classer et de visualiser des données dimensionnelles ou multidimensionnelles. Il s'agit d'une approche ascendante, où les données sont regroupées peu à peu jusqu'à ce que finalement l'ensemble de données soit un grand groupe (ou cluster) (Peng, 2016a). Le test de sélection repose sur les indices de fusion qui représentent toute mesure montrant la disparité ou l'homogénéité des groupes obtenus⁸⁴. Le dendrogramme est la représentation graphique des sujets en abscisse (les observations, les PMA dans notre cas) et la valeur des indices de fusion en ordonnée (les critères de classification retenus) (Gavard-Perret et al., 2012; Peng, 2016a). Le nombre de groupe par l'examen d'un dendrogramme est possible sans tests statistiques additionnels lorsque le nombre d'individus du groupe est inférieur à cinquante (Gavard-Perret et al., 2012; Peng, 2016a). Nous pouvons alors dans notre cas relever les homogénéités entre les groupes de PMA eu égard aux indicateurs de la problématique. Le choix ultime du cas sera déterminé par l'agglomération et le positionnement du cas le long des dimensions théoriques relevées au sein de la population d'intérêt (Seawright & Gerring, 2008). La sélection du cas ne saurait se réaliser sans l'articulation des variables contenues dans le cadre analytique et théorique. Le cas dont la représentativité permettra la généralisation analytique des options stratégiques du financement du DEL dans les PMA (Marshall et al., 2013), est réalisée par la méthode de Classification Ascendante Hiérarchique ou encore de Partitionnement Hiérarchique. La Classification Ascendante Hiérarchique permet de constituer des groupes et des classements des données ayant des caractères communs (Gavard-Perret et al., 2012; Peng, 2016a).

⁸⁴ L'algorithme utilisé se déroule comme suit : 1) les deux points les plus proches dans le jeu de données sont identifiés et ; 2) regroupés soit en un 'point', soit un groupe ; 3) un nouveau jeu de données est obtenu avec ce nouveau point ou ce nouveau groupe. Le processus se répète jusqu'à englober l'ensemble des données (Peng, 2016a). Cette méthodologie exige d'avoir une mesure de distance et de fusion entre deux points. Dans notre classification, nous avons utilisé la mesure euclidienne pour la mesure de distance.

Cette méthode permet de répondre à la question de savoir dans quelles mesures les PMA sont-ils similaires et peuvent-ils être regroupés par leurs dimensions théoriques ? L'objectif est de classer les PMA en fonction de critères théoriquement significatifs pour notre hypothèse de recherche, à savoir :

- 1) Le climat des affaires ;
- 2) Les niveaux de revenus par habitants ;
- 3) Le volume d'aide publique au développement net reçu par les PMA.

L'absence de données décentralisées et harmonisées entre les économies ne nous a pas permis d'effectuer une classification de ces économies en fonction de toutes les dimensions des variables du modèle conceptuel tel que les niveaux de financements directement orientés vers le développement local. Pour assurer une compréhension commune et harmonisée des informations utilisées pour la classification des PMA en fonction des variables théoriques, nous utiliserons les informations produites par les institutions internationales. En conséquence, la combinaison des classes et groupes de PMA prend en compte les données de la Banque Mondiale et de la CNUCED dont les indicateurs utilisés dans la classification hiérarchique sont les suivants pour chaque indicateur :

1. Le climat des affaires

— Procédures (nombre) : « Le nombre total de procédures nécessaires pour l'enregistrement d'une entreprise. Une procédure est définie comme une interaction entre les créateurs de l'entreprise et les partenaires externes (par exemple, les organismes gouvernementaux, avocats, auditeurs ou notaires) » (World Bank, 2015).

— Coût (% du revenu par habitant) : « Le coût est enregistré sous la forme d'un pourcentage du revenu par habitant du pays. Il intègre tous les frais officiels et les honoraires payés pour les services d'avocats et les services professionnels si ces services sont requis par la loi » (World Bank, 2015).

— Capital minimum versé (% du revenu par habitant) : « La somme que l'entrepreneur doit déposer dans une banque ou auprès d'un notaire avant son enregistrement et pour un délai allant jusqu'à 3 mois après la constitution de son entreprise et est enregistrée sous la forme d'un pourcentage du revenu par habitant du pays » (World Bank, 2015).

2. Le niveau de revenu par habitant (PIB par habitant en 2014, en Parité Pouvoir d'Achat - PPA- constant 2013 en USD). Le PIB PPA est le produit intérieur brut converti en USD

internationaux en utilisant des taux de parité de pouvoir d'achat (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, 2016; Conférence des Nations Unies Sur le Commerce et le Développement, 2015).

3. **Le niveau de financement externe APD net reçu par habitant** (USD constants) : « Distribution géographique des flux financiers vers les pays en développement, rapport sur la coopération pour le développement et base de données de statistiques sur le développement international » (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, 2016; UNCTAD, 2014; World Bank, 2015).

La méthode de classification des PMA est la suivante : d'abord, on cherche à regrouper les PMA ayant des similarités en termes de revenus par habitant, de coût pour lancer une entreprise et de niveau de financement externe. Dans une seconde étape, les PMA sont groupés en fonction des niveaux de similarités toujours selon les critères exposés. La méthode de Classification Ascendante Hiérarchique (CAH) permet d'exécuter cet exercice et de classer un ensemble de points (individus, pays, villes, etc.) en un ensemble de classes avec comme point de repère la distance euclidienne entre les points⁸⁵. Dans cette classification, l'ensemble des pays commenceront par être regroupé en une seule et unique « grande classe », puis, les groupes de pays seront repartis en fonction des critères de similarité et de différence (Peng, 2016a). La représentation graphique de la classification hiérarchique des PMA se trouve dans la Figure 34. Le dendrogramme est la représentation graphique de l'arbre binaire dont chaque partie représente les éléments⁸⁶ regroupés sur l'axe des abscisses. Les groupes de PMA retenus par la CAH sont encadrés dans le dendrogramme.

L'objectif étant d'attribuer chaque cas, chaque objet à une catégorie et à une seule. La CAH indique que les économies telles que l'Afghanistan et l'Éthiopie se regroupent facilement en un groupe. Ceci s'explique par le fait que l'Éthiopie et l'Afghanistan, font partie des sept Pays les Moins Avancés qui reçoivent plus de 50% de l'APD. En quelque sorte ces économies sont des cas que nous qualifions d'« extrêmes » étant donné qu'elles rejoignent l'ensemble des autres PMA qu'au niveau du grand groupe d'ensemble, ce que l'on peut appeler le « Grand cluster » de l'ensemble des 43 PMA inclus dans les

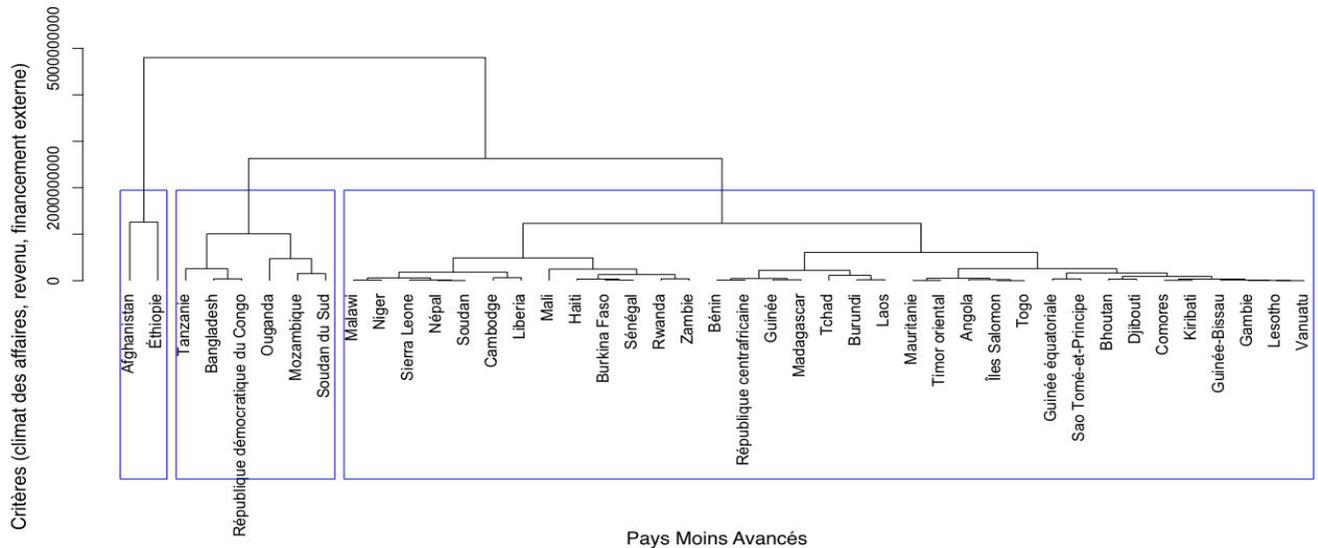
⁸⁵ La mesure de dissimilarité, de différence entre les points ou ensembles de PMA avec des critères théoriques.

⁸⁶ Individus, économies, cas d'études, etc.

calculs. Il en est de même pour la Tanzanie, le Bangladesh, la République Démocratique du Congo, l'Uganda, le Mozambique et le Soudan du Sud qui sont légèrement séparés du groupe général.

Ces cas sont ceux que nous appelons « atypiques » étant donné leurs divergences par rapport à l'ensemble des PMA. Ces cas atypiques retenus seront utiles pour confirmer les analyses relevées dans les autres cas plus généraux et représentatifs des PMA. Ces derniers sont dits « typiques » par définition et sont des cas représentatifs (Peng, 2016a; Seawright & Gerring, 2008) des économies les moins avancées telles que : le Malawi, la Sierra Léone, le Libéria, le Burkina Faso etc. et s'arrête au Lesotho et au Vanuatu (Dendrogramme Figure 34).

Figure 34. Dendrogramme des critères et classification des PMA



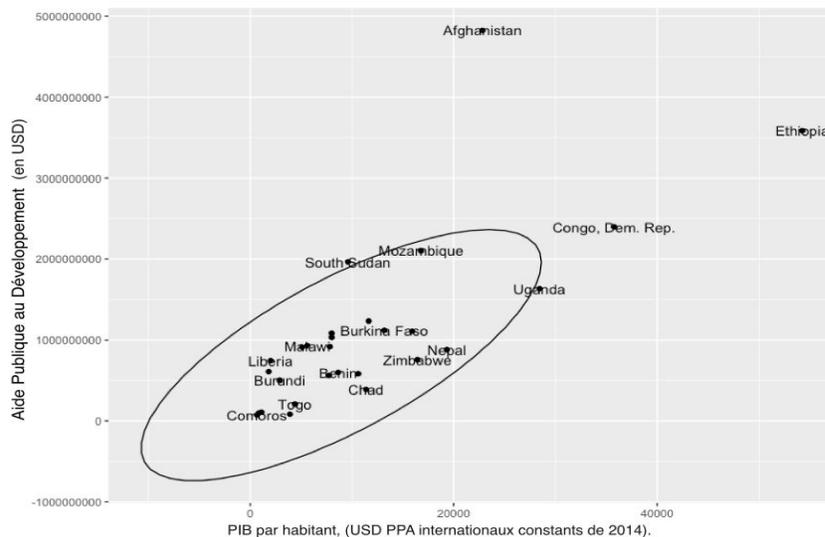
Sources : Données Banque Mondiale, OCDE, doingbusiness.org, UNCTAD, Calculs de l'auteur
Notes : nombre d'objets : 43 PMA sont inclus dans les calculs, parce que le Yémen, la Somalie, l'Érythrée, le Myanmar ont des données incomplètes, manquantes, ou partitionnées dans le temps quand une nouvelle République a été créée et n'ont donc pas été inclus dans les calculs.

La méthode CAH indique combien de « temps » il faut à chacune des économies pour rejoindre le « Grand cluster » de l'ensemble des PMA en termes de similarités et de distances. Par ailleurs, remarquons l'importance de l'APD dans la démarcation des différentes classes de PMA, les autres informations retenues expliquant peu la classification hiérarchique des Pays les Moins Avancés en fonction des

variables que nous avons définies précisément. En conséquence, la question est de savoir où arrêter le découpage des classes de PMA ? En examinant l'arbre hiérarchique (le dendrogramme Figure 34), nous remarquons que l'on peut aller au-delà de cette classification et identifier des sous-groupes à l'intérieur des différentes classes. Cependant les découpages supplémentaires conduisent à une perte d'information⁸⁷.

En conséquence, on se limite aux trois classes de PMA identifiées. Visuellement, une représentation graphique des PMA en fonction de l'APD et du PIB per capita constant, permet de distinguer les trois classes avec les cas extrêmes (l'Afghanistan et l'Éthiopie), le groupe de PMA dit « atypique » (RDC, le Soudan du Sud, le Mozambique et l'Uganda) et le groupe de PMA typique (Figure 34 et Figure 35).

Figure 34. Groupement des PMA et importance de l'Aide Publique au Développement dans la classification des PMA



Sources : OCDE, Banque Mondiale, calculs de l'auteur

Notes : L'ensemble des PMA typiques se retrouve proche de l'origine (dans l'ellipse), ensuite vient le groupe des PMA atypiques (dans la frontière de l'ellipse) et l'Afghanistan, l'Éthiopie qui représentent des cas extrêmes.

⁸⁷ Cluster méthode = complète distance, euclidien ; Le gain d'information est calculé par le rapport de la somme des écarts entre les groupes, divisée par la somme totale des carrés des écarts. Ici, la somme des carrés par clusters par rapport à la somme du total de la variance est égale à 82,4% impliquant que l'ensemble des informations entre les trois classes permettent d'expliquer 82,4% de l'information contenue dans l'ensemble du tableau de données spécifiant les variables caractéristiques des PMA que nous avons retenues (climat des affaires, PIB per capita et financement externe).

Enfin, le cas d'Haïti a été retenu comme cas typique parce qu'il répond aux prérogatives théoriques relevés dans les Chapitres précédents, à la classification hiérarchique des PMA (Figure 34 et Figure 35) selon les variables d'intérêts (climat des affaires, PIB per capita et niveau de financement externe dédié au développement économique et social), et aux prérogatives socioéconomiques des PMA.

4.2. Méthodologie du cas d'étude

L'analyse qualitative basée sur plusieurs sources d'information⁸⁸, a été conduite de 2014 à 2017 afin d'apporter des réponses aux questions soulevées dans les Chapitres précédents :

- Quels sont les acteurs significatifs pour le DEL dans les PMA ? Et quels rôles jouent-ils dans le succès du DEL ?
- Comment les entrepreneurs-créateurs impactent-ils les territoires ? Les entrepreneurs sont-ils dans le système de DEL ou sont-ils en dehors du contexte d'implémentation ? Quels rôles jouent les entrepreneurs dans le système du DEL ?
- Comment les règles formelles et informelles liant les acteurs du DEL influencent-elles la réussite du développement local ?
- Quelles sont les lacunes organisationnelles et dans quelles mesures améliorent-elles ou limitent-elles le DEL ?
- Dans quelles mesures le contexte des PMA joue-t-il réellement dans le succès des stratégies de développement local ?
- Comment la mise en œuvre du DEL dans les PMA s'effectue-t-elle ?
- Comment est compris et est mesuré le Développement Économique Local dans les Pays les Moins Avancés⁸⁹ ?

Notre démarche s'intéresse aux processus par lesquels les financements du développement local arrivent à un impact sur les territoires des PMA et non nécessairement la mesure chiffrée de cet impact. En effet une analyse quantitative ne conduirait pas forcément à des solutions qui expliqueraient le comment ou les mécanismes sous-jacents au système de DEL mis en route par les mécanismes de financement. Les analyses sont élaborées par un mouvement de mise en relation entre les faits empiriques et théoriques. Notre objet et nos hypothèses de recherche ont été construits : le cadre théorique a donc été construit

⁸⁸ Analyses de la documentation officielle des donateurs internationaux, des ministères sectoriels, municipalités etc., de l'observation participative, et des focus groups.

⁸⁹ Est-ce par une augmentation des revenus ? ou de la solidarité des liens entre les acteurs ?

après l'analyse des faits (Chapitre I et Chapitre II) et en corrélation avec les théories du DEL (Chapitre III). Une des difficultés majeures dans les Pays les Moins Avancés est l'accès, la disponibilité et la mobilisation des personnes ressources. L'absence d'informations désagrégées et harmonisées entre les PMA aux niveau décentralisé ou régional, des données du commerce informel, des activités économiques, de la migration intercommunale etc., rendent difficile une quantification de l'impact des programmes pour le financement du développement local dans ces pays.

Aussi, cette section consacrée à l'élaboration des outils méthodologiques nous permettra de nous positionner dans un cadre épistémologique, de procéder à un changement de paradigme et ainsi de nous concentrer sur les processus par lesquels les financements arrivent à provoquer un développement localisé dans les conditions défavorables des PMA. En ce qui concerne les sciences de gestion, il existe une multiplicité des classifications des paradigmes épistémologiques contemporains (Gavard-Perret et al., 2012). Nous nous plaçons dans le cadre du paradigme Constructiviste Pragmatique. Ce dernier étant plus adapté à notre problématique de recherche, au contexte d'analyse et d'identification des processus du DEL. La proposition théorique guidera le processus de collecte de données et l'analyse de données dont la justification de la validité des connaissances génériques est réalisée à partir des mises à l'épreuve dans l'action selon le paradigme épistémologique retenu (Tableau 14).

Tableau 14. Positions épistémologiques des paradigmes : réaliste scientifique, constructiviste pragmatique et interprétativiste

	Paradigme épistémologique réaliste scientifique (Hunt, 1990, 1991, 1992, 1994, 2008 ; Bunge, 1993)	Paradigme épistémologique constructiviste pragmatique (PECP) (von Glasersfeld, 1988, 2001 ; Le Moigne, 1995, 2001)	Paradigme épistémologique interprétativiste (Heidegger, 1962 ; Sandberg, 2005 ; Yanow, 2006)
Hypothèses d'ordre ontologique	Il existe un réel en soi (Le réel) indépendant de ce qui est perçu et des représentations qu'on peut en avoir.	Aucune hypothèse fondatrice. Il existe des flux d'expériences humaines	L'activité humaine est structurée (<i>patterned</i>). La signification consensuellement attribuée par des sujets à une situation à laquelle ils participent est considérée comme la réalité objective de cette situation.
Hypothèses d'ordre épistémique	Le réel (en soi) n'est pas forcément connaissable (faillibilité possible des dispositifs de mesure).	L'expérience humaine active est connaissable. Dans le processus de connaissance, il y a interdépendance entre le sujet connaissant et ce qu'il étudie, lequel peut néanmoins exister indépendamment du chercheur qui l'étudie. L'intention de connaître influence l'expérience que l'on a de ce que l'on étudie.	Est connaissable l'expérience vécue. Dans le processus de connaissance, il y a interdépendance entre le sujet connaissant et ce qu'il étudie. L'intention du sujet connaissant influence son expérience vécue de ce qu'il étudie.
But de la connaissance	Connaître et expliquer des phénomènes observables (via éventuellement des concepts inobservables). Conception représentationnelle de la connaissance. Énoncés sous forme réfutable.	Construire de l'intelligibilité dans le flux de l'expérience à fin d'action intentionnelle. Conception pragmatique de la connaissance	Comprendre les processus d'interprétation, de construction de sens, de communication et d'engagement dans les situations. Conception pragmatique de la connaissance.
Modes de justification spécifiques	Neutralité. Objectivité. Justification de la validité externe et de la validité interne. Tests statistiques d'hypothèses. Réplication.	Adaptation fonctionnelle et viabilité de la connaissance pour agir intentionnellement. Justification de la validité des connaissances génériques <i>via</i> des mises à l'épreuve dans l'action (recherches qualitatives).	Méthodes herméneutiques et ethnographiques. Justification des validités communicationnelles, pragmatiques et transgressives.

Sources : (Gavard-Perret et al., 2012; Maurand-Valet, 2010)

Par ailleurs, la mesure d'un phénomène sera toujours aussi précise, ou aussi proche de la réalité, que l'instrument utilisé pour cette dite mesure. Ainsi, la meilleure façon de savoir si une mesure est précise, est d'avoir deux mesures différentes d'un même concept et de les comparer (Cronbach, 1951). Pour résoudre ces différents problèmes de disponibilités des données par rapport aux variables de notre modèle conceptuel et aux hypothèses de recherche, afin de confronter la réalité empirique du terrain des PMA, nous avons ainsi mobilisé plusieurs outils et méthodes qualitatives.

Nous utiliserons de multiples sources d'information pour capturer le contexte, ce qui contribuera à renforcer la validité conceptuelle de cette recherche. Les sources d'évidences telles que de la documentation, des *focus groups*, des observations participatives et des observations directes sur les terrains des programmes, sont conditionnées par la nature même de la recherche dans l'environnement des Pays les Moins Avancés. En utilisant plusieurs sources d'informations dans l'Étude de Cas, nous pourrions poursuivre avec une généralisation non pas statistique, mais analytique des processus par lesquels les mécanismes de financement du DEL dans les PMA arrivent à un impact auto-entretenu dans les territoires (Marshall et al., 2013).

La solution de ce dilemme sera obtenue par une triangulation des résultats des différentes sources. Dans une étude de cas, la triangulation est la logique pour l'emploi de données multiples (Yin, 2013). L'un des points forts des études de cas, est l'utilisation de sources variées pour la confrontation de l'hypothèse de recherche et du cadre conceptuel à la réalité du terrain d'études. Dans cette section, nous décrivons le processus de sélection du cas d'étude, la procédure retenue pour déterminer la validité des hypothèses de recherche et du cadre conceptuel, et comment cette mesure pourra être généralisée du point de vue analytique à travers les PMA.

4.2.1. Schématisation de la situation expérimentale : conception de la recherche

A. Méthodologie expérimentale : un modèle quasi-expérimental et longitudinal de mesure du DEL dans les économies les moins avancées

L'objectif de cette thèse n'est pas de rechercher la corrélation mais la causalité (financement dans les PMA et DEL) et le processus amenant cette causalité. L'expérimentation dans la recherche maximise la validité interne de l'inférence causale. Les « vraies » expériences assurent une meilleure défense scientifique pour les revendications de causalités. Trois éléments essentiels caractérisent une « vraie » expérience : la manipulation, la comparaison et l'assignation aléatoire (Matalon, 1988). Pour démontrer la relation causale, la démonstration empirique la plus forte possible est celle où la cause (la variable indépendante) est sous le contrôle du chercheur. Dans ces conditions, la causalité existe s'il est possible de comparer une situation où la cause est absente à une situation alternative où la cause est présente. Cela élimine également la menace de maturation, c'est-à-dire à une explication alternative qui serait formée par le changement naturel qui apparaîtrait dans le système testé. L'assignation aléatoire ou *randomisation* assure qu'il n'y a pas de différences systématiques entre les groupes analysés (Banerjee & Duflo, 2009; Duflo, 1999; Matalon, 1988).

L'étude de cas est une quasi-expérience sans l'élément de sélection aléatoire des unités d'analyse et l'application des programmes de développement local à financements dit « mixtes ». La pré-sélection et la *randomisation* est hors de notre contrôle⁹⁰. La variable de contrôle dans notre cas sera l'« avant » et l'« après » des interventions à « financements mixtes ». Nous avons donc une quasi-expérimentation longitudinale pour cette étude avec des observations répétées des mêmes variables des unités ayant les mêmes caractéristiques (temps $t_0 = 2013$ à $t_n = 2017$). Le même cas peut être analysé à plusieurs moments différents dans le temps (Leonard-Barton, 1990; Rowley, 2002). En opérant une analyse longitudinale

⁹⁰ Il est en effet difficile de provoquer nous même une sélection au hasard des communes qui recevrons les fonds mixtes des bailleurs de fonds internationaux ; ni de manipuler les conditions de l'expérience.

des interventions des acteurs et des programmes du DEL⁹¹, il est possible d'avoir une première indication de l'impact des programmes du DEL dans les territoires identifiés. Ainsi, les méthodes de collectes de données qualitatives d'observations factuelles permettent-elles une perception de l'impact des programmes (Leonard-Barton, 1990; Yin, 2013).

Comme indiqué précédemment, l'étude de cas ne sera pas utilisée pour généraliser les résultats par rapport à la population des cas possibles, mais servira pour une généralisation théorique ou encore une généralisation analytique du DEL dans les PMA. Dès lors, il ne sera pas possible d'apprécier la mesure de l'impact des financements du DEL dans les territoires des PMA avec une implication des entrepreneurs. L'étude de cas permettra de confronter notre double hypothèse aux données qualitatives (implication des entrepreneurs-créateurs dans le processus du DEL et de la gouvernance locale) et de comprendre « pourquoi » le DEL a réussi dans certaines conditions et non dans d'autres, dans les PMA.

B. Architecture de l'étude de cas

Les programmes du DEL à financements mixtes, comme compris dans cette thèse, sont des programmes où les financements proviennent de plus d'un acteur dans un territoire donné ; les différents acteurs ayant contribué ou investi à différents niveaux dans le financement du DEL. Les degrés d'engagements des acteurs pouvant être différents, nous nous concentrerons sur la résultante des financements du DEL et non sur l'architecture de ces fonds. Les unités d'analyses pour les études de cas choisis représentent les programmes les plus récents et les plus similaires dans le cas typique identifié. Un ensemble d'unités d'analyses (programmes du DEL) financés et/ou exécutés par des Bailleurs de Fonds Internationaux, des Fonds des collectivités territoriales et des gouvernements, ont été répertoriés. Les programmes sont récents et ont été initiés en 2013. Ces projets de développement local doivent être clôturés ou en phase avancée, parce qu'il est en effet difficile d'obtenir une causalité et une étude des processus de transformation quand un programme est toujours en cours de réalisation. De plus, parce que le contexte

⁹¹ Par exemple dans l'analyse des budgets des collectivités territoriales, l'évolution du territoire dans le temps à partir d'une analyse qualitative des systèmes d'information géolocalisés.

de réalisation de ces projets influence les résultats obtenus par les financements, nous avons une situation propice pour une étude de cas (Leonard-Barton, 1990; Yin, 2013).

Nous avons fait l'hypothèse que se sont ces unités d'analyses (les projets de développement local) qui, dans leur contexte réel, où l'engagement et la coordination des acteurs implique des transformations des règles de gouvernance formelles et informelles, va provoquer des changements dans la qualité des services, des augmentations des revenus des municipalités (un accroissement des revenus fiscaux), des revenus des entrepreneurs-créeurs (une augmentation de profits ou d'accès à des marchés, une augmentation des revenus des employés etc.). Nous supposons, aussi, que l'engagement par les financements de différents acteurs dans un projet de développement local, encouragera la collaboration des partenaires locaux et la transformation des règles de gouvernances traditionnelles instituées, que ce soit au sein des institutions publiques, privées et internationales.

L'univers des unités d'analyse dans l'étude de cas, reste difficilement identifiable dû à l'absence de données au niveau des subdivisions étatiques. Pour le cas considéré comme « typique » par exemple, aucune donnée détaillée n'existe sur l'exécution des investissements budgétisés et financés par l'aide internationale (bilatérale ou multilatérale). Selon la Direction Générale du Budget⁹², en l'absence d'informations fournies par les bailleurs de fonds et/ou les unités d'exécution au sein de l'Etat haïtien, le Ministère de l'Économie et des Finances s'appuie sur le montant global fourni par la Banque de la République d'Haïti⁹³ chaque année, en ce qui concerne les mouvements de capitaux entrants liés à l'aide et destinés au gouvernement haïtien (Union Européenne, 2016). En conséquence, il est malaisé d'effectuer un échantillonnage aléatoire des unités d'analyse, quand l'« univers » ou la « population » des unités d'analyses possibles des différents projets de développement local ayant les caractéristiques supposées dans nos analyses, demeure inconnu. C'est en considérant et en faisant référence à l'ensemble de cas possibles d'unités d'analyses, que l'on peut commencer à penser quelles unités d'analyses seraient les plus appropriés pour une analyse qualitative en profondeur. Si peu d'informations existent

⁹² Entité du Ministère de l'Économie et des Finances d'Haïti.

⁹³ Banque Centrale.

sur cet ensemble, il n'est pas possible d'utiliser une sélection aléatoire d'unités d'analyses (Seawright & Gerring, 2008). Aussi, convient-il d'utiliser une autre approche dans notre stratégie de recherche.

Dans cette optique, nous avons choisi de faire usage d'un échantillonnage à dessein pour la sélection des unités d'analyse⁹⁴. Ces dernières ne sauraient être dans des régions où de fortes distorsions ont eu lieu dans les territoires. Par exemple la zone du département de l'Ouest⁹⁵ de l'île est exclue par rapport au biais dû au tremblement de terre, de l'urbanisation informelle et rapide et de l'importance du volume du secteur informel. En conséquence, dans cette zone, s'il y a eu l'impact d'une intervention, celui-ci sera difficile à évaluer ; ce qui le rend impropre à l'analyse du DEL selon les critères retenus. Aussi dans l'échantillon à choix raisonné retenu, la sélection des unités d'analyse tient compte des similitudes dans :

1. La conception du financement du développement local ;
2. L'implication de bailleurs nationaux et / ou internationaux dans le financement du DEL ;
3. L'implication de la population dans le processus participatif des projets du DEL.

Enfin, le caractère récent des unités d'analyses constitue un critère de sélection additionnel. Les projets du DEL sélectionnés, les unités d'analyse du cas dit « typique », sont des projets en cours de fermeture qui avaient été initiés durant la période allant de 2013 à 2017. Il est en effet plus logique d'analyser des programmes ayant atteint la phase de clôture, pour ainsi analyser les processus, les mécanismes de mises en œuvre déjà en cours et les impacts de ces projets/programmes.

L'étude de cas

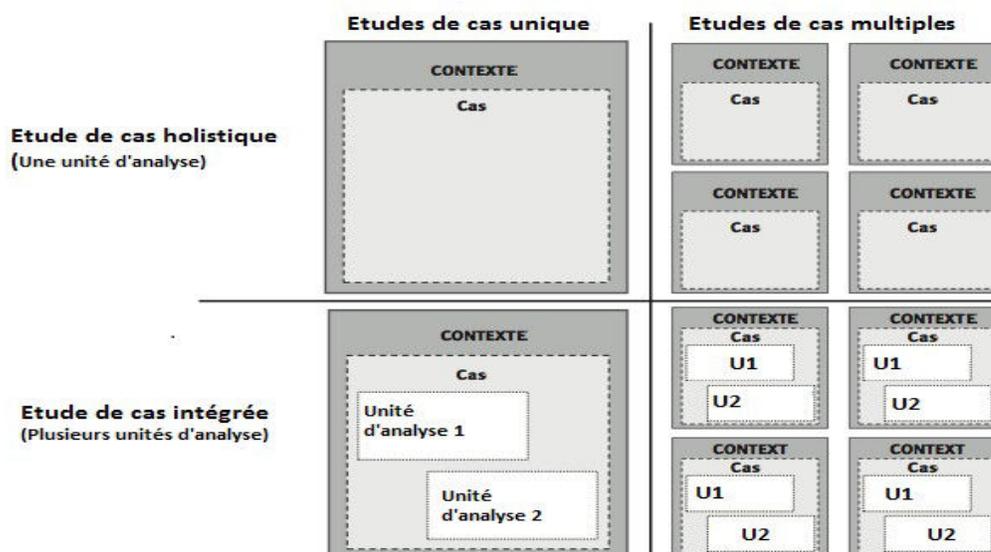
⁹⁴ Alors que les « vraies expériences » sont caractérisées par : la manipulation, la comparaison et l'assignation aléatoire, une quasi-expérience est conçue comme une véritable expérience, sauf que dans le cadre de la conception quasi expérimentale, les participants ne sont pas assignés au hasard à des groupes expérimentaux (Matalon, 1988). Nous n'avons pas eu la possibilité pour des raisons pratiques d'assigner des formes de financements à des projets au hasard (d'autorité, étique etc.).

⁹⁵ Le cas d'étude a 10 départements : l'Artibonite, le Centre, la Grand'Anse, les Nippes, le Nord, le Nord-Est, le Nord-Ouest, l'Ouest, le Sud et le Sud-Est.

Dans notre argumentation, l'étude de cas servira de stratégie de recherche afin de capturer les mécanismes de financement du développement économique local et leurs impacts sur les activités économiques locales à travers l'implication des entrepreneurs créateurs et en considérant ce qui est compris comme la « bonne gouvernance des acteurs territoriaux ». Une étude de cas et des données qualitatives peuvent aider à apprécier comment le « contexte » conçu comme une variable empirique, peut aider à comprendre le phénomène analysé (Silvestre & de Araújo, 2012). Effectivement, une étude de cas est une enquête empirique qui étudie un phénomène contemporain dans son contexte de vie réelle surtout quand les frontières entre le phénomène étudié et les conditions de son évolution ne peuvent pas être clairement établies (Yin, 2013). En général, les études de cas ci-dessous seront considérées (Figure 35). Elles progressent des études de cas unique aux cas multiples avec des unités d'analyses imbriquées dans le ou les cas considérés.

Cette thèse se concentre sur la résultante des financements et non sur la performance de l'investissement en développement local causée par la structure des fonds du financement du DEL, ni sur l'implication qu'une telle articulation des fonds (publics, privés, internationaux) peut engendrer sur les résultats obtenus. Dans nos travaux, nous regardons « comment » l'exécution et le financement d'un projet de développement local provenant de fonds différents réussira à contribuer à des gains d'efficacité auto-entretenus, dans un contexte d'extrême pauvreté et de faibles capacités des acteurs locaux. La résultante anticipée d'un programme du DEL réussi serait, entre autres, la maximisation de la valeur ajoutée économique, les transferts d'expertise vers les secteurs locaux privés et publics d'un territoire. L'analyse du contexte du financement du DEL à travers une étude de cas aidera à comprendre aussi pourquoi un financement mixte est une condition nécessaire, mais non suffisante, à l'obtention de meilleurs services et des gains d'efficacité. Par ailleurs, l'analyse par l'étude de cas permettra aussi d'isoler les variables modératrices ainsi que les variables externes présentes dans notre modèle théorique (Figure 29).

Figure 35. Architecture générale des études de cas



Source : Using case studies in research (Rowley, 2002; Yin, 2013)

Pour résumer, parce que les limites du phénomène (la mise en place d'un financements « mixte » du développement local dans le territoire d'un PMA) et le contexte dans lequel les financements sont mis en œuvre, sont flous (Blumberg et al., 2014), nous avons une situation où il existe beaucoup plus de variables d'intérêt qui devraient être prises en considération dans la recherche, qu'il n'existe de points de données (Blumberg et al., 2014; Ritchie & Lewis, 2014). Comme nous l'avons vu dans le Chapitre I, le contexte et la problématique du phénomène sont des éléments importants dans la conception de la recherche du DEL dans les PMA. Dans l'étude de cas, ce contexte est pris en compte, et n'est pas nécessairement contrôlé⁹⁶ ou exclu de l'étude (Yin, 2013). Enfin, puisque nous cherchons non seulement à mesurer l'impact des modalités de financement dans les territoires, mais également, à comprendre quels moyens et quels processus doivent être mis en œuvre pour l'atteinte d'un résultat durable, nous avons utilisé l'approche de l'étude de cas. Ce dernier est le mieux adapté pour aider à répondre aux questions de recherche impliquant l'analyse d'un processus (Blumberg et al., 2014; Gavard-Perret et al.,

⁹⁶ Où les variables auraient pu être manipulées comme c'est le cas dans une « vraie » expérience.

2012; Yin, 2013). L'architecture de notre étude de cas est une étude dite « intégrée » parce que nous avons un ensemble de sous-unités présentes dans un cas global (Figure 35). Dans cette stratégie de conception de l'étude de cas, chaque unité d'analyse ($U_i ; i = 1, \dots, n$), représente l'application de divers programmes et projets du DEL à financement mixte imbriqués dans le cas typique initial de synthèse.

Enfin, les sous-unités ne doivent pas devenir des centres d'attention au point de négliger l'aspect plus général et plus holistique de l'étude de cas. Nous verrons également dans les sections qui suivent, l'ensemble des méthodes de collectes de données utilisées et nous analyserons à chaque niveau quelles sources d'évidences seront utilisées. Les études de cas demandent en effet l'utilisation de plusieurs méthodes de collecte de données afin d'en assurer leur validité et leur fiabilité (Cronbach, 1951).

4.2.2. La collecte de données

La collecte de données sur le terrain est basée sur plusieurs sources de données qualitatives. Le premier élément avant de collecter les données, a été de créer une base de données de l'étude de cas dans le but d'organiser les informations à travers une plateforme permettant de synchroniser les observations sur plusieurs supports électroniques⁹⁷ et de créer une chaîne systématique de collecte des informations accessible à un observateur externe (par exemple du directeur de thèse, lecteur externe). Le deuxième élément est d'y apporter un regard externe, notamment lors de l'observation participante où le chercheur a été immergé dans le terrain pendant plusieurs mois (2014 à 2017). L'objectif est de remettre en question les hypothèses du chercheur en particulier dans le domaine des analyses qualitatives et de l'observation participative, de veiller à ce que le cap soit maintenu sur les observations et d'éviter les biais que l'immersion du chercheur dans le domaine de l'étude pourrait provoquer. L'idée est aussi d'éviter une mauvaise interprétation des faits observés et d'y apporter des explications alternatives (Yin, 2013).

⁹⁷ Les plateformes dans le « Cloud » telles que les formulaires Google drive, la Dropbox, se sont avérées très utiles pour la prise de notes et la synchronisation des observations et coordonnées géoréférencées des programmes du DEL directement sur le terrain.

Nos interrogations ont logiquement conduit à la collecte de données : tables rondes (*focus groups*), observations participantes, observations directes et documentations d'archives des programmes de DEL. Cependant, pour les raisons évoquées lors des discussions sur le contexte de la recherche, les tables rondes ont été jugés opérationnellement plus faisables que les interviews, ils avaient pour but de saisir les modalités réelles des acteurs au sein des initiatives du DEL. Dans l'analyse des données, les transcriptions des tables rondes ont été anonymes. Les coordonnées complètes des personnes qui avaient participé aux tables rondes sont conservées à des fins de vérifications mais ne seront pas publiées.

Dans cette étude de cas, trois sources de données primaires et une source secondaire ont guidé la recherche ; elles complètent l'étude de cas et permettent d'en assurer la validité et la fiabilité :

- **Les tables rondes (*focus groups*)** avec les acteurs clés du développement économique local à différents niveaux⁹⁸ : les experts travaillant dans des organisations internationales onusiennes, les bailleurs de fonds internationaux, les évaluateurs des programmes du DEL, les représentants de Chambres de Commerce et d'Industrie, les représentants de la population locale et de la société civile, les coopératives, les associations de pêcheurs, de paysans, de vendeurs et d'autres groupes organisés dans les territoires...
- **L'observation participante** s'inscrit dans le cadre d'une recherche-action où le chercheur « participe à l'activité des personnes observées » (Gavard-Perret et al., 2012). Nous avons effectué l'observation participante par une immersion directe sur le terrain chez deux donateurs internationaux impliqués dans le développement économique local : le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (Unicef) (2014 à 2015) ensuite, et *United States Agency for Development* (USAID) (2016 à 2017).
- **L'observation directe** et les visites de terrain ont été utilisées pour collecter les coordonnées GPS des sites d'implémentation des unités d'analyse de l'étude de cas et observer directement sur le terrain les interactions des acteurs du DEL.
- **Les documents d'archives** validés par les autorités du DEL (ministères, organisations internationales, institutions étatiques, ou rapports ayant été validés).

⁹⁸ Ces différents niveaux d'interventions demandent également une maîtrise de la langue pour la collecte de données. Effectivement dans les zones rurales, avec les cadres des institutions étatiques et internationales, il a fallu alterner le créole, le français et l'anglais.

Nous présentons ici ces principales sources et la procédure de traitement des données.

A. Les tables rondes avec les acteurs clés impliqués dans le développement local

Dans la collecte de données primaires par les tables rondes (*focus groups*), nous avons interrogé plusieurs informateurs de niveau supérieur. Un échantillonnage raisonné des principales parties prenantes, a conduit à la sélection des informateurs clés pour les tables rondes qui se composent de cadres publics et privés engagés dans la conception et la mise en place des programmes du DEL, de gestionnaires qui travaillent dans les Mairies ayant participé à conception, la mise en œuvre du programme du DEL (personnels des Mairies, représentants des organisations des bailleurs de fonds, micro-entrepreneurs, propriétaires de petites entreprises et autres utilisateurs privés des infrastructures à petites échelles). Les informateurs regroupant plusieurs personnes d'organisations différentes (du point de vue des bailleurs, des bénéficiaires...) sont susceptibles d'avoir des perspectives et des intérêts différents dans le processus de développement local. Les focus groups, de pas plus de 40 minutes en moyenne étaient constitués de 6 à 8 personnes par groupe (Gavard-Perret et al., 2012).

Tableau 15. Composition des tables rondes avec les acteurs du développement local dans les zones d'intervention (de février 2014 à octobre 2016)

Tables rondes	Intervenants & Fonctions occupées par l'élu, le fonctionnaire international, le cadre, etc.	Cadres (administratif / technique, international, local)	Dates des tables rondes
1	Fonds des Nations Unies pour l'Agriculture (FAO), Programme des Nations Unies pour le Développement	Techniques et internationaux	Février à mars 2014
	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance		
	Ministère de la Planification (MPCE)		
	Chambre de Commerce et d'Industrie du Nord		
2	Chambre de commerce et de l'Industrie du Nord-Est, Fonkoze (http://www.fonkoze.org/ : Institution de Microfinance)	Techniques et internationaux	Février à mars 2014
	Organisation Internationale du Travail (ILO)		
	Croix-Rouge Française, membre des associations et coopératives locales		
3	Redcross	Techniques et Internationaux	22 Février 2016
	USAID		
	Internews		
	Global Communities		
	UN-Habitat		
4	Directeur Régional Nord du projet Lokal+ / USAID	Techniques	9 mars 2016
5	Entretien avec les utilisateurs des infrastructures des marchés publics (Caracole, Limonade)	Petits producteurs de fruits et légumes, utilisateurs des marchés publics construits	9 mars 2016
6	Maire adjoint	Administratifs	10 mars 2016
	Maire adjoint		
7	Maire de Caracole	Administratifs	18 mars 2016
	Agronome Lokal+ Consultant		
	Maire de Caracole		

8	Société civile : Révérent Père (Coordinateur comité des citoyens),	Techniques et administratifs	18 mars 2016
	Vice Coordinateur pour le comité des citoyens et représentant des producteurs de Sels		
	Représentant de l'association des paysans		
	Membre du comité de projet du DEL dans la commune de Caracole		
	Représentant des associations de femme		
9	Directeur Général de la Mairie de Ouanamithe	Administratifs	19 mars 2016
	Service des Fiscalité, Maire de Ouanaminthe		
	Animateur socio culturel de la Mairie		
10	Evaluateurs externe du programme de l'Union Européenne (AGIL)	Experts internationaux (techniques et internationaux)	14 juin 2016
11	Evaluateurs externes du programme AGIL de l'Union Européenne		
	Chief of Party programme Lokal +		
12	Entretien avec le Directeur Général du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, Chef de cabinet du Directeur Général	Ministère de l'Intérieur	Aout 2016
13	Entretien avec le Directeur des collectivités et la Spécialiste Technique du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales	Ministère de l'Intérieur	Aout 2016
14	Agriculteurs et petits entrepreneurs de Kenscoff Cadres techniques de la Marie de Lauderdale lakes (Floride/ USA) - cadre de coopération entre les Mairies (Lauderlade - Floride / USA)	Population locale, cadres des Mairies de Fort Lauderdale et Lauderdale Lake	22 Septembre 2016

Source : Auteur

Le nombre de *focus groups* nécessaires à la recherche n'a pas été déterminé. En règle générale on arrête d'en faire lorsqu'un certain niveau de saturation de l'information est atteint et qu'aucun élément nouveau, utile à la recherche, n'est apporté ou recueilli. Soit le niveau où les entrevues de groupes supplémentaires ne conduirait pas à de nouvelles augmentations de l'information pertinente pour répondre à la question de recherche (Marshall et al., 2013). La logique sous-jacente est que durant le processus de collecte des données, « ... apporter de nouveaux participants sans cesse dans l'étude jusqu'à ce que l'ensemble de données est terminée, comme indiqué par la répllication ou de la redondance des

données. En d'autres termes, la saturation est atteinte lorsque le chercheur recueille des données au point de rendements décroissants, quand rien de nouveau est ajouté » (Marshall et al., 2013).

Tableau 16. Nombre d'interviews, durée et méthode de la recherche par les auteurs et les recherches les plus performantes

	Théorie ancrée	Cas simple	Cas multiple	Google meilleurs classements	Meilleurs classements
Interviewés					
Minimum	6	4	10	7	12
Quartile 1	15	13	22	19	20
Quartile 2	27	24	39	29	24
Quartile 3	59	43	45	68	40
Maximum	200	200	74	105	105
Interviews					
Minimum	6	4	10	7	12
Quartile 1	17	13	22	19	20
Quartile 2	29	23	40	29	24
Quartile 3	59	45	49	68	40
Maximum	200	200	74	127	127
Durée de contact (heures)					
Minimum	5,5	4	6	5,5	12
Quartile 1	15,8	10	21,2	31,2	23
Quartile 2	37,3	28	38,8	39	37,3
Quartile 3	70	46	68,8	71	38,8
Maximum	222,3	222,3	100,5	222,3	222,3

Source: Marshall, B., Cardon, P., & Poddar, A. (2013). Does sample size matter in qualitative research? A review of qualitative interviews in IS research. Journal of Computer, 54(1), 11–22. (Marshall et al., 2013). En examinant 83 études qualitatives, l'auteur a montré que le nombre d'entretiens menés pour des études qualitatives est en corrélation avec des facteurs culturels tels que la revue de publication, le nombre d'auteurs, le pays d'origine du chercheur. L'observation participante et observations directes

Le terrain d'investigation du financement du développement local dans un PMA reste clos et inaccessible, en raison des informations budgétaires d'investissement des bailleurs de fond et des ministères sectoriels qualifiés de sensibles quel que soit le niveau de transparence atteint. La dimension

largement qualitative de notre objet d'étude et le caractère fermé du terrain a exigé l'utilisation de méthodes alternatives pour l'accès aux terrains d'investigations, aux personnes ressources et à la documentation. La collecte des données auprès des acteurs clés a nécessité une implication directe du chercheur dans son sujet d'étude, afin d'obtenir les documents financiers des bailleurs de fonds internationaux, des ministères sectoriels clés et pour avoir accès aux lieux d'où l'observation participante est possible. La collaboration a été obtenue grâce à l'implication dans des missions avec des organisations des Nations Unies et des bailleurs de fonds internationaux intervenant dans le domaine du développement local dans les Pays les Moins Avancés. Ces contrats avec ces organisations internationales ont grandement facilité la prise de contact avec les personnes ressources, leur mobilisation pour l'organisation des *focus groups* dans les zones rurales, la localisation des interventions de développement local ayant lieu dans le cas considéré, et, enfin l'identification des sites de « financements mixtes » et les budgets d'exécution.

Notre engagement auprès du Fond des Nations Unies pour l'Enfance (Unicef) bien avant le début de cette thèse (2010-2015), a permis une prise de contact avec les acteurs intervenant dans le développement local au niveau de l'État Central, au sein des Ministères et des Organisations Non-Gouvernementales. Des missions de terrain ont été réalisées pour une première évaluation et une observation des acteurs du Développement Économique Locale dans deux territoires du cas « typique »⁹⁹. Ces missions conjointes ont été possibles, grâce à la participation aux activités du Programme des Nations Unies et pour le Développement (PNUD) et du Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), sur la résilience dans les communautés. Ces missions ont permis d'obtenir des données sur les impacts des programmes du DEL dans des départements à travers des focus groups avec les fonctionnaires des organisations onusiennes, des chambres de commerces et d'industries, des associations de producteurs, des associations de paysans, des consortiums de coopératives et avec des coopératives financières. Par ailleurs, notre rôle en tant que conseillère senior en gouvernance locale au sein de l'United States Agency for International Development (USAID) de 2016 à 2017 a facilité la consultation des archives administratives des Mairies et des Ministères, l'accès aux terrains d'observation pour les sites des projets, la convocation des acteurs clés pour les focus groups

⁹⁹ Premiers diagnostics communautaires dans le Nord et Nord 'Est - deux départements d'Haïti.

etc... Enfin, la tenue d'un journal de terrain¹⁰⁰ et la rédaction de rapports de missions durant les deux périodes d'observation de février à avril 2014 et de février 2016 à janvier 2017, a permis de recueillir en temps réel, des données qualitatives indispensables.

B. La documentation officielle et les archives des institutions financières internationales

Les données secondaires (documentations, documents d'archives, documents de programmes, budgets ...) qui ont été utilisées sont les suivantes : des documents officiels des projets de développement économique local qui ont été examinés et validés par les cadres supérieurs des bailleurs de fonds, des ministères sectoriels impliqués dans l'implémentation du DEL. Les données secondaires permettent d'évaluer le cercle vertueux fiscal, en examinant les données tels que les comptes des mairies, la base de données du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, de la Direction Générale des Impôts, et du Ministère de l'Économie et des Finances, du cas typique des PMA retenu selon les critères théoriques utilisés lors de la Classification Ascendante Hiérarchique.

En effet, les interventions des micro-entrepreneurs-créateurs peuvent être désorganisées autour de l'initiative du DEL et provoquer plus de mal-développement qu'une augmentation du bien-être de la localité. Enfin, les Systèmes Information Géo-référenciés seront utilisés afin de synthétiser les informations relevées sur les terrains d'implantation des interventions des financements mixtes. La pauvreté des territoires à l'« avantage » méthodologique de permettre une évaluation des impacts en isolant les possibilités d'explications alternatives en l'absence d'autres mesures d'interventions externes au système. Enfin, à chaque niveau d'analyse, une articulation entre la question de recherche et les différentes méthodes de collection existe et elle peut être synthétisée de la sorte.

¹⁰⁰ Un journal de terrain en version électronique avec un backup automatique sur les plateformes de synchronisation sur le Cloud.

Figure 36. Connexion logique entre le cas d'étude et les données qualitatives

		Type de données			
Cas d'études	Pays moins avancés	Système global du cas			
Unités d'analyse	Les programmes de DEL	Financements mixtes	Documentation officielle ;	Documentations (Rapports d'activités des OI, lettres, mémorandum, documents administratives);	
			Observation directe ;	Observations directes (Rapports de mission et visites de terrains; inventaires par des relevés GPS des programmes);	
			Archives	Montants engagés par les acteurs publics, privés, internationaux dans les territoires;	
		L'entrepreneur créateur et son engagement dans le territoire	Tables rondes ;		Focus groups avec les associations des entrepreneurs ;
					Focus groups avec les membres de la société civile locale ;
					Observation directe dans les marchés ;
		Gouvernance locale	Tables rondes ;	Budgets des mairies ;	
			Observation directe;	Compte rendus des réunions, des audiences publiques;	
			Documentations et archives	Applications de nouvelles règles administratives;	
				Visites de terrain dans les municipalités;	
		Développement Economique Local	Augmentation du volume de l'impôt sur les activités économiques;	Focus groups avec les associations des entrepreneurs;	
			Augmentation de l'emploi dans la région;	Budget des mairies	
Budgets des mairies	Observation directe dans les marchés				

Source : Construit par l'auteur

L'arrêt de la collecte de données qualitatives a eu lieu suite à la saturation observée dans les informations et dès que la reconversion des fonds non encore engagés dans le DEL ont été redirigés vers les fonds consacrés à l'urgence en octobre 2016 (cyclone Mathieu 4/10/16).

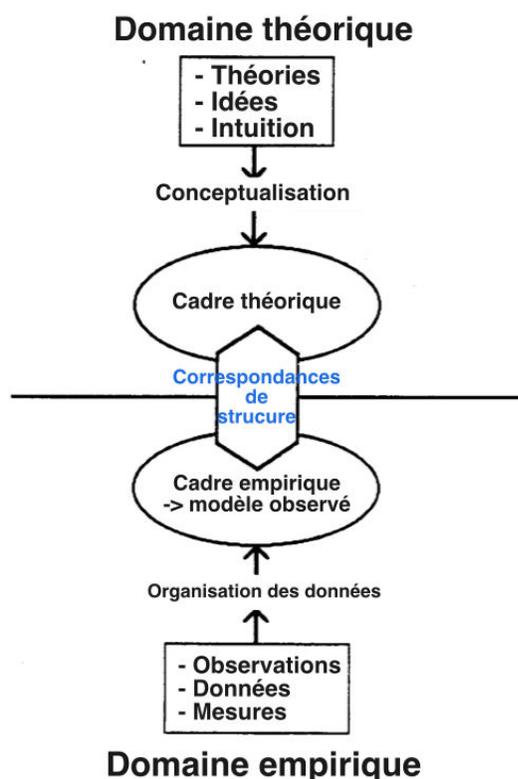
4.2.3. Traitement des données, généralisation théorique et analytique

L'analyse qualitative sera effectuée en plusieurs étapes. D'abord, les propositions théoriques guideront le processus de collecte et d'analyse des données. Contrairement aux analyses statistiques, les études de cas ne sont pas généralisables à l'ensemble de la population (Leonard-Barton, 1990; Ritchie & Lewis,

2014; Urosevic, Braun, Willers, Burg, & Dummer, 2005). Les hypothèses théoriques seront comparées aux résultats empiriques du cas et triangulées aux quatre sources de données. La documentation et les archives, les observations (participantes et directes par les observations de terrain, les Systèmes d'Information Géographiques (SIG)), les tables rondes, feront l'objet d'une analyse de contenu et comparés à chacune des propositions théoriques. Il convient alors de développer une « correspondance entre les deux modèles » et de confronter la réalité du terrain aux résultats prévus par le cadre théorique (Yin, 2013).

La logique de « *correspondance de structure* » compare un modèle empirique - c'est-à-dire basé sur les résultats de l'étude de cas - avec un modèle prédit avant la collecte des données (le modèle théorique Figure 29) (Trochim, 1989). La Figure 37 décrit le modèle de base de la correspondance de structure entre les modèles théorique et empirique dérivés de la collecte et de l'analyse des données de terrain. La correspondance de structures se produit de la manière suivante. D'abord, **la tâche inférentielle consiste à relier ou à faire correspondre les deux motifs** (modèle empirique qui sera développé dans les chapitres suivants, et modèle théorique anticipé dans le Chapitre III Figure 29) comme indiqué par la double flèche au centre de la Figure 37. Ensuite, dans la mesure où les modèles correspondent, on peut conclure que la théorie et toutes les autres théories qui pourraient prédire le même modèle observé reçoivent un soutien (Trochim, 1989; Yin, 2013). Si, pour chaque résultat, les valeurs initialement prédites ont été trouvées, et en même temps d'autres "modèles" de valeurs prédites (incluant celles dérivant d'artefacts méthodologiques, ou "menaces" à la validité) n'ont pas été trouvées, de solides inférences causales peuvent être faites en ce qui a trait à la relation entre les variables. La correspondance de structure diffère des approches de test d'hypothèse statistiques ou économétriques, dans la mesure où elle encourage l'utilisation d'hypothèses plus complexes ou détaillées et/ou **traite les observations d'une perspective multivariée plutôt que d'une perspective uni-variée** (Trochim, 1989; Yin, 2013).

Figure 37 Modèle de base de la correspondance de structures



Sources : (Trochim, 1989; Yin, 2013)

Ensuite, le modèle conceptuel et les hypothèses sont évalués en utilisant la triangulation des données qualitatives. L'objectif du Chapitre V sera de développer un « *pattern matching* » (correspondances de structures) pour comparer les hypothèses, relations entre les variables dépendantes, indépendantes et médiatrices (modèle théorique Figure 30), et de développer un modèle empirique dérivé des faits et observations de terrain Figure 59 (Leonard-Barton, 1990; Yin, 2013). La finalité est non seulement de répondre à la question de recherche, mais également de fournir une robustesse dans la logique de l'étude, et la fiabilité qui permettra la généralisation théorique de la recherche. Une préoccupation générale dans la recherche qualitative et les études de cas, est la validité conceptuelle, interne et externe pour la généralisation théorique et analytique. Afin d'augmenter la validité des mesures, nous utiliserons plusieurs méthodes de collecte de données pour en assurer leur validité et leur fiabilité (Cronbach, 1951; Leonard-Barton, 1990; Yin, 2013).

4.2.4. Les critères d'évaluation de la validité du modèle

La validité d'une dimension concerne « le degré avec lequel elle mesure exactement le concept étudié » (Gavard-Perret et al., 2012). Dans le cadre du positionnement épistémologique Constructiviste Pragmatique les modes de justification spécifiques se font à travers les mises à l'épreuve sur le terrain (Tableau 14). Nous suivons donc le cycle empirique pour confronter nos hypothèses, les tester et les évaluer contre les observations de terrain. Il est également admis dans le paradigme épistémologique constructivisme pragmatique, que la connaissance peut être obtenue par plusieurs formes de méthodes de collectes de données dans la mesure où le chercheur est en mesure d'identifier les modalités par lesquelles ces données ont été obtenues (Gavard-Perret et al., 2012).

Alors, comment pouvons-nous décider si les informations retenues sur le terrain sont convaincantes ? Nous devons avoir une échelle pour évaluer systématiquement l'exactitude, au-delà de la richesse des résultats, des informations obtenues sur le terrain. Nous nous basons sur l'ensemble du construit du modèle et des critères de validité interne et externe que nous présentons ci-après.

A. La validité du construit

La validité du construit, se rapporte à la précision de la mesure du concept étudié (Cronbach, 1951). L'une des façons de contourner les biais dans la validité conceptuelle est d'utiliser de multiples sources de données (Yin, 2013). Ainsi, la meilleure façon de savoir si une mesure est précise, est d'avoir deux mesures différentes d'un même concept et de les comparer (Cronbach, 1951). Nous nous sommes basés sur de multiples sources d'information primaires et secondaires afin de capturer le contexte d'exécution des programmes du DEL et de renforcer la validité conceptuelle de cette recherche. Enfin, les biais lors de la collecte de données qualitative ont été contournés en travaillant à augmenter le niveau de confiance des acteurs lors des missions de terrain et durant les focus groups¹⁰¹. Une immersion prolongée sur le

¹⁰¹ La maîtrise de la langue permet de « *walk their walk and talk their talk* » sur les terrains ; c'est-à-dire de se fondre dans le terrain de recherche de manière harmonieuse et ouverte aux communautés ;

terrain, une explication systématique des raisons des observations de terrain, des questions posées, des prises de points GPS, et de photos, de la nature et de l'objectif des tables rondes ont été fourni aux acteurs concernés.

Nous avons dû prendre des notes lors des tables rondes avec les associations et nous n'avions donc pas eu la possibilité de filmer ni d'enregistrer les conversations avec les acteurs de haut niveau¹⁰². Ceci aurait permis de revenir sur les points discutés. Il a aussi été nécessaire de réduire le nombre de questions et le format des tables rondes et de reporter dans les meilleurs délais les notes prises en trois langues différentes dépendamment du milieu d'intervention¹⁰³. En dernier lieu, nous pouvons avec la combinaison de plusieurs méthodes de collectes de données primaires, réaliser la triangulation des informations des données qualitatives et d'assurer ainsi leur fiabilité et leur validité.

B. La validité interne du modèle

En général la validité se rapporte à l'exactitude de la nature de la relation de causalité supposée entre les variables indépendante et dépendante (Matalon, 1988). La validité interne du modèle assure que l'indicateur des différentes variables mesurées lors des interventions du terrain de recherche, correspond effectivement aux concepts définis lors du dressage du modèle conceptuel (Leonard-Barton, 1990). Les changements observés dans les interventions peuvent-ils être attribués à la variable indépendante ? La « *randomisation* », c'est-à-dire l'assignation aléatoire des financements de programmes du DEL dans les territoires des PMA, aurait assuré la validité interne de la mise en relation entre la variable indépendante (les mécanismes de financement du DEL dans les PMA contenant des fonds mixtes comme définis dans cette thèse) et la variable dépendante (Développement Économique Local dans le contexte des PMA) (Matalon, 1988). Pour réaliser la comparaison des deux modalités (variable indépendante et variable dépendante) dans le cadre d'une vraie expérimentation, il conviendrait de s'assurer que les phénomènes

¹⁰² i.e. directeurs, membres de cabinets, directeurs généraux des ministères.

¹⁰³ En Anglais, Français pour le milieu international et les administrations publiques ; en Créole haïtien durant les investigations dans le monde rural.

observés sont de telles sorte qu'on ait une situation sans la singularité et une situation observable avec les financements mixtes.

La plupart des conclusions persuasives impliquent une comparaison entre une observation unique et une observation avec la singularité (Matalon, 1988). Malheureusement pour des raisons pratiques relatives à la réalité du terrain, nous ne saurions avoir la possibilité d'imposer une situation avec la singularité des financements du DEL et une situation sans les financements avec une assignation aléatoire des financements mites dans les territoires. Les types de financements particuliers et l'imposition (ou contrôle) de l'attribution des financements de manière aléatoire légitimeraient la relation entre la variable indépendante et la variable dépendante. Il est a donc été nécessaire de disposer d'autres formes de comparaison à travers **une analyse longitudinale des programmes de financement du DEL** afin de corriger le problème de validité interne relevé ici.

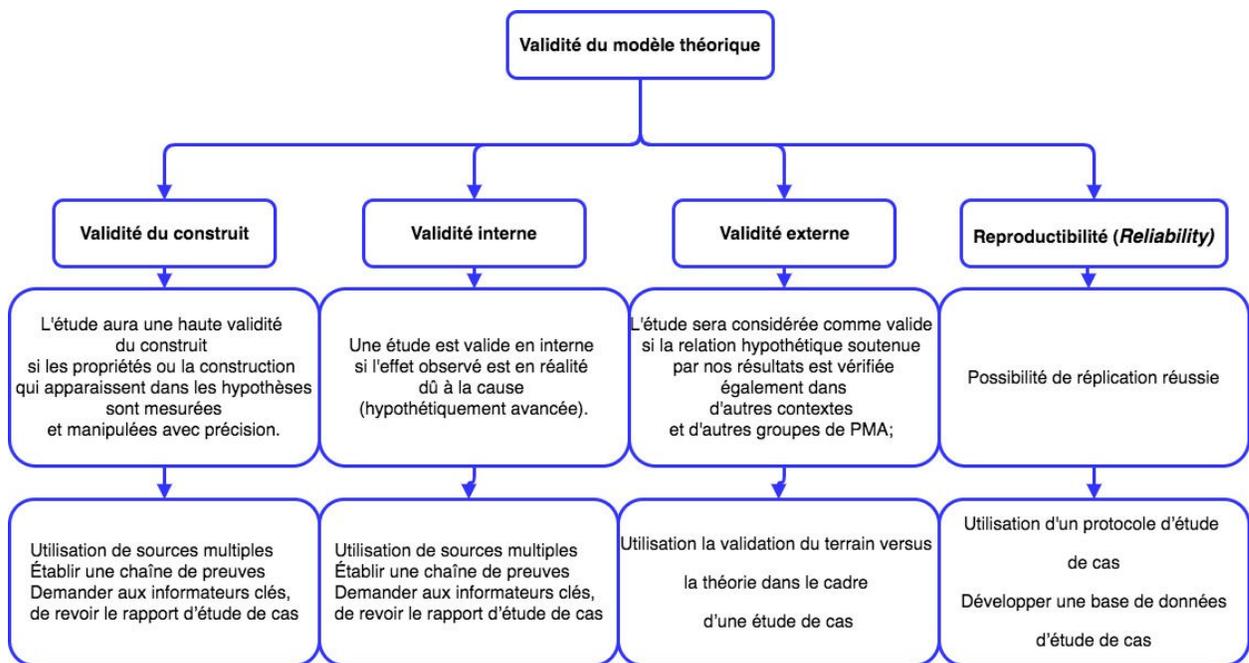
C. La validité externe

Une étude est considérée comme ayant une validité externe si la relation hypothétique soutenue par les résultats est également valide dans d'autres contextes et d'autres groupes (Duflo, 1999; Matalon, 1988; Yin, 2013). En d'autres termes, si les résultats sont généralisables analytiquement dans les deux autres groupes de PMA identifiés, nous pourrons être assurés de la validité externe du modèle. Aussi, la dernière étape de l'analyse qualitative sera de revenir à la littérature des études de cas. Dans la mesure où cela s'avèrera possible, le regroupement des PMA en sous-groupes de cas « typique », « atypique » et « extrême », permettra une comparaison du cas typique avec la littérature conflictuelle, similaire etc. (Yin, 2013). Le cas unique étant vu comme un « point¹⁰⁴ » dans le continuum des cas d'études existants. Les raisons de ces comparaisons multiples sont d'augmenter la validité interne, la validité externe, et le niveau de la construction théorique du modèle théorique (Ritchie & Lewis, 2014; Urosevic et al., 2005).

¹⁰⁴ D'abord, la triangulation des données qualitatives recueillies pour confronter les hypothèses théoriques à la réalité du terrain et, ensuite, la comparaison du cas « typique » aux deux autres groupes de cas « atypique » et cas « extrême ».

L'utilisation d'un protocole de traitements pour l'étude de cas, le développement d'une base de données d'études de cas avec des revues d'observations strictes, des données validées par le management de haut niveau ou les responsables des ministères, ainsi que la triangulation des données sur le terrain, aideront à renforcer la fiabilité de l'étude de cas. L'étude de cas avec de multiples sources de preuves aidera à isoler la variable modératrice¹⁰⁵ et les variables externes (les tendances politiques et économiques) qui pourraient affecter la relation entre le mécanisme de financement et le développement économique local. L'objectif ici est également d'augmenter la possibilité de répliquer l'étude.

Figure 38. Critères de validité de la qualité des études de cas



Sources : Construit par l'auteur à partir de (Urosevic et al., 2005; Yin, 2013).

¹⁰⁵ La capacité de gestion des municipalités à provoquer une forme de gouvernance locale efficace.

D. La fiabilité

Le cas utilisé dans un environnement avec peu d'interventions internationales et où le niveau de développement est faible, aide à l'isolement des variables modératrices (capacités de gestion et de gouvernance territoriale des collectivités et l'engagement des entrepreneurs-créateurs) qui pourraient avoir une incidence sur la relation entre le financement mixte du DEL et la performance de la prestation dans les territoires.

E. L'éthique

Les principes d'éthique suggèrent que les activités de la chercheuse ne nuisent en aucune façon à la vie privée, ni à l'intégrité de ceux qui sont impliqués dans le projet de recherche (Ritchie & Lewis, 2014). Une préoccupation majeure en particulier pour les tables rondes et l'observation participante, est de fournir des explications claires aux affirmations des gestionnaires lors des tables rondes. Cette situation peut mettre les informateurs dans une situation problématique où ils pourraient ne pas réfuter les points de vue avancés par leurs superviseurs directs. Par conséquent, bien que les données « brutes » des tables rondes soient disponibles pour des consultations ultérieures, les informations et les coordonnées des personnes ne seront pas diffusées. De plus, plusieurs informateurs des tables rondes devraient fournir des informations qui seraient susceptibles de les mettre en difficultés face à leurs supérieurs hiérarchiques. Nous avons ainsi pris des notes et évité d'enregistrer les conversations. Cette procédure mise en place a pour objectif de mettre les personnes en confiance face à l'investigateur, même lorsque l'objet de la recherche avait été précisé.

Conclusion du Chapitre IV

Nous avons consacré ce Chapitre à la construction méthodologique essentielle pour les analyses des mécanismes de financements adaptés aux particularités des Pays les Moins Avancés. Le but de ce Chapitre est de proposer une réponse à la sous-question suivante :

- Dans quelle mesure les mécanismes de financement du développement local sont-ils influencés par la performance des entrepreneurs et des gouvernements locaux dans les Pays les Moins Avancés ? Et quels seraient les meilleurs outils permettant d'identifier ces effets ?

En ce qui concerne les sciences de gestion, il existe une multiplicité de classifications des paradigmes épistémologiques contemporains (Gavard-Perret et al., 2012). Nous avons, étant donné les problèmes identifiés dans les Chapitres précédents, fait le choix d'un paradigme épistémologique et d'une méthodologie appropriée. Nous avons retenu l'approche constructiviste pragmatique car elle permet de répondre et d'expliquer des phénomènes observables relatifs à notre problème d'identification des processus aboutissant au Développement Économique Local suite à des financements appropriés. L'hypothèse d'ordre épistémologique du paradigme épistémologique constructivisme pragmatique est que la vérité recherchée est connaissable à travers l'expérience vécue par le chercheur et celle des acteurs (Chatelin, 2005; Gavard-Perret et al., 2012). Aussi, l'idée du « constructivisme est que les faits étudiés sont construits par les interprétations du chercheur et celles des acteurs, et que d'autres chercheurs et d'autres acteurs auraient pu les construire différemment » (Dumez, 2011). Les hypothèses d'ordre ontologiques, les positions épistémologiques, ont influencé les choix méthodologiques de la recherche. L'élaboration des outils méthodologiques adaptés à la problématique pour la confrontation des propositions théoriques et du modèle conceptuel aux terrains d'étude est vue à travers les analyses qualitatives. Un modèle quasi-expérimental et longitudinal de mesure du DEL dans les économies les moins avancées sera utilisé pour l'expérimentation dans la recherche car elle maximise la validité interne de l'inférence causale. Les « vraies » expériences assurent une meilleure défense scientifique pour les revendications de causalités. L'étude de cas sera une quasi-expérience sans l'élément de sélection aléatoire des unités d'analyse et l'application des programmes de développement local à financements

dit « mixtes ». En effet, cette approche est particulièrement adaptée pour aider à comprendre les questions du « pourquoi » et du « comment » d'un phénomène (Yin, 2013).

Par conséquent, nous avons procédé à la sélection des études de cas en fonction des hypothèses du modèle théorique. La sélection du cas a été réalisée avec l'articulation des variables comprises dans le cadre analytique et théorique. Cette sélection repose sur l'idée fondamentale qu'il est possible de constituer une catégorisation des Pays les Moins Avancés, c'est-à-dire de regrouper les objets d'études en plusieurs critères et, qu'ensuite, on accepte d'ignorer quelques-unes des singularités des PMA, en ne considérant que les relations de ressemblances ou de différences (Matalon, 1988; Ritchie & Lewis, 2014). La classification des Pays les Moins Avancés est faite avec une Classification Ascendante Hiérarchique en fonction d'indicateurs relatifs du climat des affaires ; du niveau des revenus par habitants et du volume de l'aide publique au développement nette reçue par les PMA. Les critères de sélection retenus montrent qu'il est possible de classer les PMA en trois grandes classes. Les cas typiques sont représentatifs et permettront la généralisation analytique des financements du DEL dans les PMA (Marshall et al., 2013).

Nous utilisons des sources multiples d'information pour capturer le contexte, ce qui contribuera à renforcer la validité conceptuelle de la recherche. Les sources d'évidences telles que : de la documentation, des *focus groups* (table rondes), des observations participantes et des observations directes sur les terrains des programmes, sont conditionnées par la nature même de la recherche dans l'environnement des Pays les Moins Avancés. En utilisant plusieurs sources d'informations dans l'étude de cas, nous pourrions procéder à une généralisation non pas statistique, mais analytique (Marshall et al., 2013). L'étude de cas est une enquête empirique qui étudie un phénomène contemporain dans son contexte de vie réelle surtout quand les frontières entre le phénomène étudié et les conditions de son évolution ne peuvent pas être clairement établies (Yin, 2013). Le terrain d'investigation du financement du développement local dans un PMA étant fermé, la collecte et l'enquête empirique ont nécessité une implication du chercheur directement dans son sujet d'étude pendant deux années afin d'avoir accès aux documents financiers des bailleurs de fonds internationaux, des ministères sectoriels clés et aussi pour avoir accès aux sites d'observations pour l'observation participante.

En définitive, à l'issue de ce Chapitre nous nous sommes dotés d'outils théoriques et méthodologiques nécessaires pour étudier les acteurs, les mécanismes de financements et leurs effets sur le développement économique local dans le cadre des Pays les Moins Avancés. Le Chapitre V reconstituera le contexte du cas d'étude, et la présentation des résultats de l'enquête empirique.

**CHAPITRE V. CONTEXTE
EMPIRIQUE ET PRESENTATION
DES RESULTATS DU CAS
D'ETUDE**

Introduction du Chapitre V

Dans l'histoire de l'économie politique internationale, les expériences au niveau de la coordination des politiques qu'elles soient macroéconomiques ou sociales ont montré que la coopération apparaît parfois comme une nécessité liée au régime adopté avec par exemple l'Union Européenne, ou encore le système de Bretton Woods. Aussi les tentatives de coopération dans l'histoire ont été temporelles, liées aux conditions factuelles des marchés et des organisations. Nous avons supposé que l'impact à court et à moyen terme des variations des mécanismes de financements de développement local dans les territoires des Pays les Moins Avancés n'est pas systématique. Cet impact dépend très largement d'un ensemble de catalyseurs tels que les interventions des micro-entrepreneurs-créeurs, de l'articulation efficace des acteurs locaux pour une bonne gouvernance territoriale engendrée par les municipalités. L'amélioration des capacités managériales des municipalités passent par une transformation des règles de gouvernances formelles et informelles, et demeure un point central du système. Effectivement, cette transformation des règles de gouvernance locale intensifie la relation supposée entre les financements mixtes et le DEL. Certaines variables externes telles que la conjoncture économique, l'état de la corruption, peuvent être considérées comme externes au système de financement du DEL (Figure 30). Le Chapitre IV a eu pour visée d'élaborer les outils méthodologiques qui, dans le cadre du paradigme épistémologique retenu, détermineront les principes de collecte et d'analyse des données de terrain et enfin, d'en élaborer les critères de validité (Figure 38).

La présente thèse a eu pour objectif principal de comprendre comment les mécanismes de financements employés peuvent avoir un impact sur le développement économique local des Pays les Moins Avancés. Nous cherchons à savoir comment obtenir à travers un financement approprié des résultats positifs et pérennes du Développement Économique Local dans les PMA. Alors que plusieurs modalités de financements ont été identifiées dans le Chapitre II, tous ne sont pas applicables ou n'apportent pas nécessairement les résultats espérés, étant donné les caractéristiques socio-économiques des économies les moins avancées. En lien avec les analyses et observations relevées dans le Chapitre III, nous avons dressé une grille de lecture et un cadre théorique (Figure 30) découlant des modèles de financements qui avaient été testés dans les PMA.

Nous avançons dans cette thèse, qu'en raison de la rareté des mécanismes de financements dans les Pays les Moins Avancés, il est possible d'obtenir un impact des financements dans les territoires en utilisant des financements dit « *mixtes* » qui articulerait l'apport financier des différents acteurs locaux et internationaux : gouvernement local, gouvernement central, institutions internationales impliqués dans les zones d'interventions. Ce Chapitre s'inscrit dans la continuité de la logique établie dans cette thèse. En réalité, alors qu'il est possible de constater des améliorations dans les territoires à partir de mesures d'une corrélation supposée positive entre les impulsions de financements mixtes du développement économique local, et de la croissance des activités économiques dans les territoires des PMA, l'objectif de ce Chapitre est plutôt de relever les processus sous-jacents à cette amélioration anticipée. Effectivement, cette orientation rentre dans le cadre de la posture épistémologique et du choix de la méthodologie qualitative adoptée pour la démonstration de nos hypothèses et propositions. Dans le paradigme épistémologique retenu, les modes de justification et de vérification de la validité de la connaissance générée sont faites « via des mises à l'épreuve dans l'action » (Gavard-Perret et al., 2012; Yin, 2013).

Apparaissent alors trois questions fondamentales. Si nos prédictions sont confirmées par les données du terrain, pouvons-nous, pour autant, conclure automatiquement que nos hypothèses sont vérifiées ? Alternativement, si nos prédictions sont réfutées, rejeterons-nous nécessairement les hypothèses avancées lors de l'élaboration du cadre théorique ? Comment la théorie peut-elle être généralisable si le « cas typique » analysé n'est pas représentatif d'un point de vue statistique ? C'est l'ensemble des relations, entre les variables anticipées dans le cadre théorique et les hypothèses explicatives (causales), qui serviront de guide et de cadre pour la présentation des analyses et des conclusions (Blumberg et al., 2014; Matalon, 1988; Yin, 2013).

La stratégie de démonstration pour les mesures des impacts sera de comparer la situation observée à une situation contrefactuelle représentant l'hypothèse alternative ; soit une situation où il existe un effet d'un

programme, c'est-à-dire si la situation $Y_i (1)$ diffère de celle de $Y_i (0)$ ¹⁰⁶ (Angelucci & Di Maro, 2010; Imbens & Wooldridge, 2009). Dans le cadre de la posture épistémologique constructiviste pragmatique, nous confrontons les hypothèses et les propositions du cadre théorique aux données de terrain en procédant à la triangulation des quatre sources de données primaires et secondaires présentées dans le Chapitre IV. La construction théorique sera réalisée également à travers la généralisation analytique et les comparaisons de notre « cas typique » aux autres études de cas, selon les critères de validité retenus (Marshall et al., 2013) (voir également la Figure 36 pour un résumé des critères de validité du cas d'étude).

5.1. Découvrir le terrain du financement du DEL dans le PMA typique

La construction d'une théorie à partir d'études de cas est une stratégie de recherche qui consiste à utiliser un (ou plusieurs) cas afin de créer des constructions théoriques et/ou des propositions à partir d'une preuve empirique fondée sur le cas d'étude (Silvestre & de Araújo, 2012; Urosevic et al., 2005). La recherche avec l'étude de cas a été retenue comme stratégie de recherche afin de capturer les mécanismes sous-jacents aux investissements du DEL à financements mixtes et pour comprendre comment le contexte empirique peut aider à répondre à notre problématique de recherche. Les caractéristiques du terrain d'investigation et de la question de recherche représentent une situation pertinente pour une étude de cas. En effet, cette approche est particulièrement adaptée pour aider à comprendre les questions du « pourquoi » et du « comment » d'un phénomène (Yin, 2013).

Ici, nous recherchons « comment » la mise en œuvre de programmes du DEL avec des financements provenant d'institutions publiques, privées, internationales, réussira à contribuer à des gains d'efficacité, à la maximisation de l'optimisation des ressources, à une répartition adéquate des risques et du transfert d'expertise du secteur privé aux acteurs publics locaux. L'analyse du contexte d'implémentation dans

¹⁰⁶ Dans le cas d'une analyse longitudinale, elle sera considérée comme la situation en temps t_0 avant l'implantation du programme du DEL à financements mixtes.

une étude de cas aide à comprendre pourquoi un financement mixte est nécessaire mais n'est pas suffisante pour provoquer les gains d'un DEL réussi¹⁰⁷ ni pour isoler les variables externes et les variables modératrices présentes dans notre modèle conceptuel (Figure 30). Par conséquent, la conception de l'étude de cas est utilisée pour la compréhension approfondie du phénomène (Blumberg et al., 2014; Ritchie & Lewis, 2014; Yin, 2013). Le contexte et les conditions de mises en œuvre des programmes du DEL sont donc des éléments importants dans la conceptualisation de la recherche et doivent être capturés et non nécessairement « contrôlés¹⁰⁸ » ou exclus de l'étude (Yin, 2013). Le cadrage dans le temps et l'espace, ainsi que la pauvreté environnante des infrastructures, et des investissements dans le DEL limitent les externalités. En fait, tous ces éléments font du cas typique un bon candidat pour une étude de cas du financement du DEL.

Les programmes du DEL financés par les institutions internationales, les municipalités et les pouvoirs publics examinés ont eu lieu dans une période récente, de 2013 à 2017. Les programmes analysés étant en phase de clôture, ils sont plus propices à une analyse des processus et de percevoir les transformations des règles de gouvernances en cours. En outre, comme les limites du phénomène et le contexte dans lequel ils se produisent sont flous, nous avons une situation où il existe beaucoup plus de variables d'intérêt qui devraient être prises en considération dans la recherche, qu'il n'existe de points de données à considérer (Blumberg et al., 2014; Yin, 2013). À partir des observations précédentes, comme mentionné, les expériences sont généralisables à des propositions théoriques et non à la population générale des Pays les Moins Avancés. L'objet de cette section est donc de développer le phénomène de développement local dans le PMA typique¹⁰⁹ tel que défini dans cette thèse à travers d'abord une présentation du terrain d'investigation.

Cette section a pour vocation principale de présenter quelques caractéristiques du terrain d'implémentation des programmes de développement économique local du cas typique, en ce qui a trait

¹⁰⁷ D'autres éléments de réussite du DEL dans les PMA, concernent l'intégration verticale et horizontale des micro-entrepreneurs-créateurs suite aux infrastructures financées, l'amélioration de la gouvernance local, l'augmentation des revenus des micro-entrepreneurs, la création d'emplois décents etc. ...

¹⁰⁸ C'est-à-dire non nécessairement bloqués comme c'est le cas des vraies expériences où le blocage du phénomène permet d'assurer que le phénomène observé est dû aux stimuli et non au hasard.

¹⁰⁹ En fonction du climat des affaires, du revenu par habitant et du niveau de financement externe...

aux impacts que le contexte peut avoir sur les financements du DEL et les possibilités de mobilisation des ressources des collectivités territoriales. Elle est divisée en trois points. En premier lieu, nous verrons de manière succincte les caractéristiques socioéconomiques du territoire du cas d'étude. Le deuxième point développera l'architecture des financements dans les territoires du PMA, enfin en dernier lieu, nous présenterons les acteurs des financements nationaux et internationaux qui y interviennent.

5.1.1. Les caractéristiques socioéconomiques du territoire du cas d'étude

Comme la majorité des Pays les Moins Avancés, le cas typique étudié présente des caractéristiques communes aux autres économies moins avancées relevées dans le Chapitre I, notamment en termes de pauvreté, de formes de production, d'échanges, ainsi que la prédominance du secteur agricole dans les zones rurales qui reste à faibles rendements et à faible productivité. Effectivement, les grandes exploitations agricoles du XIXe siècle ont été morcelées en de petites propriétés familiales orientées vers l'agriculture de subsistance. De même l'élevage et la pêche sont très peu développés en raison du manque d'investissements substantiels dans ces secteurs dans le temps. Avec 58,5 % de la population vivant sous le seuil officiel de pauvreté développé en 2012 et un coefficient de GINI¹¹⁰ estimé à 60,8¹¹¹ pour la même année¹¹², l'une des préoccupations de ce PMA reste les fortes inégalités de revenus (Figure 38).

¹¹⁰ L'indice de Gini mesure la répartition du revenu, ou, dans certains cas, les dépenses de consommation chez les individus ou les ménages d'une économie s'écartent d'une répartition parfaitement égale (données de la Banque Mondiale).

¹¹¹ Le coefficient ou l'indice de Gini varie de zéro à un. En conséquence, un coefficient de Gini, qui est égal à 0 signifie que tous les individus disposent du même revenu. Par contre un coefficient de Gini est équivalent à 1 si un seul individu détient la totalité du revenu disponible (source : http://www.inegalites.fr/spip.php?page=analyse&id_article=2217&id_groupe=&id_rubrique=28).

¹¹² <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=poverty-and-equity-database>

Figure 39. Quelques villas à Labadie, et la vie tranquille dans les villages dans le Nord du territoire étudié



Source : Auteur, observations de terrain juin 2016.

En utilisant les données de l'Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages Après Séisme (ECVMAS)¹¹³, un comité technique interinstitutionnel, conduit par l'Observatoire National de la Pauvreté et l'Exclusion Sociale (ONPES), l'Unicef, la Banque Mondiale, et le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe, a développé un seuil de pauvreté multidimensionnel adaptée à Haïti en 2014¹¹⁴. Cette ligne de pauvreté a établi un montant de 82,2 Gourdes (HTG)¹¹⁵ pour la pauvreté (2,42 USD de 2005) et de 41,7 Gourdes pour la pauvreté extrême (1,23 USD en 2005). Ces estimations avaient été basées sur les habitudes de consommation moyenne de la population et non sur les estimations de pauvreté monétaire (Union Européenne, 2016).

L'un des clivages importants dans le cas d'étude, susceptible d'avoir un impact sur le DEL, est celui de la désarticulation entre l'espace urbain et l'espace rural. L'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique¹¹⁶ estime la population des villes et des quartiers à 6 281 505 habitants soit plus de la

¹¹³ http://ihsi.ht/pdf/ecvmass/analyse/IHSI_DIAL_Rapport%20csmplet_11072014.pdf

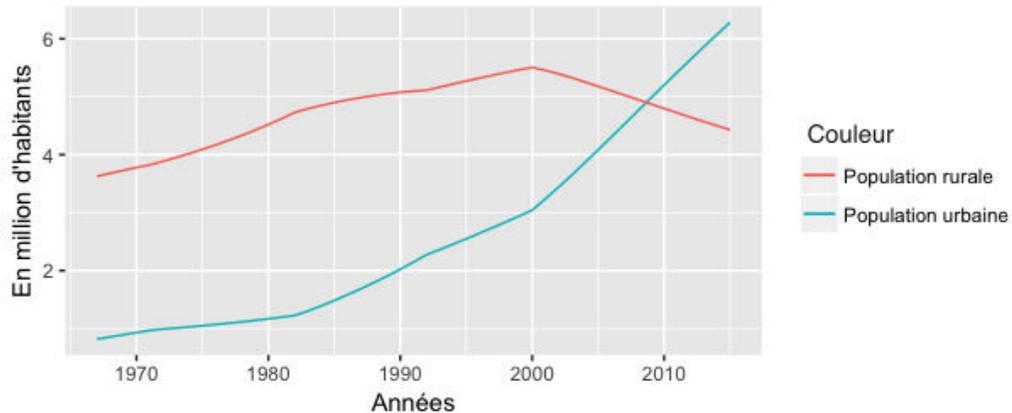
¹¹⁴ Idem et observations participantes de l'auteur en 2014.

¹¹⁵ La Gourde étant la monnaie nationale du cas typique analysé.

¹¹⁶ Institution nationale spécialisée, chargée de produire des informations socio-économiques, et statistiques de l'économie haïtienne.

moitié de la population du cas-typique. Ces chiffres sont, sous-estimés selon les Nations Unies, et devraient être à plus de 57% de la population du cas typique vivant dans les villes (Union Européenne, 2016; World Bank, 2009). Cette situation s'est aggravée avec la chute des Duvalier en 1986, l'ensemble successif de coups d'états, l'embargo économique de 1994, et l'effondrement du tissu industriel naissant. Jusqu'au point où en 2009, plus de la moitié de la population rurale se retrouve dans les villes à cause du manque de services d'infrastructures et du chômage dans les zones rurales (Figure 40). Cependant, cette croissance des villes ne s'est pas accompagnée d'une planification adéquate des autorités étatiques. Effectivement, la croissance de la population urbaine s'est accompagnée d'une informalité du foncier et de la création de bidonvilles dans les quartiers. Comme la plupart des PMA (notamment les PMA d'Afrique subsaharienne), la demande urbaine est orientée vers des produits importés coûteux par rapport aux revenus moyens. En conséquence, la sécurité alimentaire de la population urbaine est faible. La pression démographique des zones rurales sur les villes surpeuplées conduit à la croissance des bidonvilles, où l'on estime que jusqu'à la moitié de la population urbaine vit. Cette situation est également typique de la majorité des PMA, notamment en Sierra Leone (Samson, 2011).

Figure 40. Transition de la population urbaine/rurale du cas typique

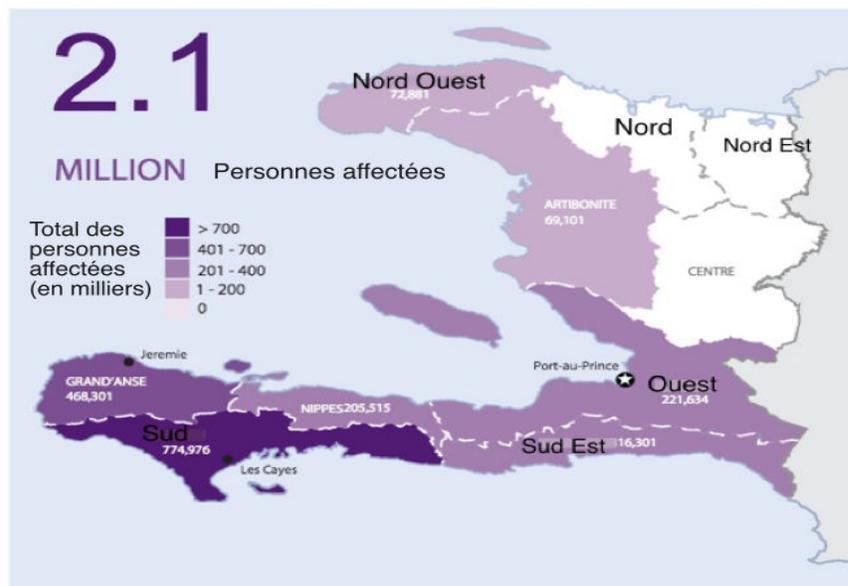


Sources : World Bank, calculs de l'auteur

Note : Chaque point d'inflexion de la courbe de population urbaine correspond à des périodes de tensions politiques ou de chocs économiques : 1986 (chute des Duvalier), 1992 (embargo économique), 2000/2004 (troubles électoraux et insurrections armées).

Par ailleurs, l'urbanisation non contrôlée des villes a favorisé l'apparition quasi-spontanée de mini-villages localisés le plus souvent aux carrefours d'axes de circulation proches des axes d'échange, proches des infrastructures et des services de bases privés ou publics, tels que l'éducation et la santé. Cette urbanisation non contrôlée témoigne du souci de la part de la population d'avoir accès à des opportunités faisant défaut. Enfin, la problématique du développement local reste au cœur des questions de résiliences et de réductions des vulnérabilités locales des zones rurales (Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique, 2014; Union Européenne, 2016). Nous pensons que des financements appropriés permettraient de provoquer des activités génératrices de revenus et de diminuer la pauvreté rurale en créant des opportunités pour les entrepreneurs-créateurs locaux.

Figure 41. Zones fréquemment affectées par les désastres naturels

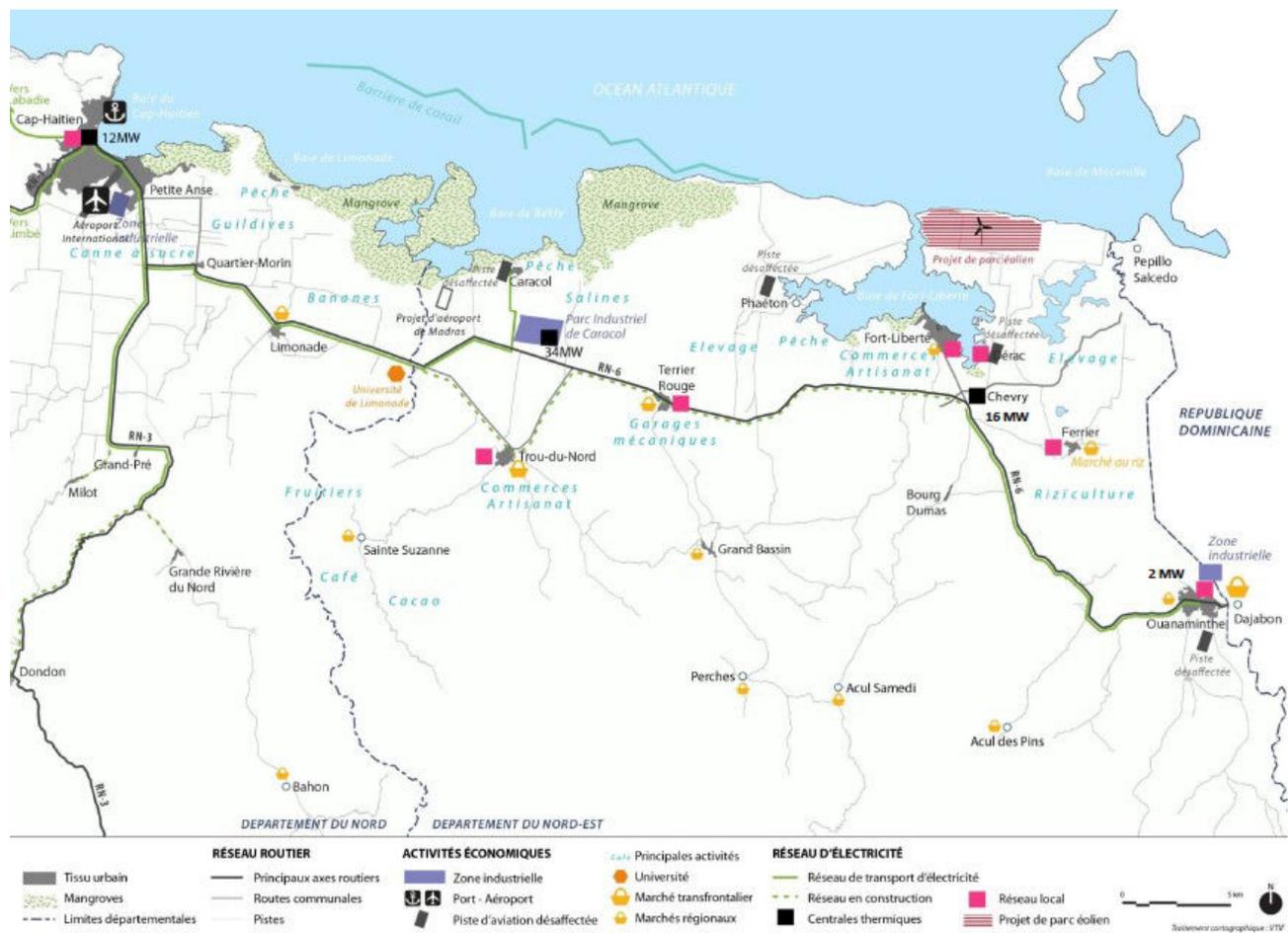


Source: UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, 2016

Le PMA typique analysé contient 10 départements, 42 arrondissements, 145 communes et 571 sections communales. Nous nous concentrons dans cette thèse sur le territoire du Nord et du Nord 'Est, car ces territoires ont été les moins touchés par les catastrophes naturelles dans les 12 dernières années (Figure 40). De plus, le Nord et le Nord 'Est de ce PMA avaient été choisis car ils n'avaient pas été frappés par les distorsions qui avaient eu lieu dans les autres territoires. Par exemple, la zone Ouest de l'île est exclue

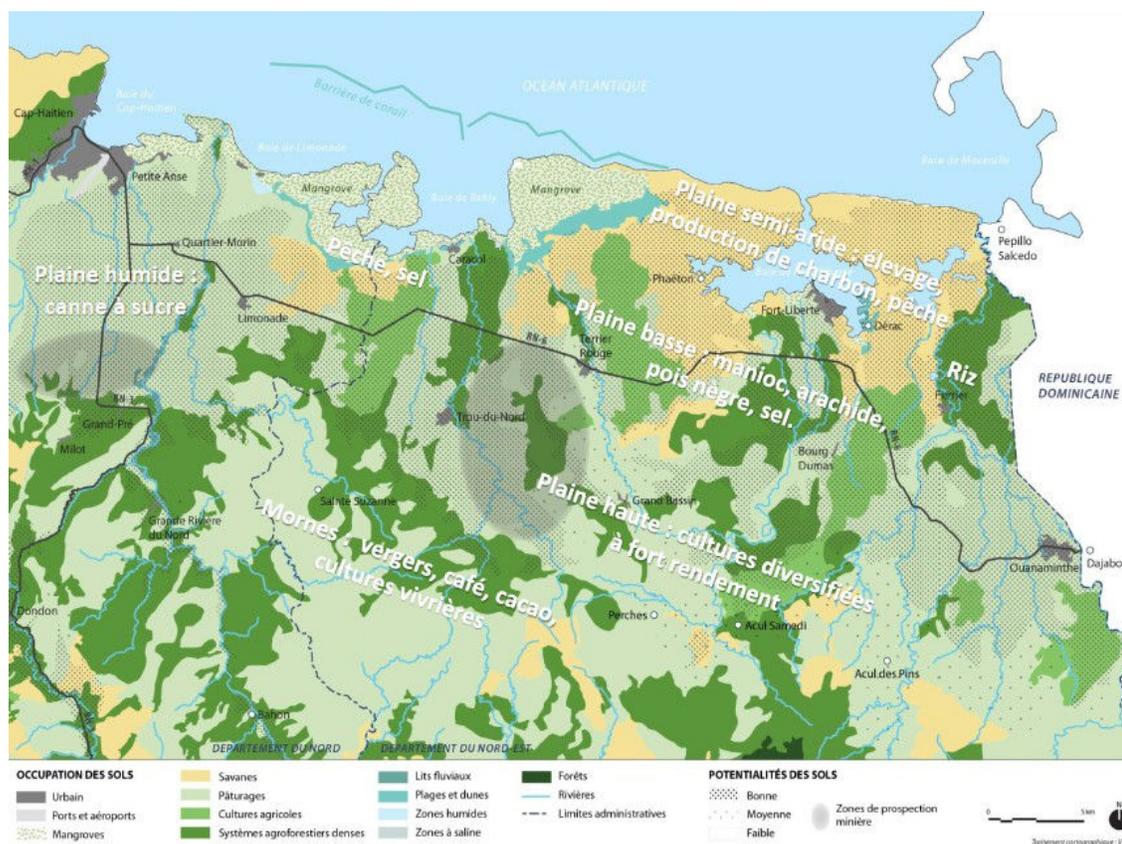
par rapport au dérèglement dû au tremblement de Terre de 2010, à l'urbanisation informelle accélérée et à l'importance du volume du secteur informel (Chapitre IV). En conséquence, dans l'ouest du PMA, s'il y a eu un impact d'une intervention des financements du développement local, il serait difficile à évaluer selon les critères retenus jusqu'ici, en raison du volume d'interventions (Banerjee & Duflo, 2009). Les cartes ci-après présentent succinctement les ressources naturelles de la zone du Nord & Nord 'Est ainsi que les infrastructures et les projets de développement économiques du territoire (Figure 41). Les cartes ci-après présentent une répartition générale des ressources des collectivités du territoire Nord et du Nord 'Est (Figure 42).

Figure 42. Quelques infrastructures de développement économique dans le territoire étudié



Sources : American Institute of Architect (AIA), Secrétariat Technique du Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire, Ministère de l'Économie et des Finances, Banque Interaméricaine de Développement, USAID et la Banque Mondiale.

Figure 43. Ressources naturelles dans le territoire étudié



Sources : American Institute of Architect (AIA), Secrétariat Technique du Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire, Ministère de l'Économie et des Finances, Banque Interaméricaine de Développement, USAID et la Banque Mondiale

Notes : La situation de l'emploi se caractérise par une faiblesse de la valeur ajoutée, un morcellement des terres et un manque de diversification.

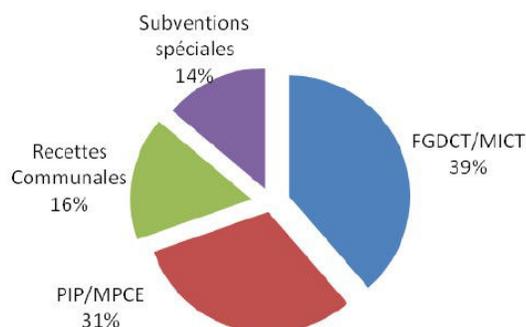
Il apparaît, selon l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique, que plus de 82% de la population active se retrouve dans le secteur agricole : 50% de la population active est occupée par l'agriculture, la sylviculture, l'élevage, la chasse 49%, et la pêche 1%.

5.1.2. L'architecture des financements dans les territoires du PMA

Comme base de transformation des territoires, nous verrons l'architecture de financement dans le PMA typique, les programmes d'investissements et les bailleurs de fonds impliqués dans le DEL. Identiquement à la majorité des PMA, les ressources dont disposent les collectivités territoriales du cas

typique pour le financement du DEL, ont pour origines les revenus fiscaux du territoire, les transferts du gouvernement central, et les allocations spéciales des bailleurs de fonds internationaux (Figure 44). Les revenus fiscaux dans les territoires ruraux restent minces et insuffisants pour répondre aux besoins de financements pour les infrastructures du DEL. Toutes les ressources à la disposition des Collectivités Territoriales sont des ressources publiques, et doivent être inscrites dans le Budget Communal et utilisées conformément à la loi sur le Budget et la comptabilité publique (Privert, 2006). En ce sens plusieurs lois permettant de collecter les impôts et les taxes locales datent du début du siècle dernier (Tableau 17).

Figure 44. Ressources typiques des collectivités locales



Source : Rapport préliminaire du Gouvernement de la République d’Haïti et de l’Union Européenne (2011) « Inventaire des interventions dans la décentralisation en Haïti »

Notes : FGDCT : Fonds de Gestion et de Développement des Collectivités territoriales ; PIP : Programme d’Investissement Public. Les recettes propres des communes ne représentent que 16% de l’ensemble de leurs ressources.

Théoriquement, 100% des fonds mobilisés devraient permettre de recouvrir les coûts de financement des projets d’investissement. Or, plusieurs obstacles peuvent émerger. La première difficulté pour les financements des infrastructures reste qu’il n’est pas toujours rentable¹¹⁷ de collecter les taxes ou les impôts locaux ; car il faut dire que cela est souvent plus coûteux pour les municipalités. L’on retrouve cette situation non seulement dans le cas typique, mais également dans les économies de l’Afrique subsaharienne (Chenal, 2013; 2015). Effectivement, selon le Ministère de l’Intérieur et des Collectivités Territoriales de ce PMA, en 2016, le coût du recouvrement des taxes sur les activités économiques des

¹¹⁷ En termes de volume des dépenses comparé aux montant recueillis collectés.

microentreprises s'élevait à 7 USD¹¹⁸. Étant donné le montant qui sera perçu au final par la municipalité, il faut que les coûts de recouvrement des taxes et des redevances soient réduits à au plus 3 USD¹¹⁹ pour que la mobilisation des recettes soit rentable. Ensuite, dans les zones rurales les municipalités ne disposent pas des ressources humaines, financières et logistiques adéquates pour mobiliser les ressources fiscales et conduire les projets du DEL pour lesquels une articulation efficace d'une demande de financement serait nécessaire.

Tableau 17. Impôts municipaux et références légales

Principaux impôts	Références légales	Montants perçus en monnaie nationale	Montants perçus en USD*
CFPB	5 avril 1979	287 450 480	6 167 141
Patente	28 sept. 1987	214 700 154	4 606 310
Droit de numérotage	18 février 1971	235 257	5 047
Permis de construire	5 avril 1978	n.d.**	n.d.
Droit d'alignement	10 août 1961	1 016 963	21 818
Droit d'épave	7 août 1913	497 875	10 681
Certificat vente de bétail	2 août 1950	438 469	9 407
Matériaux et denrées sur la voie publique	9 sept. 1918	60 639	1 301
Droit échoppes et tonnelles	7 août 1913	756 792	16 236
Taxe étalonnage	7 octobre 1975	212 753	4 564
Permis d'inhumer	28 sept. 1938	1 199 868	25 742
Autres	-	10 731 884	230 248
Total		517 301 136	11 098 501

Source : Sénat de la République d'Haïti.

Notes : (*) calculs en considérant le taux de change Gourdes/USD au 25 mai 2015.

() n.d. (non disponible). Plusieurs des lois relatives aux redevances datent du début du siècle passé et n'ont subi aucune modification que ce soit au niveau des formes de perceptions ou des montant depuis.**

¹¹⁸ Ce coût inclus le dépistage des entreprises et des terrains bâtis et non-bâtis, le paiement des campagnes de recouvrements, le paiement des agents fiscaux et fonctionnaires, la logistique etc. En fait, dans les zones rurales où la population est peu formée, la transmission orale des messages représente des coûts additionnels que doivent supporter les municipalités sans qu'elles aient nécessairement l'assurance que les citoyens rempliront leurs obligations fiscales.

¹¹⁹ Focus group avec le MICT.

5.1.3. Les acteurs nationaux et internationaux intervenant dans les territoires et les dispositifs de coordination

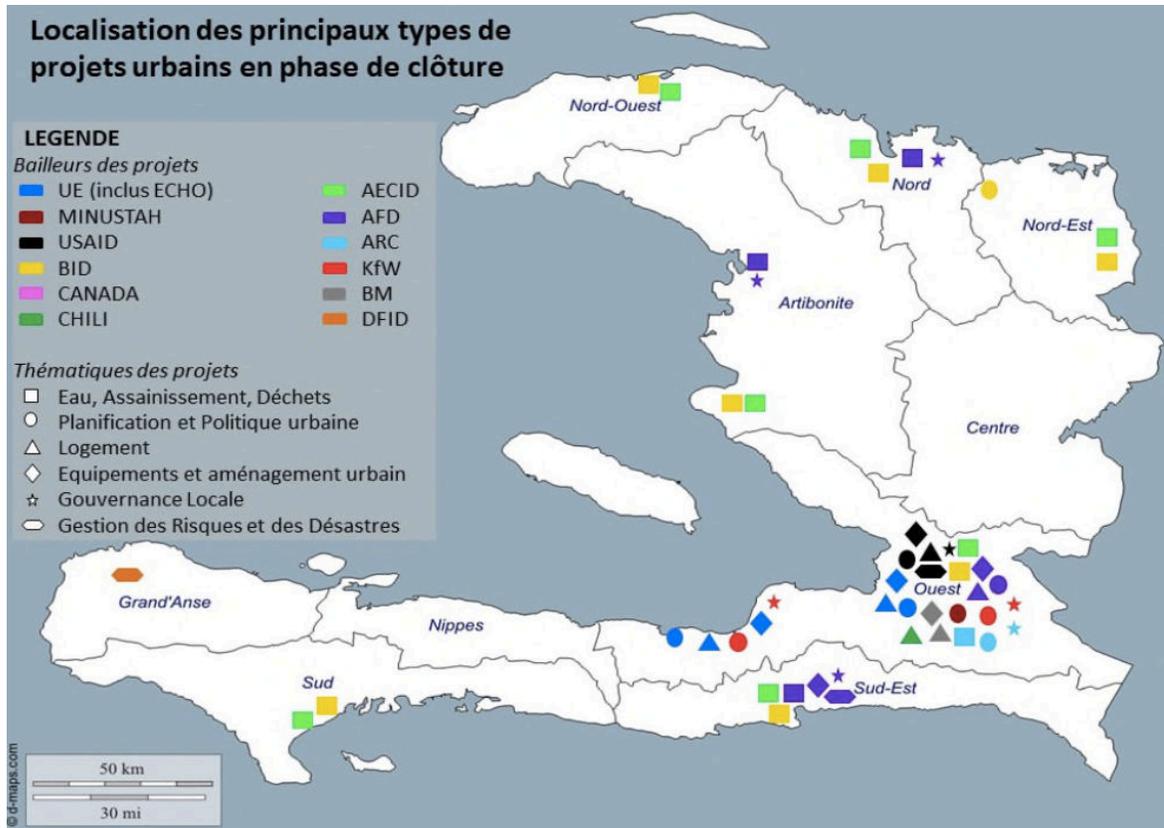
Les interventions et appuis des partenaires techniques et financiers internationaux à l'investissement dans les territoires (départements, communes, et sections communales) du PMA, consistent à financer des programmes de développement économique et social dans les collectivités. Les « collaborateurs traditionnels » de cette économie sont surtout des partenaires historiques qui interviennent dans ce que l'on appelle des « programmes d'interventions ». D'une manière générale ces programmes concernent des interventions dans plusieurs secteurs de services dans les départements et les sections communales du PMA étudié. Ces interventions concernent le financement de programmes ou de projets d'appui socioéconomique. La plupart des fonds destinés au développement économique local passent par les structures de mise en œuvre des ministères sectoriels ou par des Organisations Non-Gouvernementales. Cependant, il advient au Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales l'autorité et la responsabilité d'assurer la coordination des interventions dans la décentralisation (Privert, 2006; United NationsMPCE, 2013).

Depuis le séisme et l'établissement des différents clusters¹²⁰ chargés de la coordination inter- ONG, et de la coordination avec les ministères sectoriels, les autorités haïtiennes affichent une certaine lassitude en ce qui concerne le volume des rencontres mensuelles, bimensuelles, ou hebdomadaires entre les agences bilatérales et multilatérales. Dans la coordination des interventions de coopération à la décentralisation il n'existe pas de répartition de tâches ou d'aires géographiques entre les bailleurs (Union Européenne, 2016). Cependant, nous pouvons remarquer une certaine concentration des interventions dans des zones spécifiques telles que l'Ouest et le Sud-Est soit pour des questions humanitaires, ou d'accessibilité des zones d'interventions (Figure 44). Effectivement, certaines zones

¹²⁰ Selon la United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), les clusters sont des « groupes d'organisations humanitaires, faisant ou non partie du système des Nations Unies, constitués dans chacun des principaux secteurs de l'action humanitaire, par exemple, l'eau, la santé et la logistique. Ils sont désignés par le Comité permanent inter organisations et sont investis de responsabilités claires en matière de coordination ». https://www.unocha.org/sites/unocha/files/dms/Documents/OCHA%20on%20Message_Cluster%20Approach_vFR.pdf

rurales reculées sont caractérisées par l'absence d'infrastructures routières, ce qui les rend difficiles d'accès.

Figure 45. Les programmes de développement local par domaines d'intervention des bailleurs de fonds techniques et financiers



Source : Union Européenne (2016) « Étude pour l'identification et la formulation du programme de développement urbain du 11ème Fonds Européen de Développement » (Union Européenne, 2016) ; Document d'analyse sectorielle de la Direction Générale des Impôts. Les projets de gouvernances locales impliquant les bailleurs de fonds internationaux dans ce PMA sont dans quelques départements.

Tableau 18. L'assistance technique internationale dans les finances locales – suivant les domaines d'intervention

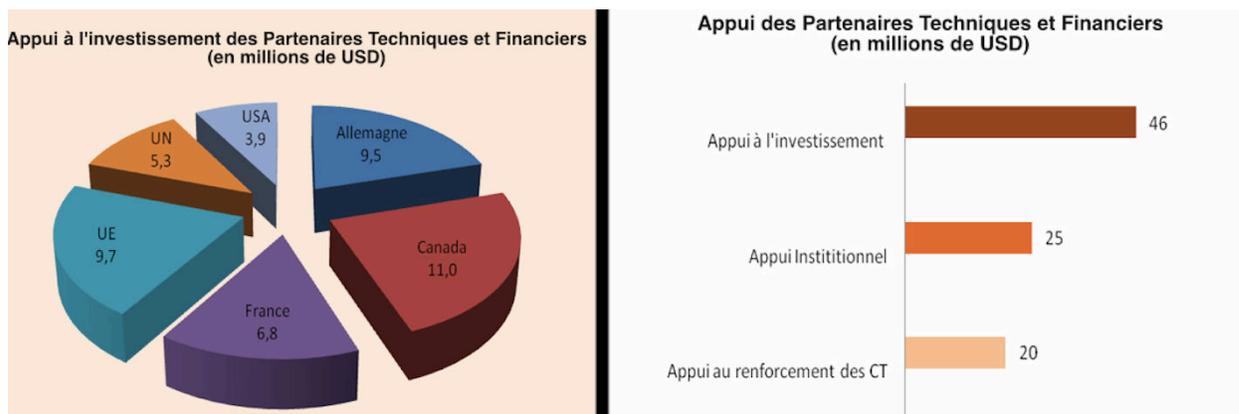
Dimensions	Institutions internationales impliquées dans le DEL	Champs d'intervention
Renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> • USAID • Programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM II) • Délégation de l'Union Européenne • ONU Habitat • Coopération française • Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH) 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des Municipalités locales • Renforcement de 4 communes (région des Palmes) • Renforcement des capacités et formation des Élus locaux • Renforcement des capacités
Mobilisation des ressources	<ul style="list-style-type: none"> • USAID - Lokal plus • Onu Habitat 	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation des ressources locales à travers le projet Lokal plus (9 communes) • Mobilisation fiscale
Infrastructure	<ul style="list-style-type: none"> • Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH) • Délégation de l'Union Européenne 	<ul style="list-style-type: none"> • Constructions

Sources : Ministère de l'Économie et des Finances ; Direction Générale des Impôts ; Données complétées par l'auteur

Théoriquement, les décisions d'investissement dans les territoires par les bailleurs de fonds internationaux se réalisent en fonction des plans de développement établis par le gouvernement, de concert avec le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe. Ces intégrations et investissements ont pour armature le Cadre Stratégique Intégré des Nations Unies dont l'objectif premier est le « renforcement progressif des institutions gouvernementales et de la société civile, au niveau central et départemental », tout en maintenant l'alignement entre le Plan d'Action National pour le Relèvement et le Développement ainsi que le Plan Stratégique pour le Développement (United NationsMPCE, 2013). L'un des principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement est d'assurer un alignement de l'aide au développement avec les priorités nationales (Organisation de Coopération et de Développement Economiques, 2008). Cependant tous les bailleurs de fonds ne suivent pas nécessairement les principes de la déclaration de Paris qui implique ou considère

le point de vue de partenariat de la relation entre les deux entités.

Figure 46. Appui des partenaires techniques et financiers



Sources: Union Européenne : Inventaire des interventions dans la décentralisation en Haïti - Assistance Technique pour l'Appui Institutionnel au Bureau de l'Ordonnateur National du Fond Européen de Développement (FED) 2011

Déjà l'ensemble de ces éléments nous donne les premiers outils contextuels nécessaires à l'analyse des impacts des programmes de financement du développement local dans ce PMA, notamment l'impact du contexte d'implémentation et des variables externes dans le cas d'étude. La présentation des résultats fera l'objet de la section suivante.

5.2. Présentation des résultats des enquêtes qualitatives

Dans cette thèse, nous nous intéressons à l'impact des financements dans les territoires d'une part et aux mécanismes sous-jacents à cet impact dans des économies moins avancées où des conditions défavorables constituent des obstacles au développement économique local d'autre part. Dans la section qui suit, nous présentons et analysons les résultats des observations directes et participantes, des focus

groups, des documents d'archives des institutions intervenant dans le DEL dans le Nord et le Nord 'Est du cas d'étude.

La meilleure façon d'aborder ce défi de « meilleures histoires contre meilleures théories » pour le développement théorique, est de l'effectuer par des propositions distinctes de telle sorte que chacune soit soutenue par des preuves empiriques (Hsieh & Shannon, 2005; Yin, 2013). L'analyse des résultats a été réalisée avec une analyse de contenu. Ces formes d'analyses de données qualitatives décrivent toute une famille d'approches analytiques allant des analyses intuitives et interprétatives aux analyses textuelles systématiques et strictes (Hsieh & Shannon, 2005). L'analyse de contenu est définie comme une méthode de recherche pour l'interprétation subjective du contenu des données textuelles par le processus de classification systématique du codage et de l'identification de thèmes ou de modèles (Hsieh & Shannon, 2005; Mayring, 2003).

L'analyse des données qualitatives a été effectuée d'abord en ayant recours à une matrice à codage thématique englobant les résumés de toutes les sources primaires et secondaires des données qualitatives recueillies sur le terrain d'investigation (Figure 36). Nous avons utilisé cette procédure car elle permet une approche systématique de l'analyse des données qualitatives, et tente de préserver certains atouts méthodologiques des analyses quantitatives et de les élargir à une notion de procédure qualitative¹²¹ (Mayring, 2003). Ces procédures permettent de renforcer la validité interne et externe, ainsi que la « replicabilité » du modèle théorique développé.

Les données empiriques issues des groupes de discussion, des données budgétaires, la synthèse des rapports mensuels et annuels des institutions internationales, ministères sectoriels, municipalités, ont été synthétisées afin de déterminer si des schémas de comportements apparaissent (Hsieh & Shannon, 2005; Yin, 2013). Les informations recueillies sur le terrain de février 2014 à février 2017 ont été conservées sous différentes formes capables d'être transportées dans plusieurs plateformes¹²². Ces données ont été

121 En gardant des règles d'analyse systématique du matériel analysé étape par étape, selon des règles de procédure, en concevant le matériel dans des unités d'analyse de contenu (Mayring, 2003).

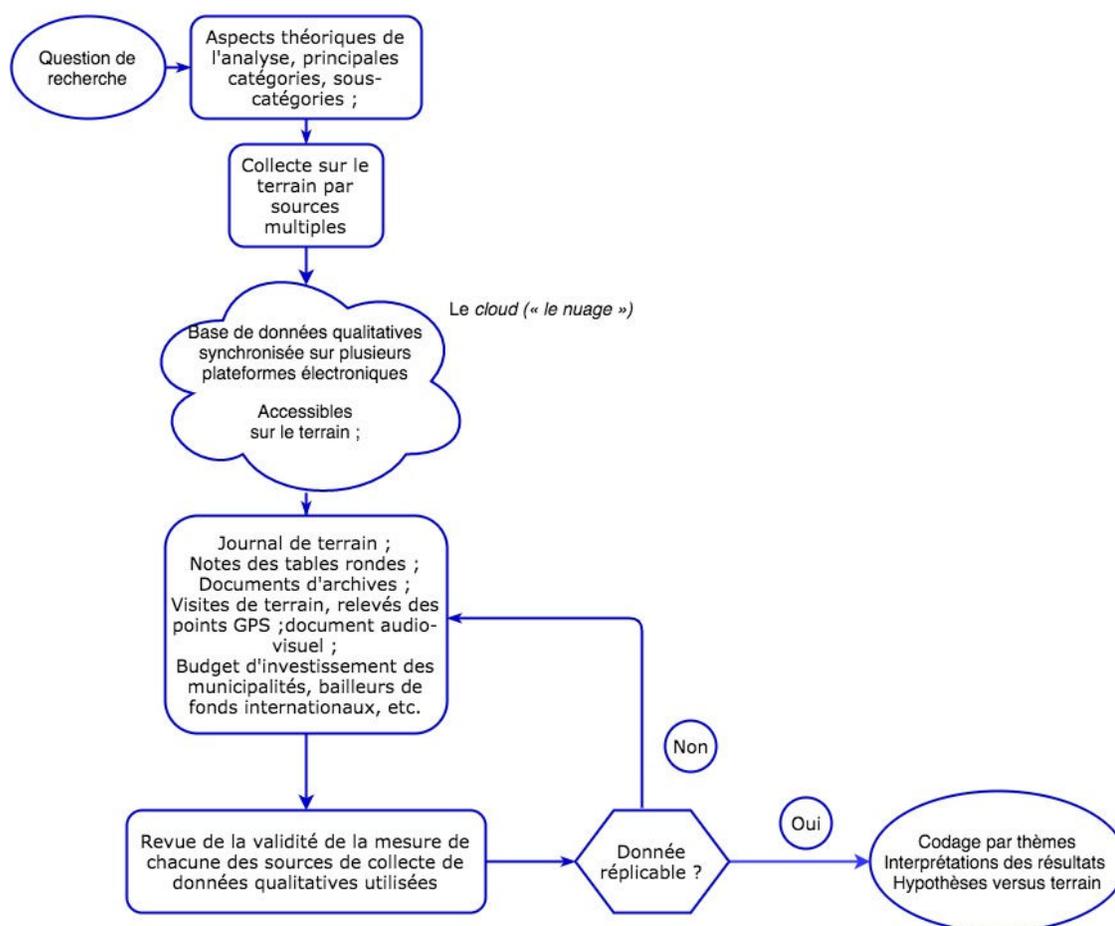
122 Journaux de terrain, notes d'observations électroniques sauvegardées dans le Cloud pour la synchronisation, des images, des points GPS, etc. Cette façon de faire est une nécessité pratique et éthique dans les PMA, de garder

gardées dans une base de données qualitative dont l'objectif est d'augmenter la reproductibilité (*reliability*) et la replicabilité du processus de recherche. L'idée principale de la procédure, est de donner des définitions explicites, des exemples et des règles de codage pour chaque catégorie déductive, en déterminant exactement dans quelles circonstances un passage de texte peut être codé avec une catégorie déterminant la vérification de l'hypothèse théorique.

Les hypothèses définies lors de l'élaboration du cadre théorique ont servi de guide pour la définition des thèmes initiaux, et pour la confrontation des hypothèses aux données empiriques. On a une présentation des résultats par « *pattern matching* » (correspondances de structures) pour comparer les relations anticipées dans le modèle théorique (Figure 29) aux données empiriques relevés sur le terrain (Leonard-Barton, 1990; Yin, 2013). Par la comparaison entre les propositions théoriques et les données qualitatives relevées sur le terrain d'investigation, nous nous attendons à ce que, dans cette partie, chacune des hypothèses du cadre théorique soit vérifiée soit par le rejet de l'hypothèse alternative (H_a ou H_0) de neutralité, soit par l'absence de la relation existant entre les variables définies dans le cadre théorique (Figure 29). L'hypothèse alternative (H_a) peut être aussi interprétée telle que la relation observée sur le terrain ne soit pas due aux interventions des financements « mixtes » (notre variable indépendante) (Peng, 2016a; Yin, 2013).

plusieurs copies des données et de les synchroniser notamment dans les zones rurales à faibles infrastructures (internet, électricités etc.). De plus certains acteurs ne veulent ni être enregistrés ni être filmés.

Figure 47. Synthèse des étapes dans la collecte et la validation des données qualitatives



Sources : Construit par l'auteur à partir de (Mayring, 2003; Vassili, 2009)

5.2.1. Le contexte de programmation du développement local dans les PMA comme variable externe

L'une des caractéristiques des Pays les Moins Avancés est l'importance de la fréquence des troubles politiques et cette situation rend l'environnement foncièrement défavorable au développement local (Auvinen, 2016; Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, 2016). Un ensemble d'externalités ont affecté les activités des projets, durant les périodes d'implémentation des infrastructures à financements des partenaires étatiques, locaux, internationaux dans les localités, les

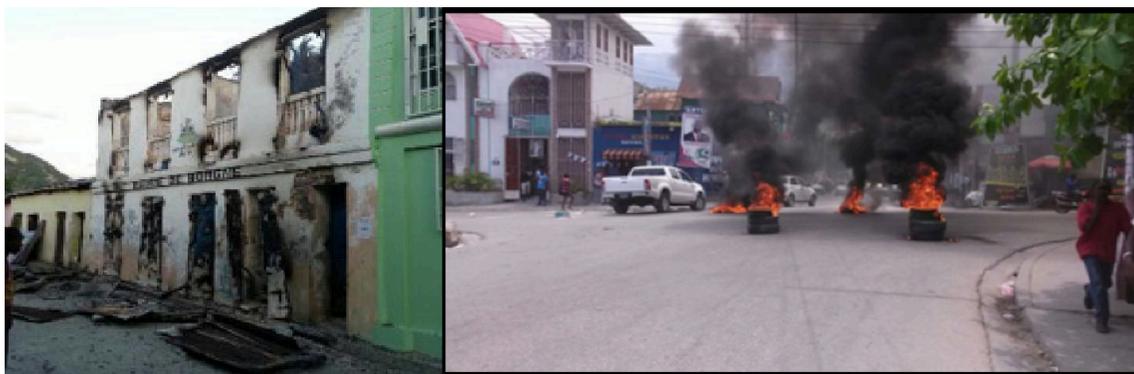
renforcements de capacité des institutions nationales et internationales impliquées dans le DEL. Ces questions liées au contexte d'implémentation ont été incontournables non seulement parce qu'elles ont un impact négatif sur le déroulement du DEL mais également, une étude de cas reste une démarche empirique dans laquelle le cas est analysé dans son contexte réel et lorsque les frontières entre le phénomène et son environnement ne sont pas clairement évidentes (Yin, 2013). Les éléments du contexte affectant négativement le développement économique local dans le cas typique sont les suivants :

- Les distorsions organisationnelles ;
- Le processus électoral ;
- Les troubles civiles dans les zones d'interventions.

La cinquantième législature d'Haïti a été assermentée pendant deux jours, les 11 et 12 janvier 2016, près d'une année complète après la dissolution du Parlement le 14 janvier 2015. Au cours des douze mois qui ont suivi, sans parlement fonctionnel, les programmes du DEL et des gouvernances n'ont pas été en mesure de réaliser de progrès significatifs notamment en ce qui concerne l'agenda de décentralisation. À la suite de la publication par la Commission indépendante d'évaluation électorale d'une enquête indépendante sur les irrégularités graves des élections du 25 octobre 2015, des manifestations ont eu lieu à l'échelle nationale, et la date du 27 décembre 2015 initialement prévue pour le deuxième tour des scrutins pour élire un président a été reportée au 24 janvier 2016. Les tensions ont augmenté au fur et à mesure que la date du 24 janvier 2016 s'approchait, en particulier à Port-au-Prince (l'Ouest du cas typique), où des manifestations de protestations de plus en plus fréquentes ont entraîné des dommages matériels et parfois des blessures et des décès (Figure 48). En réponse, les organisations internationales œuvrant dans le développement local et les Organisations Non-Gouvernementales ont été obligées de renforcer leurs mesures de sécurité, et de reprogrammer ou de freiner, dans certains cas, les activités dans les communes d'interventions¹²³.

¹²³ Rapport d'activités du projet Lokal+ de USAID ; « 2015 Annual Report ».

Figure 48. Troubles politiques et impacts sur les municipalités



Sources : Photo crédit vantebefInfo, et la Croix Rouge haïtienne, 30 juin 2016.

Note : La municipalité de la ville de Borgne dans le département du Nord a été incendiée par des « protestataires » (image à gauche).

D'un point de vu institutionnel, le plus important pour les acteurs engagés dans le développement local avait été que la nouvelle commission électorale certifie au moins les résultats des élections municipales du 25 octobre 2015, de sorte que les Maires élus puissent prendre leur fonction. L'assermentation des Maires élus est importante parce que tout au long de la première moitié de 2014, les municipalités du cas typique avaient été gouvernées par des « Maires intérimaires » qui, dans l'environnement politique tendu, se sont montrés de plus en plus réticents à prendre des décisions controversées, comme la négociation des frais d'utilisation avec les marchands pour l'utilisation des marchés publiques, ou le recouvrement forcé pour les grands contributeurs. En plus de la contrainte sur les activités des programmes du DEL, la plupart des acteurs internationaux impliqués dans le développement local, et la gouvernance locale, ont eu des difficultés à susciter les décisions des « Maires intérimaires » sur des questions controversées. Les troubles civils épisodiques ont également contribué au ralentissement des flux de revenus des municipalités¹²⁴.

Un facteur encore plus important pour la mobilisation fiscale des municipalités avait été la loi de finances, promulguée comme décret présidentiel, en raison de l'absence de Parlement, dont deux articles

¹²⁴ Rapport d'activités du projet Lokal + de USAID ; « Quaterly report jan-march 2016 ». Suivi des impacts par des observations participantes.

(article 16 et article 21) ont impacté négativement les revenus des municipalités. L'article 16 de la Loi de Finances exigeait que les contribuables complètent leur déclaration définitive d'impôts et qu'ils produisent un certificat attestant qu'ils ont payé l'impôt sur le revenu, avant de recevoir leur contribution sur les biens immobiliers ou leur taxe professionnelle.

Quant à l'article 21 de la Loi de Finances, il a décrété une modification de la base du calcul de la valeur des biens construits. Ces derniers sont évalués aux fins de l'impôt sur les propriétés. La base de calcul est passée, de la « valeur locative » à la « valeur marchande ». Le formulaire d'impôt sur le revenu du cas analysé n'est pas facile à compléter et, pour les propriétaires de biens ayant peu de formation¹²⁵, l'exigence prévue des articles 16 et 21 ont constitué un obstacle au paiement de leurs impôts. En outre, l'obligation de payer les impôts sur le revenu avant d'autres impôts a été perçue comme un fardeau pour la population à faible revenu, qui paient une somme forfaitaire de 5 050 Gourdes (environ 82 USD, tandis que 58,5% de la population vit sous le seuil de pauvreté de 1,25 USD).

La baisse des revenus est attribuable aux articles 16 et 21 de la Loi de Finances (Figure 49). La Direction Générale des Impôts (DGI) a été face à un dilemme. Les hauts fonctionnaires de la DGI nous ont déclaré qu'ils se seraient opposés aux deux mesures s'ils avaient été consultés avant le décret. Mais en tant qu'agent d'exécution et non organe chargé de l'élaboration des politiques, une fois le décret émis, la DGI ne peut que se conformer à toutes les dispositions de la Loi sur le budget 2015-2016, y compris les articles 16 et 21¹²⁶.

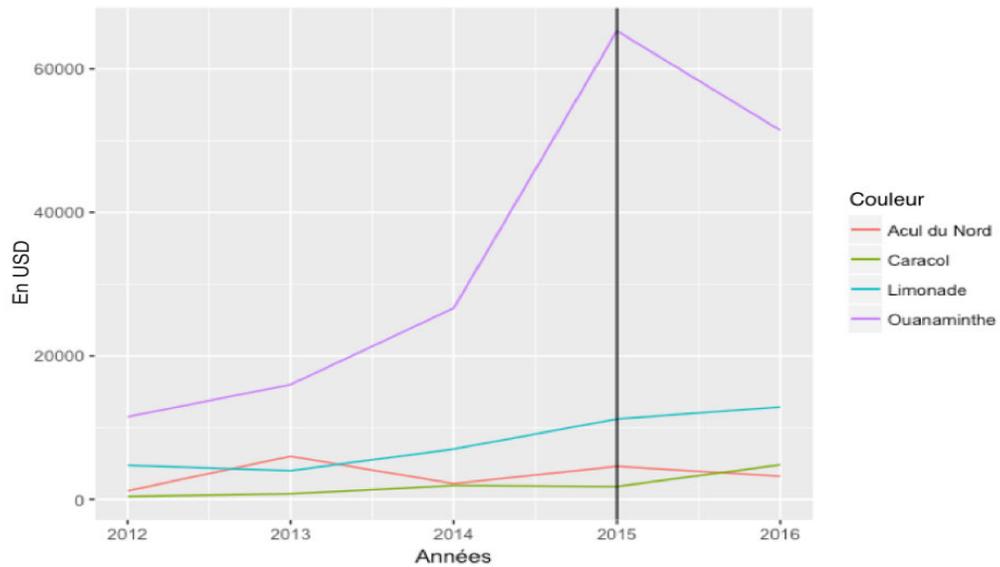
Au cours de la période considérée pour la collecte de données qualitatives, de nombreux Maires et leurs personnels ne faisaient que de brèves apparitions dans leurs bureaux, où des fonctionnaires municipaux avaient eu des arriérés de salaires de 20 mois¹²⁷. Cette situation encourageait des pratiques totalement illégales dans certaines Mairies (Figure 50).

¹²⁵ Notamment ceux de zones rurales qui ne savent pas nécessairement lire...

¹²⁶ Rapport d'activités du projet Lokal + de la USAID ; « Quaterly report jan-march 2016 ». Rapport d'activités du projet Lokal + (février 2016), USAID, et entretiens avec le MICT.

¹²⁷ Nous verrons plus tard que cette situation est due à une architecture institutionnelle dont l'objectif est de diminuer l'autorité et les marges de manœuvre des municipalités.

Figure 49. Évolution des revenus de quelques municipalités et impact combiné de l'élection et des mesures de la loi de finances de 2015



Sources : Municipalités, calculs de l'auteur.

Note : L'impact combiné des décisions de modification de la Loi de Finances et des élections ont provoqué de forts ralentissements dans les revenus des municipalités en 2015.

Figure 50. Poste de péage non autorisé et en dehors de la loi



Source : Auteur, observations de terrain (mars 2016)

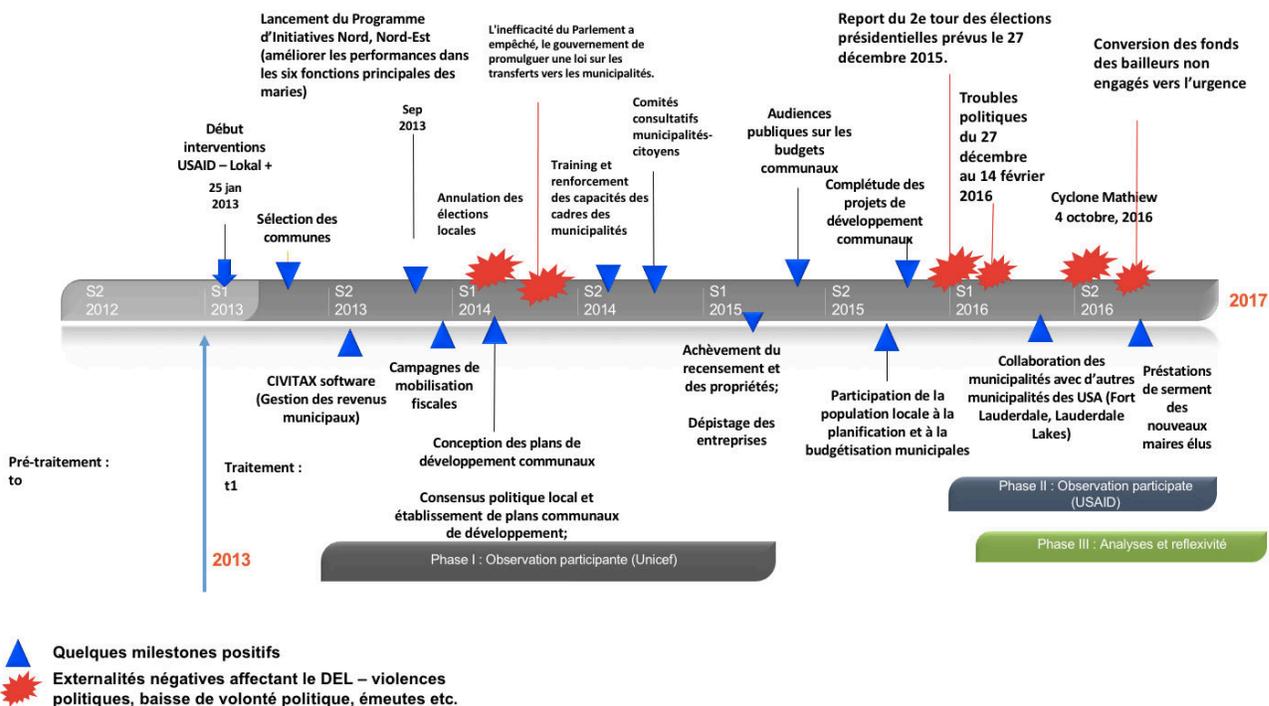
Notes : Suite au renvoi des élections locales de 2015, l'exécutif avait nommé des agents exécutifs intérimaires censés jouer le rôle d'autorités locales. Quelques mois avant leur départ, les

autorités nommées ont eu des comportements contraires aux prescriptions légales (i.e. ce « poste de péage » illégal dressé par la Mairie de Ouanaminthe).

Il a été souligné que l'objectif du financement mixte du développement économique local, en plus de palier à la rareté des financements dans les PMA, devrait permettre, à travers un financement des institutions du secteur privé local, étatique et international, d'obtenir des gains d'efficacité et une meilleure intégration des communautés par les infrastructures. La fragilité économique, le manque de capacités gouvernementales et la corruption affectent la performance des programmes de développement local. En effet, la corruption augmente le prix des transactions et brouille les objectifs réels du gouvernement (Luiz, 2010; Zagainova, 2012). Cela rend les risques internes et externes des programmes du DEL difficiles à anticiper et donc difficiles à gérer dans un accord contractuel de moyen terme entre les institutions de financement (Rebeiz, 2011).

Le contexte politique des économies moins avancées représente un obstacle considérable à la performance des programmes de développement local (Hasan, 2008). Les risques économiques et politiques doivent être gérés et anticipés car ils affectent les performances des municipalités, des acteurs internationaux et le développement des infrastructures. La stabilité de l'environnement politique et économique peut être considérée comme un facteur de succès du développement économique local dans les Pays les Moins Avancés. Ces éléments ne font pas nécessairement partie des variables principales du modèle empirique, mais se rapportent à l'environnement général des PMA et sont de ce fait considérés comme des variables externes parce qu'ils affectent la variable dépendante du modèle. La combinaison des éléments empiriques, des mesures de performance et des paramètres empiriques des PMA permettent d'avancer que le contexte politique en lui-même est une variable externe à maîtriser dans le modèle empirique qui affecte négativement la performance du DEL dans notre modèle empirique (Figure 59). En effet, le niveau de revenu par habitant, les ressources humaines et la vulnérabilité économique définissent l'appartenance d'un pays à la catégorie des Pays les Moins Avancés (United Nations Conference on Trade and Development, 2015).

Figure 51. Chronologie des interventions et du processus de collecte et d'analyse de données.



Source : Construit par l'auteur à partir des observations sur le terrain de février 2014 à février 2017 et complétée par des données secondaires (rapports mensuels d'activités des projets de la USAID).

La Figure 51 résume la chronologie de la collecte de données qualitatives, les piliers marquants du développement localisé et l'appui aux collectivités ; mais également, elle relève quelques externalités négatives que le contexte d'intervention a eu sur l'implémentation des programmes durant la période de 2013 à 2017. Nous utilisons la période d'avant 2013 comme situation initiale ou *Baseline* pour les interventions et les analyses. Cette date est retenue car elle marque la fin de certains programmes et investissements du DEL répertoriés et le début de nouveaux programmes dans le territoire du Nord et du Nord 'Est étudié dans le PMA typique (Figure 44). Durant cette année débutent également des programmes de financements avec les apports des d'interventions de l'Étas du PMA, de la USAID, d'autres bailleurs de fonds internationaux, et des municipalités. Nous avons ainsi une constance dans les interventions des partenaires, et des institutions et (surtout) des unités d'analyse du cas d'étude. Nous gardons en conséquence, dans la présentation des résultats, le point de vue de l'analyse longitudinale du financement du DEL dans ce PMA.

5.2.2. L'impact des financements mixtes dans les territoires

La tendance à la décentralisation au niveau mondial, et la persistance de la pauvreté rurale, a augmenté la nécessité de la poursuite du développement économique local et amplifié la demande en matière de financement des infrastructures locales. Au cours des dernières décennies, les gouvernements des pays développés et des pays en développement ont décentralisé les responsabilités fiscales, politiques et administratives (Bond et al., 2012). Ainsi, dans de nombreux cas d'économies en voie de développement, les gouvernements locaux favorisent-ils maintenant le développement économique local (Bird & Vaillancourt, 2008). Cependant, dans les Pays les Moins Avancés, le manque de financement et la faible capacité des gouvernements locaux demandent un processus dans lequel les acteurs publics (centraux et locaux), privés, internationaux et de la société civile travaillent conjointement au financement des infrastructures pour le DEL, à l'amélioration de la compétitivité et à l'augmentation des perspectives d'emploi d'un territoire. La rareté des financements requiert également que les fonds injectés dans les territoires soient en mesure de produire un maximum d'effets à partir de financements appropriés.

Nous supposons qu'il y a eu un impact des financements mixtes dans les territoires d'implémentation des programmes du DEL, puisque, suite à l'augmentation du nombre d'infrastructures (marchés, transports etc.) financées, il y a un accroissement général des revenus dans les localités, des activités économiques et, au final, de l'assiette fiscale des municipalités. Il convient avec la triangulation des données qualitatives d'identifier les zones où l'augmentation des revenus coïncide avec les investissements, et de confirmer par tables rondes, et les observations directes participantes cet état de fait. Nous chercherons également à identifier les explications alternatives des faits observés.

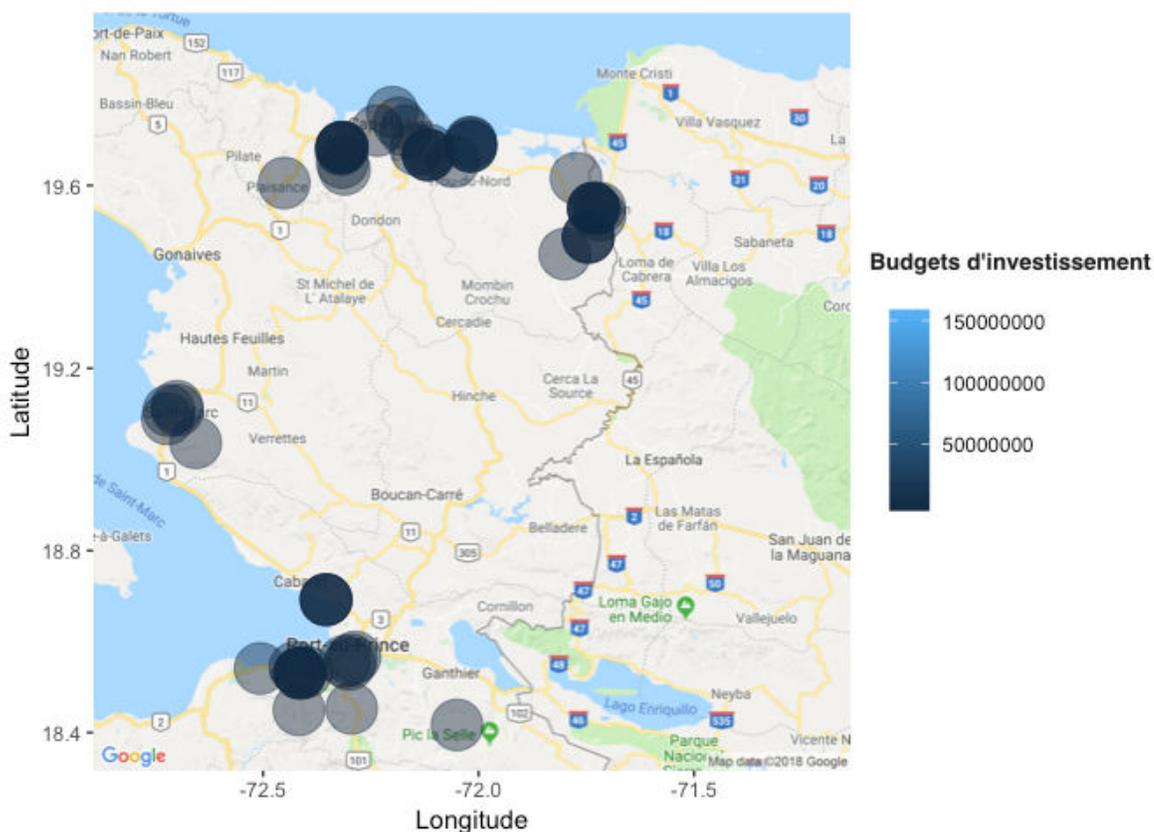
La première hypothèse du modèle conceptuel prévoyait qu'il était possible d'obtenir des impacts des financements dans les territoires en utilisant un financement dit « mixte » articulant l'apport financier des différents acteurs : gouvernement local, gouvernement central, société civile, institutions internationales. Cette hypothèse est comparée à la situation contrefactuelle d'absence de liens entre cette

forme d'investissement utilisée et le DEL. Les données qualitatives géo-référencées se sont révélées être un outil important en raison de la nature principalement territoriale d'une grande partie de l'information analysée et du fait que l'objet de l'étude est le DEL dans l'espace rural (Figure 51). Le total des investissements dans les zones pour le développement des infrastructures locales s'élevait à 155 057 985 USD¹²⁸, organisés en clusters selon quatre zones géographiques.

La cartographie des mécanismes de financement du développement local a été réalisée, d'abord à partir du recueil des données auprès des partenaires techniques et financiers intervenant dans le développement local et urbain. Puis, cette analyse a été complétée par l'enquête du Fonds de Développement Européen (FDE). Les coordonnées GPS des interventions ont été relevées par l'auteur. Les données additionnelles proviennent des activités des programmes du DEL à financements « mixtes » identifiés, ainsi que les montants qui avaient été engagés dans les programmes du DEL. La documentation vient des bailleurs (bulletins, documents d'information, fiches d'information, revues de presses, les programmes de coopération en cours de rédaction, documentation interne, procès-verbaux des réunions des comités de gestions des collectivités ...).

¹²⁸ Il est possible que ce chiffre soit sous-évalué car nous n'avons pas pu avoir accès aux budgets détaillés, puisqu'ils renferment également les données sur les salaires des consultants internationaux, les frais de fonctionnement, les per-diem...

Figure 52. Cartographie des projets de développement local à financements mixtes relevés de 2013 à 2016



Source : Calculs de l'auteur.

Notes : Cette carte a été effectuée après les relevés sur le terrain de 2013 à 2016. Les coordonnées GPS des sites des projets du DEL sont prises par l'auteur lors des visites et missions de terrain. Ces données ont été complétées par des entretiens avec les acteurs clés ou lors des rencontres avec les experts durant des rencontres formelles et informelles.

Les montants investis varient de 500 000 USD à 70 millions USD. Les indicateurs du DEL et les budgets représentés ici sont plus économiques que sociaux et représentent les budgets, pour les infrastructures (marchés, transport etc.).

Tableau 19. Descriptif sommaire des projets relevés dans le territoire

Territoire	Types de projets	Budgets d'investissements par les partenaires publics, privés et internationaux (en USD)
Caracol	Parc Industriel	70 000 000
Saint Marc	Port Lafito	57 000 000
Acul du Nord	Construction école secondaire	1 209 000
Ouanaminthe	Marché public	1 078 000
Acul du Nord	Construction centre de santé publique Soufrière	806 000
Acul du Nord	Construction centre de santé maternelle et infantile au Flaville	726 000
Cap-Haitien	Construction centre de santé publique au Haut-du-Cap	709 000
Caracol	Abattoir et marché public Champin	645 000
Carrefour	Construction école publique Coupeau	645 000
Acul du Nord	Construction abattoir et marché public La Bruyère	613 000
Cap-Haitien	Services d'assainissement améliorés	600 000
Cap-Haitien	Construction d'une station de bus	507 000
Cap-Haitien	Abattoir marché moderne	484 000
Limonade	Station de bus dans le centre-ville	484 000
Acul du Nord	Réhabilitation de sites historiques et touristiques	484 000
Ouanaminthe	Développement du potentiel touristique de la cascade de Jassa Bathary	462 000
Ouanaminthe	Construction centre de santé maternelle et infantile Jean-Rabel	425 000
Limonade	Construction centre de formation professionnelle Dubourg	371 000
Limonade	Construction centre de santé publique Basse Plaine	355 000
Limonade	Construction centre de santé publique au Roucou	355 000
Caracol	Construction centre de formation professionnelle (jeunes)	323 000
Caracol	Sites touristiques Charlemagne Peralte et Santa Maria	242 000
Limonade	Construction d'un cimetière amélioré au Mouchinette	242 000
Ouanaminthe	Construction centre de formation professionnelle (femmes défavorisées)	235 000
Ouanaminthe	Station de bus dans le centre-ville	134 000

Source : Documents de projets

Nous ne pouvons affirmer de manière directe, à partir des montants investis, que les projets d'infrastructures ont eu un impact sur les activités économiques locales. Effectivement, les impacts des programmes sont profondément mitigés. Ce qui différencie les PMA des PVD est l'absence d'automatisme des acteurs impliqués dans le DEL. Une impulsion par des financements localisés n'implique pas nécessairement un alignement des gouvernements locaux, ou des entrepreneurs dans un

objectif d'intégration et de recherche d'opportunités. Dans les PMA, la relation n'est pas uniquement de cause à effets : des variables modératrices apparaissent, ainsi que plusieurs mécanismes sous-jacents.

Dans des territoires plus intégrés, le DEL peut être mesuré en considérant la répartition des centres de gravité¹²⁹ et leurs rapprochements avec les centres d'activités. Après avoir examiné le poids des emplois et de la population dans un territoire (Arnoult & Sari, 2015), des analyses spatiales de transformations des territoires et de répartition de la population et de l'emploi au sein de territoires, ont permis avec l'utilisation des outils de l'Analyse Exploratoire des Données Spatiales (ESDA) de déterminer la relation existante entre plusieurs centres d'activités, la répartition de l'emploi et de la population (Arnoult & Sari, 2015; Sardadvar, 2015). La coïncidence entre l'alternance des tendances de convergence et de divergence, des modèles de noyau-périphérie et de la migration du capital humain, permettent de relever que l'effet de la localisation des emplois est fortement dépendant de la proximité au centre d'activité (Arnoult & Sari, 2015; Sardadvar, 2015).

Bien que les modèles d'analyses spéciales¹³⁰ permettent d'identifier la localisation de l'emploi par la distance relative aux centres d'activités, il nous manque plusieurs indicateurs socioéconomiques qui permettraient de déterminer l'existence d'un DEL dans le cas qui nous concerne¹³¹, si l'on veut procéder par un modèle d'analyse de localisation des activités par rapport aux centres identifiés. Aussi avons-nous développé d'autres outils adaptés dans le Chapitre III aux caractéristiques des PMA. Nous identifions le DEL en considérant ses « symptômes », les changements dans le temps des revenus sur les activités économiques, augmentations d'infrastructures ou d'entreprises suite à l'amélioration des conditions économiques de la localité ou managériales des municipalités.

¹²⁹ Le centre de gravité, dans les procédures de classification hiérarchiques, correspond à un « sujet moyen qui est le centre de gravité ou le barycentre du groupe » (Gavard-Perret et al., 2012).

¹³⁰ Les modèles d'analyse économétriques de la croissance des activités connus comme « *spatial Durbin model* » capturant les effets locaux des « *spill over effects* » par l'analyse des données sont observés répartis dans des régions spatiales prédéfinies.

<http://faeweb.knowlton.ohio-state.edu/pvixon/courses2/crp8703/spatial.pdf>

¹³¹ Les données manquantes sont : les données proxys d'activités économiques, d'emploi, de population régulièrement actualisées et harmonisées entre les PMA. Une initiative récente est celle de UN's Human Settlements Programme (UN-Habitat) à travers un Global Municipal Data Base. Cette base de données lancée en mars 2016 est (à date) sous sa forme « beta » : <http://globalmunicipaldatabaseprototype.org/>

En nous basant sur les données primaires et secondaires, il est possible de considérer avec l'analyse qualitative et la triangulation des données, l'impact des programmes du point de vue des municipalités et des bénéficiaires, ou de ceux qui peuvent profiter des programmes afin d'augmenter leurs profits potentiels dans les pôles économiques créés par les investissements mixtes. Nous avons supposé que les liens et interconnectivités créés suite aux infrastructures et interventions du DEL entre les entrepreneurs-créateurs, conduiraient à une augmentation des revenus fiscaux et provoqueraient une situation où l'augmentation des liens verticaux (fournisseurs) et horizontaux (cluster, relations de ventes, de transmissions de connaissances, de liens entrepreneuriaux) déclencherait des revenus supplémentaires pour les entrepreneurs. Et enfin, que l'ensemble de cette situation se répercuterait positivement sur la base fiscale. Les acteurs intégrés horizontalement par des clusters, réseaux d'intérêt commun et les acteurs intégrés verticalement par la sous-traitance, les chaînes d'approvisionnement, les marchés publics etc.

L'augmentation des infrastructures et du niveau d'emploi dans les zones d'interventions est parmi les premiers éléments visibles que nous envisageons, suite à un financement mixte du développement économique local dans les territoires du Nord et du Nord 'Est (Figure 51). Le parc industriel de Caracol est parmi les investissements les plus importants dans la zone. Le parc Caracol est un projet financé par le gouvernement d'Haïti, les États-Unis (à travers la USAID) et la Banque Interaméricaine de Développement, dont l'objectif est de stimuler les investissements privés et de créer des milliers d'emplois dans la région nord d'Haïti¹³². Le locataire d'ancrage est Sae-A Trading Company, Ltd.¹³³, une société leader de vêtements en Corée du Sud.

L'objectif premier avait été de provoquer la création d'emploi de plus 20 000 personnes après un investissement de plus de 70 millions d'USD. Les observations de terrains permettent de relever à proximité du Parc Industriel, plusieurs éléments d'amélioration de la situation générale de la commune par rapport aux autres communes ne possédant pas ce type d'infrastructures. L'un des éléments visible

¹³² <http://www.ute.gouv.ht/caracol/>

¹³³ <http://www.sae-a.com/eng/about/mission>

(que nous avons observé) est la production d'électricité et le bétonnage des rues de la ville. D'un autre côté la logique d'intégration horizontale et l'encrage du parc à la localité ne sont pas complets. Alors que 20 000 emplois formels avaient été anticipés en 2013, et 6 800 emplois supplémentaires en 2018¹³⁴, la production est orientée vers l'exportation de textiles à faible productivité marginale, donc à faible revenu.

Les répondants lors de nos tables rondes de terrain ont effectivement insisté sur le manque d'impacts par rapport au volume d'espoir relevé durant la campagne médiatique¹³⁵ des très charismatiques Bill et Hillary Clinton. Le Maire de la commune de Caracol, le Maire adjoint de Caracol, les représentants de la société civile¹³⁶ ont spécialement pointé du doigt la divergence entre ce qui avait été prévu et les résultats observés.

« Avec l'implantation du parc industriel et les investissements dans la zone, on devrait avoir plus de développement dans la localité. Mais on a eu le curage de la rivière, le bétonnage des rues principales de la ville et l'extension du réseau d'eau potable... [uniquement] ».

Table ronde avec la société civile de Caracol, 18 mars 2016.

« Avec l'arrivée des projets dans la zone, il y a eu beaucoup de changements, avec l'apport en matériels et en ressources humaines, les centres culturels ont été réhabilités et on a ajouté des lampes solaires dans les rues dans les projets de la firme Ecoset, la Mairie a contribué à 10 % pour les montants déboursés ... le Ministère des Travaux Publics a aussi contribué à 10 % pour la construction des infrastructures ... »

Maire Principal et Maire Adjoint de Caracol, 18 mars 2016.

¹³⁴ Sources : Entretiens avec les membres de la Mairie et <http://www.ute.gouv.ht/caracol/>

¹³⁵ Idem.

¹³⁶ Société civile : Révérent Père (Coordinateur du comité des citoyens), Vice Coordinateur pour le comité des citoyens et représentant des producteurs de Sels ; Représentant de l'association des paysans, Membre du comité de projet de DEL dans la commune de Caracole ; Représentant des associations de femmes.

Au niveau de la commune du Nord 'Est (Ouanaminthe) l'impact de l'augmentation des infrastructures de développement local se mesure plus clairement par des augmentations de revenus. La relation horizontale et l'intégration des infrastructures et des microentreprises dans la localité qui permettent de provoquer le cercle vertueux du développement local, incluant une augmentation des revenus des entrepreneurs-créateurs et des municipalités. Pour le responsable des fiscalités de la Mairie de Ouanaminthe :

« Plusieurs projets ont été mis sur pied avec l'aide du consultant de Lokal+...la gare routière, le site de gestion de déchets solides avec l'agence agro-allemande. Les recettes ont augmenté de 500000 Gourdes à près de 4 millions de Gourdes. Le problème reste les grands contribuables, les grands hôtels, les banques, qui ne veulent pas payer.

[...]

Nous avons plusieurs postes de péages, une bonne procédure pour récupérer les redevances et une bonne collaboration entre la DGI¹³⁷... étant donné que nous n'avons pas une culture de paye des taxes [ici], le contrôle et l'identification des mauvais payeurs se fait en collaboration avec la DGI¹³⁸... »

Maire de Ouanaminthe, Directeur Général, E. Pierre Responsable du service des fiscalités, 19 mars 2016.

Caracol est en tête de toutes les autres communes ayant bénéficié des financements mixtes. Les revenus de cette commune ont été multipliés par six par rapport à l'année fiscale de base 2013. Mais en termes absolus, la faiblesse de la base imposable d'un peu moins de 200 000 Gourdes, est malgré tout insuffisante par rapport aux besoins de la localité. Les communes de Limonade et Ouanaminthe ont plus

¹³⁷ Direction Générale des Impôts.

¹³⁸ Nous verrons plus loin, pourquoi les municipalités n'ont pas nécessairement les informations sur les contribuables dans leurs communes, ni les montants exacts qui ont été collectés.

que doublé leurs revenus par rapport à l'année de base. Ces augmentations sont particulièrement dues à des systèmes de collecte des retombées des investissements, des campagnes de sensibilisations actives et de mise en place d'un système plus efficient de collecte des redevances fiscales. Les observations relevées lors des visites de terrain, exposent la différence entre la situation contrefactuelle dans les zones sans financements mixtes et celles ayant l'appui des différents acteurs (Figure 52).

Tableau 20. Variations des revenus des municipalités avant et après les interventions

Communes	Situation initiale avant les interventions 2012/2013	2013/2014	2014/2015	2015/2016	Variations à l'année de base	PIB per capita annuel 2013, en USD
Caracol	34 684	88 964	82 156	262 914	658%	617
Limonade	184 000	322 276	515 154	646 999	252%	617
Ouanaminthe	736 000	1 226 176	3 003 754	2 490 072	238%	1 585
Cap Haïtien	25 438 000	36 341 656	35 258 126	36 518 625	44%	3 304
Delmas	303 140 000	334 728 798	352 879 294	422 347 763	39%	7 293
Kenscoff	3 864 000	5 955 482	4 421 888	4 683 082	21%	3 100
Saint-Marc	7 130 000	6 271 134	5 234 708	5 782 265	-19%	1 723
Acul-du-Nord	276 000	100 096	211 922	151 843	-45%	1 585
Carrefour	84 640 000	36 881 190	38 733 104	36 930 408	-56%	4 015
Total	425 442 684	421 915 772	440 340 106	509 813 970	20%	

Sources : Construit par l'auteur à partir des budgets des Municipalités, dans le cadre du projet Lokal+/USAID ; avec l'appui du chargé de fiscalité du Ministère de l'Économie et des Finances impliqué dans le projet.

Figure 53. Deux modalités de collecte d'impôts en zone rurale mises en place par les Maires



Source : Auteur, suite aux observations de terrain (mars 2016)

Note : A gauche, la collecte dans une commune du Nord 'Ouest sans les interventions de partenaires financiers multiples et, à droite, une modalité de collecte avec les fonds mixtes.

La fragmentation du système des affaires, la présence du secteur informel et des petits vendeurs ambulants, impliquent un fort clivage entre quelques grandes PME et l'ensemble de petites entreprises informelles. Paradoxalement, la mobilisation fiscale reste plus difficile chez les grandes entreprises qu'au niveau des microentreprises¹³⁹. Cette fragmentation du système est l'une des causes du manque de données fiables englobant l'ensemble des entreprises. Ces conditions de marchés impliquent une suspicion généralisée de l'ouverture pour l'enquête de terrain avec les entreprises. Dans un tel contexte, l'amalgame est rapidement fait entre le chercheur en quête d'informations pertinentes et l'auditeur fiscal à la recherche de « mauvais payeurs » ou de cas de corruption.

Dans les investissements plus « modestes », les obstacles à l'intégration verticale et horizontale des entreprises après l'établissement des investissements sont liés à la capacité des gouvernements locaux à gérer leur territoire. A dominance principalement rurale, ces communes possèdent un réseau de villages

¹³⁹ Les entretiens avec le personnel responsable des services fiscaux des Mairies ont, en effet, indiqués que les grandes entreprises sont mieux équipées et beaucoup plus puissantes de par leurs affiliations et/ou réseaux de politiques, et/ou familiaux, pour ne pas payer leurs taxes (cf. expérience de mobilisation fiscale dans plusieurs communes).

moyens qu'il n'est pas si compliqué de suivre en termes de population et de l'importance des réseaux familiaux. Malgré le volume d'investissement et le relatif rapprochement de ces derniers en cluster (Figure 51). La boucle qui permettrait le renforcement local est brisée au niveau de la relation entre les municipalités et les micro-entrepreneurs. Comme le signale le Directeur Régional du Projet financé par la USAID, le 29 mars 2016, lors d'un refus de la part de la population locale d'utiliser l'un des marchés publics :

« Il faut une stratégie de dialogue avec les petites marchandes, les occupants des marchés (infrastructures) afin de régler et fixer les droits et redevances. Il faut un travail communautaire pour le paiement des frais selon un montant qui soit acceptable pour les associations de pêcheurs et de marchandes ... »

J.S. Roy, Directeur Régional Nord, 29 mars 2016.

Alors que les associations de marchands et de petits-entrepreneurs avaient été les initiateurs du projet de création de l'infrastructure en question, à travers la formulation de la demande de financement, l'autorisation d'utilisation qui devait venir de la Mairie n'a pas été lancée. Nous nous sommes renseignés sur les causes, lors du focus group avec le Maire, et les Maires adjoints de la commune, et les avons interrogés sur l'impact des interventions dans leur commune. Cette situation a également été observée dans une autre commune (Limonade) où le Maire a avancé des propos similaires :

« Les programmes viennent directement d'en haut sans la consultation avec la population, ni avec la Mairie... quand les projets sont achevés, nous avons trop peu de temps pour les faire 'atterrir'¹⁴⁰ ... »

L. Cesaire, Maire de la Commune de Caracol

« D'autres projets sont apparus dans la communauté sans consultations avec la Mairie : le programme AGIL avec l'Union Européenne, les

¹⁴⁰ Terme créole signifiant concrétiser un projet de manière significatif et pratique.

Allemands ont aussi des projets ici sans consultations avec la Marie de Caracol... dans l'infrastructure du marché dont nous n'avons pas même la clé... »

Le Maire et O. Willy Maire adjoint de Limonade, 9 mars 2016

Ce qui est particulièrement significatif, dans ces dernières reproductions verbatim, c'est la passivité des Maires et de la municipalité qui expriment des « plaintes » comme n'importe quel citoyen. Tandis que la société civile et les associations admettent elles-mêmes contribuer bénévolement pour aider et supporter la Mairie et à faire le lien entre les petits entrepreneurs et les infrastructures¹⁴¹. Les municipalités possèdent cependant les compétences et les responsabilités légales de gestion dans les domaines relatifs à la vie de la commune. L'article 217 de la constitution de 1987 du cas typique, attribue aux municipalités différents modèles de domaines d'activités tels que : la planification économique, agricole, la coopération internationale dans les communes (Privert, 2006).

En conclusion, un impact des financements mixtes dans les territoires est possible s'il n'y a pas de ruptures dans les liens horizontaux et verticaux des micro-entrepreneurs.

A travers ces observations se manifestent plusieurs points dans la relation fondamentalement positive entre les financements et leurs effets dans les territoires du PMA typique. Les leçons du contexte nous permettent d'affirmer que les financements mixtes ont de fortes potentialités d'affecter positivement les territoires, dans la mesure où il existe une intégration verticale et horizontale entre les infrastructures développées, les microentreprises du territoire, et lorsque le gouvernement local est assez efficace et puissant dans ce paysage pour s'acquitter de ses fonctions. Ces derniers ont pour tâches de faciliter l'intégration de la population dans l'utilisation des infrastructures, de fixer les frais d'utilisation, d'assurer la collecte active des taxes, impôts et redevances.

Effectivement, lorsqu'un système adéquat de collecte des taxes et redevances est mis en place, les

¹⁴¹ Sources : Observations de terrain et entretiens avec les membres de la société civile.

retombés des financements mixtes permettent aux municipalités de doubler au moins, leurs revenus notamment sur les activités économiques. Or, dans plusieurs cas (Nord et Nord 'Est), la demande de financement des infrastructures est formulée par la population locale à partir des associations locales regroupant des corps de métiers divers (associations de pêcheurs, de petits marchands de légumes, associations de femmes etc.).

Aussi du côté de la population locale, des entrepreneurs, la recherche de profits et d'opportunités et le sens de l'attachement au territoire¹⁴² provoquent un alignement entre les objectifs de profits et de développement local. Aussi, l'intégration horizontale, inter-entreprises, cluster etc., se fait parfois naturellement entre les fournisseurs et les entreprises. Cependant, pour les financements dont les produits sont orientés vers l'exportation, l'intégration dans les territoires reste faible et à maigres retombées pour les territoires et l'emploi par rapport au volume investi. La valeur ajoutée des investissements mixtes est considérée plus sur une base qualitative, économique que financière. Enfin, nous pouvons avancer que dans ce système, il existe au moins deux catalyseurs dans la relation entre les financements mixtes et leurs retombées dans les territoires : la gouvernance locale et les interventions des micro-entrepreneurs.

5.2.3. Une gouvernance territoriale essentielle au développement local

Il est devenu plus manifeste que, dans le système du DEL du PMA typique, le développement économique local attribue un rôle de premier plan au gouvernement local qui est l'un des déclencheurs de développement du potentiel économique des territoires. Comment ces objectifs sont-ils atteints ? Nous avons avancé les propositions que d'abord, les règles de gouvernances des acteurs économiques locaux peuvent être modifiées à travers des partenariats avec des institutions internationales et des institutions privées ; et ensuite, que les effets auto-entretenus obtenus du développement économique local, après des financements mixtes dans les PMA, résultent de l'action coordonnée des acteurs locaux.

¹⁴² Il est en effet plus aisé de motiver les personnes sur la base du régionalisme.

Cet engagement entre acteurs provoquerait une transformation des stratégies de domination¹⁴³ en des stratégies de coopération. Enfin, ces transmutations de stratégies anticipées ont pour origine les transformations des règles formelles et informelles en place dans les institutions locales. Nous analyserons ici le rôle de la gouvernance territoriale comme facteur catalyseur de la relation entre les financements mixtes et le développement économique local. Deux éléments essentiels apparaissent maintenant. Les dimensions institutionnelles/managériales et économiques/financières du contexte d'évolution des gouvernements locaux, sont deux problèmes complémentaires identifiés lors de notre immersion sur le terrain de 2014 à 2017. Ces points sont à considérer étant donné qu'ils limitent les capacités des gouvernements locaux à provoquer un environnement propice du développement économique local.

Le développement local peut être compris telle une transaction sociale de proximité entre les différentes institutions œuvrant dans le territoire (Denieuil, 2005) ; cette forme de transaction étant également basée sur des valeurs communes. Néanmoins, quand le dialogue est entamé dans les zones rurales du PMA typique entre les conseils municipaux, les associations locales et la population, il est teinté de scepticisme et de désillusion dus à une incapacité constante des gouvernements locaux à répondre aux promesses avancées.

Lors du terrain et des focus groups avec différents acteurs de la commune de Kenscoff (Haïti), plusieurs agriculteurs, entrepreneurs, membres du gouvernement local et de la Mairie de Lauderdale Lakes (Broward County, Florida, United States)¹⁴⁴, se sont réunis dans des séances de planification périodiques qui avaient pour objectif de créer un système alimentaire urbain effectif et de motiver les acteurs locaux pour aider à la collaboration et à une meilleure utilisation des ressources de la commune. Cette

¹⁴³ Stratégie optimale de l'acteur qui ne considère pas ce que l'autre acteur fait.

¹⁴⁴ Membres du Conseil Municipal (Maire et deux Maires adjoints, le directeur général de la Mairie), les jeunes engagés dans l'agriculture urbaine, les membres de la International City Management Association et les membres de la Mairie de Lauderdale Lakes ; des Associations locales : MOJAH (Mouvement Jeunes d'Haïti), Agriculteurs convoqués par la Mairie, Associations d'agriculteurs (OPF – Organisation des Paysans de Furcie), Monajec (Mouvement des Jeunes entrepreneurs), Coopératives de Pays de Kenscoff.

planification a commencé en 2014 et la délégation de Lauderdale Lakes a effectué plusieurs missions de terrain d'une quinzaine de jours, pour la planification avec les associations et le conseil communal. L'objectif avait été de réaliser un agenda conjoint et de créer un réseau de producteurs pour augmenter les activités économiques de la commune¹⁴⁵.

Empiriquement, par observation directe, nous avons pu constater une alternance entre l'espoir et le doute sur les retombées de l'initiative. De même, les croyances et les pratiques habituelles héritées de longues traditions d'individualités dans la production agricole semblaient peser sur le scepticisme en limitant les impulsions de collaboration du Conseil Municipal de la commune. Surtout pour plusieurs membres d'Associations qui ont vu plusieurs types de programmes mis en œuvre dans la commune durant les dernières années. Ainsi, pour un membre de l'Organisation des Paysans de Furcie, et des Agriculteurs, s'adressant aux membres de la Mairie :

Membre de l'association : « Tout ça nap dit la bien bel, mais coté nous pral jwen cob pou ça ? (Traduction : Tout ce que vous dites là est bien intéressant, mais où allons-nous trouver l'argent pour tout ceci ?) »

Conseil Municipal : « Bon, après une bonne planification et l'engagement de tous, l'argent va venir et on pourra trouver des investisseurs... »

Autres agriculteurs : « Mais tout ça pral profiter à quelques gros-business man qui pral gros profits sous tête nous ; Nous même ki nan mitant, yo pap ban'n ankin information, ni nous pap jwen ankin bénéfices (Traduction : Mais tout ceci va profiter à de gros entrepreneurs qui vont prendre tous les profits, nous qui sommes l'intermédiaire, nous n'aurons ni les informations, ni les bénéfices...) ».

Agriculteurs : « Nous avons déjà fait cela, avec les grands hôtels de la place (Le Marriott, Oasis et El Rancho...), c'est nous qui les approvisionnons en produits frais, viandes, œufs et légumes. Qualité

¹⁴⁵ Sources : Observations participantes, rapport d'activités septembre 2016 du projet Lokal+/USAID; "Field Report" de la délégation de Lauderdale Lakes (2014, 2016).

produit nous yo bon (Traduction : La qualité de nos produits est bonne), mais les prix dans les grands hôtels sont en Dollars et ils achètent nos produits en Gourdes¹⁴⁶ ».

Conseil Municipal : « Il y a plusieurs initiatives de ce genre qui ont déjà marché qui sont venues de la coopération ; par exemple lait-à-gogo¹⁴⁷, et puis comment yo rélé ferme yo fait pain a ? (Traduction : La ferme où on fait les pains ?) »

Monajec (Mouvement des Jeunes entrepreneurs) : « Quel que soit ce qui est décidé, il faut adapter la production habituelle à un processus plus scientifique ».

Membres de l'association Monajec, Maire et Maire adjoint de la commune, agriculteurs, Kencoff, le 15 septembre 2016

La méfiance de la population vis-à-vis des autorités ou des acteurs internationaux vient d'une longue tradition datant de l'expulsion des colons après la guerre de l'indépendance de 1804. Même après le départ des colons, les différents régimes qui leur ont succédé ont maintenu un système autoritaire similaire (Vassili, 2009). Par conséquent, la population désabusée par d'innombrables promesses non tenues et des espoirs déçus, ne fait plus confiance ni aux acteurs internationaux, ni aux autorités locales jugés tous corrompus. L'objet de cette thèse n'est pas d'entrer dans les notions d'efficacité de l'aide au développement engagée dans les PMA, mais sur les financements du développement local, dont l'une des composantes est la gouvernance locale. Néanmoins, il apparaît ici un élément fondamentalement culturel et historique qui limite le dialogue entre les autorités et la population, car des formes de solidarité fortement ancrées dans les mœurs et les traditions, existent entre les familles, les localités et les producteurs.

¹⁴⁶ Le taux de change de la Gourde (monnaie locale) par rapport au USD en septembre 2016 : 1 USD = 65 HTG (Gourdes).

¹⁴⁷ Du lait à gogo - Une ONG haïtienne construit un réseau de laiteries et expérimente la production de fromage avec le concours de la BID : <http://webpoc.iadb.org/fr/infos/articles/2009-07-08/du-lait-a-gogo,5511.html>

Par exemple, le système de « *kombits* » permet le partage des charges et des coûts variables de la production agricole dans les zones rurales. C'est un système collaboratif entre les membres d'une communauté, qui assurent un échange de biens, de fournitures agricoles et de main-d'œuvre sans échange monétaire. Habituellement, un agriculteur annonce le jour prévu pour la « *kombits* », en choisissant pour la plantation une denrée spécifique. Le travail devient un bénéfice encore plus grand pour la communauté, parce qu'il se fait dans la solidarité, la bonne ambiance et en chantant¹⁴⁸. Les participants reçoivent deux repas dans la journée et participent à la récolte qu'ils ont aidé à planifier et à entretenir. Contrairement à ces traditions qui permettent de mobiliser rapidement la population vers un objectif commun, les gouvernements locaux n'arrivent pas à mobiliser les acteurs locaux alors même qu'ils sont des élus.

Effectivement, interrogé sur la méfiance de la population locale et des associations de la société civile, après deux ans d'engagements périodique avec le conseil municipal dans le cadre d'une planification avec les différents acteurs et associations, et les partenaires de la Mairie de Lauderdale Lakes, le président de l'association des producteurs de légumes admet :

« Pourquoi les programmes d'avant n'ont pas fonctionné ? Même s'il y a participations des consultants et techniciens ? ... Les agents agricoles dans le temps (comprendre ici la période d'avant 1986), participaient avec la population pendant tout le processus de production. Ils aidaient avec les semences et labouraient la terre avec nous... Chaque fois que j'entends parler de l'« État » et de la Mairie, « ou bann problème » (Traduction : vous me donnez la migraine)...

C'est pour cela que les projets internationaux et ce que fait la Mairie maintenant ne fonctionnent pas. Ils n'ont ni la confiance, ni le respect de la population. Ils ne mettent pas la main à la pâte comme le faisaient les

¹⁴⁸ La fonction des chants, le plus souvent en quatre temps, permet de garder le rythme et d'assurer que les travailleurs maintiennent le même niveau de productivité.

agents d'autre fois, et restent dans leurs bureaux, derrière leurs « *flats screen* » (Traduction : termes ironiques et péjoratifs pour désigner les ordinateurs des consultants et fonctionnaires) à implémenter « leurs » programmes ... ».

*Président de l'Association des producteurs de légumes de Kenscoff, 15
septembre 2016*

Une autre forme d'inefficacité vient de l'absence de coordination entre le gouvernement local et la population et entre les bailleurs de fonds internationaux intervenant dans le domaine du financement du développement localisé. Par exemple, le projet du marché de Caracol fait partie d'un nombre de projets financés par le Fond d'Investissement des Collectivités Territoriales (FICT) du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, du Ministère des Finances et avec le soutien du programme d'Appui à la Gouvernance et à l'Investissement Local (AGIL) de l'Agence Française de Développement (AFD)¹⁴⁹. Ce projet de marché de Caracol avait été identifié par la population locale lors des mobilisations communautaires faites par le programme de développement local (financé par la USAID). Le projet identifié a été financé par le FICT et l'AFD. Il apparaît que le marché et son emplacement aient été initiés sans réelle planification avec la communauté. Bien que les projets eussent été identifiés, lors de plans de financements communaux, le dialogue et la coordination avec la Mairie ont été interrompus dès que les fonds des organisations internationales ont été débloqués. D'après les habitants de la zone interrogés, la demande doit venir de la population elle-même et non être imposée. Beaucoup affirment avoir :

« ... Bon, cé wè nous wè moun mété yon maché là, si yo té mandé nous, nous ta dit yo que terrain coté yo mété ca'a depuis lapluie tombé li plein dlo...parce ke li tout pres coté yo fè sels là... (Traduction : On a vu apparaître un bâtiment. On ne sait qui ni pourquoi c'est là ...si la mairie nous avait au moins consultés, on leur aurait expliqué que cette zone est

¹⁴⁹ Source : Entretien avec le responsable du projet de développement local financé par la USAID dans le département du Nord J.S.R (mars 2016) ; observations directes et participantes.

inondée chaque année parce qu'elle est proche des salines ... »

Pêcheurs de Caracol, 19 mars 2016.

Figure 54. Deux marchés publics, deux résultats différents



Source : Auteur, observations directes à Caracol (mars 2016).

Notes : Le marché public de poisson et de légumes de Caracol (à gauche) a été construit dans une zone inondable, sans drainage et est resté inutilisé par manque de dialogue entre la population locale, les autorités nationales et les bailleurs de fonds. Tandis qu'au niveau du marché de Delmas 32 (à droite), les marchands payant les frais d'utilisation à la Mairie, ont rempli toutes les places disponibles au rez-de-chaussée. (Marché de Delmas 32, photo crédit : Jacques Eugene – Rapport d'activités trimestriel de Lokal Plus mars 2016).

Pour les habitants de la zone, la demande doit venir de la population et non être imposée. Dans ce cas-ci, le marché de poissons est trop loin du rivage (pour les pêcheurs) et trop loin du centre du village (pour les vendeurs de légumes). Dans les Pays les Moins Avancées, la demande ainsi que les prix sont fonction de l'emplacement des vendeurs et du manque d'information de la part de l'acheteur dans la formation des prix (Kraiem, 2015; Mouko, 2015; Varian, 1995). « *le marchandage est un rituel dans le marché informel* » (Kraiem, 2015). Les vendeurs préfèrent vendre dans les zones où les gens ne connaissent pas le « vrai prix » des produits. La formation des prix dans les PMA (Afrique et Haïti) se fait par négociations entre vendeurs et acheteurs ; les uns comptant sur l'ignorance des conditions de marchés des autres pour s'assurer d'une marge ou d'un surplus.

De plus, lorsque les objectifs des autorités locales sont imprécis, il est encore plus difficile d'engager la population. Effectivement, l'implication collective des producteurs demande un partage de risques et de ressources, alors que les résultats des programmes ne sont pas certains et que le manque de confiance constitue un frein au dialogue. Les acteurs internationaux, nationaux et les évaluateurs des programmes du DEL que nous avons rencontrés sur le terrain, insistent également sur le fait que les impacts des programmes du DEL sont ralentis parce que la « machine » a trop de goulots d'étranglement. L'un d'eux étant le dialogue institutionnel absent entre les acteurs. La difficulté reste qu'un partenariat dans un PMA demande un partage de ressources technologiques (quand l'une des parties prenantes n'a pas les ressources financières ou humaines) et lorsque des bénéfices mutuels sont anticipés, l'une ou l'autre des parties prenantes est dans l'obligation de collaborer.

La théorie des jeux identifie traditionnellement trois grandes raisons d'être pour la coordination des programmes (Krugman, 2008; Varian, 1995). La première vise à fournir les biens publics qu'une action individuelle en général serait incapable de produire, la seconde a pour objet d'exploiter l'interdépendance entre les acteurs, en prenant en compte les effets externes des différents instruments de politique, ce qui implique la conception de programmes/projets du DEL de façon coopérative même lorsque les buts poursuivis sont avant tout « égoïstes ». Finalement, sur la base de probabilité d'obtenir des gains personnels, les acteurs vont coopérer parce qu'ils espèrent que la coopération se poursuivra dans le futur. Il est donc « normal » dans ce contexte, que le dialogue entre les parties prenantes ne soit pas effectif ; parce que jusqu'ici, les stratégies demeurent dominantes et optimales pour l'acteur en question, quel que soit les choix de l'autre joueur.

« Le dialogue institutionnel n'existe pas parce que le planning est fait en amont et on n'a pas eu de liens avec le gouvernement central. La problématique est au niveau de la dépendance ou de l'autonomie des budgets communaux ... cette situation laisse la place aux subventions vers les collectivités qui sont allouées, on ne sait finalement pas sur quelles bases ... ».

Chargé de mission de l'Agence Française de Développement, lors de la rencontre avec les bailleurs, le Ministère de l'Intérieur, le 15 mars 2016

« L'impact apparaît sur papier si on se concentre sur le volume des fonds investis et sur les infrastructures construites. Cependant, il n'y a pas eu assez d'agents et de techniciens sur le terrain dans la délégation de l'Union Européenne (en Haïti) pour assurer le suivi sur le terrain ... le processus participatif est fait sur papier, mais il n'y a pas eu d'indications des organisations consultées ... il n'existe pas d'approches participatives ... le programme (AGIL) a été « *poorly designed* » (traduction : Mal conçu) ... ».

Caroline R. et Moustapha S., évaluateurs du programme AGIL de l'Union Européenne, le 14 juin 2016

Ce point de vue est également partagé par les membres de la société civile, de l'Association des pêcheurs, et l'Association des marchandes (février 2014, mars 2016) qui trouvent légitime que le rôle de mise en œuvre des projets et l'autorisation d'utilisation des services revienne aux autorités locales. Cette absence d'intégration des acteurs du développement économique local est un facteur d'inefficacité énorme qui limite les potentialités des territoires. De plus, durant les périodes d'observation participantes, le dialogue, la planification des rencontres ou l'acceptation de certains principes de gestions se font à partir de connaissances et non sur une base institutionnelle. Par exemple, les rencontres du 17 juin et du 29 juin 2016 entre la Cours Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, et les plaidoyers du projet de la USAID, ont permis de convaincre les différentes parties d'inclure les plans de développement communaux dans le budget national à travers les Programmes d'Investissements Public (PIP)¹⁵⁰. Les règles de gouvernances informelles surpassent dans plusieurs cas les règles formelles des gouvernances entre les institutions du développement local.

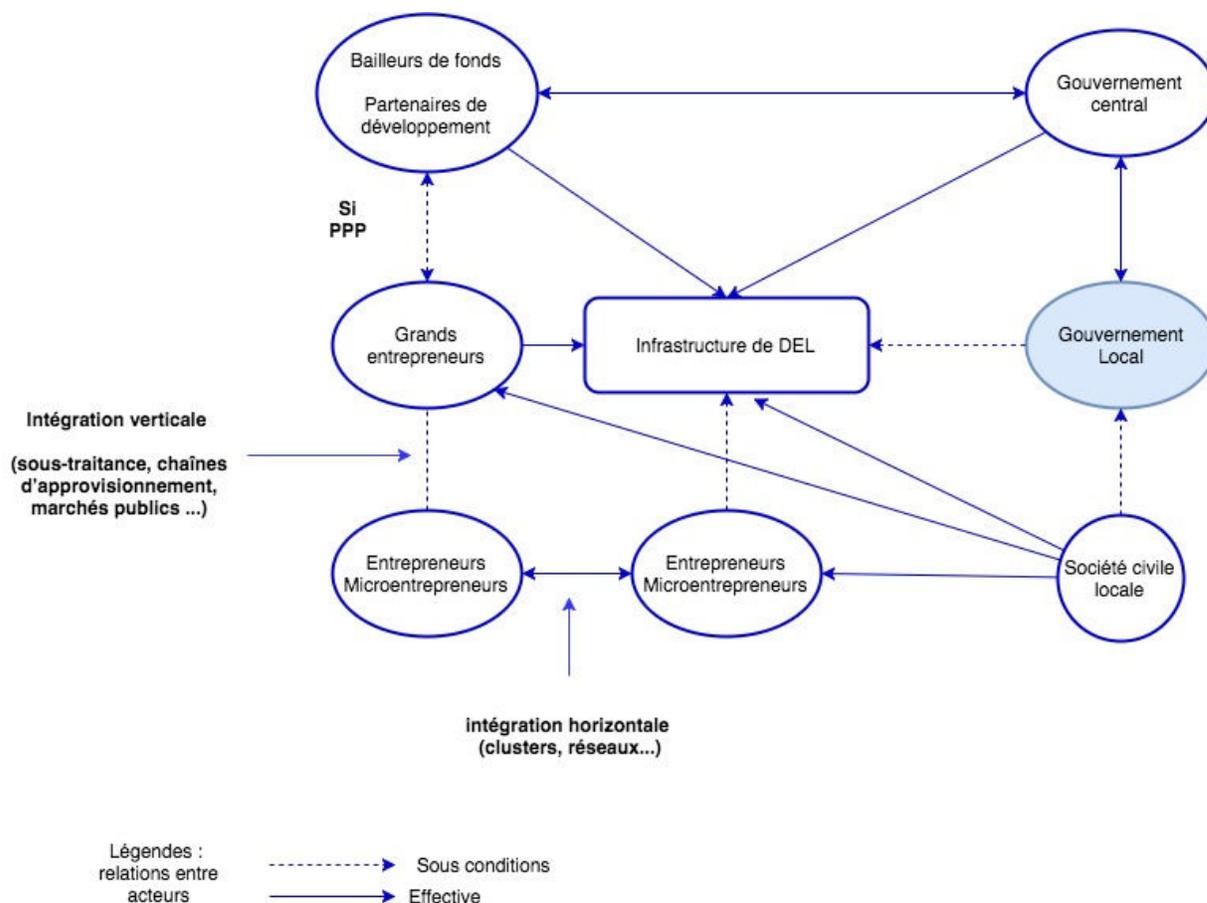
Or, les politiques institutionnelles du DEL visent à faire des gouvernements locaux les principaux acteurs du développement économique. Les gouvernements locaux devraient devenir les initiateurs clés du DEL afin d'assurer le lien de proximité entre les agriculteurs locaux et les entreprises, le

¹⁵⁰ Rapport d'activité projet Lokal+, USAID, juin 2016 ; observations de terrain.

gouvernement central, la société civile, les grandes entreprises étrangères, les partenaires de développement et les ONG (Fontan, 2003 ; Privert, 2006; Shah, 2006).

À l'heure actuelle, les conseils municipaux ne sont pas assez puissants dans ce paysage et ils n'ont pas les moyens financiers pour s'acquitter de leurs fonctions. Cette situation n'est pas due au hasard, mais est la résultante d'un système organisationnel dont l'objectif est de centraliser les pouvoirs et de limiter les marges de manœuvre des municipalités. Ces affirmations coïncident avec toutes les données d'observations de terrain, de focus groups, documentations relevées. Le fait est que les entités des territoires fonctionnent telles des paires d'ilots avec une absence de relations entre les ilots (Figure 55), ce qui implique également que les impacts des interventions par des financements « mixtes » auraient dans de meilleures conditions provoqué un impact significatif sur les territoires. Les liens entre les acteurs sont rompus s'il manque une intervention de la gouvernance. Aussi, pour qu'il y ait un développement localisé dans les PMA, il faut que les conseils locaux soient au centre du système des parties prenantes (Figure 55).

Figure 55. Schéma analytique et synthèse du fonctionnement actuel du développement local dans les localités du cas typique



Source : Construit par l'auteur, d'après les données d'observations directes et participantes et des focus groups avec les partenaires techniques et financiers du PMA typique.

Les politiques de développement local visent à faire des gouvernements locaux les principaux acteurs du développement économique, ce qui modifie la situation récurrente actuelle relevée dans le cas d'étude où les principaux acteurs clés du développement économiques local sont les pouvoirs centralisés de l'État et les partenaires internationaux du développement (Bailleurs de Fonds Internationaux, UN, ONG). Les gouvernements locaux devraient être les déclencheurs et les principaux acteurs du système du DEL faisant le lien avec les acteurs du DEL : les agriculteurs locaux et les entreprises, le gouvernement central, la société civile, les grandes entreprises locales et étrangères, les partenaires de développement et les ONG, la diaspora. À l'heure actuelle, les municipalités ne sont pas assez puissantes

dans le système et elles n'ont pas les moyens financiers pour s'acquitter de leurs fonctions. Le DEL exige des municipalités qu'elles soient au centre du système des parties des acteurs engagés, afin de servir de catalyseur des financements (tel qu'anticipé dans le modèle théorique Figure 30).

Or, dans le réseau d'organisations travaillant dans le développement économique local, les gouvernements locaux ne disposent pas de ce qui serait nécessaire pour que leurs réseaux de relations soient efficaces (points des réseaux d'acteurs et marges de manœuvres). Effectivement, les degrés de connectivité avec les autres organisations sont faibles. La capacité d'atteindre les organisations à travers un minimum de liens est également instable ainsi que le niveau de négociation et d'influence des autres institutions du système de développement local.

La seconde question relative à l'efficacité des municipalités est la maîtrise de leurs budgets ; ce que nous n'avons pas pu confirmer après l'immersion sur le terrain et le suivi du parcours des fonds mobilisés par les collectivités territoriales. Selon le système de transfert budgétaire inter-gouvernemental, les conseils locaux reçoivent des subventions du gouvernement central et d'autres ministères pour mener à bien leurs fonctions, en plus des ressources collectées au niveau local (taxes et redevances, taxes sur les activités, taxes sur les propriétés bâties et non-bâties)¹⁵¹ (Privert, 2006). Une autre source de financement des municipalités du PMA typique est le Fonds de Gestion et de Développement des Collectivités Territoriales (FGDCT)¹⁵², fonds commun provenant de contributions fiscales, dont l'objectif est de

¹⁵¹ Ministère de l'Intérieur et des Collectivité Territoriales (2016), Guide pratique du Maire, MICT, MINUSTAH, USAID, AFD.

¹⁵² L'article 3 de la loi du 20 août 1996 définit ainsi les sources de revenus du Fonds de Gestion et de Développement des Collectivités Territoriales :

1. 20 % du prix de vente par paquet de cigarette, à percevoir par majoration des droits d'accise frappant ce produit ;
2. 5 % sur les primes d'assurance ;
3. 20 Gourdes sur les plaques ou vignettes d'immatriculation des véhicules, à percevoir en même temps que les taxes d'immatriculation ;
4. 8 Gourdes par appel téléphonique international placé en Haïti, à percevoir au moment du règlement de la facture ;
5. 2% de majoration des bordereaux de douane, excepté les bordereaux de produits pétroliers, des produits pharmaceutiques, des colis postaux, des produits alimentaires, d'intrants agricoles et de papier, à percevoir par l'Administration Générale des Douanes en même temps que la TCA ou d'autres droits internes ;

financer les investissements dans les communes. Or, les municipalités, après l'émission des bordereaux pour le paiement des taxes par la population, entreprises etc., perdent le contrôle des fonds qui ne leur reviennent qu'après plusieurs mois de retard dans la majorité des cas (Figure 55). Le contexte tendu entre les institutions démontre une distorsion entre les prérogatives légales, les responsabilités des communes et le besoin de garder le contrôle sur les finances municipales. Avec l'arrivée des financements internationaux le « climat de tension » semble être le résultat d'un amalgame entre traditions et coutumes :

« Le contexte est toujours lourd entre le Ministère de l'Intérieur et les Mairies, et cela coïncide avec les questions de financements ; c'est au MICT de rapatrier les paramètres de décentralisation, qui va reprendre les commandes de la décentralisation [...]

Il y a une campagne de discréditation de l'État pour diminuer ses capacités fiduciaires ... pour que les fonds puissent passer par des ONG ... il [le ministère] le fait [gérer les fonds] mieux que les ONG ... si l'appui financier vient, il doit venir en fonction des stratégies du MICT qui va lui-même gérer les fonds... »

M. A., et M. L., Direction Générale des Collectivités

*Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, le 22 septembre
2016*

« La Direction générale des impôts [DGI] ne comprend pas encore qu'il faut emboîter le pas à la Mairie ... Pour 5 000 patentes¹⁵³ payées dans la commune, la DGI ne m'a donné que 6 millions de Gourdes... »

W. Jeudy, Maire de Delmas, le 20 janvier 2014

-
6. 25 Gourdes par billet d'avion à destination de l'étranger à percevoir à l'émission du billet.
 7. 1% de retenue sur tout salaire, à partir de 5 000,00 Gourdes par mois à percevoir à la source ;
 8. 1% du revenu net imposable de tout contribuable (personne physique et morale), calculé en tenant compte des impôts déjà acquittés suivants l'alinéa 3 (g) ;
 9. 5% des montants gagnés à la loterie ou tous autres jeux et paris assimilés.

¹⁵³ Taxes sur les activités économiques.

« Nous avons eu une augmentation des recettes fiscales par rapport à 2013, même avec l'augmentation des contributions, les salaires ne sont pas payés à la Mairie ».

E. Pierre, Service des fiscalités de la Mairie de Ouanaminthe, mars 2016

Directeur général de la Mairie de Limonade, mars 2016

Ces distorsions entre les fonds attendus et effectifs, les responsabilités légales et celles qui apparaissent sur le terrain, mettent les communes dans l'incapacité d'obtenir les informations nécessaires à la mobilisation fiscale, de connaître leurs bases fiscales et de savoir quel contribuable s'est effectivement acquitté de ses redevances¹⁵⁴ et même de planifier dans le moyen terme. Alors que les communes étaient autonomes depuis la constitution de 1843, une période de déclin s'est amorcée dans les années 1930 quand les municipalités ont perdu la possibilité de fixer et de percevoir leurs impôts (Privert, 2006). A partir de cette période, l'Administration Générale des Contributions a été chargée du recouvrement des revenus en faveur de la commune. Une source de financement des communes est le Fonds de Gestion Développement des Collectivités Territoriales.

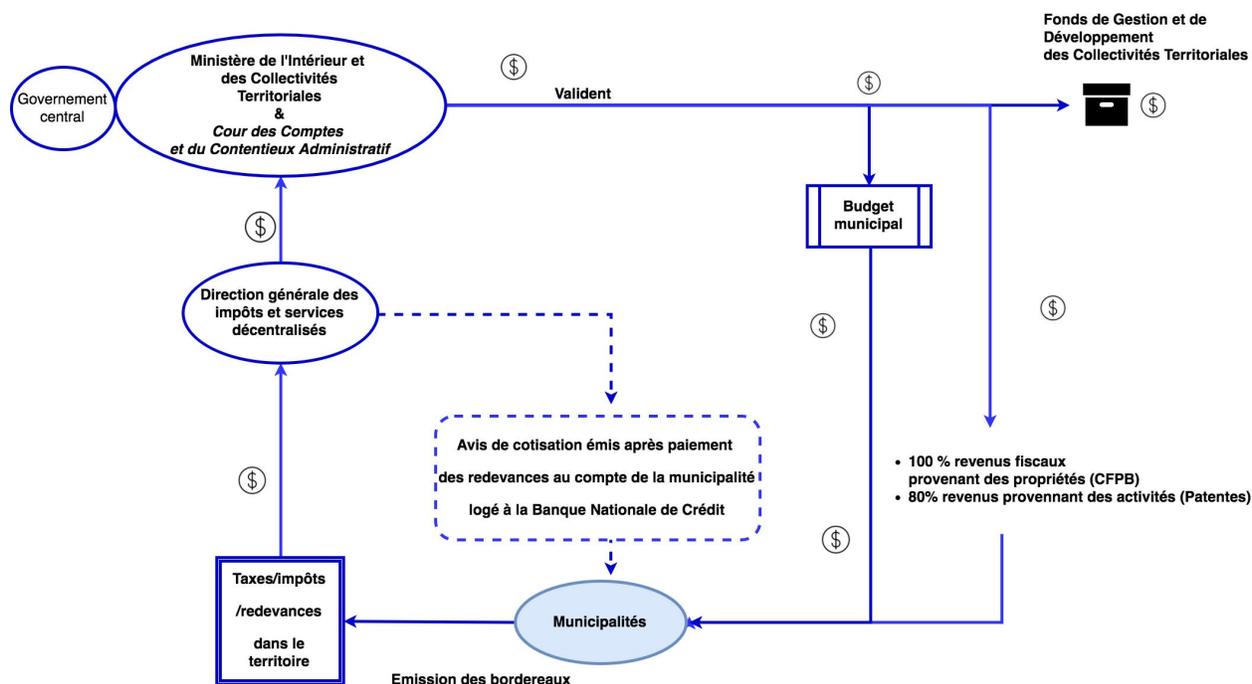
Or, depuis la promulgation de la loi de 1996, sur les Fonds de Gestion Développement des Collectivité Territoriales, aucune donnée statistique n'est disponible sur les revenus générés annuellement par ces différentes sources de financement, ni sur le montant total des allocations accordées par le Ministère de l'Intérieur ni sur l'état des Fonds, à la fin de chaque exercice fiscal¹⁵⁵. Jusqu'ici, aucune information n'est rendue publique, ni sur les disponibilités du Fonds, ni sur les projections d'allocations, ni sur le bilan annuel de leur utilisation¹⁵⁶.

¹⁵⁴ Notamment pour les grands contribuables qui sont les plus réticents à payer leurs impôts/taxes sur une base régulière.

¹⁵⁵ USAID (2013) « Etude sur l'amélioration des allocations aux communes grâce aux CFGDCT »

¹⁵⁶ The State Department Review (2016), HAITI Fiscal Transparency Assessment FY 2016, The State Department Review (documents du département d'état américain, Department of State, Foreign Operations, and Related Programs Appropriations Act).

Figure 56. Schéma analytique du circuit monétaire des revenus communaux et absence de contrôle des Municipalités



Source : Construit par l'auteur après les observations directes et participantes dans les municipalités, ministères et bailleurs de fonds internationaux.

Après l'émission des bordereaux pour le paiement des redevances, les municipalités perdent le contrôle de leurs revenus, jusqu'à la validation de leurs budgets par la Cours Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif et le Ministère de l'Intérieur. La figure analytique (Figure 55) montre le parcours des fonds collectés par les municipalités et l'absence de transparence entre les estimations des fonds et ceux qui reviennent à la municipalité, souvent après plusieurs mois de retard. Par ailleurs, les municipalités ont droit à 80% des fonds collectés via les patentes (taxes sur les activités économiques) et 100% des fonds de CFPB (Contribution Foncière sur les Propriétés Bâties). Le reste va au Fonds de Gestion Développement des Collectivité Territoriales (Figure 55).

Enfin, ces deux facteurs du contexte actuel limitent l'action des autorités locales : d'abord, leurs exclusions dans le système de coordination et la limitation de la maîtrise de leur budget. C'est également cette situation qui contribue à la perte de confiance de la population à l'égard des municipalités.

Maintien de la mémoire institutionnelle et des normes de contrôle dans les municipalités

Dans les économies les moins avancées, cela se rapporte aux questions de parrainage politique, des finances de la commune et du licenciement du personnel municipal. Dès que les Maires sont élus et prennent leurs fonctions, ils commencent par licencier le personnel de l'administration précédente¹⁵⁷. Craignant ce résultat, pendant trois ans et demi, les bailleurs de fonds ont promu l'adoption d'une loi pour créer un service public du gouvernement local afin de protéger les positions clés des communes contre le patronage politique. Le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriale du cas analysé a agi rapidement pour empêcher les Maires des départements du Nord et du Nord-Est de licencier les employés formés dans le cadre du programme appelé PINNE (Programme d'Intervention dans le Nord et le Nord Est)¹⁵⁸.

Cependant tous les licenciements de personnels n'ont pas toujours été liés au parrainage politique. C'est aussi une réponse raisonnable aux problèmes sérieux au niveau de la finance municipale et des problèmes de contrôle interne. Beaucoup de Maires intérimaires nommés par le président Martelly en août 2015 ont gonflé le nombre d'employés municipaux et créé des contrats. Pour réduire les coûts, les Maires élus ont été confrontés à la nécessité de réduire le nombre d'employés. Néanmoins, les implications organisationnelles et managériales sont que le nouveau personnel aux postes clés devra recevoir une formation déjà faite par leurs prédécesseurs. Le Tableau 21 présente les six positions clés identifiés par le Ministère de l'Intérieur et les licenciements effectués par les nouveaux Maires.

¹⁵⁷ Rapport d'activité projet Lokal+ USAID « Monthly Report » (mai 2016)

¹⁵⁸ Idem

Tableau 21. Personnels renvoyés dans les Mairies avec les nouvelles administrations

Communes	Directeur- Général	Directeur Fiscal	Comptable- Payeur	Ingénieur municipal	Responsable Socio-culturel	Responsable des équipements
Delmas	X					
Carrefour	X				X	
Kenscoff	X	X		X	X	Non disponible
Saint Marc	X	X	X	X	X	X

Source : Auteur, observations directes (Avril à juin, 2016)¹⁵⁹

En conclusion, le gouvernement local doit être au centre du système pour que le DEL soit effectif. Les municipalités, dépourvues de ressources financières et de compétences pour une gestion des municipalités avec intégrité, perdent la confiance de la population et n'arrivent pas à provoquer un environnement propice au DEL.

La conclusion est qu'il n'existe actuellement aucun instrument financier par lequel les conseils locaux pourraient mettre en œuvre le développement économique local dans le PMA typique. L'instrument, qui est nécessaire, devait satisfaire à au moins trois critères. Tout d'abord, il devrait refléter une décentralisation budgétaire permettant aux gouvernements locaux d'être moins dépendants des subventions du gouvernement central, d'avoir un meilleur contrôle de leur budget et des revenus liés, afin de pouvoir financer de véritables politiques et programmes du DEL.

Deuxièmement, les revenus provenant de l'activité économique des localités devraient inciter les planificateurs locaux (via l'augmentation de la base d'imposition), dont les actions stimuleraient à leur tour les acteurs économiques locaux.

¹⁵⁹ Complétées avec le rapport d'activités du projet Lokal+ USAID : Lokal+ (2016) « Quaterly report ». Juin 2016.

Troisièmement, les sources de financements des municipalités devraient être des revenus basés sur les propriétés bâties et non-bâties, sur la valeur des terrains (taxes sur les propriétés et les revenus fonciers). En effet, ces fonds sont beaucoup plus stables et permettent un planning à long terme. L'accroissement de la valeur des terrains est l'une des retombées des programmes du DEL après l'augmentation des infrastructures.

Enfin, l'élaboration de stratégies de développement localisé ne peut pas être un processus technocratique mené par des experts sans une planification participative profonde. Il convient de noter l'attention accordée aux retombées des actions de la société civile, des femmes membres de la communauté, qui sont souvent la clé du succès d'une approche participative dans le développement localisé dans les Pays les Moins Avancés. Le concept de développement local a connu beaucoup de succès dans le contexte du monde développé et en développement. Dans les Pays les Moins Développés, cependant, il présente un scénario où le pouvoir et les structures sociales constituent une tâche difficile pour que le DEL soit efficace (Hasan, 2008).

5.2.4. La place des entrepreneurs-créeurs dans le système de développement local

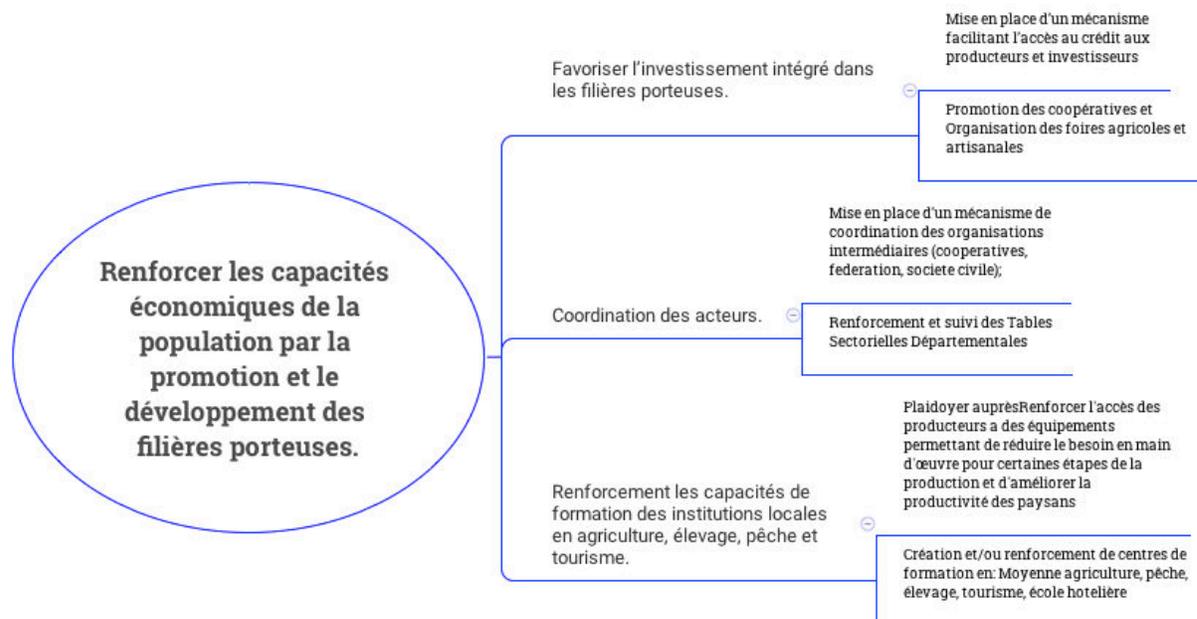
Nos hypothèses sont testées à l'aide des données de focus groups, d'observations directes et participantes, de données secondaires provenant de documents de projets, de rapports d'activités, de budgets et archives des institutions internationales impliquées dans le développement économique local. Le cas typique analysé a été sélectionné parce qu'il répond à trois critères déterminants pour le DEL dans les PMA selon les caractéristiques socioéconomiques relevées lors du Chapitre I de cette thèse. Des clusters de PMA ont été identifiés après classification ascendante hiérarchique (CAH) en fonction de critères théoriquement significatifs pour notre hypothèse de recherche : 1) le climat des affaires ; 2) les niveaux de revenus par habitants ; 3) le volume d'aide publique au développement net reçu par les PMA (Chapitre III - s).

Nous avons avancé la proposition que les interventions de ces entrepreneurs-créateurs représentaient la variable modératrice du lien entre les financements mixtes et le développement économique local dans le modèle théorique développé. Alors que les financements « mixtes » provoquent un développement localisé, cette relation sera plus significative s'il existe une bonne gouvernance locale. De même, les interventions par les financements « mixtes » auront un impact plus important si les micro-entrepreneurs sont intégrés dans les territoires. En effet, les micro-entrepreneurs peuvent être intégrés verticalement par des relations de sous-traitances ou bien se trouver fournisseurs des grands producteurs. De même, les micro-entrepreneurs sont intégrés horizontalement à travers des relations inter-entreprises (i.e. clusters d'entreprises, relations de proximités, collaborations entre entreprises) (Figure 30). Les entrepreneurs-créateurs représentent une nouvelle classe d'entrepreneurs qui émergerait de l'impulsion du développement local, transformant les petites et moyennes entreprises et les microentreprises en de véritables entrepreneurs capables de saisir les opportunités générées par un programme de développement économique local et l'émergence de nouvelles infrastructures dans les localités.

La transformation des petits commerçants en petites entreprises axées sur les bénéfices et la création d'emplois représente un autre défi difficile dans les PMA. Le nombre relativement réduit de projets et d'initiatives dans ce domaine de renforcement des microentreprises rend la tâche encore plus ardue. En effet, les informations empiriques relevées lors des missions de terrain avec le PNUD et l'Unicef dans les deux départements avec les acteurs publics et privés¹⁶⁰ ont permis de relever durant les focus groups les points de vue institutionnels en termes de priorités pour les petits, moyens et micro entrepreneurs du PMA typique. Les résultats des focus groups sont résumés dans la Figure 57.

¹⁶⁰ Direction de la Protection Civile, Ministère de l'Agriculture, Direction Départementale du Nord, Direction Nationale Eau Potable et Assainissement, Ministère de la Planification et de la Coopération Externe, Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle, Ministère des Travaux Publiques et des Télé Communications, SEMANAH – Service Maritime et de Navigation d'Haïti, FECANO (coopératives), Conseil National des Acteurs Non-Etatiques (CONAN), Ministère des Finances et les Chambres de Commerce du Nord et du Nord 'Est.

Figure 57. Résultats des tables rondes thématiques de discussions interinstitutionnelles pour les micro-moyennes entreprises



Sources : Auteur, focus groups avec les Institutions du développement local et rapport de mission Nord et Nord 'Est de l'UNDP - Unicef (Février à mars 2014) ; observations directes et participantes.

Contrairement à ce qui avait été avancé dans cette thèse, les interventions des entrepreneurs-créateurs sont plutôt une variable externe au lieu d'être une variable modératrice tel que vu dans le modèle théorique (Figure 30). Cette variable est considérée comme externe et non comme une variable modératrice, d'abord par le fait que les programmes d'interventions mixtes ne constituent pas des programmes et des politiques de développement local avec des composantes d'interventions d'aide aux microentreprises et, ensuite parce que le fait que les investissements soient à financements mixtes ne suffit pas pour provoquer un engagement automatique des microentreprises.

Les difficultés dans le PMA typique résident dans les financements des microentreprises et dans l'accès au crédit (Kraiem, 2015), l'intégration des filières de production dans les territoires, le processus participatif et l'absence d'outils et d'équipement pour augmenter la productivité agricole et sortir du modèle d'agriculture de subsistance. Les acteurs rencontrés en février 2014, ont identifié les points

suivants pour le renforcement des capacités des micro-entrepreneurs et des petites et moyennes entreprises.

Tableau 22. Points de déblocages et actions identifiés par les acteurs impliqués dans le développement local

<p>Renforcer la capacité et le développement des filières porteuses de l'agriculture et de la pêche en adoptant des structures participatives</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter l'accès à l'équipement et aux infrastructures agricoles. • Organiser les paysans en coopératives. • Renforcer des filières en aval de la production pour créer une valeur ajoutée sur la production agricole et sa commercialisation. • Développement de savoir-faire en matière de transformation. • Renforcement des filières en amont de la production vivrière (alimentation de base de la population) pour la consommation et l'exportation. • Réaliser une étude/analyse approfondie sur les secteurs environnement et emploi afin de concevoir un plan de renforcement général des filières agricole, agri forestière, pêche, élevage et écotourisme. • Formation continue des paysans sur les techniques agricoles (transformation etc.) et la gouvernance locale. • Amélioration des capacités de vulgarisation par des cadres compétents. • Amélioration des capacités de transport et de conditionnement.
---	--

Sources : Table ronde avec les représentants (un représentant par organisation) du Programme des Nations Unies pour le Développement, Food and Agriculture Organisation of the United Nations, Ministère de la Planification et de la Coopération Externe, Ministère de l'Agriculture et des Ressources Naturelles, Ministère de la Condition Féminine et des Droits de la Femme, Ministère de l'Économie et des Finances, Care, Comité Croix Rouge International et Fonkoze (Coopérative de microcrédit)¹⁶¹ ; Rapport de mission résilience Nord et Nord-Est, PNUD, UNICEF (Février 2014).

Plusieurs chercheurs analysant la situation des micro-entrepreneurs des Pays les Moins Avancés, ont également relevé les principaux obstacles à la création du passage des microentreprises vers les petites et moyennes entreprises (Kraiem, 2015; Mouko, 2015; Samson, 2011). Il semble y avoir quatre problèmes majeurs :

- Difficultés à accéder au crédit auprès d'institutions financières authentiques ;
- Manque de savoir-faire en gestion (comptabilité, marketing, rédaction de contrats, etc.) ;

¹⁶¹ <http://www.fonkoze.org/>

- Manque d'infrastructures spécifiques et atmosphère locale peu favorable aux entreprises ;
- Difficultés à obtenir des terres urbaines pour créer une plus grande entreprise.

Comme énoncé précédemment, dans tous ces obstacles, la contribution active du gouvernement local est assez facile à réaliser une fois que les obstacles institutionnels et managériaux aient été identifiés, car les connaissances et les compétences pertinentes et les ressources nécessaires n'ont pas été transférées au gouvernement local (Hasan, 2008; Nichter & Goldmark, 2009; Samson, 2011). Nous avons vu que les obstacles à l'efficacité des municipalités sont, entre autres, institutionnels et financiers. Les municipalités et l'Etat central ont des comportements de prédateurs au lieu d'être des facilitateurs ou des catalyseurs d'opportunités pour les micro-entrepreneurs. Notamment lorsque les gouvernements locaux ne fournissent pas d'environnement propice à l'intégration des micro-entrepreneurs à travers des investissements en infrastructures. Effectivement, cette situation est confirmée par les situations contrefactuelles observées sur le territoire d'investigation de février 2014 à février 2017. Il apparaît que les municipalités au lieu d'encourager les investissements ont un comportement de prédateurs envers les petits entrepreneurs alors que les grands contribuables ne paient pas d'impôts¹⁶². Les grands contribuables ont parfois des arriérées de paiements de plus d'une dizaine d'années dans certains cas. Sauf quelques Maires « téméraires » tels que le Maire de la Commune de Delmas « osent » s'en prendre aux grands contribuables¹⁶³.

Les opportunités relevées lors des visites dans les zones d'intervention (Nord et Nord 'Est) et lors des consultations avec les acteurs locaux en février 2014 et en mars 2014, ont permis d'identifier des points de productions avec de fortes intégrations locales et internationales. Par exemple, bien que la production soit encore faible (environ 200 tonnes par an), dans la zone d'analyse, la fédération de coopératives producteurs de cacao, FECANO, a initié une nouvelle formule de cacao biologique certifiée. Quelques usines à « pistaches » (arachides), localisées dans des zones telles que : Quartier Morin, La Victoire, Limonade donnent de bons exemples de filières de production locale intégrées (horizontalement par les

¹⁶² Les responsables de la fiscalité de Ouanamint (mars 2016), du Ministère de l'Intérieure (septembre 2016) et le Maire de la commune de Delmas (décembre 2016) ;

¹⁶³ Entretien avec le Maire de la commune de Delmas (W. Jeudy, décembre 2016). Pour plus d'informations : <http://www.lenouvelliste.com/m/public/index.php/article/126494/avec-wilson-jeudy-delmas-la-commune-la-plus-riche-a-le-maire-le-plus-actif>

coopératives et fédérations de coopératives et verticalement avec l'exportation de produits équitables) (Figure 57).

Figure 58. Quelques filières à intégrations verticales et horizontales dans la zone d'étude du cas typique



Source : Observation directe dans le Nord et le Nord 'Est de février à mars 2014

Un autre grand défi auquel font face les entrepreneurs de la zone analysée reste les coûts de transactions, les coûts de la main-d'œuvre et de la concurrence de la République Dominicaine voisine. Lorsque les conditions de travail deviennent moins favorables par rapport aux conditions de la république voisine, les paysans et les ouvriers vont en République Dominicaine. Par exemple, en cas de sécheresse, les ouvriers partent. Ceux qui restent coûtent plus cher et augmentent la vulnérabilité économique de l'agriculteur et sa capacité à faire face à des coûts supplémentaires¹⁶⁴. De plus, il existe (selon la chambre de Commerce et de l'Industrie du Nord, plus de 33 points d'échanges informels et illégaux entre la

¹⁶⁴ Sources : focus groups et rapports de mission résilience avec le Programmes des Nations Unies pour le Développement, de février à mars 2014.

frontière Haïtiano-Dominicaine¹⁶⁵. Nous avons également rencontré ce même type de comportements dans la zone de Canaan le 22 février 2016, où la population s'est remise sur pied sans aucune aide internationale ou apports des municipalités¹⁶⁶.

En conclusion, les interventions des entrepreneurs-créateurs représentent une variable externe au système du Développement Économique Local. Il convient de construire deux formes d'intégration pour le développement économique local : 1) un lien entre l'agriculture et les zones rurales avec les marchés urbains et 2) une intégration horizontale et verticale entre les filières porteuses.

En fait, l'analyse empirique permet d'avancer que les sources de financements et l'accès à des débouchés, le renforcement des filières de production, sont parmi les éléments les plus déterminants pour les microentreprises des territoires du cas typique analysé. La modélisation de l'impact des entrepreneurs, micro-entrepreneurs/créateurs en tant que variable modératrice suite au développement d'infrastructures par financements mixtes s'est révélée assez problématique. Contrairement à ce qui avait été anticipé lors de l'élaboration du cadre théorique, nous pouvons avancer que l'intervention des entrepreneurs/créateurs du PMA est une variable externe parce qu'en fait, bien que ces interventions soient nécessaires au développement économique local, ils constituent une condition générale du développement local et pas spécifiquement une condition liée aux formes de mécanismes analysés, c'est-à-dire les modalités de financements mixtes dans le cas qui nous concerne. Ainsi, en disposant d'une condition des investissements pour un développement local avec des financements mixtes et une situation sans ces derniers, nous avons observé dans les deux conditions, des résultats identiques. Cette variable bien que nécessaire est en dehors du système formé par les financements mixtes, les interventions de la gouvernance locale et le DEL (Blumberg et al., 2014; Matalon, 1988).

¹⁶⁵ Idem.

¹⁶⁶ Visites de terrain, table ronde avec les représentants des institutions : Internews, UN-Habitat, et le cartel municipal. Plus d'information ici : <https://medium.com/local-voices-global-change/in-canaan-haitians-are-building-back-by-themselves-with-a-story-to-tell-90ac26a154b9>

Conclusion du Chapitre V

La présente thèse a pour objectif de comprendre comment les mécanismes de financements employés peuvent agir sur le développement économique local des Pays les Moins Avancés. Nous avons proposé que l'impact des variations des mécanismes de financements mixtes pour le développement local dans les territoires des Pays les Moins Avancés, n'est pas systématique. On s'attend à ce que cet impact soit attaché à un ensemble de déclencheurs tels que les interventions des micro-entrepreneurs-créateurs, l'articulation efficace des acteurs locaux provoquant une bonne gouvernance territoriale engendrée par les municipalités. Aussi, l'amélioration des capacités managériales des collectivités territoriales devrait passer par une transformation des règles de gouvernances formelles et informelles, ceci reste un point central du système de développement local dans les PMA.

Dans ce Chapitre, nous avons présenté et analysé les résultats empiriques des observations directes et participantes, des focus groups, des documents d'archives des bailleurs de fonds internationaux et des institutions nationales du cas typique analysé, qui sont intervenus dans le DEL durant la période de 2014 à 2017, dans le but de répondre à la sous-question suivante :

- Dans quelles mesures le contexte d'implémentation agit-il sur les résultats du DEL ?

En conséquence, l'objet de ce Chapitre a été de provoquer une confrontation et une mise à l'épreuve des propositions de la réalité du terrain en fonction du choix de la posture épistémologique et de la méthodologie qualitative adoptée pour la démonstration de nos hypothèses et de nos propositions. Dans le paradigme épistémologique retenu, les modes de justification et de vérification de la validité de la connaissance générée sont faits « via des mises à l'épreuve dans l'action » (Gavard-Perret et al., 2012; Yin, 2013). C'est l'ensemble des relations entre les variables anticipées dans le cadre théorique et les hypothèses explicatives (causales), qui ont servi de guide et de cadre pour la présentation des analyses et des conclusions dans ce Chapitre (Blumberg et al., 2014; Matalon, 1988; Yin, 2013). Avec une présentation des résultats par « *pattern matching* » (correspondances de structures), nous nous sommes attendus à ce que chacune des hypothèses du cadre théorique soit vérifiée par le rejet de l'hypothèse alternative d'absence de relation entre les variables définies dans le modèle théorique (Peng, 2016b; Yin, 2013).

La première partie du Chapitre a été plus descriptive. Elle a eu pour objectif d'exposer le contexte d'exécution des programmes du DEL dans le cas typique. Comme la majorité des Pays les Moins Avancés, le cas typique étudié présente des caractéristiques communes aux autres économies moins avancées que nous avons relevées dans le Chapitre I. Ensuite nous avons analysé et présenté les résultats des enquêtes de terrain à partir d'une triangulation des données primaires et secondaires provenant de l'inventaire des interventions à financements mixtes dans le PMA, des tables rondes avec les experts et les acteurs du développement local, des observations directes et participantes, et de la documentation des institutions de financements internationaux du DEL.

Contrairement à ce qui avait été prévu dans le modèle théorique, les interventions des micro-entrepreneurs ne sont pas une variable modératrice du modèle (Figure 30). Enfin, à partir des résultats de l'analyse qualitative, nous pouvons avancer les points clés qui suivent, eu égard à la confrontation du modèle théorique au terrain du cas d'étude.

- 1) D'abord, il est difficile d'avoir un Développement Économique Local dans les Pays les Moins Avancés sans une bonne maîtrise du contexte d'implémentation.
- 2) Un impact des financements mixtes dans les territoires est possible s'il n'y a pas de ruptures dans les liens horizontaux et verticaux des micro-entrepreneurs. Les interventions des entrepreneurs-créateurs représentant une variable externe au système de développement économique local, il convient d'établir deux formes d'intégration pour le développement économique local : a) un lien entre l'agriculture et les zones rurales avec les marchés urbains et b) une intégration horizontale et verticale entre les filières porteuses.
- 3) Le gouvernement local doit être au centre du système pour que le DEL soit effectif.
- 4) Les municipalités sans les ressources financières, les compétences et une gestion des municipalités avec intégrité perdent la confiance de la population et n'arrivent pas à provoquer l'environnement propice au DEL.

La confrontation des propositions théoriques à la réalité du terrain d'un pays moins avancé « typique » (selon la classification adoptée dans le Chapitre IV) constitue un jalon important dans la démonstration de notre problématique de recherche. L'étude empirique présentée dans ce Chapitre constituera la base de la validation du nouveau modèle de financement du développement local dans les Pays les Moins Avancés. La présentation, la validation du nouveau modèle empirique, l'ensemble des propositions et des préconditions au développement économique local constitueront l'objet du Chapitre VI.

**CHAPITRE VI. LES MODALITES
DE FINANCEMENTS ADAPTEES
AUX PMA : VALIDATION DU
MODELE EMPIRIQUE ET
STRATEGIES DU DEL**

Introduction du Chapitre VI

La présente thèse a pour objet de répondre à la question de savoir comment obtenir des changements transformateurs et durables des financements du développement économique local dans les Pays les Moins Avancés, à partir de mécanismes de financements appropriés aux particularités de ces économies. Jusqu'ici nous pouvons raisonnablement supposer que l'impact des variations des politiques de développement local sur les territoires des Pays les Moins Avancés, n'était pas spontané : il dépend très largement d'un ensemble d'éléments relatifs aux interventions des collectivités territoriales, des entreprises intégrées en filières (intégrations horizontale et verticale des micro-entrepreneurs et des entreprises), et aussi de la conjoncture politique et économique. Cette dernière pouvant freiner ou stimuler les efforts de financements déployés par les institutions locales et internationales. Cependant, il existe le risque que, malgré le volume d'investissements introduits dans les localités, les retombées des financements des infrastructures ne bénéficient pas à la population locale, si certaines conditions ne sont pas remplies.

Le développement économique local peut être considéré comme une politique complémentaire à une stratégie de développement, car il met l'accent sur : la diversification économique, la mise en valeur des ressources locales, la production de valeurs ajoutées endogènes, la création d'emplois, et l'augmentation des revenus des collectivités. La mise en œuvre réussie de programmes de développement local dans les Pays les Moins Avancés requiert :

- Un nouveau paradigme de compétitivité et de croissance basé sur le potentiel et les ressources endogènes des localités et une dynamisation des microentreprises intégrées en filières ;
- L'invention d'une politique personnalisée qui relie les zones rurales et les villes provinciales aux centres de croissance du pays ;
- Une intégration efficace des gouvernements locaux.

Lorsque les gouvernements locaux possèdent la latitude institutionnelle et financière, ils sont les mieux placés pour une mise en œuvre d'un programme ou d'une politique de développement local, avec le

soutien de l'État central. Cependant, jusqu'à présent, les gouvernements locaux n'ont pas le pouvoir, le financement ou le savoir-faire dont ils ont besoin pour jouer ce rôle (Fortanier & van Wijk, 2010; Hasan, 2008; N. Kim & Cortez, 2012; Luiz, 2010). Dans le contexte du très faible développement des économies moins avancées, des problèmes de société après les troubles politiques (N. Kim & Cortez, 2012) et de la quasi-absence d'un secteur privé organisé et productif, de nouvelles politiques de développement économique local doivent être envisagées dans les PMA.

Cette section vise à définir deux points relatifs aux stratégies de financement du développement local dans les PMA. D'abord, nous verrons les préconditions au DEL dans ces économies : les défis auxquels doivent faire face les gouvernements locaux, les entrepreneurs et les transformations nécessaires dans les territoires avant de procéder à des politiques de développement local. Ainsi, nous présenterons le modèle empirique issu des observations de terrain. Ensuite, nous considérerons la confrontation de la validité externe du modèle empirique avec quelques stratégies et politiques à mettre en œuvre, en tenant compte des hypothèses du modèle empirique pour provoquer un développement local dans les économies à faibles revenus. Enfin, ce Chapitre examinera comment les municipalités peuvent remplir leur mission historique de développement économique local dans les pays à faibles revenus.

6.1. Le modèle empirique : préambule à une stratégie de développement local dans les PMA

L'ensemble des données qualitatives recueilli de 2014 à 2017 constitue une étude de cas unique d'un cas typique de mécanismes de financement du développement local dans un pays moins avancé. Les cas d'études uniques sont des adaptations de modèles de séries temporels interrompus et peuvent fournir une évaluation expérimentale rigoureuse des effets d'intervention (Kratochwill et al., 2010; Yin, 2013), notamment en ce qui concerne l'analyse longitudinale d'une problématique. Bien que les études de cas unique présentent de nombreuses variantes, ces conceptions impliquent souvent une mesure répétée et systématique d'une variable dépendante avant, pendant et après la manipulation active d'une variable indépendante (Kratochwill et al., 2010). Nous avons utilisé cette forme d'application des interventions de financements multiples pour le DEL afin de répondre à notre problématique. Enfin, les études de cas

uniques, (*single case study design*), peuvent constituer une base solide pour établir une inférence causale (Jefferies, 2006; Leonard-Barton, 1990; Vaughan, 2004; Yin, 2013). Cette section présente un résumé des résultats des observations directes, des observations participantes, de la documentation des institutions nationales et internationales et des focus groups analysés lors de la présentation des résultats : ce qui a permis de construire un modèle empirique.

La stratégie du développement économique local dans les économies les moins avancées consiste à obtenir de la valeur ajoutée plus économique que financière. Cette valeur ajoutée sera supérieure à la moyenne habituelle, grâce à une combinaison de ressources, de capacités et d'activités adaptées aux conditions des territoires.

L'articulation des variables du modèle empirique

En raison, entre autres, de la faiblesse des ressources internes, de l'incapacité des PMA à emprunter dans les marchés financiers internationaux, des fonds mixtes peuvent être utilisés afin de financer le développement économique local à travers des infrastructures locales. Cependant, ces investissements auront des impacts sur les territoires si certaines présuppositions sont respectées. Nous formulerons des propositions ci-après sur la base de données empiriques issues de l'enquête de terrain et de la confrontation des quatre formes de mesures utilisées :

- Hypothèse 1 : Il ne peut y avoir de Développement Économique Local sans une maîtrise du contexte d'implémentation notamment dans les Pays les Moins Avancés où les troubles politiques et sociaux sont récurrents ;
- Hypothèse 2 : Un impact des financements mixtes dans les territoires est possible s'il n'y a pas de ruptures dans les liens horizontaux et verticaux entre les micro-entrepreneurs ;
- Hypothèse 3 : Les microentreprises devraient avoir les capacités financières et managériales pour étendre leurs productions afin de saisir les opportunités naissantes ;
- Hypothèse 4 : Les gouvernements locaux devraient être au centre du système des acteurs

institutionnels pour que le DEL soit effectif dans le contexte des PMA ;

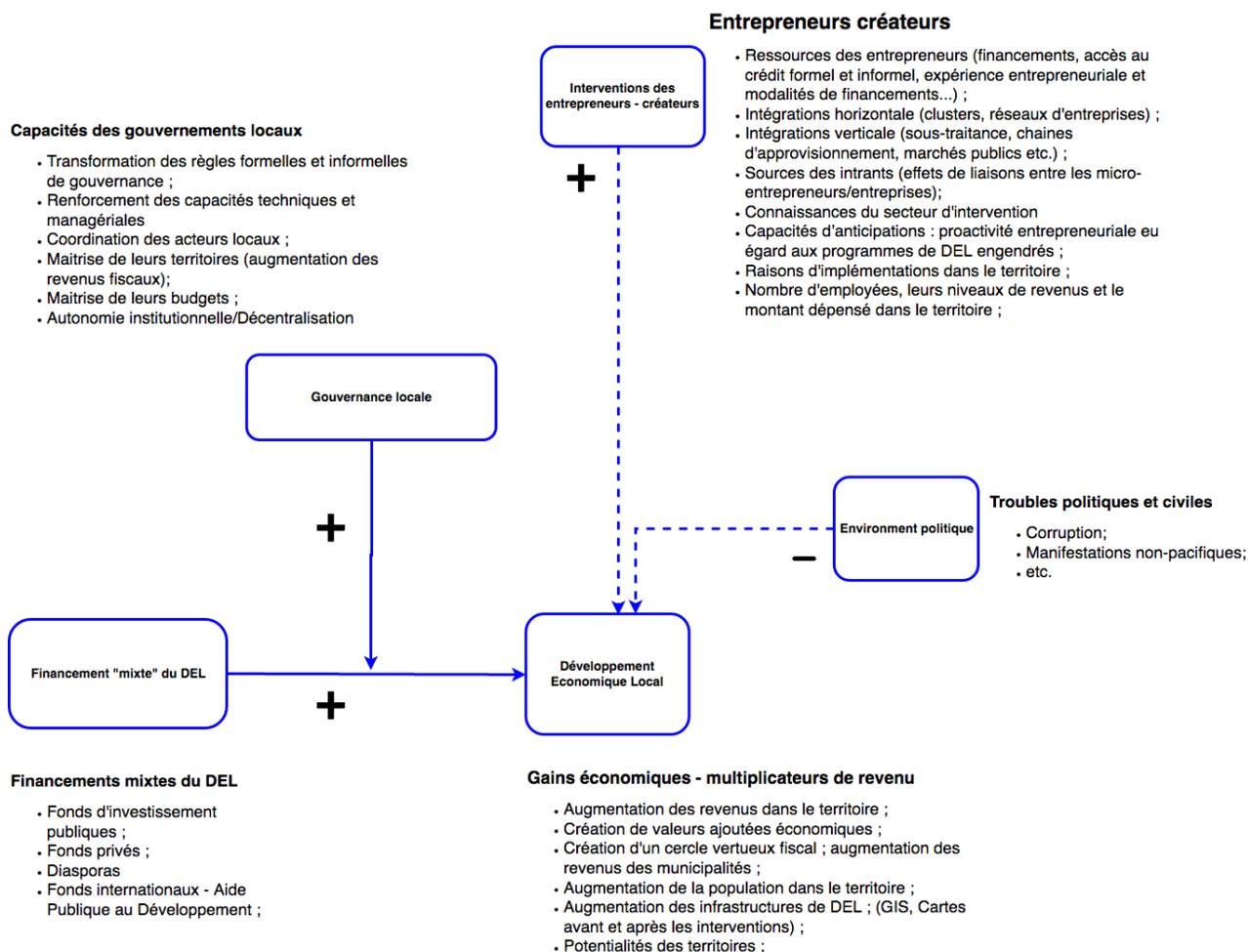
- Hypothèse 5 : Les différents acteurs impliqués dans le développement économique local, qu'ils soient d'origine locale, nationale et internationale devraient organiser (sur le leadership de la municipalité ou à défaut de l'État central), un processus participatif de définition de la stratégie de développement local ;
- Hypothèse 6 : Les municipalités sans les ressources managériales, financières perdent la confiance de la population et n'arrivent pas à provoquer un environnement propice au développement économique local ;
- Hypothèse 7 : Les interventions des entrepreneurs-créeurs-innovateurs représentant une variable externe au système du Développement Économique Local. Néanmoins, lorsque par exemple un soutien aux entreprises pour un développement local est envisagé, il convient de tenir compte : 1) du lien entre l'agriculture et les zones rurales avec les marchés urbains et 2) de l'intégration horizontale et verticale entre les filières porteuses.

La fonction de l'administration locale n'est donc plus seulement axée sur la prestation de services à la population, mais, en même temps, elle doit générer les infrastructures physiques pour l'accès aux marchés. Les fondements essentiels de cette nouvelle politique pourraient être illustrés par la Figure 58 qui montre une progression en deux étapes :

- Le gouvernement local crée et gère tous les organismes intermédiaires nécessaires à la naissance et à la croissance des entreprises privées ;
- Lorsque l'infrastructure a été construite et est opérationnelle, et que le secteur privé se renforce, le gouvernement local peut transférer progressivement les organisations intermédiaires aux entrepreneurs privés.

L'ensemble des propositions décrites peut-être synthétisé par le modèle analytique ci-après.

Figure 59. Le modèle empirique du financement du développement local dans les PMA



Source : Construit par l'auteur

Notes : La relation entre la variable indépendante (financements mixtes du DEL) et la variable dépendante (développement économique local) est positive et peut être de plus en plus intense tant qu'il existe une bonne gouvernance locale (variable modératrice) et des interventions d'entrepreneurs-créateurs innovants (variable externe, car indépendante des formes de financements utilisées). Cependant, toutes les formes d'interventions peuvent être ralenties (ou même neutralisées dans certains cas) par un environnement politique instable caractérisé dans les PMA par des troubles civils et politiques (variable externe).

Enfin, des propositions de solution peuvent servir de guide pour les politiques de développement économique local adaptée aux Pays les Moins Avancés afin d'améliorer la mise en œuvre d'une bonne gouvernance des collectivités dans les territoires et une implication des entrepreneurs-créateurs innovante dans des Pays les Moins Avancés faisant partie des cas typiques compris dans cette thèse. Or, nous avons avancé dans le Chapitre III, en référence à plusieurs chercheurs, que la validité externe de

cette étude sera considérée forte, si les relations hypothétiques sous-entendues entre les variables, renforcées par les résultats empiriques, sont également valides dans d'autres contextes (Blumberg et al., 2014; Duflo, 1999; Matalon, 1988; Yin, 2013). En d'autres termes, nous verrons dans la section qui suit si les résultats sont analytiquement généralisables à d'autres situations, à d'autres groupes de PMA identifiés. Nous pourrons alors tester de la validité externe du modèle.

6.2. Généralisation analytique et stratégies de développement local adaptées aux PMA

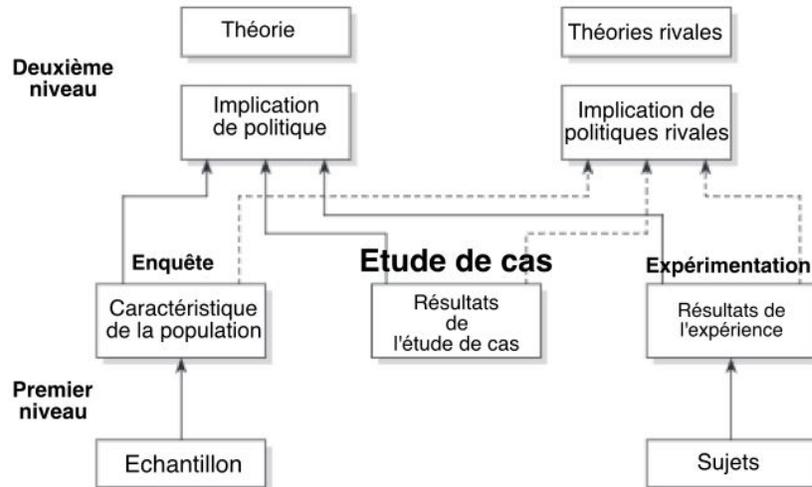
La généralisation est un acte de raisonnement qui implique de tirer des conclusions générales à partir d'instances particulières (Peng, 2016a; Polit & Beck, 2010). La question de la généralisation est une critique fréquente de la recherche basée sur les études de cas. Yin en particulier a réfuté cette critique en présentant une explication bien construite de la différence entre la généralisation analytique et la généralisation statistique : « **Dans la généralisation analytique, la théorie précédemment développée est utilisée comme le modèle contre lequel sont comparés les résultats empiriques de l'étude de cas** » (Tellis, 2017; Yin, 2013). R. Yin a présenté au moins quatre applications pour un modèle d'étude de cas (Yin, 2013). Les études de cas sont utilisées :

- Pour expliquer les liens de causalité complexes dans les interventions de la vie réelle ;
- Décrire le contexte de la vie réelle dans lequel l'intervention s'est produite ;
- Pour décrire l'intervention elle-même ;
- Pour explorer les situations dans lesquelles l'intervention évaluée n'a pas de résultats clairs.

Dans la généralisation statistique, une inférence est faite sur une population (ou univers) sur la base de données empiriques recueillies à partir d'un échantillon de cet univers (Peng, 2016a). La généralisation analytique est distincte de la généralisation statistique, en ce sens qu'elle ne tire pas d'inférence des données vers une population. Selon Yin, la généralisation analytique consiste à faire des projections sur la transférabilité probable des résultats d'une évaluation, basée sur une analyse théorique des facteurs produisant des résultats et de l'effet du contexte. Au lieu de cela, la généralisation analytique compare les résultats d'une étude de cas à une théorie précédemment développée. Les études de cas, apporte des

éclairages empiriques sur certains concepts théoriques ou principaux. La généralisation sera un niveau conceptuel plus élevé que le cas spécifique, tel que représenté graphiquement comme une inférence à deux niveaux dans la Figure 60.

Figure 60. Deux niveaux de généralisations



Source : « Case study research : Design and Methods » (Yin, 2013).

Une erreur fréquente selon Yin (2013) est de considérer la généralisation des études de cas comme une généralisation des résultats, au sens statistique du terme, de l'étude de cas (Yin, 2013). C'est parce que le cas, ou les cas d'étude, ne sont pas des unités d'échantillonnage et sont dans la majorité trop petits pour servir d'échantillon de taille adéquate pour représenter une population plus importante (Yin, 2013). Ainsi les études de cas sont-elles une opportunité d'apporter une analyse empirique sur certains concepts théoriques : « l'étude de cas offre un potentiel de généralisation analytique par opposition à la généralisation statistique en cherchant une représentativité théorique par opposition à la représentativité statistique » (Chatelin, 2005). Enfin, la généralisation ou les leçons tirées d'une étude de cas sont potentiellement applicables à diverses situations, bien au-delà de toute définition stricte de la population hypothétique de « cas similaires » représentée par le cas initial (Chatelin, 2005; Vaughan, 2004; Yin, 2013).

La généralisation analytique va au-delà de toute définition stricte de la population hypothétique ou sur les « cas similaires » représentés par le cas d'origine (Yin, 2013). En fait, la généralisation analytique ne peut être exhaustive par rapport à la population des cas possibles qui peuvent surgir dans les 48 Pays les Moins Avancés et leurs sous-divisions locales et leurs combinaisons territoriales. En dépit de la littérature théorique approfondie sur la décentralisation ou le développement local, et des études de cas par pays, peu d'études se rapportent aux PMA, ou se concentrent sur des preuves transnationales et particulièrement sur les Pays les Moins Avancés (Dziobek, Mangas, & Kufa, 2011a). Ceci limite les analyses plus nuancées appréhendant les différents niveaux de gouvernement. Que ce soit la généralisation analytique ou la généralisation statistique, nous avons une situation où :

- De nombreuses variables vont changer dans le temps (notamment le contexte d'implémentation) ;
- La validation de la généralisation (ici analytique) vient de la théorie et du temps ;

En conséquence, dans cette thèse, la théorie ou les propositions théoriques ont été intégrées à la conception initiale de l'étude de cas, notamment lors de l'élaboration du modèle théorique développé dans le Chapitre III (Figure 30). Étant renforcées par les résultats de l'étude de cas par l'élaboration du modèle empirique (résumé par la Figure 58), ces nouvelles propositions obtenues vont servir de base à une généralisation analytique des résultats empiriques, à la validation externe du modèle empirique développé et ensuite, à l'élaboration des préconditions à une stratégie de financement du développement locale adaptée aux Pays les Moins Avancés. Effectivement, comme tout modèle l'articulation entre les variables est sujet à des prérequis. Les stratégies adoptées vont dépendre d'un ensemble de préconditions que nous verrons dans les sections qui suivent en même temps que la généralisation analytique.

6.2.1. Une des préconditions au DEL dans les PMA : l'architecture institutionnelle et les capacités des municipalités

Les systèmes d'imposition des administrations locales actuellement en place en Afrique subsaharienne¹⁶⁷ sont largement adoptés par les anciennes puissances coloniales (Brun, Chambas, & Fjeldstad, 2014). Contrairement aux systèmes fiscaux de l'administration centrale, les systèmes d'imposition des administrations locales dans de nombreux pays africains sont restés pratiquement inchangés depuis leurs indépendances (Brun et al., 2014). Les réformes en Afrique de l'Est ont entraîné l'abolition de certaines des taxes les plus impopulaires et la simplification de la législation et des pratiques administratives de la législation locale (Brun et al., 2014; Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique Cities Alliance, 2013). D'une manière générale, cependant, les réformes de la décentralisation fiscale en Afrique subsaharienne se limitent à s'attaquer à l'organisation intergouvernementale de transfert fiscal (Brun et al., 2014).

En conséquence, les principes généraux sont plus ou moins les mêmes dans les différents pays de l'Afrique subsaharienne en ce qui concerne la situation financière des collectivités (Dafflon & Madiès, 2011; Dziobek, Alves, Rayess, Gutierrez Mangas, & Kufa, 2011b). Les mécanismes utilisés pour le financement du développement local sont articulés autour des trois formes de transferts conventionnels :

- Les subventions d'exploitation et d'immobilisations ;
- Les rétrocessions fiscales directes ou indirectes ;
- Les investissements en capital et infrastructures des partenaires financiers internationaux.

Les prêts subventionnés par l'État Central complètent le processus de financement des collectivités. Les dépenses de ces fonds destinés aux collectivités sont définies en termes budgétaires par différentes lois, et par la création de fonds de développement spécifique. Ces fonds peuvent être gérés par une agence

¹⁶⁷ Comprenant la majorité des pays moins avancés typiques tel que définis dans cette thèse en tenant compte du climat des affaires, des financements internationaux, et des niveaux de revenus.

spécialisée. En plus de ces transferts conventionnels, certains pays¹⁶⁸ ont également veillé à fournir des services décentralisés pour les fonds d'aide à la décentralisation afin de fournir un meilleur soutien technique aux municipalités ; ce qui contribue à renforcer le rôle de développement progressif des représentants des ministères locaux en charge des communautés décentralisées¹⁶⁹.

Le modèle empirique et les propositions avancées dans cette thèse, mettent la gouvernance des collectivités territoriales au centre du processus de développement économique local dans les économies moins avancées. Dans ces économies, les progrès démocratiques (les conditions politiques étant une variable externe pouvant affecter négativement le développement local), la lutte contre la pauvreté rurale, sont difficiles à réaliser sans un ajustement des liens entre les niveaux de décentralisation et les nouvelles fonctions des gouvernements locaux. De plus, nous avons avancé que les organisations étatiques des Pays les Moins Avancés sont extrêmement faibles et corrompues. Ces nouvelles fonctions passent par l'adéquation entre l'architecture institutionnelle¹⁷⁰ et les prérogatives budgétaires des municipalités.

De nombreuses fonctions du gouvernement local, qui sont déjà en place, trouveront une nouvelle dimension dans les politiques du développement économique local. Les fonctions pertinentes que l'on peut citer pour une meilleure gouvernance des collectivités locales des PMA sont : la planification stratégique, la collecte et le traitement de l'information dans les territoires, la coordination des donateurs, l'augmentation des ressources financières et des leviers financiers, la Gestion Axée sur les Résultats, la conception des lois et des règlements locaux¹⁷¹, le soutien et la formation des cadres, les opérations d'investissements, les négociations avec les parties prenantes, les communication, etc. (Ferguène, 2005;

¹⁶⁸ Guinea, Senegal, Burkina Faso et Mali. USAID - Limyè ak Oganizasyon pou Kolektivite yo Ale Lwen (LOKAL+) « Fiscal transfers comparative study ». Rapport Spécial (juin 2014).

¹⁶⁹ Rapport Spécial USAID - Limyè ak Oganizasyon pou Kolektivite yo Ale Lwen (LOKAL Plus) « Fiscal transfers comparative study » Prepared for Tetra Tech ARD by Ezzeddine Moudoud, Ph.D. Senior Local Governance and Decentralization Specialist and Team Leader; and Bernard Tagournet, Senior Fiscal and Local Finances Specialist (juin 2014).

¹⁷⁰ Lors de l'analyse des résultats du cas typique, nous avons vu la désarticulation entre les exigences institutionnelles des municipalités et l'absence de la maîtrise des budgets des municipalités.

¹⁷¹ Dans le cadre du PMA typique par exemple, trop d'arrêtés municipaux sont rédigés de manière centralisée ou avec l'appui des institutions internationales.

Samson, 2011). Ces éléments sont quelques-unes des pratiques « normales » des collectivités territoriales des économies en développement ou industrialisées (Ferguène, 2005). Effectivement, dans les Pays les Moins Avancés, la décentralisation est « sur papier » mise en évidence par la faiblesse des budgets des municipalités par rapport aux budgets des Etats (Chapitre II) et l'absence de maîtrise de leurs budgets. Les analyses empiriques du PMA typique ont effectivement montré l'importance capitale de l'amélioration des capacités managériales des municipalités et leurs conséquences sur l'augmentation des revenus des municipalités (Figure 52).

Dans des analyses sur la décentralisation fiscale, le Fonds Monétaire International a utilisé des données pour environ quatre-vingts pays de 1990 à 2008, en employant l'annuaire statistique des finances publiques du FMI le *Government Finance Statistics Yearbook* (GFSY). Le GFSY, bien qu'incomplet avec seulement des données décentralisées pour l'Ouganda et l'Afghanistan parmi les Pays les Moins Avancés (Figure 23

Figure 23), est la seule base de données mondiale avec des informations fiscales harmonisées pour plusieurs niveaux de gouvernance par pays. Le niveau de centralisation est identifié en fonction de quatre indicateurs principaux : les revenus, l'effort fiscal, les dépenses des municipalités et la rémunération des salariés. Les analyses économétriques produites par les chercheurs du FMI, en exploitant cette base de données, ont montré que, dans de nombreux pays, la collecte des recettes reste relativement plus centralisée que les dépenses et que l'emploi tend à être concentré dans les niveaux inférieurs du gouvernement (Dziobek et al., 2011a). Les résultats dépendent du degré de développement économique, des arrangements du pouvoir constitutionnel et de la zone géographique. Ces éléments constituent quelques-uns des facteurs identifiés comme les déterminants de la décentralisation fiscale du cas typique et des économies de l'Afrique subsaharienne (Brun et al., 2014; Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique Cities Alliance, 2013; Dafflon & Madies, 2008; Okonjo-Iweala & Osafo-kwaako, 2013). De nouveaux paradigmes organisationnels des gouvernements locaux sont nécessaires avant d'entamer un programme de Développement Économique Local dans les PMA.

Les modèles organisationnels doivent être mis en place dans les conseils de district et les administrations communales, y compris : une unité stratégique et de renseignements économiques, un service fiscal, un département juridique et de réglementation, une unité de gestion des accords et de partenariats, etc. (Samson, 2011). Les expériences des économies en développement ont également prouvé qu'une politique de développement économique local efficace ne peut être mise en œuvre que s'il existe un seul endroit où cette politique a été conçue et réalisée, avec un représentant unique, sous l'autorité du chef du conseil local ou central (Ferguène, 2005). C'est ce qui avait expliqué en effet la réticence de la population dans le cas typique analysé lors des interventions d'acteurs internationaux dans les zones rurales ou du gouvernement central. Les programmes et les infrastructures mis en place avaient ensuite été non-utilisés puis abandonnés par la population locale après quelques mois. Certains points doivent être pris conjointement avec la population, le gouvernement central et/ou les bailleurs de fonds internationaux :

- 1) La planification conjointe du développement économique local :
 - Révision des plans de développement du conseil municipal local avec la population ;
 - Soumission de plans de développement ;
 - Participation active des acteurs locaux à l'élaboration du plan de développement.
- 2) L'acquisition de compétences supplémentaires en ce sens, quatre indicateurs pour le développement économique local peuvent être considérés :
 - Existence d'une stratégie développement économique local ;
 - Potentiel de projets visant à créer une activité économique accrue ;
 - Entraînement développement économique local ;
 - Ambition des conseils pour faciliter le partenariat public privé (PPP).

Aussi, certaines municipalités¹⁷² du cas typique analysé avaient mises en place des audiences publiques¹⁷³. L'objectif des fréquentations répétées avait été d'avoir une population plus informée, de

¹⁷² Cap-Haitien, Saint Marc, Limonade, Kenscoff, Delmas, Caracol, Acul-du-Nord, Ouanaminthe.

¹⁷³ Encouragée par le bailleur de fonds, la USAID dans le cadre du financement du projet de gouvernance locale (c.f. United States Agency for International Development, USAID, Limiyè ak Òganizasyon pou Kolektivite yo Ale Lwen. Monitoring and Evaluation Plan – septembre 2016)

provoquer une amélioration de l'approche participative de la gouvernance communautaire et une augmentation de la transparence des municipalités en organisant des audiences publiques sur leurs activités et/ou en publiant les procès-verbaux qui en résultent. Toutefois, les conseils municipaux n'avaient pas été réguliers dans la tenue des audiences régulières sur les progrès de leurs activités. Ils conservent souvent des enregistrements irréguliers de leurs procédures et ne les communiquent pas efficacement.

Or, la construction des politiques de développement économique conjointes dans l'optique d'une formalisation d'objectifs économiques et sociaux communs paraît être un processus continu, difficile et fondamentalement instable. Bien que la démonstration théorique suggère qu'il existe des gains à la coordination, mais comme tout modèle, les gains reposent sur un certain nombre d'hypothèses et donc dépendent des conditions de leurs applications. Les gains de la coopération des financements mixtes seraient possibles à condition que les agents soient interdépendants, que leurs préférences soient homogènes (Varian, 1995), avec entre autres des capacités égales et qu'ils aient une vision commune et pertinente de la solution à adopter et à coordonner au niveau local. L'absence d'une institution forte, légitime et compétente chargée de la coordination des politiques de financements du DEL, encouragera des stratégies dominantes où les stratégies des acteurs seront faites sans considération de celles des autres acteurs du développement local.

En conséquence, il apparaît que les résultats pratiques de la coordination restent laborieux à construire et difficile à appliquer. Des facteurs tels que la complexité des besoins et des situations conjoncturelles des acteurs nationaux et internationaux, les situations politiques, peuvent limiter les programmes conjoints du DEL (Figure 58). Enfin, le risque d'asymétrie d'information et d'aléa moral est toujours présent dans les stratégies et les jeux des acteurs (Varian, 1995). Si les échanges d'informations et les grandes orientations sont prévus dans les réunions entre les bailleurs de fonds internationaux impliqués dans le DEL ; dans notre expérience de terrain (2014-2017) nous avons observé que ces réunions sont fermées aux représentants des ministères sectoriels, et aux acteurs locaux. De leur côté, les organisations d'implémentation des programmes des bailleurs de fonds, n'y voient pas nécessairement leurs intérêts étant eux-mêmes liés par des obligations contractuelles des bailleurs de fonds. En fait, les intérêts, les objectifs et les capacités d'adaptation des acteurs du DEL sont divergents même à court terme.

L'équilibre des programmes du DEL obtenu lors d'une coordination reste a priori instable. L'une des solutions à ce dilemme est de mettre les collectivités locales et le niveau de gouvernance à un degré de capacité supérieur au niveau de capacité financière et organisationnelle actuel.

Le renforcement des capacités par les gouvernements locaux

La culture organisationnelle est définie comme une collection spécifique de valeurs et de normes partagées par des personnes et des groupes dans une organisation qui contrôlent la façon dont elles interagissent les unes avec les autres et les parties prenantes en dehors de l'organisation (Morgan et al., 2008). La culture organisationnelle permet d'avoir un ordre et une structure, elle informe les employés de ce qui est juste et acceptable (ou non) et détermine qui a le pouvoir (ou non) et qui peut faire bouger l'organisation (Morgan et al., 2008). La culture a un impact profond sur la capacité des municipalités à transformer les stratégies de développement économique local. La culture de l'organisation peut faire ou casser les tentatives pour atteindre les objectifs et transformer la stratégie en action.

Les gouvernements locaux doivent créer des capacités et former du personnel pour des tâches spécifiques au développement local et pour leur permettre de remplir le rôle de planification et de coordination nécessaire au DEL. Les critères d'embauche du personnel sont à la fois des connaissances techniques et une compréhension de l'économie et de la société locales. Ce personnel additionnel sera un mélange d'administrateurs locaux expérimentés et de jeunes diplômés, s'écartant du modèle traditionnel actuel. La sélection et la formation adéquates des dirigeants politiques et des agents directement impliqués dans les programmes du DEL représentant les champions des programmes, sont naturellement une condition essentielle pour réussir la politique développement local. L'objectif pour l'Etat Central des PMA, le gouvernement territorial, les réformes de décentralisation, est de briser les mauvaises architectures et les pratiques institutionnelles traditionnelles.

La culture organisationnelle et les pratiques « habituelles » dans les municipalités ont en effet un impact profond sur leurs capacités à transformer la stratégie de développement local en action concrètes. Le manque de capacités financières et organisationnelles, la culture organisationnelle des municipalités, peuvent freiner ou casser toutes les tentatives pour atteindre le DEL dans les PMA et limiter les

possibilités d'augmentation de valeurs ajoutées, et de transformer la stratégie envisagée en action concrète pour le bénéfice de la population locale.

6.2.2. Une des préconditions au DEL dans les PMA : un environnement favorable à l'épanouissement d'un secteur privé dynamique

A la lumière des résultats qualitatifs et en considérant la situation d'autres économies moins avancées, nous pouvons avancer que le développement local dans les PMA demande une intégration verticale et horizontale des microentreprises, des moyennes entreprises dans les territoires, dans le processus de développement. Cette condition dans les PMA s'impose d'elle-même aux municipalités et aux responsables politiques en raison du volume important du chômage et de la pauvreté au niveau rural (Chapitre I) et en considérant les possibilités de création d'emplois et de rentabilité économique. Néanmoins, l'intégration des entreprises est soumise à des stratégies capables de transformer les microentreprises en entreprises plus dynamiques et purement commerciales (Kraiem, 2015). Nous présentons ici une synthèse des particularités des micro-entreprises des Pays les Moins Avancés et les programmes d'interventions que peuvent provoquer leur dynamisation espérée.

Deux dynamiques entrepreneuriales peuvent être relevées. Généralement, dans la plupart des PMA, d'abord, il est possible d'identifier les microentreprises et les petites entreprises du secteur informel ; ensuite, les entreprises exportatrices qui utilisent le plus souvent des technologies à forte intensité de capital (Conférence des Nations Unies Sur le Commerce et le Développement, 2013). Ces entreprises ont une plus forte productivité, mais n'ont pas nécessairement une intégration efficace dans les territoires (sans liens de sous-traitances avec les microentreprises et les moyennes entreprises). En conséquence, ces formes d'entreprises créent peu d'emplois dans les territoires en raison du rapport capital/travail élevé. Également, certains produits manufacturés importés peuvent circuler dans les villes et les villages éloignés, ce qui donne l'illusion d'une économie de travail, mais en fait, cela ne reflète que l'efficacité des importateurs à exploiter les faibles revenus de la population (Kraiem, 2015; Samson, 2011).

La CNUCED propose trois grands domaines d'interventions pour le soutien aux microentreprises et pour la création d'un secteur privé dynamique. Ces politiques intérieures sont décisives pour la viabilité du processus de transformation économique (Conférence des Nations Unis Sur le Commerce et le Développement, 2015). Le domaine est relatif à notre problématique, et se réfère à la mobilisation des ressources par les secteurs publics et privés. La mobilisation des ressources peut être faite suite à des instruments qui permettent de lever les ressources nécessaires à l'investissement dans le secteur productif, y compris par la création d'infrastructures économiques et sociales. Le second point concerne les politiques industrielles et sectorielles développées par les responsables de politiques afin d'encourager le développement d'activités économiques d'un agent, ou groupe d'agents, économiques en fonction des priorités nationales de développement (Conférence des Nations Unis Sur le Commerce et le Développement, 2015). Finalement, la transformation structurelle doit reposer sur un environnement macroéconomique stable. Les politiques macroéconomiques utilisées par les gouvernements pour stabiliser leurs économies et maintenir un climat propice à la croissance sont les suivantes : la politique budgétaire (politique fiscale), la monétaire et la gestion du taux de change.

Théoriquement, pour maintenir une économie au niveau de plein emploi, la politique budgétaire doit être modifiée quand le taux de change l'est (Gillis et al., 1998). L'idée est que l'usage conjoint de la politique budgétaire et de la politique des taux de change déplace l'économie vers un nouveau point d'intersection d'équilibre interne et d'équilibre externe de telle sorte que les frontières de possibilités de production se trouvent « dilatées » et tendent à s'éloigner de l'origine (selon le référentiel temporel qui avait été considéré) (Adda, 2002). Cette situation représenterait le cas idéal de progression et d'expansion économique dans le temps avec une croissance équilibrée. Mais, l'expérience dans les PVD et dans les PMA, les ajustements effectués dans les politiques budgétaires et dans les politiques de change, ne permettent pas une trajectoire souple du point d'intersection des courbes d'équilibre interne et externe dans le temps.

Le processus du DEL englobe plusieurs cercles vertueux qui engendrent la spontanéité de la dynamique économique dans les économies de marché lors de l'apparition d'opportunités comme le développement des infrastructures. Or, les économies moins avancées ne sont pas pour le moment des économies de

marché à part entière. Dans ces économies, nous avons de préférence, un système économique fragmenté composite, avec une ou plusieurs villes et des centres d'extraction (produits de base, mines) ou de production industrielle (parcs industriels) liés aux marchés mondiaux, un certain nombre de systèmes économiques principalement fermés reliant les villes locales avec des zones rurales et avec un grand nombre de villages ruraux isolés (Fortanier & van Wijk, 2010). Les villages sont isolés. Les zones rurales sont déconnectées des villes provinciales. Les villes provinciales sont à peine liées entre elles et toute l'économie nationale n'est pas rattachée aux marchés les plus importants. Il est important de noter que ce n'est pas une fragmentation physique mais une fragmentation économique (Conférence des Nations Unis Sur le Commerce et le Développement, 2015; Kraiem, 2015; Samson, 2011).

D'un point de vue physique, la situation est mitigée : il peut exister de très bonnes routes à travers les pays, mais plusieurs grandes villes du district ne sont accessibles que par une route principale, alors que les routes secondaires sont en très mauvais état. La fragmentation économique signifie que la circulation des personnes et des biens entre la campagne et les villes, et entre les villes, est trop faible pour les besoins d'une économie moderne (Fortanier & van Wijk, 2010). Les routes agricoles doivent d'être réhabilitées pour augmenter les échanges entre les communes, les débouchés et l'intensification des activités économiques. L'isolement des villages et l'absence de chambres froides ou de capacités de stockage encouragent le transport dans des conditions qui réduisent la qualité et la fraîcheur des produits¹⁷⁴. Enfin, la faible intégration économique entre les territoires entraîne une faible efficacité macroéconomique, entraînant un faible degré de division du travail, une spécialisation insuffisante des localités et des niveaux de productivité médiocres.

6.2.3. Synthèse : les stratégies de développement local dans le contexte des Pays les Moins Avancés

Le modèle théorique proposé dans cette thèse prévoyait que les financements à partir de fonds « mixtes » provenant des acteurs nationaux, locaux et internationaux dans un territoire, devraient conduire à une

¹⁷⁴ Focus groups et Rapports UNDP/UNICEF/OCHA, Rapport de mission résilience Nord et Nord 'Est, PNUD, UNICEF (Février 2014).

augmentation des activités économiques locales et par extension au développement local. Un Développement Économique Local réussit devrait se caractériser par des effets de levier, des « *Spillover effects* », la création d'un cercle vertueux fiscal et un accroissement des revenus locaux suite aux interventions des entrepreneurs-créateurs et d'une bonne gouvernance engendrée par les autorités locales. Nous avons testé le modèle théorique avancé à partir d'une étude de cas dans un des Pays les Moins Avancés typique, à travers une collecte de données empiriques et une immersion sur le terrain du développement local de 2014 à 2017. Les données primaires qualitatives ont subi une sélection en fonction du niveau de réplcation des informations recueillies (Figure 47).

La méthodologie utilisée est justifiée avant tout par le positionnement épistémologique Constructiviste Pragmatique, mais également en raison de l'absence d'accès aux informations financières des acteurs nationaux des PMA et des bailleurs de fonds internationaux. Certaines bases de données sont sensibles car elles contiennent en plus des informations sur les revenus des municipalités, les revenus et les contributions des citoyens. Les bases de données du Ministère de l'Intérieur ont par exemple des informations sensibles sur la nationalité des personnes. De leur côté, les données financières des programmes des bailleurs de fonds, contiennent en plus des données de financements du DEL des informations sur les salaires et les autres rémunérations des fonctionnaires internationaux. Les données secondaires utilisées représentent l'ensemble des rapports mensuels, trimestriels et annuels des projets de développement local financés par la USAID ; les rapports spéciaux de l'Agence Française de Développement, et de l'Union Européenne, les budgets et les documents de projets de développement dans le PMA typique. La découverte des significations culturelles a également nécessité la traduction du discours bureaucratique des organismes de financement et un ensemble d'acronymes, de procédures administratives longues et lourdes de formalismes. L'objectif est soit de confondre les acteurs locaux, ou de perpétuer le monisme des institutions internationales en rendant les environnements homogènes pour les fonctionnaires internationaux en faisant fi des idiosyncrasies des économies en assurant une bureaucratie transférable aux différentes situations.

Nous avons également utilisé les données primaires provenant de quatorze focus groups avec les représentants des partenaires techniques et financiers, les responsables des Mairies, des Ministères, les évaluateurs de programmes etc. L'observation participante et directe ont permis d'avoir accès à plusieurs

documents utilisés dans les analyses. Toutefois, durant les focus groups, nous n'avons pas eu la possibilité d'avoir un enregistrement audio des interventions des participants, qui, dans un souci d'anonymat ont été nommés par leurs initiales ou leurs fonctions dans les *verbatim*s de cette thèse. Enfin, l'analyse des données utilisées a permis de déterminer si des schémas de comportements apparaissent en comparant les propositions théoriques aux preuves empiriques (Figure 47).

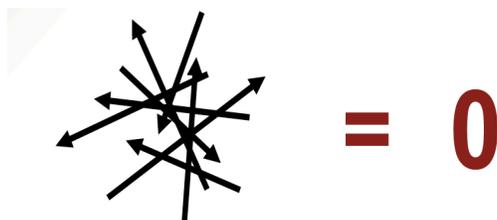
La confrontation des propositions théoriques aux réalités du terrain des économies moins avancées, a montré les lacunes des gouvernements locaux et également l'importance du rôle des entrepreneurs-créateurs, qui se sont révélés être une variable externe au lieu d'être une variable modératrice tel qu'anticipée dans le modèle théorique développé dans le Chapitre III. Cette thèse montre que le développement économique local est une entreprise faisable dans les économies les moins avancées de la planète à travers des mécanismes de financements appropriés, une implication des gouvernements locaux et des entrepreneurs innovants dans les territoires. Des programmes de support et d'accompagnement par l'État central doivent être proposés à ces deux acteurs clés du DEL dans les PMA : les gouvernements locaux et les micro-entrepreneurs-créateurs. Néanmoins, ces affirmations sont soumises à un ensemble de propositions et d'hypothèses. La relation entre la variable indépendante (les financements mixtes du DEL) et la variable dépendante (le développement économique local) est positive et peut être de plus en plus intense s'il existe une bonne gouvernance locale (variable modératrice) et des interventions d'entrepreneurs-créateurs innovants (variable externe, car indépendante des formes de financements utilisées). Cependant, toutes les formes d'interventions peuvent être ralenties par un environnement politique instable que l'on caractérise dans les PMA par des troubles civiles et politiques (variable externe).

Avec la généralisation analytique du modèle de financement du développement local, nous pouvons affirmer qu'en plus des hypothèses de base du modèle (Figure 55), il est nécessaire d'avoir des prérequis dans les Pays les Moins Avancés, avant d'entamer un programme ou une politique de développement local. Il convient de résoudre le problème de dissociation institutionnelle entre les financements, les responsabilités et les capacités managériales des municipalités des PMA et de renforcer les municipalités d'un point de vu organisationnel et financier. Le deuxième prérequis est une stratégie de développement local adaptée aux PMA, liée à la présence d'un secteur privé dynamique capable de mieux saisir les

opportunités. Cette situation est tributaire d'un ensemble de politiques sectorielles de renforcement des microentreprises, de politiques permettant l'accès au crédit formel et de politiques macroéconomiques pour un environnement propice à l'épanouissement des entreprises et de leur intégration dans les territoires. Ces hypothèses et ces propositions permettent également de conserver un certain réalisme politique et de comprendre ce qui est faisable ou non d'un point de vue stratégique dans les PMA.

La stratégie consiste à générer de la valeur ajoutée grâce à un mélange de ressources, de capacités et d'activités différentes de celles utilisées par les concurrents d'un secteur d'activité (Morgan et al., 2008). L'exécution stratégique nécessite une approche approfondie et systémique qui conduit constamment les municipalités (États) à engendrer une valeur ajoutée économique en fonction des ressources territoriales avec une articulation des variables clés du modèle empirique (Figure 58). Une telle approche permet d'identifier, d'établir un catalogue et de prioriser les investissements de projets nécessaires afin que chaque partie prenante comprenne ce qu'elle doit faire et comment elle doit interagir avec les autres acteurs pour exécuter la stratégie du DEL envisagée. Cette situation revoit également régulièrement les décisions d'investissements et fait un suivi des actions pour s'assurer d'être sur la bonne voie et d'éviter les dispersions inutiles (Figure 60). Les stratégies de développement local demandent de connaître l'environnement d'implémentation des programmes. Quand des projets sont financés par des partenaires multiples, il faut s'assurer que les fonds soient dans les mêmes intervalles de temps jusqu'à l'achèvement complet des projets.

Figure 61. Des initiatives multiples et non coordonnées en matière de programmes du DEL = impact net, zéro !



Source : Inspirée de (Moore, 2007; Morgan et al., 2008).

Bien qu'il soit possible d'aborder le problème sur plusieurs fronts en ciblant les variables clés du modèle ou bien la relation existante entre eux (Figure 55), il existe au moins deux voies principales par lesquelles

les politiques institutionnelles du DEL sont susceptibles de renforcer le pouvoir des conseils locaux. Il s'agit de stratégies auto-imposantes, qui sont le plus susceptibles d'augmenter la robustesse et l'image des conseils locaux :

- Une stratégie ascendante composée d'un cercle vertueux du DEL généré par les activités économiques locale (lors de l'augmentation des revenus des municipalités après l'amélioration des procédures de collectes d'impôts et de taxes : Figure 53 et Tableau 20).
- Une stratégie descendante basée sur des actions spécifiques par les autorités centrales. La chaîne descendante est particulièrement critique au début du DEL, alors que les retombées locales ne sont pas encore générées et devraient consister en un soutien financier et non financier accru pour les conseils locaux de l'État (Commonwealth Local Government Forum, 2015; Samson, 2011).

Toutes les stratégies du DEL doivent être ancrées dans les ressources locales, qu'elles soient humaines ou matérielles. Les meilleures pratiques pour atteindre les stratégies de développement opérationnelles les plus efficaces dépendent d'un choix judicieux de priorités afin de concentrer les ressources et les impacts sur les institutions/organisations/entreprises ayant des effets de levier les plus élevés en considérant les ressources/potentialités locales. Au cœur de la stratégie de développement local dans les Pays les Moins Avancés il y a l'identification des ressources locales¹⁷⁵ qui pourraient assurer une compétitivité durable à la localité (par exemple, la production agroindustrielle, le tourisme écologique, l'infrastructure portuaire, les marchés publics, la fabrication de meubles, les cultures commerciales de qualité propres aux territoires etc.). De telles ressources devraient être comprises de manière sociotechnique et liées aux compétences humaines et au savoir-faire accumulés dans la localité. Une fois que les ressources stratégiques ont été identifiées, la construction d'infrastructures (énergie, routes, transports, logistique) peut également être intégrée dans la stratégie du développement local à travers des modalités de financement adéquates. Une deuxième leçon majeure de l'expérience internationale est que la rédaction d'une stratégie de développement local est un projet participatif (Ferguène, 2005; Hasan, 2008). Les projets participatifs ne sont ni un « exercice de bureau » mené par des experts « derrière leurs

¹⁷⁵ Différents outils méthodologiques peuvent être utilisés dans le DEL : les concepts d'une ressource spécifique, une chaîne de valeur, un cluster, un secteur, une analyse SWOT, etc.

*flats screens*¹⁷⁶ », ni une « liste de souhaits » reflétant les opinions des communautés (Samson, 2011). L'identification des ressources stratégiques et les grandes lignes de la stratégie du DEL ne peuvent devenir des leviers de développement efficaces, que s'il existe une vision partagée et coordonnée des principales parties prenantes. Cette vision partagée est construite par un processus itératif avec les parties prenantes en utilisant des outils ad hoc tels que des ateliers stratégiques, des séminaires de prospective, etc. Toute stratégie DEL est définie pour des limites précises, sur lesquelles les parties prenantes devraient converger : elles se situent dans une vision partagée (Morgan et al., 2008). Dans les économies de marché, l'approche sectorielle n'appartient pas à la stratégie de développement, mais elle est laissée aux forces de marché (entrepreneuriat). Cependant dans les PMA, une approche qui établit un secteur complet ou une chaîne de valeurs peut être pertinente et efficace (des exemples évidents sont l'agroalimentaire et les matériaux de construction) (Hasan, 2008; Kraiem, 2015; Samson, 2011). Enfin, la création d'une stratégie de développement local dépend de l'identification des principales ressources des territoires, c'est-à-dire des activités dans lesquelles une localité pourrait créer des avantages concurrentiels par rapport à d'autres localités. Si les conseils municipaux peuvent générer des stratégies de développement local solides unifiant la plupart des parties prenantes autour d'une vision commune des ressources locales, et le chemin de développement optimal à suivre, ils augmenteront considérablement leur légitimité et ainsi leurs capacités à coordonner et à mobiliser la population des PMA vers un projet commun.

¹⁷⁶ Comme l'avait judicieusement indiqué le président de l'association des paysans de Kenscoff.

Conclusion du Chapitre VI

Le Chapitre VI expose un point essentiel de la thèse en permettant de confronter le cadre théorique développé à la réalité du terrain des PMA. La présente thèse avait eu pour visée de comprendre comment obtenir des mécanismes de financements, un impact sur le développement économique local des Pays les Moins Avancés. Nous cherchons à savoir comment réussir, à travers un financement approprié, à provoquer des résultats positifs et pérennes du Développement Économique Local dans les PMA. Alors que plusieurs modalités de financements avaient été identifiées, toutes ne sont pas applicables ou n'apportent pas nécessairement les résultats espérés, étant donné les caractéristiques socio-économiques des économies les moins avancées. En conséquence, ce Chapitre a eu pour objectif de répondre à la question suivante : Quels sont les stratégies de développement économique local qui seraient les plus aptes à provoquer une valeur ajoutée économique et sociale dans les économies les moins avancées ?

L'analyse des résultats de l'étude de cas typique avec quatre sources de données primaires et secondaires nous a permis de confirmer que les stratégies dynamiques de développement local dans les PMA ne peuvent réussir que si elles reposent sur un ensemble de préconditions. D'abord, un DEL dans les PMA a des chances de réussir que s'il y a des mesures macro-économiques et institutionnelles spécifiques ayant pour objectifs de réparer la désarticulation institutionnelle existant entre les financements, les responsabilités et les capacités managériales des municipalités. De plus, le DEL dans ces économies ne réussit que s'il est possible de provoquer un environnement favorable à l'épanouissement d'un secteur privé dynamique.

Le développement économique local peut être considéré comme une politique complémentaire à une stratégie de développement, car elle met l'accent sur : la diversification économique, la mise en valeur des ressources locales, la production de valeurs ajoutées endogènes, la création d'emplois et l'augmentation des revenus des collectivités. La mise en œuvre réussie de programmes de développement local dans les Pays les Moins Avancés requiert un nouveau paradigme de compétitivité et de croissance basé sur le potentiel et les ressources endogènes des localités et une dynamisation des microentreprises intégrées en filières. Ensuite, le DEL réussi dans ces économies, demande une

intervention, ou plusieurs interventions, politiques personnalisées qui relie les zones rurales et les villes provinciales aux centres de croissance du pays.

Lorsque les gouvernements locaux possèdent la latitude institutionnelle et financière, ils sont les mieux placés pour une mise en œuvre d'un programme ou d'une politique de développement local, avec un soutien de l'Etat central. Les stratégies étant dynamiques pour le développement économique, l'objectif est de passer de la situation actuelle qui existe dans les PMA à la mise en place de politiques du DEL locales permettant d'obtenir les préconditions au partenariat public-privé (PPP) (Figure 61). Enfin, le développement économique local dans les PMA repose sur des liens entre les zones rurales et urbaines afin que la demande urbaine puisse stimuler les activités de production agricole et rurale. La création d'une atmosphère propice à la création de petites entreprises dans les subdivisions nationales et dans les villes provinciales, l'articulation de grandes activités d'investissement avec le DEL et enfin, l'interaction entre les politiques institutionnelles et économiques du DEL, ce sont-là autant de stratégies à mettre en place selon les contextes du binôme « niveau gouvernance local » + « entrepreneurs créateurs » (Figure 61).

CONCLUSIONS GENERALES

Synthèse de l'argumentation

L'objectif de cette thèse est de théoriser les financements du DEL dans les Pays les Moins Avancés, et de procéder à une synthétisation des conditions et des hypothèses selon lesquelles les programmes et les institutions peuvent provoquer un changement transformateur et durable dans le système du DEL. Cette thèse a pour objet de comprendre comment rompre l'équilibre actuel du développement économique local dans les PMA. La question de recherche principale et les sous-questions dérivées ont servi de fil conducteur pour les analyses et le travail de recherche. La question principale a été de concevoir : Comment rompre l'équilibre actuel et comment provoquer une transmutation durable du système qui permettrait d'impulser une nouvelle dynamique locale capable de stimuler le développement économique et social au niveau national dans les Pays les Moins Avancés ?

La première difficulté a été de constater que très peu d'études dans la littérature se consacrent aux économies les moins avancées et même à l'Afrique subsaharienne en général (Luiz, 2010). Les quelques rares travaux relatifs aux financements du DEL dans les PVD sont liés aux interventions selon les cadres développés par les institutions de Bretton Woods et des bailleurs de fonds internationaux. Dans ce travail, nous avons choisi de décomposer la question principale en sous-questions afin de proposer une grille de lecture, une théorisation du financement du développement local dans les PMA et de valider l'ensemble des propositions avancées aux terrains d'investigation. En conséquence, la problématique de cette thèse est vue en six Chapitres, chacun ayant pour objectif de répondre à la question principale en se concentrant sur ses éléments constitutifs.

Les Chapitres I et II ont pour but de présenter les faits à travers une caractérisation des Pays les Moins Avancés en fonction des formes de productions et d'échanges qui y existent et selon les types de financements disponibles pour leur développement économique local. Dans ces Chapitres, nous avons eu pour objectif de répondre à la sous-question essentielle qui a servi de guide pour les analyses : Quels sont les facteurs socioéconomiques qui déterminent et influencent la performance des financements du développement économique local dans les Pays les Moins Avancés ?

Après avoir observé et analysé des structures de productions et d'échanges dans les PMA, nous avons proposé une caractérisation de ces économies qui influence l'ensemble des mécanismes de financement auquel elles peuvent avoir accès. En résumé, les PMA sont dominés par une agriculture de subsistance avec la majorité de la population vivant de l'agriculture en milieu rural. Cette agriculture est pauvre. Elle offre de faibles rendements et est extrêmement dépendante des aléas climatiques. C'est essentiellement une agriculture de subsistance orientée vers la production de nourriture à peine suffisante pour les familles des agriculteurs.

Les économies moins avancées ont une rupture urbaine / rurale qui est difficile à surmonter : la faible performance de l'agriculture de subsistance, le manque d'infrastructures de transport, et l'éloignement des marchés urbains, empêchent les agriculteurs d'y accéder. La demande urbaine est orientée vers des biens importés coûteux, de sorte que la sécurité alimentaire de la population urbaine est faible. La pression démographique des zones rurales sur les villes surpeuplées, avec un exode rural qui entraîne une croissance des bidonvilles, où l'on estime que jusqu'à la moitié de la population urbaine vit. Les économies des PMA ont une part plus élevée de la production et de l'exportation de produits de base qui limitent leur potentiel de croissance économique. En effet, la demande mondiale de produits de base est bien inférieure à que celle des produits manufacturés tandis que les prix sur les marchés mondiaux de ces produits de base sont également soumis à des fluctuations importantes.

L'entrepreneuriat et l'accès au crédit correspondant se situent à des niveaux très bas dans les PMA. Les économies des PMA sont trop pauvres et l'environnement commercial n'est pas adapté à un modèle de croissance basé sur les investissements directs étrangers (sauf dans les secteurs extractifs et les produits agricoles de base). Cette situation limite également les investissements directs étrangers et le problème de manque de sécurité a un impact beaucoup plus important sur les entreprises dans les PMA que dans les autres économies en développement. Le cercle vertueux des IDE a du mal à démarrer comme dans les pays en développement. Au contraire des PVD, les partenaires du développement remplacent le capital privé en fournissant un financement de départ, mais ces programmes sont multiples, de courte durée et ne peuvent pas provoquer la transmission technologique nécessaire aux PME, les savoir-faire et le renforcement du marché interne dont bénéficieraient les IDE et les PME. La contribution des partenaires au développement dans les économies des PMA est principalement sous la forme d'une

assistance technique pour aider aux changements structurels, y compris le développement économique local.

Les économies des PMA sont principalement des économies axées sur le revenu : la source de la croissance n'est pas liée à une capacité de production endogène, mais résulte des financements injectés par des partenaires de développement internationaux, des investisseurs géants dans l'agriculture minière et exportatrice et des diasporas. Cependant, ces sources de revenus ne génèrent pas d'activité commerciale car les conditions d'une telle activité ne sont pas présentes.

L'observation des données socio-économiques des PMA détermine les niveaux de la mobilisation des ressources pour le Développement Économique Local, ainsi que l'incapacité d'avoir accès à certaines formes de financements internationaux. La mobilisation interne pour le financement du développement local est un exercice difficile dans l'état actuel des PMA. Effectivement, il n'y a pas réellement d'état de droit ou des réglementations claires pour les activités économiques (le respect des règles de concurrence, des contrats, des droits de propriété, etc.). Les budgets de l'État dans les PMA sont très faibles et dépendent fortement du financement externe. En conséquence, les niveaux de corruption sont parmi les plus élevés de la planète. Enfin, dans ces États, les règles locales et traditionnelles demeurent importantes dans les interactions entre les acteurs.

Enfin, nous avons relevé dans le Chapitre II, l'ensemble des sources possibles de financement du DEL dans ces pays. Les PMA pour financer les programmes du DEL, les projets et les investissements des territoires des économies moins avancées, disposent de ressources propres, l'emprunt bancaire (en l'absence de marchés financiers), les droits et redevances fiscaux et les taxes, /impôts, sur les activités économiques des territoires et sur le foncier, c'est-à-dire sur les terrains bâtis, non-bâtis et les transactions d'échanges etc. Les financements peuvent être publics, privés et internationaux.

Une fois les formes de financements possibles dans les économies les moins avancées posées, le Chapitre III a eu pour finalité de conceptualiser le phénomène de financement du DEL dans les PMA. Cependant, les théories n'étant pas totalement développées avec pour problématique les financements

du développement local dans un cadre adapté aux Pays les Moins Avancés, nous avons procédé à la déconstruction des théories relatives au financement du développement local notamment sur la base des essais et des échecs des bailleurs de fonds et des États dans les territoires. Nous avons adopté une approche historique des théories traitant de la transformation des territoires à partir des modes de financement et des modèles exécutés dans les PVD et dans les PMA. Dans ce Chapitre nous avons répondu à la question suivante en rapport à la question principale de la thèse : Existe-il une différence significative entre les financements du DEL réalisés suite aux interventions étatiques et les financements avec l'implication des donateurs internationaux ? Quels ont été les modalités de financements du DEL mis en place dans les PVD et PMA et quels ont été les résultats obtenus ?

Le Chapitre III a été capital pour la démonstration de notre problématique de base car elle a permis l'élaboration du cadre théorique des financements du développement local adaptés aux particularités des Pays les Moins Avancés tel que relevés dans les Chapitres précédents. Les conclusions, hypothèses et propositions du Chapitre III sont peu prévisibles mais elles sont pleinement opérationnelles, car elles serviront de base à la méthodologie adaptée et à l'enquête de terrain (Chapitre IV et Chapitre V).

A ce stade du travail, l'idée a été de provoquer une pédagogie transformatrice par les capitaux et les programmes engagés dans le développement local et une transformation des règles formelles et informelles des institutions. Nous avons supposé que les changements allaient survenir des effets déclencheurs et de leurs liens avec les acteurs catalyseurs de la croissance et le développement économique et social d'un territoire : les entrepreneurs-créateurs innovants et les gouvernements locaux. Nous avons également supposé que dans le cadre des PMA, les effets auto-entretenus du financement du DEL dans les PMA s'obtiendront par : 1) un renforcement des liens mutuellement bénéfiques et mutuellement non-exclusifs entre les acteurs du DEL ; 2) une transformation des règles formelles et informelles des institutions engagées dans le DEL et 3), à travers l'acquisition par les acteurs de la capacité à gérer collectivement les gains obtenus par les effets de leviers des financements dans le temps. L'établissement de « liens mutuellement bénéfiques et mutuellement non-exclusifs » entre les acteurs locaux peut se comprendre avec la réalisation de deux idées de base. D'abord, la supposition que les liens créés via les mécanismes de financements adoptés lors de l'exécution des programmes ou des initiatives de Développement Économique Local, provoquent et maintiennent dans le temps les liens

stratégiques entre acteurs locaux. Ensuite, les liaisons stratégiques, opérationnelles, sociales, et les gains obtenus par les programmes bénéficiant à tous les acteurs, ont la caractéristique de ne pouvoir se pérenniser sans un apport stratégique continu de tous les acteurs impliqués dans le DEL.

Dans le Chapitre IV est apparu le choix d'élaboration des outils méthodologiques et des mesures adaptées à notre problématique. Selon le centre d'intérêt et la problématique de la recherche, l'objectif a été de mettre en évidence les processus et non forcément les effets ou le degré des impacts que les financements devraient avoir. Il est devenu nécessaire de proposer un cadre méthodologique afin de tester les hypothèses relatives au modèle théorique développé dans un terrain approprié. Le Chapitre IV a pour objectif de répondre à la sous-question suivante : Dans quelle mesure les mécanismes de financement du développement local sont-ils influencés par la performance des entrepreneurs et des gouvernements locaux dans les Pays les Moins Avancés ? Et quel seraient les meilleurs outils permettant d'identifier ces effets ?

La posture épistémologique choisie est dérivée de la nature des problèmes identifiés dans les Chapitres précédents. Nous avons retenu l'approche constructiviste pragmatique car elle permet de répondre et d'expliquer des phénomènes observables relatifs à notre problème d'identification des processus aboutissant au développement économique local suite à des financements appropriés. Les hypothèses d'ordre épistémique du paradigme épistémologique Constructivisme Pragmatique sont que la vérité recherchée est connaissable à travers l'expérience vécue par le chercheur et par les acteurs (Chatelin, 2005; Gavard-Perret et al., 2012). Aussi, l'idée du « constructivisme est que les faits étudiés sont construits par les interprétations du chercheur et celles des acteurs, et que d'autres chercheurs et d'autres acteurs auraient pu les construire différemment » (Dumez, 2011). Des hypothèses d'ordre ontologiques, des positions épistémologiques, dérivent les choix méthodologiques de la recherche. Nous avons en conséquence utilisé un modèle quasi-expérimental et longitudinal afin de mesurer le DEL dans les économies moins avancées. L'étude de cas, sélectionnée par une classification ascendante hiérarchique¹⁷⁷, a été une quasi-expérience car elle n'avait pas, pour des raisons pratiques, toutes les

¹⁷⁷ Aussi, nous avons procédé à la sélection des études de cas en fonction des hypothèses du modèle théorique.

exigences de la méthode expérimentale¹⁷⁸. Les critères de sélection retenus ont montré qu'il est possible de classer les PMA en trois grandes classes en fonction des hypothèses du modèle théorique développé. Le cas utilisé est un cas typique. Les cas typiques sont représentatifs et permettent la généralisation analytique des financements du DEL dans les PMA (Marshall et al., 2013). Nous avons utilisé des sources multiples d'information pour capturer le contexte, ce qui contribuera à renforcer la validité conceptuelle de la recherche. Les sources d'évidence telles que la documentation, les focus groups (tables rondes), les observations participantes et les observations directes sur les terrains des programmes, sont conditionnés par la nature même de la recherche dans l'environnement des Pays les Moins Avancés. En utilisant plusieurs sources d'informations dans l'étude de cas, nous pourrions poursuivre avec une généralisation non pas statistique, mais analytique du processus par lesquels les mécanismes de financement du DEL dans les PMA arrivent à un impact auto-entretenu dans les territoires (Marshall et al., 2013). Le terrain d'investigation du financement du développement local dans un PMA étant fermé, la collecte et l'enquête empirique ont nécessité une implication prolongée du chercheur directement dans son sujet d'étude de 2014 à 2017 afin d'obtenir et d'avoir accès aux documents financiers des bailleurs de fonds internationaux, des ministères sectoriels clés et aussi pour avoir accès aux sites d'observations par l'observation participante (Vassili, 2009).

Le Chapitre V de la thèse explore et présente les résultats de l'analyse empirique. Nous avons présenté et analysé les résultats empiriques des observations directes et participantes, des focus groups, des documents d'archives des bailleurs de fonds internationaux et des institutions nationales du cas typique analysé. En conséquence, les derniers Chapitres ont eu pour objectif de répondre aux questions suivantes : Dans quelles mesures le contexte d'implémentation agit-il sur les résultats du DEL ? Quels sont les stratégies de développement économique local qui seraient les plus aptes à provoquer une valeur ajoutée économique et sociale dans les économies les moins avancées ? Dans le Chapitre VI, les hypothèses du cadre théorique ont servi de fil conducteur pour l'analyse et la présentation des thèmes initiaux et pour la confrontation des hypothèses aux données empiriques avec une analyse du contenu et l'élaboration des stratégies du DEL dans les PMA.

¹⁷⁸ La manipulation, la comparaison et l'assignation aléatoire sont les éléments d'une « vraie expérience ». Une quasi-expérience est conçue comme une véritable expérience, mais dans le cadre d'une quasi-expérience, les participants ne sont pas assignés au hasard à des groupes expérimentaux (Matalon, 1988).

Les réponses à la question principale guidant cette thèse et les sous-questions nous ont permis d'exposer comment les financements adaptés peuvent avoir un impact dans les territoires à travers les interventions des entrepreneurs-créateurs innovants capable d'anticiper et de profiter des nouvelles opportunités créées par le DEL et, également, l'importance centrale des gouvernements locaux dans le processus. Cette thèse contribue à comprendre le fonctionnement du système de développement local, les modalités de financement et de mobilisation des ressources, à travers les spécificités des économies moins avancées.

Contributions de la recherche

Cette section résume les contributions de la thèse. A cette fin, elle est divisée en deux points résumant les contributions théoriques et managériales. Ce travail améliore plusieurs champs analytiques relatifs aux Pays les Moins Avancés.

Implications théoriques

Au-delà de la compréhension des mécanismes sous-jacents au financement du développement local, cette thèse propose un éclairage du système de gouvernance local dans les Pays les Moins Avancés. Nous avons proposé une caractérisation des Pays les Moins Avancés en fonction de leurs systèmes de production et d'échange et en considérant leurs impacts sur les mécanismes de financements auxquels ces pays ont accès. Explorons les apports qui concernent les deux champs mentionnés.

En premier lieu, nous avons développé l'ensemble des modalités possibles du financement du développement local dans les Pays les Moins Avancés en fonction de leurs fondamentaux. Nous relevons dans ce travail une spécification des Pays les Moins Avancés et les financements adaptés à

leurs spécificités et avons déterminé un financement type qui serait le plus susceptible d'avoir un impact dans les territoires. Nous nous sommes concentrés ici non pas sur l'impact des financements, mais plutôt sur l'ensemble des étapes à suivre pour obtenir cet effet.

Nous avons également proposé dans ce travail un ensemble de préconditions avant même d'entamer un développement local dans ces pays. Les éléments qui jouent sur l'application d'une stratégie de développement local sont d'abord la rectification de la dislocation institutionnelle qui existe au sein des municipalités entre leurs responsabilités légales et leurs capacités de mobilisation et de contrôle de ressources financières pour le DEL. Le second prérequis à toute stratégie du DEL est un environnement favorable à l'épanouissement d'un secteur privé dynamique.

Deuxièmement, malgré la rareté de la littérature relative au financement du DEL dans les PMA, nous avons développé un modèle théorique testé sur le terrain. Aussi, avons-nous développé un cadre théorique et empirique qui a servi de base aux stratégies dynamiques de financement du développement adaptées aux PMA. Les analyses nous ont d'abord permis de classer les Pays les Moins Avancés en fonction des hypothèses du modèle conceptuel et empirique développé dans cette thèse. Nos résultats exposent les liens entre les variables clés du système de financements du DEL et permettent de voir comment l'articulation des variables permettent d'obtenir un cercle vertueux du développement local. Les variables du modèle sont les suivantes : les financements mixtes du DEL (variable indépendante) et le développement économique local (variable dépendante). La relation entre les deux est positive et est de plus en plus intense qu'il existe une bonne gouvernance locale (variable modératrice). Enfin, les interventions des entrepreneurs-créeurs-innovants est une variable externe puisque leurs apports dans le système restent indépendants des formes de financements utilisées. Néanmoins, nous avons vu (dans cette thèse) que toutes les formes d'interventions peuvent être neutralisées par un environnement politique instable caractérisé dans les PMA par des troubles civiles et politiques (variable externe).

Implications en termes de politiques de développement et de politiques publiques

Nos résultats permettent également de développer des stratégies de développement local ayant le potentiel de provoquer un cercle vertueux du développement local. Le modèle empirique validé par la généralisation analytique sert de base au développement des stratégies dynamiques de développement local. Un financement du Développement Économique Local pour les PMA doit permettre de palier aux limitations du DEL dont l'applicabilité est restée difficile en raison des structures organisationnelles et institutionnelles des acteurs locaux et de l'environnement externe (instabilité politique, économique et corruption). Les analyses empiriques de la thèse ont permis de relever un ensemble de leviers permettant d'obtenir un développement local dans les PMA. Ces leviers ont pour fondations les hypothèses du modèle empirique que nous reprenons ici :

- Hypothèse 1 : Il ne peut y avoir de Développement Économique Local sans une maîtrise du contexte d'implémentation notamment dans les Pays les Moins Avancés où les troubles politiques et sociaux sont récurrents.
- Hypothèse 2 : Un impact des financements mixtes dans les territoires est possible s'il n'y a pas de ruptures dans les liens horizontaux et verticaux entre les micro-entrepreneurs.
- Hypothèse 3 : Les microentreprises devraient avoir les capacités financières et managériales pour étendre leurs productions afin de saisir les opportunités naissantes.
- Hypothèse 4 : Les gouvernements locaux devraient être au centre du système des acteurs institutionnels pour que le DEL soit effectif dans le contexte des PMA.
- Hypothèse 5 : Les différents acteurs impliqués dans le développement économique local qui sont d'origine locale, nationale et internationale devraient organiser (sur le leadership de la municipalité ou à défaut de l'État central), un processus participatif de définition de la stratégie de développement local.
- Hypothèse 6 : Les municipalités sans les ressources managériales, financières perdent la confiance de la population et n'arrivent pas à provoquer un environnement propice au développement économique local.

- Hypothèse 7 : Les interventions des entrepreneurs-créateurs innovateurs représentent une variable externe au système de développement économique local. A mesure qu'un soutien peut être fourni aux entreprises, deux formes d'intégration pour l'émergence du développement économique local peuvent être considérées : 1) un lien entre l'agriculture et les zones rurales avec les marchés urbains et 2) une intégration horizontale et verticale entre les filières porteuses.

Nous nous concentrons sur les variables indépendantes (mécanismes de financement), la variable modératrice (gouvernance locale) et la variable externe (interventions des microentrepreneurs-créateurs) afin d'obtenir un cercle vertueux du DEL. Ce cercle caractérisé par les interactions entre les politiques institutionnelles et économiques du DEL constitue un double cercle vertueux de renforcement des ressources des territoires et une légitimité politique du gouvernement local. Les politiques locales du DEL révèlent les ressources du territoire, ce qui entraîne une augmentation de la production et de la productivité. La croissance économique locale génère des retombées économiques et politiques pour les gouvernements locaux : les retombées économiques sous forme de recettes fiscales provenant de l'activité économique accrue et les retombées politiques grâce à la légitimité des conseils municipaux. Les recettes fiscales et la crédibilité augmentent l'efficacité des politiques locales dans un cercle vertueux auto-imposant.

L'étude empirique et l'analyse des résultats du cas typique avec les quatre sources de données primaires, nous permettent d'attester en conséquence que les stratégies dynamiques du développement local dans les PMA ne peuvent parvenir à un résultat positif et réel, que si ces stratégies ont pour base un ensemble de préconditions. D'abord, un DEL dans les PMA a des chances de réussite que si elles sont accompagnées de mesures macro-économiques et institutionnelles spécifiques ayant pour finalité de réparer les lacunes relevées des municipalités (désarticulation institutionnelle entre les financements, les responsabilités et les capacités managériales) et en ayant pour finalité de provoquer un environnement favorable à l'épanouissement d'un secteur privé dynamique. Nous avons précisé lors des discussions sur les résultats de l'enquête empirique que le développement économique local peut être vu tel une politique additionnelle à une stratégie de développement. Effectivement, elle met l'accent sur : la diversification économique, la mise en valeur des ressources des territoires, la production de valeurs ajoutées, la création d'emplois, et l'augmentation des revenus des collectivités. La Figure 62 montre un

alignement stratégique entre les deux piliers du développement local dans les économies les moins avancées, et permet d'avoir une vue d'ensemble des stratégies à mettre en œuvre pour obtenir le cercle vertueux du DEL dans ces économies.

En combinant les dimensions et les effets du financement du DEL dans les PMA, nous pouvons résumer les options stratégiques à mettre en œuvre pour le développement économique local. Dans une matrice, deux par deux, nous pouvons élaborer des prescriptions et anticiper les conséquences du financement du DEL en considérant les effets des financements selon les capacités managériales des collectivités territoriales et du secteur privé. Les types de financements à mettre en œuvre dans les PMA dépendent des capacités managériales (axe X) et des capacités d'interventions du secteur privé (axe Y). Dans le cadran #1, nous retrouvons les cas de financements mixtes du DEL. Dans ce cas, il incombe au gouvernement local des Pays les Moins Avancés de mettre en œuvre des politiques directes (et des investissements) pour créer les liens manquants qui empêchent les microentreprises privées de s'épanouir. Il convient dans un second temps d'aller au-delà de la construction des infrastructures économiques et sociales, de créer des associations agricoles, des centres de conservation des aliments, des installations de stockage, des chaînes de transport des biens, des structures pour la commercialisation des biens, de la mise en commun des petits producteurs, des associations de petits producteurs, des politiques d'aide à l'obtention de crédits, etc.

Figure 62. Dynamique des stratégies du DEL en fonction des capacités des municipalités et du secteur privé



Source : Construit par l'auteur

En d'autres termes, la seconde étape est de mettre en œuvre les mesures et les politiques appropriées qui permettraient d'obtenir un environnement propice aux Partenariats Publics-Privés et aux investissements directs étrangers (passer du cadran # 1 vers le cadran # 2). Le gouvernement local doit d'abord aider à créer (et dynamiser) le secteur privé dans les zones rurales et les petites villes, c'est-à-dire pour aider à créer une infrastructure de l'économie de marché. Finalement, dans les économies avec un secteur privé dynamique, les politiques sectorielles d'appui direct aux entreprises peuvent être recommandées (cadran # 3). La structure matricielle accorde une influence relativement égale à chaque dimension et permet une vision globale des options stratégiques. L'objectif principal est de fournir un cadre pour la conception de politiques de développement locales et d'investissements localisés adaptés aux spécificités des Pays les Moins Avancés. Ainsi, les choix dépendront-ils des capacités des deux acteurs clés du développement local des Pays les Moins Avancés : les gouvernements locaux et les entreprises.

Prolongements possibles de la recherche

En dépit de la littérature théorique approfondie sur la décentralisation ou le développement local, et des études de cas par pays, peu d'études se rapportent aux PMA, ou se concentrent sur des preuves transnationales et particulièrement sur les Pays les Moins Avancés (Dziobek et al., 2011a) ; ce qui limite les analyses plus nuancées appréhendant les différents niveaux de gouvernement. L'une des limites du travail a été l'impossibilité d'obtenir la généralisation analytique des mécanismes de financement des PMA qui ont été classés dans les cas extrêmes et atypiques selon la classification adoptée dans cette thèse. Enfin, une seconde limite du travail est une quasi-expérience faite à partir d'un cas unique représentatif des Pays les Moins Avancés. La quasi-expérience est une expérimentation hors laboratoire (Matalon, 1988). C'est à dire que, bien que nous ayons pu relever les conditions relatives à notre problématique, nous n'avons pas la possibilité de répliquer le phénomène dans d'autres PMA ne pouvant pas nécessairement insister sur les formes de financements à appliquer dans de futures expérimentations hors laboratoire. D'autres chercheurs arrivent souvent à cette même conclusion. En effet, bien que l'identification d'une quasi-expérience particulière qui fournit une source d'identification pour l'effet d'un

programme particulier soit possible, il semble très peu probable qu'une telle quasi-expérience puisse être répliquée avec autant de paramètres différents que l'on voudrait (Banerjee & Duflo, 2009).

De ces remarques viennent naturellement les points de recherches futurs. D'abord il convient de procéder à une double vérification du modèle empirique dans les Pays les Moins Avancés dont les cas sont extrêmes et atypiques et, de procéder à une palette supplémentaire de la gamme des stratégies de financement du DEL. Ensuite, il nous paraît important de nous intéresser à la construction d'autres stratégies de financement du DEL visant à préparer les PMA à recevoir d'autres formes de financements telles que les fonds de la diaspora, ou par exemple des cadres à mettre en place pour recommencer à emprunter sur les marchés financiers internationaux.

BIBLIOGRAPHIE

- Académie des sciences. (2010). *Changement climatique - Rapport de l'Académie des sciences*. (J. Chapron, Ed.) (pp. 1–21). Paris: Institut de France.
- Adams, D. W., Graham, D., & Pischke, Von, J. (1984). *Undermining rural development with cheap credit*. Boulder, Colorado: Westview Press. Boulder.
- Adda, J. (2002). La mondialisation de l'économie.
- Alesina, A., & Perotti, R. (1996). Income distribution, political instability, and investment. *European Economic Review*, 40(6), 1203–1228.
- Andersen, H. (2004). Cambodia's Seila Program: A decentralized approach to rural development and poverty reduction. (The World Bank, Ed.). Sweden: The International Bank for Reconstruction and Development.
- Andrews, R., & Entwistle, T. (2010). Does cross-sectoral partnership deliver? An empirical exploration of public service effectiveness, efficiency, and equity. *Journal of Public Administration Research & Theory*, 20(3), 679–701.
- Angelucci, M., & Di Maro, V. (2010). Program evaluation and spillover effects. *Impact-Evaluation Guidelines*. (Inter-American Development Bank, Ed.).
- Arena, R., & Lazaric, N. (2003). La théorie évolutionniste du changement économique de Nelson et Winter. *Revue Économique*, 54(2), 327–329.
- Arezki, R., Hadri, K., Loungani, P., & Rao, Y. (2014). Testing the Prebisch–Singer hypothesis since 1650: Evidence from panel techniques that allow for multiple breaks. *Journal of International Money and Finance*, 42, 208–223.
- Arnoult, E., & Sari, F. (2015). Analyse spatiale de l'espace urbain: le cas de l'agglomération lyonnaise. *Région Et Développement*.
- Auvinen, J. (2016). Political Conflict in Less Developed Countries 1981-89. *Journal of Peace Research*, 34(2), 177–195. <http://doi.org/10.1177/0022343397034002005>
- Aziz, A. M. A. (2007). Successful delivery of public-private partnerships for infrastructure development. *Journal of Construction Engineering and Management*, 133(12), 918–931. [http://doi.org/https://doi.org/10.1061/\(ASCE\)0733-9364\(2007\)133:12\(918\)](http://doi.org/https://doi.org/10.1061/(ASCE)0733-9364(2007)133:12(918))
- Badu, E., Owusu-Manu, D.-G., Edwards, D. J., & Holt, G. D. (2013). Analysis of strategic issues underpinning the innovative financing of infrastructure within developing countries. *Journal of Construction Engineering and Management*, 139(6), 726–737.
- Banerjee, A. V., & Duflo, E. (2009). The Experimental Approach to Development Economics. *Annual Review of Economics*, 1(1), 151–178. <http://doi.org/10.1146/annurev.economics.050708.143235>
- Banerjee, A., Duflo, E., Glennester, R., & Kinnan, C. (2013). The miracle of microfinance? Evidence from a randomized evaluation. *MIT Department of Economics Working Paper No. 13-09*, 7(1), 1–6.
- Banque Mondiale. (1989). *Rapport sur le développement dans le monde 1989: systèmes financiers et développement*. (Oxford University Press, Ed.) (Banque mondiale). Washington, D.C.: Banque mondiale.
- Bateman, M. (2013). Financing local economic development: in search of the optimal local Financial system. *Osterreichische Entwicklungspolitik*, 43–52.
- Becker, K., Wulfmeyer, V., Berger, T., Gebel, J., & Münch, W. (2013). Carbon farming in hot, dry coastal areas: an option for climate change mitigation. *Earth System Dynamics*, 4(2), 237–251.
- Benjamin, M. P., Yaron, J., & Piprek, G. L. (1997). *Rural finance : Issues, Design, and Best Practices*. Washington D.C.: The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank.
- Bird, R. M., & Vaillancourt, F. (2008). Fiscal decentralization in developing countries (pp. 320–320).

- Cambridge University Press.
- Blair, H. W. (1984). *Agricultural credit, political economy, and patronage*. Boulder, Colorado: Westview Press.
- Blakely, E. J., & Leigh, N. G. (2013). *Planning Local Economic Development*. SAGE. <http://doi.org/1452242593,9781452242590>
- Bloomfield, P. (2006). The Challenging Business of Long-Term Public–Private Partnerships: Reflections on Local Experience. *Public Administration Review*. <http://doi.org/10.1111/j.1540-6210.2006.00597.x>
- Blumberg, B. F., Cooper, D. R., & Schindler, P. S. (2014). *Business research methods*. McGraw-hill education.
- Bond, D. L., Platz, D., & Magnusson, M. (2012). *Financing small-scale infrastructure investments in developing countries* (No. ST/ESA/2012/DWP/114). (U. N. Department, Ed.) *United Nations Department of Economic ...* (p. 18). New York.
- Boulenger, S., Gauthier, I., & Vaillancourt, F. (2012). *Déconcentration, Délégation Et Dévolution: Avantages, Inconvénients et mise en place*. *Centre Interuniversitaire de Recherche en Analyse des Organisations* (Vol. 30, pp. 135–154). Montréal: SSRN Electronic Journal.
- Brasseul, J. (1993). Introduction à l'économie du développement. Paris: A. Colin.
- Breton, Y. (1984). La théorie schumpétérienne de l'entrepreneur ou le problème de la connaissance économique. *Revue Économique*, 35(2), 247. Retrieved from <http://www.jstor.org/stable/3501545>
- Brun, J.-F., Chambas, G., & Fjeldstad, O.-H. (2014). Local government taxation in Sub-Saharan Africa: A review and an agenda for research, *WP 2014:2*.
- Buda, R. (1993). *Dynamique urbaine et développement économique local: une revue de la littérature* (No. 5). *Munich Personal RePEc Archive*. *Revue d'économie régionale et urbaine*.
- Buga, N. (2011). *Les diasporas comme ressources d'intégration dans l'économie mondiale*. (I. Samson & D. Moldovan, Eds.). Grenoble, Grenoble.
- Bureau International du Travail. (2014). La transition de l'économie informelle vers l'économie formelle. Genève.
- Buttari, J. J. (1995). Subsidized Credit Programs: The Theory, the Record, the Alternatives. *USAID Evaluation Special Study*, (75), 71.
- Chatelin, C. (2005). *Epistémologie et méthodologie en sciences de gestion : réflexion sur l'étude de cas* (Vol. 1, pp. 30–30). IAE Orleans.
- Chenal, J. (2013). La ville ouest-africaine. Modèles de planification de l'espace urbain. MétisPresses.
- Chenal, J. (2015). MOOC Villes africaines: introduction à la planification urbaine. Presented at the 41 Session parlementaire de la Francophonie.
- Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique, Cities Alliance. (2013). *L'environnement institutionnel des collectivités locales en Afrique* (pp. 1–122). Retrieved from www.citiesalliance.org,
- CNUCED. (2012). Rapport 2012 sur les pays les moins avancés Mettre à profit les envois de fonds et les compétences des diasporas pour renforcer les capacités productives Aperçu général (pp. 1–31). New York et Genève.
- Commonwealth Local Government Forum. (2015). *Local Economic Development Strategies : A guide for Local Authorities in Ghana* (No. LED CLGF-Ghana). (Ottaway Strategic Management Ltd, Ed.).
- Conférence des Nations Unies Sur le Commerce et le Développement. (2013). *Rapport 2013 sur les Pays les Moins Avancés : une croissance créatrice d'emploi pour un développement équitable et durable* (No. UNCTAD/LDC/2013). New York et Genève: Organisation des Nations Unies.
- Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement. (2014). *Rapport 2014 sur les pays les moins avancés : Croissance et transformation structurelle, un programme de développement*

- pour l'après 2015 (aperçu général)* (No. UNCTAD/LDC/2014, numéro de vente: F.14.II.D.7). New York et Genève.
- Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement. (2016). Rapport 2016 sur les pays les moins avancés: Le processus de reclassement et au-delà: tirer parti de la dynamique (pp. 1–34). New York et Genève.
- Conférence des Nations Unies Sur le Commerce et le Développement. (2015). Rapport 2014 sur les Pays les Moins Avancés : Croissance et transformation structurelle: un programme de développement pour l'après-2015 (pp. 188–188). Geneva, Switzerland: United Nations Publications.
- Conrad, C. (2011). Economic Development Public-Private Partnerships-How They Deliver Value to Businesses. *J St Tax'n*, 13–57.
- Cronbach, L. J. (1951). Coefficient alpha and the internal structure of tests. *Psychometrika*, 16(3), 297–334. <http://doi.org/10.1007/BF02310555>
- Dafflon, B., & Madiès, T. (2008). *Décentralisation : quelques principes issus de la théorie du fédéralisme financier*. Agence Française de Développement (pp. 1–118).
- Dafflon, B., & Madiès, T. (2011). L'«économie politique de la décentralisation dans quatre pays d'Afrique subsaharienne : Burkina Faso, Sénégal, Ghana et Kenya. (Agence Française de Développement, Ed.). Paris, France: The World Bank & Agence Française de développement.
- Dahou, T., Billaz, R., Sahel, E. G., & Totté, M. (2003). La décentralisation en Afrique de l'Ouest: Entre politique et développement. KARTHALA Editions.
- Davis, J. R. (2006). Evaluating and Disseminating Experiences in Local Economic Development: Observations on Integrated Development Programmes of the Free State, Republic of South Africa. *SSRN Electronic Journal*. <http://doi.org/10.2139/ssrn.944029>
- de Bettignies, J.-E., & Ross, T. W. (2004). The Economics of Public-Private Partnerships. *Canadian Public Policy / Analyse De Politiques*, 30(2), 135–154. <http://doi.org/10.2307/3552389>
- Denieuil, P.-N. (2005). *Introduction aux théories et à quelques pratiques du développement local et territorial*. Bureau international du Travail (p. 66). Genève: Bureau international du Travail.
- Diamond, A. M., Jr. (1980). FA Hayek on constructivism and ethics. *Journal of Libertarian Studies*, 4(4), 353–365.
- Duflo, E. (1999). *Essays in empirical development economics*. (A. V. Banerjee, Ed.). Massachusetts Institute of Technology, Cambridge.
- Dulin, A., & Merckaert, J. (2007). *Biens mal acquis... profitent trop souvent. La fortune des dictateurs et les complaisances occidentales*. Paris: Document de travail.
- Dumez, H. (2011). Eléments pour une épistémologie de la recherche qualitative en gestion : ou que répondre à la question :“quelle est votre posture épistémologique?.” *Le Libellio d'AEGIS*, 7(1, Printemps), 39–52. Retrieved from <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00574147/document>
- Durand-Lasserve, A., Le Roy, E., Papazian, V., Thirion, M.-C., & Uku, R. (2012). La situation foncière en Afrique à l'horizon 2050. (Agence Française de Développement & B. A. de Développement, Eds.) (pp. 1–158). Paris, France: Agence Française de Développement, Banque Africaine de Développement.
- Dziobek, C. H., Mangas, C. A. G., & Kufa, P. (2011a). *Measuring Fiscal Decentralization - Exploring the IMF's Databases* (No. WP/11/126). (IMF, Ed.) *IMF Working Papers*. International Monetary Fund.
- Dziobek, C., Alves, M., Rayess, El, M., Gutierrez Mangas, C. A., & Kufa, P. (2011b). The IMF's Government Finance Statistics Yearbook - Maps of Government for 74 Countries.
- Espagnac, F., & De Montesquiou, A. (2012). *Rapport D'Information. Sénat, Rapport d'Information n°598* (pp. 237–237).

- European Commission. (2003). Guidelines for Successful Public - Private Partnerships (pp. 1–100). Bruxelles. Retrieved from http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/guides/ppp_en.pdf
- FAO. (2016). OECD-FAO Agricultural outlook 2016-2025. OECD Publishing. http://doi.org/10.1787/agr_outlook-2016-en; Books
- Ferguène, A. (2005). Gouvernance locale et développement territorial: le cas des pays du Sud ; actes du Colloque international de Constantine, 26 et 27 avril 2003. Harmattan.
- Fontan, J. M. (2003). Le développement du local, de la contrainte économique au projet politique. Retrieved from <http://interventionseconomiques.revues.org/993>
- Fontanel, J. (2002). Globalisation économique et sécurité internationale. *Collection “ Côté Cours ” Grenoble*.
- Fontanel, J. (2005). La globalisation en analyse: géoéconomie et stratégie des acteurs. Editions L'Harmattan.
- Fortanier, F., & van Wijk, J. (2010). Sustainable tourism industry development in sub-Saharan Africa: Consequences of foreign hotels for local employment. *International Business, Corporate Social Responsibility and Sustainable Development*, 19(2), 191–205.
- Gavard-Perret, M.-L., Gotteland, D., Haon, C., & Jolibert, A. (2012). Méthodologie de la recherche en sciences de gestion : réussir son mémoire ou sa thèse. Pearson Education France.
- Gayi, S. K., & Janvier, D. (2016). 2 Trends in minerals, ores and metals prices. *The Political Economy of Natural Resources and Development: From Neoliberalism to Resource Nationalism*, 35. <http://doi.org/http://dx.doi.org/10.1080/02255189.2017.1307169>
- GIEC. (2014). *Changements climatiques 2014 - Incidences, adaptation et vulnérabilité* (p. 40). Suisse: Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.
- Gillis, M., Perkins, D. H., Roemer, M., & Snodgrass, D. R. (1998). Économie du développement (De Boeck université). Paris, Bruxelles.
- Goga, S., Swinburn, G., & Murphy, F. (2006). *Développement économique local : manuel pour l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies et des plans d'action* (pp. 1–87). Washington, D.C.
- Greffé, X. (1984). Territoires en France. Economica.
- Guglielmi, G. J. (2009). Le financement privé du développement local (pp. 1–17). P.U.F.
- Hasan, L. (2008). *Contextualizing Local Economic Development for Developing Countries* (No. 7959). *Pakistan Institute of Development Economics* (p. 14). Retrieved from <http://mpra.ub.uni-muenchen.de/7959/>
- Hoff, K., Braverman, A., Stiglitz, J. E., & Ray, D. (1994). The economics of rural organization: Theory, practice, and policy (Oxford University). *Journal of Economic Literature*.
- Hsieh, H. F., & Shannon, S. E. (2005). Three approaches to qualitative content analysis. *Qualitative Health Research*. <http://doi.org/10.1177/1049732305276687>
- Imbens, G. W., & Wooldridge, J. M. (2009). Recent Developments in the Econometrics of Program Evaluation. *Journal of Economic Literature*, 47(1), 5–86.
- Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique. (2014). L'évolution des conditions de vie en Haïti entre 2007 et 2012. La réplique sociale du séisme. Retrieved from http://www.ihsi.ht/pdf/ecvm/analyse/IHSI_DIAL_Rapport_complet_11072014.pdf
- Jefferies, M. (2006). Critical success factors of public private sector partnerships: A case study of the Sydney SuperDome. *Engineering, Construction and Architectural Management*, 13(5), 451–462. <http://doi.org/http://dx.doi.org/10.1108/09699980610690738>
- Joannides, V., & Berland, N. (2008). Reactions to Reading “Remaining Consistent with Method? An Analysis of Grounded Theory Research in Accounting”: A Comment on Gurd. *Qualitative Research in Accounting and Management*, 5(4), 253–261–261. Retrieved from <https://hal.archives->

ouvertes.fr/hal-00676581

- Kahle and H. Wickham. ggmap: Spatial Visualization with ggplot2. *The R Journal*, 5(1), 144-161. URL <http://journal.r-project.org/archive/2013-1/kahle-wickham.pdf>
- Kargol, A., & Sokol, E. (2008). Public Private Partnership And Game Theory (Vol. 51, pp. 349–359). *Journal on Agricultural Economics*.
- Kassam, A. H. (2003). Farming Systems and Poverty 2001: Improving Farmer's livelihoods in a Changing World. *Experimental Agriculture*, 39(1), 109–110. <http://doi.org/10.1017/S0014479702211059>
- Ketkar, S., & Ratha, D. (2009). Innovative financing for development. Washington, DC : World Bank.
- Kim, J.-H., Kim, J., Shin, S., & Lee, S.-Y. (2011). Public–Private Partnership Infrastructure Project: Case Studies from the Republic of Korea. Asian Development Bank.
- Kim, N., & Cortez, A. L. (2012). *Conflict and the identification of the Least Developed Countries : Theoretical and statistical considerations* (No. ST/ESA/2012/CDP/13) (p. 31). New York.
- Koroma, S. (2007). Globalization, agriculture and the least developed countries. Presented at the United Nations Ministerial Conference on the Least Developed Countries. Istanbul, Turkey.
- Kraiem, M. (2015). Les dynamisations des micro-entreprises dans les PMA : une relecture de l'économie informelle manufacturière au Mali (Laboratoire de recherche en Management (LAREQUOI)). Versailles-Saint Quentin en Yvelines: Université de Versailles-Saint Quentin en Yvelines.
- Kratochwill, Hitchcock, T. R., Horner, J., Levin, R. H., Odom, J. R., Rindskopf, S. L., et al. (2010). Single-Case Designs Technical Documentation. *What Works Clearinghouse*.
- Kratochwill, T. R., & Levin, J. R. (2010). Enhancing the scientific credibility of single-case intervention research: randomization to the rescue. *Psychological Methods*, 15(2), 124–144. <http://doi.org/10.1037/a0017736>
- Krugman, P. R. (2008). International economics: Theory and policy, 8/E. Pearson Education India.
- Kwak, Y. H., Chih, Y., & Ibbs, C. W. (2009). Towards a Comprehensive Understanding of Public Private Partnerships for Infrastructure Development. *California Management Review*, 51(2), 51–78.
- Leonard-Barton, D. (1990). A dual methodology for case studies: Synergistic use of a longitudinal single site with replicated multiple sites. *Organization Science*, 1(3), 248–266. Retrieved from <http://www.jstor.org/stable/2635005>
- Li, B., Akintoye, A., & Edwards, P. J. (2005). Critical success factors for PPP/PFI projects in the UK construction industry. *Construction Management and Economics*, 23(5), 459–471.
- Luiz, J. (2010). Infrastructure investment and its performance in Africa over the course of the twentieth century. *International Journal of Social Economics*, 37(7), 512–536. <http://doi.org/10.1108/03068291011055450>
- Mankiw, N. G. (2014). Principles of macroeconomics. Cengage Learning.
- Marshall, B., Cardon, P., & Poddar, A. (2013). Does sample size matter in qualitative research?: A review of qualitative interviews in IS research. *Journal of Computer*, 54(1), 11–22.
- Matalon, B. (1988). Décrire, expliquer, prévoir: démarches expérimentales et terrain. Paris: Armand Colin.
- Maurand-Valet, A. (2010). Choix méthodologiques en sciences de gestion : pourquoi tant de chiffres ? *Crises Et Nouvelles Problématiques De La Valeur*, n° 43(3), CD-ROM–302. Retrieved from <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00479481>
- Mayring, P. (2003). Qualitative Content Analysis. *Forum Qualitative Sozialforschung*, 1. <http://doi.org/http://dx.doi.org/10.17169/fqs-1.2.1089>
- Mbandza, J. (2004). Pauvreté et modèles de croissance en Afrique subsaharienne: le cas du Congo-

- Brazzaville (1945-2000). Editions Publibook.
- Mollard, A., Sauboua, E., & Hirczak, M. (2007). Territoires et enjeux du développement régional. Versailles: Éditions Quæ.
- Moore, G. A. (2007). Dealing with Darwin: How Great Companies Innovate at Every Phase of their Evolution. *Strategic Direction*, 23(9), sd.2007.05623iae.001. <http://doi.org/10.1108/sd.2007.05623iae.001>
- Morgan, M., Malek, W. A., & Levitt, R. E. (2008). Executing your strategy. Harvard Business School Press.
- Mouko, J. P. (2015). *Les dynamiques de l'économie informelle en Afrique subsaharienne : une étude empirique de la transition structurelle des micro-entreprises en République du Congo* (Laboratoire de recherche en Management (LAREQUOI)). Versailles-St Quentin en Yvelines.
- Nelson, R. R., & Winter, S. G. (2002). Evolutionary theorizing in economics. *The Journal of Economic Perspectives*, 16(2), 23–46.
- Nguyen, L. (2011). *Fourth United Nations Conference on the Least Developed Countries*. (UNCTAD, Ed.) (pp. 1–49). Istanbul, Turkey.
- Nichter, S., & Goldmark, L. (2009). Small Firm Growth in Developing Countries. *World Development*, 37(9), 1453–1464.
- North, D. C. (2008). Institutions. *The Journal of Economic Perspectives*, 5(1), 97–112. Retrieved from <http://links.jstor.org/sici?sici=0895-3309%28199124%295%3A1%3C97%3AI%3E2.0.CO%3B2-W>
- Odedokun, M. O. (1996). Alternative econometric approaches for analysing the role of the financial sector in economic growth: Time-series evidence from LDCs. *Journal of Development Economics*, 50(1), 119–146. [http://doi.org/10.1016/0304-3878\(96\)00006-5](http://doi.org/10.1016/0304-3878(96)00006-5)
- OECD. (2014). Aid to the Least Developed Countries. (Organisation de Coopération et de Développement Economiques, Ed.). Cotonou, Benin: OECD Publishing.
- Okonjo-Iweala, N., & Osafo-kwaako, P. (2013). The Role of Civil Society Organizations in Supporting Fiscal Transparency in African Countries. *Results for Development*. Retrieved from <http://www.r4d.org/resources/role-civil-society-organizations-supporting-fiscal-transparency-african-countries/>
- Organisation de Coopération et de Développement Economiques. (2007). Financer le développement local. Paris, France: L'Observateur OCDE.
- Organisation de Coopération et de Développement Economiques. (2008). Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement et programme d'action d'Accra (Vol. 28). OCDE. Retrieved from <https://www.oecd.org/fr/cad/efficacite/34579826.pdf>
- Pachauri, R. K., Allen, M. R., Barros, V. R., Broome, J., Cramer, W., Christ, R., et al. (2014). Climate change 2014: synthesis report. Contribution of Working Groups I, II and III to the fifth assessment report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. IPCC.
- Patrick, H. T. (1972). Financial Development and Economic Growth in Underdeveloped Countries: Reply. *Economic Development and Cultural Change*, 20(2), 326–326.
- Paulais, T. (2012). Financing Africa's cities : the imperative of local investment. (Agence Française de Développement, Ed.). Washington, DC : World Bank.
- Pecqueur, B. (2000). Le développement local: pour une économie des territoires. Syros.
- Peng, R. (2016a). Exploratory data analysis with R. Baltimore: Leanpub.
- Peng, R. (2016b). Report Writing for Data Science in R (pp. 1–120). Baltimore: Leanpub. Retrieved from <http://leanpub.com/reportwriting>
- Perotti, R. (1996). Growth, income distribution, and democracy: What the data say. *Journal of Economic*

- Growth*, 1(2), 149–187.
- Polit, D. F., & Beck, C. T. (2010). Generalization in quantitative and qualitative research: Myths and strategies. *International Journal of Nursing Studies*, 47(11), 1451–1458. <http://doi.org/10.1016/j.ijnurstu.2010.06.004>
- Privert, J. (2006). Décentralisation et collectivités territoriales : contraintes, enjeux et défis. Port-au-Prince, Haiti: Le Béréen.
- Rebeiz, K. S. (2011). Public–private partnership risk factors in emerging countries: BOOT illustrative case study. *Journal of Management in Engineering*.
- Ritchie, J., & Lewis, J. (2014). *Qualitative Research Practice: A Guide for Social Science Students and Researchers* (pp. 356–356). Sage.
- Robinson, T. P., Thornton, P. K., Franceschini, G., Kruska, R. L., Chiozza, F., Notenbaert, A. M. O., et al. (2011). Global livestock production systems. FAO and ILRI.
- Rowley, J. (2002). Using case studies in research. *Management Research News*, 25(1), 16–27.
- Sachs, J. D. (2015). *The age of sustainable development*. Columbia University Press.
- Saidi, A. (2011). Les Systèmes Agroalimentaires Localisés face à l'insécurité alimentaire : le cas du Système Oléicole dans l' Espace de Saïs - Meknès au Maroc.
- Samson, I. (2011). *The local economic development in Sierra Leone*. (UNCDF, Ed.) *UNCDF* (pp. 1–49). UNCDF.
- Sardadvar, S. (2015). Regional Economic Growth and Steady States with Free Factor Movement: Theory and Evidence from Europe. *Région Et Développement*, 38.
- Seawright, J., & Gerring, J. (2008). Case selection techniques in case study research a menu of qualitative and quantitative options, 61(2), 294–308.
- Shah, A. (Ed.). (2006). *Local Governance in Developing Countries*. The World Bank. <http://doi.org/10.1596/978-0-8213-6565-6>
- Silvestre, H. C., & de Araújo, J. F. F. E. (2012). Public-Private Partnerships/Private Finance Initiatives in Portugal. *Public Performance & Management Review*, 36(2), 316–339. <http://doi.org/10.2753/PMR1530-9576360208>
- Sinkovics, N. (2017). Pattern matching in qualitative analysis. In *The SAGE Handbook of Qualitative Business and Management Research Methods: Methods and Challenges*(pp. 468-485). Sage Thousand Oaks, US.
- Sonne, L. (2010). Financing pro-poor entrepreneur-based innovation: A review of existing literature (Vol. 2010). Maastricht, The Netherlands: United Nations University.
- Stiglitz, J. E. (1991). *Government, financial markets and economic development* (No. 3669). NBER (p. 40). Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research.
- Stiglitz, J. E. (2003). Democratizing the International Monetary Fund and the World Bank: Governance and Accountability. *Governance*, 16(1), 111–139.
- Sustainable PPPs: A comparative approach for road infrastructure. (2015). Sustainable PPPs: A comparative approach for road infrastructure. *Case Studies on Transport Policy*, 3(2), 243–250. <http://doi.org/https://doi.org/10.1016/j.cstp.2015.04.005>
- Tellis, W. M. (2017). Results of a Case Study on Information Technology at a University, 1–27.
- Torre, A. (2015). Théorie du développement territorial. *Géographie, économie, société*, 17(3), 273–288. <https://doi.org/10.3166/ges.17.273-288>
- Trochim, W. M. K. (1989). Outcome Pattern Matching and Program Theory. *Evaluation and Program Planning*, 12(4), 355–366. [http://doi.org/10.1016/0149-7189\(89\)90052-9](http://doi.org/10.1016/0149-7189(89)90052-9)
- UN-Habitat. (2009). *Guide to Municipal Finance* (No. HS/1146/09E). UN-Habitat (pp. 1–90). Nairobi.
- UN-Habitat. (2014). The challenge of local government financing in developing countries (pp. 1–91).

- Barcelona and the Province of Barcelona: UN-Habitat.
- UNCDF, FENU. (2005). *Le Rôle des Collectivités territoriales dans le Développement local Pour une fourniture de services et d'infrastructures qui tient compte des populations pauvres*. (A. Bonfiglioli & K. Wekwete, Eds.) (pp. 1–18). Kigali, Rwanda : United Nations Capital Development Fund (UNCDF).
- UNCTAD. (2014). *The Least Developed Countries Report 2014. Growth with structural transformation: A post-2015 development agenda* (pp. 1–198). United Nations Publications.
- UNCTAD. (2016). Rapport 2015 sur les pays les moins avancés - Transformer l'économie rurale (pp. 1–203). New York et Genève.
- Union Européenne. (2016). *Étude pour l'identification et la formulation du programme de développement urbain du 11 ème FED en Haïti* (No. FED/2015/364-794).
- United Nations Conference on Trade and Development. (2015). The Least Developed Countries Report 2015: Transforming Rural Economies, 1–190.
- United Nations, MPCE. (2013). *Cadre stratégique intégré des Nations Unies pour Haïti (2013-2016)*. (United NationsMPCE, Eds.) (pp. 1–100). Port-au-Prince: Le système des Nations Unies en Haïti.
- Urosevic, M., Braun, B., Willers, J., Burg, G., & Dummer, R. (2005). Expression of melanoma-associated antigens in melanoma cell cultures. *Experimental Dermatology*, 14(7), 491–497. Retrieved from <http://www.jstor.org/stable/4131440>
- Varian, H. (1995). Intermediate microeconomics. *Economics*, 3070, 002.
- Vassili, J. (2009, July 1). *Accountability and ethnicity in a religious setting: the Salvation Army in France, Switzerland, the United Kingdom and Sweden*. Université Paris Dauphine, Paris. Retrieved from <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00401741>
- Vaughan, D. (2004). Theorizing Disaster: Analogy, historical ethnography, and the Challenger accident. *Ethnography*, 5(3), 315–347. <http://doi.org/10.1177/1466138104045659>
- Veblen, T. (1898). Why is economics not an evolutionary science? *The Quarterly Journal of Economics*, 12(4), 373–397.
- Waserman, F. (2016). Les finances publiques. La Documentation Française.
- World Bank. (2003). World Development Report 2003. New York: Copublication of the World Bank and Oxford University Press.
- World Bank. (2009). Innovative Finance for Development Solutions. *Initiatives of the World Bank Group*, 1–35.
- World Bank. (2015). Doing Business 2016: Measuring Regulatory Quality and Efficiency (pp. 1–348). The World Bank. <http://doi.org/10.1596/978-1-4648-0667-4>
- Yatta, F. P. (2006). *La gouvernance financière locale. Francois Paul Yatta Partenariat pour le developpement Municipal PDM*.
- Yatta, F. P. (2014). Revue africaine des finances locales. *Revue Africaine Des Finances Locales*, 1–104.
- Yin, R. K. (2013). Case study research: Design and methods. Sage publications. Retrieved from <http://www.worldcat.org/title/case-study-research-design-and-methods/oclc/918559385>
- Zagainova, A. (2012). *La corruption institutionnalisée: un nouveau concept issu de l'analyse du monde émergent*. (I. Samson & V. Mau, Eds.). Université de Grenoble, Grenoble.

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Carte des Pays les Moins Avancés.....	16
Figure 2 Conflits armés d'État avec au moins une des parties principales est le gouvernement d'un État (2010 à 2016)	18
Figure 3. Schéma de repérage de la théorisation du financement du Développement Économique Local dans les économies les moins avancées : l'articulation des Chapitres dans le cycle de la recherche.....	40
Figure 4. Taux de croissance du PIB per capita par catégories de revenus de 1971 à 2015 en USD constant en 2010.....	44
Figure 5. Contribution du secteur agricole à la valeur ajoutée (en USD constant 2010)	47
Figure 6. Les zones agroécologiques en Afrique subsaharienne.....	49
Figure 7. Systèmes agricoles en Afrique subsaharienne	50
Figure 8. Dépendance face aux produits de base (importations/exportations)	54
Figure 9. Évolution du prix de quelques produits de base à forte demande dans les PMA.....	56
Figure 10. Solde du commerce de marchandises dans les PMA (1971 à 2016).....	58
Figure 11. Dépenses publiques consacrées au secteur agricole dans quelques PMA	64
Figure 12. Perception de la corruption dans les économies par niveau de revenue	67
Figure 13. Investissements Directs Étrangers rentrants dans quelques zones économiques (1971 à 2016)	68
Figure 14. Incidences de la violence sur les coûts des entreprises par niveaux de développement économique (2015).....	69
Figure 15. Crédit intérieur au secteur privé par niveaux de revenus en 2015	75
Figure 16. Priorités en matière de développement rural et proximité urbaine selon la CNUCED.....	77
Figure 17. Sources de financement du développement localisé dans les Pays les Moins Avancés.....	85
Figure 18. Ressources internes par groupes de pays.....	88
Figure 19. Indicateurs de gouvernance des économies en 2015, par niveaux de revenus	89
Figure 20. Dépenses publiques en fonction des niveaux de revenus en 2011	95
Figure 21. Différents outils de financements selon les types de services	96
Figure 22. Maîtrise des budgets des municipalités selon les économies	101
Figure 23. Budget des États et des Collectivités Territoriales pour deux PMA	102
Figure 24. Aide publique au développement - OCDE en 2015 (millions USD).....	106
Figure 25. Aide au développement de la Chine dans les régions avec des ressources minières	107
Figure 26. Aide au développement de la Chine dans les zones de conflits armés	108
Figure 27. L'aide publique au développement et l'envoi de fonds des migrants dans les Pays en Voie de Développement et dans les Pays les Moins Avancés (en USD courants, 2014)	109
Figure 28. Dynamiques des financements possibles du DEL dans les économies les moins avancées	114
Figure 29. Diagramme logique de la théorisation du financement du développement local dans les PMA	119
Figure 30. Modèle théorique du financement du développement local dans les Pays les Moins Avancés	145
Figure 31. Synthèse de la stratégie de recherche : du cadre théorique à la collecte de données sur le terrain	154

Figure 32. Taux d'inscription au secondaire en fonction du revenu par habitant.....	155
Figure 33. Production de revues scientifiques et de revues techniques en 2011 dans les PMA.	156
Figure 34. Dendrogramme des critères et classification des PMA.....	163
Figure 35. Architecture générale des études de cas.....	175
Figure 36. Connexion logique entre le cas d'étude et les données qualitatives.....	184
Figure 37. Modèle de base de la correspondance de structures.....	186
Figure 38. Critères de validité de la qualité des études de cas	190
Figure 39. Quelques villas à Labadie, et la vie tranquille dans les villages dans le Nord du territoire étudié	201
Figure 40. Transition de la population urbaine/rurale du cas typique.....	202
Figure 41. Zones fréquemment affectées par les désastres naturels	203
Figure 42. Quelques infrastructures de développement économique dans le territoire étudié.....	204
Figure 43. Ressources naturelles dans le territoire étudié	205
Figure 44. Ressources typiques des collectivités locales.....	206
Figure 45. Les programmes de développement local par domaines d'intervention des bailleurs de fonds techniques et financiers	209
Figure 46. Appui des partenaires techniques et financiers.....	211
Figure 47. Synthèse des étapes dans la collecte et la validation des données qualitatives.....	214
Figure 48. Troubles politiques et impacts sur les municipalités.....	216
Figure 49. Évolution des revenus de quelques municipalités et impact combiné de l'élection et des mesures de la loi de finances de 2015	218
Figure 50. Poste de péage non autorisé et en dehors de la loi	218
Figure 51. Chronologie des interventions et du processus de collecte et d'analyse de données.....	220
Figure 52. Cartographie des projets de développement local à financements mixtes relevés de 2013 à 2016	223
Figure 53. Deux modalités de collecte d'impôts en zone rurale mises en place par les Maires	230
Figure 54. Deux marchés publics, deux résultats différents.....	239
Figure 55. Schéma analytique et synthèse du fonctionnement actuel du développement local dans les localités du cas typique	243
Figure 56. Schéma analytique du circuit monétaire des revenus communaux et absence de contrôle des Municipalités	247
Figure 57. Résultats des tables rondes thématiques de discussions interinstitutionnelles pour les micro- moyennes entreprises.....	252
Figure 58. Quelques filières à intégrations verticales et horizontales dans la zone d'étude du cas typique	255
Figure 59. Le modèle empirique du financement du développement local dans les PMA.....	265
Figure 60. Deux niveaux de généralisations.....	267
Figure 61. Des initiatives multiples et non coordonnées en matière de programmes du DEL = impact net, zéro !.....	281
Figure 62. Dynamique des stratégies du DEL en fonction des capacités des municipalités et du secteur privé.....	298

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Tableau synoptique des Pays les Moins Avancés (2016)	19
Tableau 2. Les cinq ressources clés pour un développement localisé.....	43
Tableau 3. Systèmes agricoles et principaux moyens de subsistance	51
Tableau 4. Exportations mondiales de marchandises, par grands groupes de produits, en 2014 (en milliards de USD et en %).....	53
Tableau 5. Spécialisation à l'exportation des Pays les Moins Avancés.....	60
Tableau 6. Terres arables dans quelques groupes économiques (hectares par personne).....	61
Tableau 7. Investissement dans les projets d'infrastructure avec un Partenariat Public Privé dans les PMA au cours des dernières années (2009 à 2016).....	70
Tableau 8. Emploi de l'économie informelle dans le secteur non-agricole dans quelques PMA	72
Tableau 9. Catégories des transferts financiers aux collectivités.....	87
Tableau 10. APD nette reçue (en pourcentage des dépenses du gouvernement central).....	90
Tableau 11. Fonds détournés, gelés et restitués : palmarès des principaux dictateurs des PMA	92
Tableau 12. Notes souveraines de court terme (1 an) des PMA en 2016 par les agences de notations financières et les PMA non notés	94
Tableau 13. Trois niveaux de décentralisation.....	99
Tableau 14. Positions épistémologiques des paradigmes : réaliste scientifique, constructiviste pragmatique et interprétativiste	168
Tableau 15. Composition des tables rondes avec les acteurs du développement local dans les zones d'intervention (de février 2014 à octobre 2016)	179
Tableau 16. Nombre d'interviews, durée et méthode de la recherche par les auteurs et les recherches les plus performantes.....	181
Tableau 17. Impôts municipaux et références légales	207
Tableau 18. L'assistance technique internationale dans les finances locales – suivant les domaines d'intervention.....	210
Tableau 19. Descriptif sommaire des projets relevés dans le territoire	224
Tableau 20. Variations des revenus des municipalités avant et après les interventions	229
Tableau 21. Personnels renvoyés dans les Mairies avec les nouvelles administrations	249
Tableau 22. Points de déblocages et actions identifiés par les acteurs impliqués dans le développement local.....	253

ANNEXES

Annexe 1. Les codes des analyses des Chapitres I à V

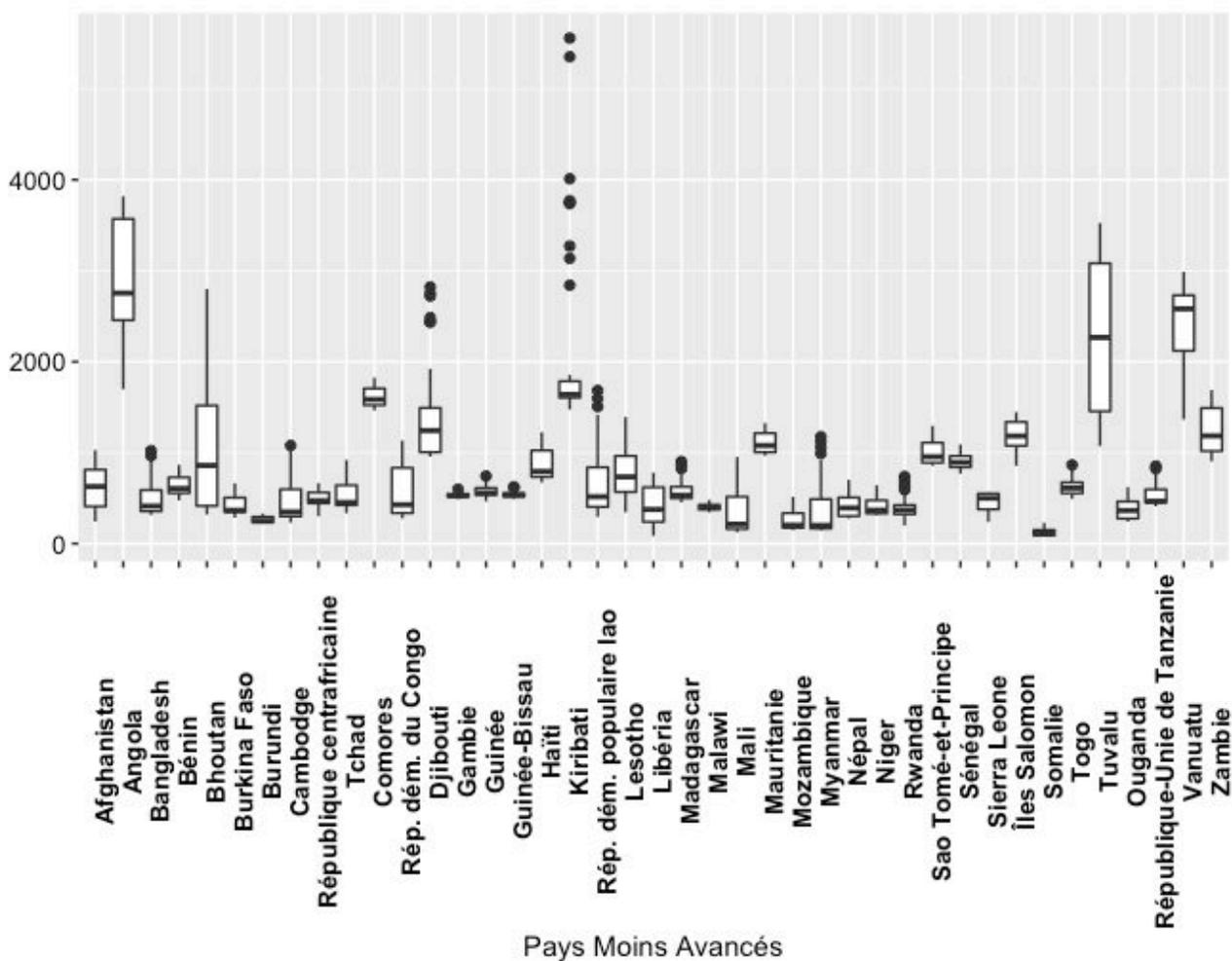
Les codes de répliation des analyses quantitatives spécifiques du document sont disponibles dans le répertoire GitHub à l'adresse suivante : <https://github.com/aejb22122/Analyse-de-donnees-these-paris-saclay>

The screenshot shows the GitHub interface for the repository 'aejb22122 / Analyse-de-donnees-these-paris-saclay'. The repository has 55 commits, 1 branch, 0 releases, and 1 contributor. The latest commit is by 'aejb22122' titled 'Update Computations-for-the-defence' 16 hours ago. The repository contains several files and folders, including 'datasets', 'presentations', 'Computations-for-the-defence', 'README.md', 'analyses-chapitre-4.R', 'analyses-chapitre1.R', 'carte-regions.R', 'chapitre-5.R', 'chapter-1-chapter-2-augmented.R', and 'conflits-armes.R'. The 'README.md' file is open, showing the title 'Les mécanismes de financement du développement économique local : caractérisations et stratégies adaptées aux PMA'.

File/Folder	Description	Time
datasets	Données additionnelles sur le PIB constant	2 months ago
presentations	Add files via upload	13 days ago
Computations-for-the-defence	Update Computations-for-the-defence	16 hours ago
README.md	Update README.md	10 days ago
analyses-chapitre-4.R	cleaned graph and cluter analysis	14 days ago
analyses-chapitre1.R	Rename analyses-chapitre1 to analyses-chapitre1.R	2 months ago
carte-regions.R	updated maps by regions	13 days ago
chapitre-5.R	Updated the geo-coded data	14 days ago
chapter-1-chapter-2-augmented.R	ajouts	15 days ago
conflits-armes.R	Update conflits-armes.R	7 days ago

Les mécanismes de financement du développement économique local : caractérisations et stratégies adaptées aux PMA

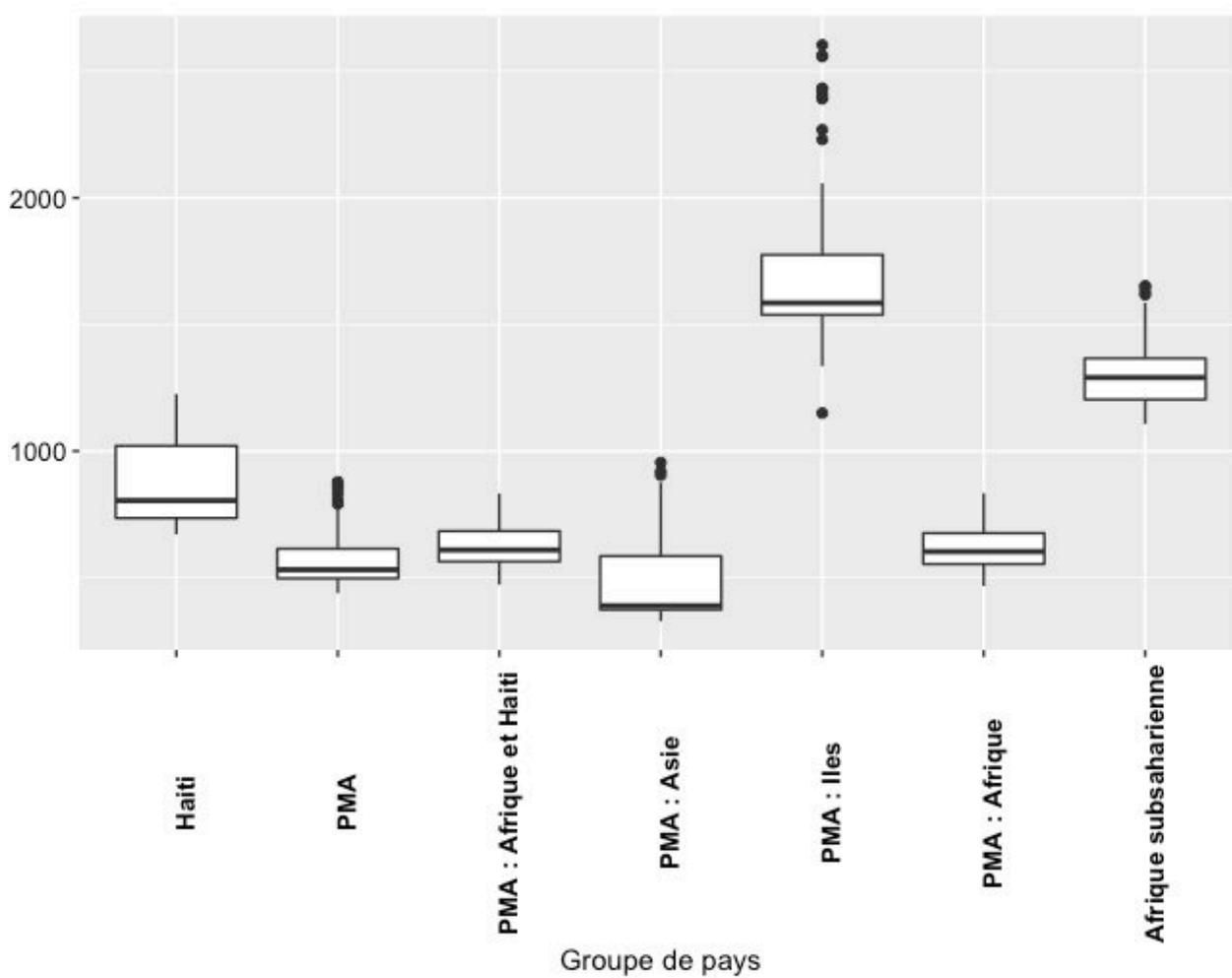
Annexe 2. Produit Intérieur Brut par habitants à prix constant des PMA (PPA contant 2010 de 1971 à 2016)



Source : <http://unctadstat.unctad.org/EN/Index.html>

Calculs de l'auteur

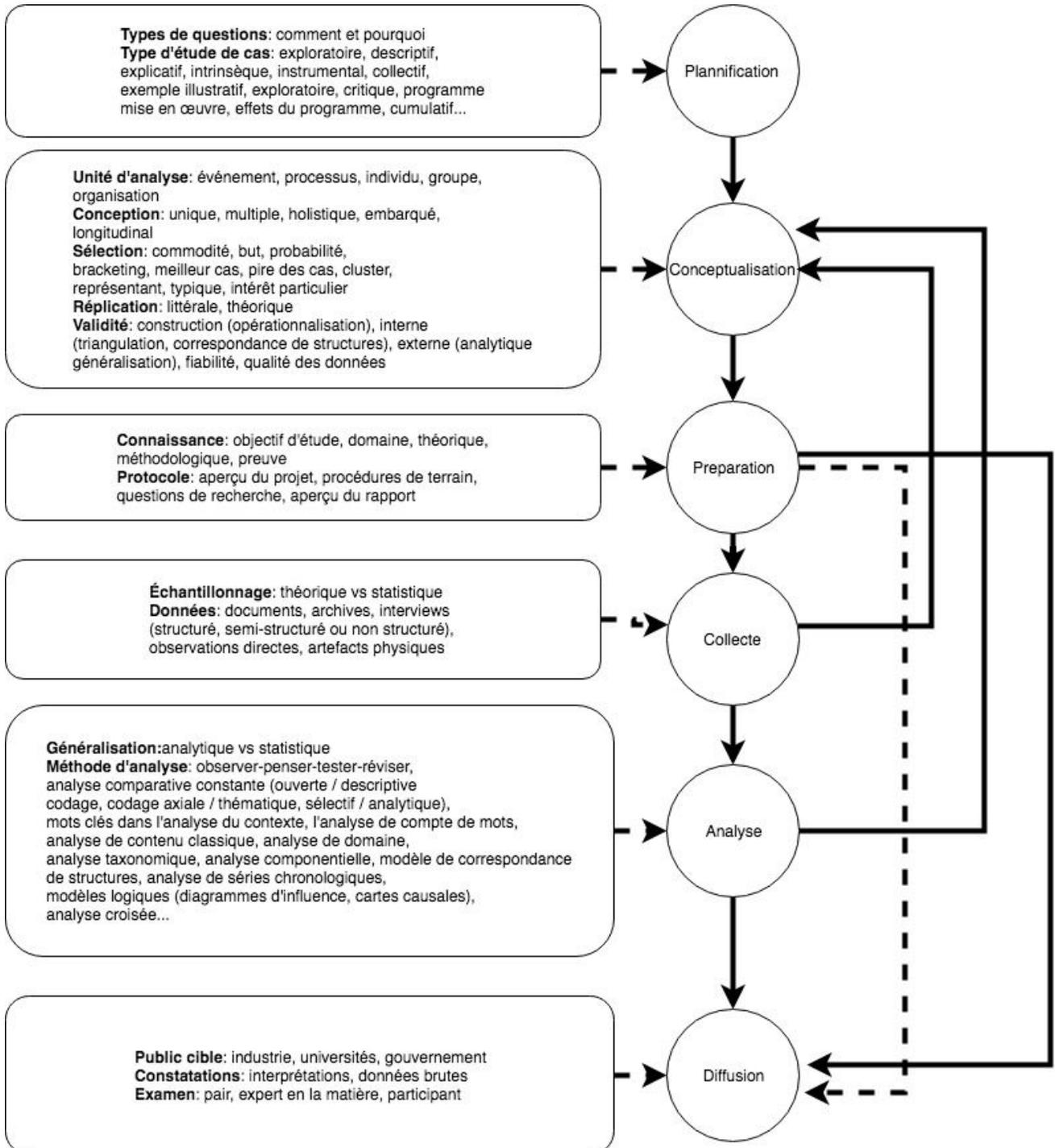
Annexe 3. Produit Intérieur Brut par habitants à prix constant par groupe de PMA de 1971 à 2016 (PPA contant 2010)



Source : <http://unctadstat.unctad.org/EN/Index.html>

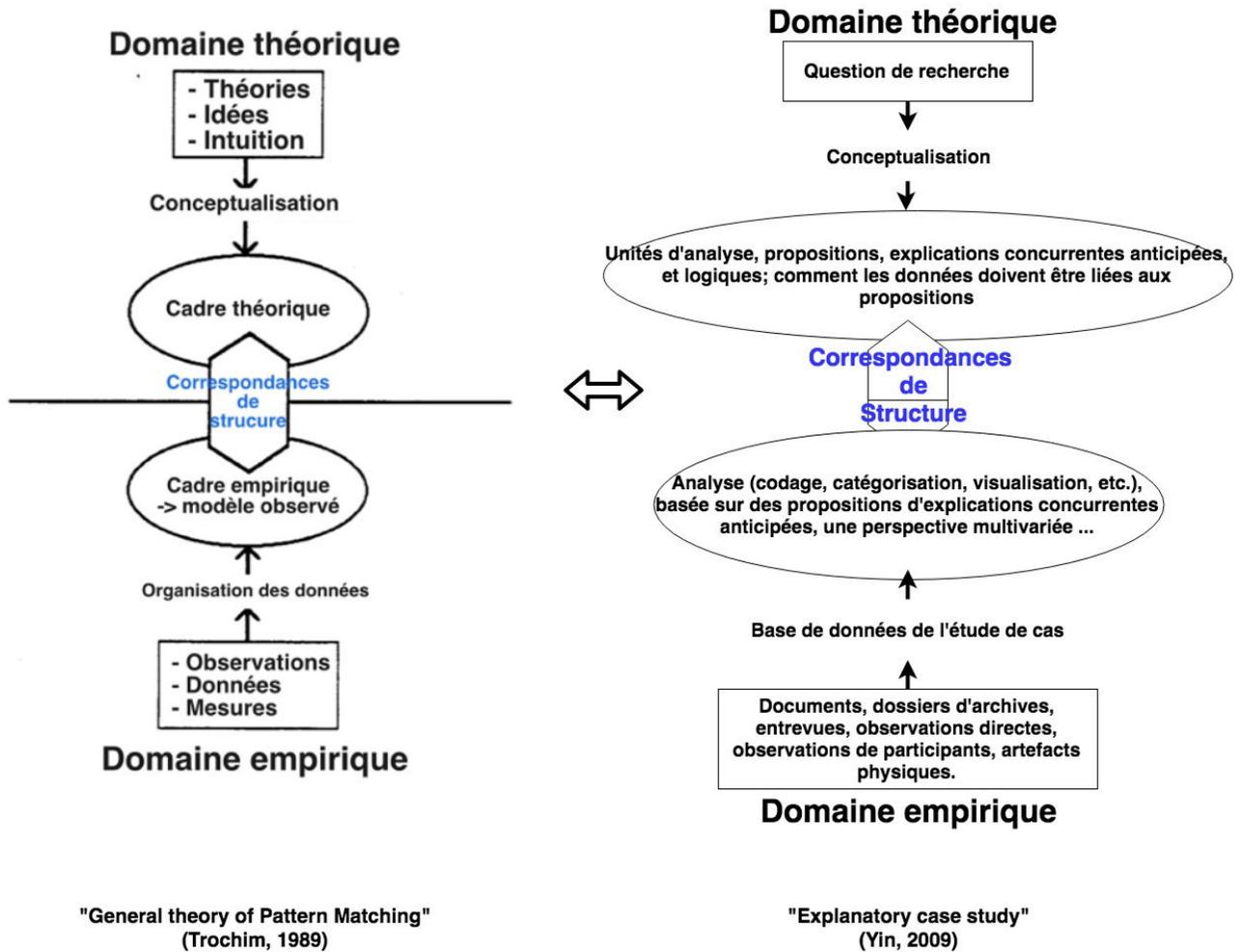
Calculs de l'auteur

Annexe 4. Les principales phases d'une étude de cas



Source : adaptés de Yin, R. K. (2013). *Case study research: Design and methods*. Sage publications. Baškarada, S. (2014). *Qualitative Case Study Guidelines*. *The Qualitative Report*, 19(40), 1-18

Annexe 5. La logique générale de la correspondance de modèle et ses applications dans la conception de l'étude de cas



Source: Sinkovics, N. (2017). Pattern matching in qualitative analysis. In *The SAGE Handbook of Qualitative Business and Management Research Methods: Methods and Challenges* (pp. 468-485). Sage Thousand Oaks, US.